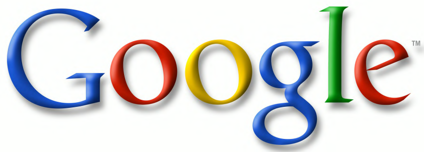


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

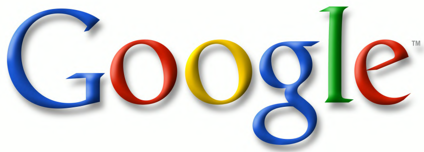
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

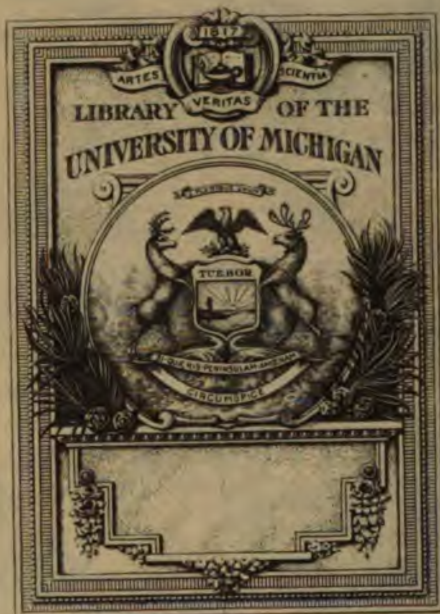
Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 828,690


1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE

DC
202
.G13
V.1

DC
202.1
.G13
V.1

Mary Ann Lewis Lloyd,
Wrenchal.

BIBLIOTHÈQUE

DES ÉCOLES ET DES FAMILLES

CAMPAGNES

DU

PREMIER EMPIRE

SUCCÈS ET REVERS (1809-1812)

PAR

PAUL GAFFAREL

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1890

Droits de propriété et de traduction réservés

Libr. Gregory
8-7-36
32601

CAMPAGNES

DU

PREMIER EMPIRE

SUCCÈS ET REVERS

1809-1812

CHAPITRE I

AFFAIRES ORIENTALES

1800-1808

Un des premiers soins de Bonaparte après le 18 Brumaire fut de renouer l'alliance séculaire de la France et de la Turquie. Il avait compris qu'il faisait fausse route en cherchant à profiter de la décadence de l'empire ottoman. Il n'avait en effet conquis l'Égypte que pour en faire une colonie anglaise, et chassé de Malte les chevaliers de Saint-Jean que pour donner aux Anglais cette admirable position. Il n'avait enlevé les îles Ioniennes aux Vénitiens que pour y installer les Russes et leur livrer ce poste d'observation dans la Méditerranée qu'ils convoitaient depuis si longtemps. Il n'avait donc travaillé que pour autrui, et toutes ses victoires n'avaient abouti qu'à augmenter la puissance ou le territoire de nos ennemis.

Les Turcs de leur côté n'éprouvaient pour leurs prétendus alliés,

Anglais ou Russes, qu'une sympathie fort médiocre. Ils ne se dissimulaient pas qu'on cherchait à les exploiter sous prétexte de les aider. Aussi bien les Anglais ne s'étaient-ils pas déjà payés de leurs services en s'installant en Égypte comme en pays conquis? Reconnaissant la beauté, la fertilité et les immenses ressources du pays, ils mettaient garnison à Suez, à Damiette, à Alexandrie, au Caire, à Kosséir, sans se préoccuper de ses légitimes possesseurs. Quant aux Russes, plus impudents encore, ils fortifiaient Corfou et les îles Ioniennes, appelaient à eux des renforts, augmentaient leur flotte, et excitaient une dangereuse fermentation parmi les populations chrétiennes de l'Albanie et de la Grèce. Aux réclamations de la Turquie, Russes et Anglais répondaient par de banales excuses, et ne prenaient même plus la peine de cacher leurs convoitises. Le Sultan Sélim, irrité de ces prétentions que ne justifiaient pas les services rendus, ne demandait donc qu'à redevenir notre ami.

L'ambassadeur de Turquie en France, Esseid-Effendi, n'avait pas abandonné son poste, malgré la guerre. Bonaparte le manda aux Tuileries, et lui fit connaître son sincère désir de renouer les bonnes relations d'autrefois. En même temps, comme il se défiait des lenteurs de la diplomatie orientale, il fit passer à Constantinople, par l'intermédiaire de l'ambassade d'Espagne, de nouvelles propositions de paix. Cette précaution était inutile. Nous arrivions à temps pour permettre au Sultan de se retirer avec honneur d'une position embarrassante. Sélim répondit qu'il acceptait avec empressement ces ouvertures. Les préliminaires de paix furent donc signés à Paris le 9 octobre 1801 et convertis en un traité définitif le 25 juin 1802. Les deux pays adoptaient le *statu quo ante bellum*, c'est-à-dire que la France renonçait à tout droit, à toute revendication ultérieure sur l'Égypte, et que la Turquie restituait les biens confisqués aux sujets français, rendait la liberté à nos agents, à nos marchands, à nos religieux, et renouvelait les capitulations antérieures à la guerre. Un article spécial portait que les îles Ioniennes seraient érigées en république indépendante sous la protection de la Turquie. Cette clause était fort habile de la part de Bonaparte. Le premier consul prévoyait que la France ne rentrerait que difficilement en possession de cet important archipel, et il ne voulait pas le laisser entre les mains d'une puissance aussi active et aussi am-

bitieuse que la Russie. En donnant à ces insulaires les apparences de l'autonomie, il renonçait par cela même aux prétentions françaises, mais aussi il enlevait aux Russes tout prétexte de prolonger leur occupation, et intéressait les Turcs à s'opposer à toute tentative ultérieure contre cet archipel. Il était difficile de se tirer avec plus d'adresse d'une situation équivoque.

Tout semblait rétabli comme avant 1789. Les Turcs avaient réoccupé leurs territoires; les Anglais devaient leur rendre l'Égypte, et les Russes les îles Ioniennes. La France avait renoncé à tout projet de démembrement de l'empire ottoman. Déjà nos consuls avaient reparu à leurs postes, nos religieux dans leurs couvents. Il ne restait que le souvenir d'une injuste agression, que le temps ferait sans doute oublier, et les deux pays revenaient à leur politique traditionnelle, qui leur commandait des ménagements et des égards réciproques. Rien ne semblait devoir troubler cette paix et ces relations intimes. On eût dit que de longues années de tranquillité étaient réservées aux deux pays.

Ce calme était pourtant trompeur. Malgré l'insuccès de ses premières tentatives, malgré la prodigieuse multiplicité d'affaires qui tournaient son attention vers l'Occident, Bonaparte n'avait pas encore renoncé à bouleverser le monde oriental; car il croyait que les destinées de l'Europe dépendaient de ce mystérieux Levant qui tient les clefs de la Méditerranée et commande la route des Indes. Le maintien ou la chute de l'empire ottoman lui paraissait la plus grave des questions contemporaines. Il voulait se tenir prêt à tout événement. Aussi, dès qu'il eut signé la paix avec la Turquie, s'occupa-t-il avec ardeur à régénérer notre influence, notre commerce et notre nom dans tout l'Orient. Pour accomplir cette tâche difficile, il avait besoin d'un homme de confiance et de talent, dont le caractère sympathique et les aptitudes variées suffiraient à toutes les éventualités. Ce confident de ses pensées intimes, il crut l'avoir trouvé dans la personne d'un de ses compatriotes, son aide de camp Sébastiani.

Sébastiani se disait issu de famille noble et parent de Bonaparte, mais cette double prétention est commune à tant de Corses, que nous ne l'enregistrons que pour mémoire. On le destinait à la carrière ecclésiastique. La Révolution modifia ses projets. Nommé sous-

lieutenant d'infanterie en 1789, il passa en 1794 à l'armée des Alpes et conquit sur les champs de bataille tous ses grades jusqu'à celui de colonel. Lors du 18 Brumaire, il fut un des meneurs les plus déterminés du coup d'État. Aussi le premier consul l'attacha-t-il à sa personne, et, comme il lui trouvait des dispositions toutes spéciales pour la diplomatie, lui confia-t-il, en 1802, une importante mission. Sébastiani devait officiellement requérir des Anglais l'évacuation d'Alexandrie, annoncer aux pachas turcs d'Égypte et de Syrie la paix conclue avec la Porte et le prochain envoi de commissaires français dans les échelles du Levant pour renouer des relations de commerce; mais il faut lire dans la *Correspondance* (5 septembre 1802) la véritable mission de ce singulier agent. Le colonel se rendra d'abord à Tripoli, où il se conciliera le bey, puis en Égypte et en Syrie. Arrivé à Alexandrie, « il prendra note de ce qui est dans le port, des bâtiments des Anglais et des Turcs, de leurs forces, de l'état des fortifications, de l'état des tours », etc. De là il se rendra au Caire, y verra les quatre grands cheikhs, et devra « prendre note de l'état des fortifications environnantes, de l'état de la citadelle du Caire, dire à tout le monde que Bonaparte aimait le peuple d'Egypte, qu'il désirait son bonheur, qu'il parlait souvent de lui, tout cela en ayant soin de ne pas se compromettre ». Poursuivant sa tournée, Sébastiani ira à Jaffa « pour y voir l'état des murailles, ainsi qu'à Gaza et à Jérusalem. Il visitera Djezzar à Saint-Jean-d'Acre, s'informera des fortifications qu'il fait construire, les parcourra lui-même », etc. C'était donc réellement une mission politique et militaire dont était chargé Sébastiani. Le premier consul ne renonçait pas encore à ses projets sur l'Orient, et les infinis détails auxquels devait descendre le confident de ses projets prouvent qu'il nourrissait l'espoir d'une prochaine intervention dans ces contrées.

Sébastiani remplit à merveille ses instructions. Aussi bien il avait toutes les qualités extérieures qui plaisent aux Orientaux. Il avait reçu de la nature un physique séduisant. D'une taille moyenne, mais bien prise, tous ses gestes étaient gracieux. Il causait avec un charme incomparable, quoiqu'il aimât trop à s'écouter parler. Ses qualités étaient toutes en dehors. Bien qu'il eût peu de connaissances, il pratiquait l'art de paraître en avoir beaucoup. Il n'avait pas à proprement parler d'éloquence, mais il couvrait la vulgarité

de ses expressions et de ses pensées par une prodigieuse facilité d'argumentation. Sa première visite fut pour le bey de Tripoli, vrai chef de forbans, barbare mal dégrossi, qui se laissa prendre à la séduction de ses prévenances et lui promit de respecter non seulement les bâtiments français, mais encore ceux de notre alliée, la république italienne. De là il aborda à Alexandrie que le général anglais Stuart refusait d'évacuer, malgré les stipulations du traité d'Amiens. Sébastiani, tout en gardant les convenances, sut lui faire comprendre que les parties intéressées, c'est-à-dire la Turquie et la France, pourraient intervenir, et que l'Autriche et la Russie ne consentiraient jamais à laisser l'Egypte aux Anglais. Stuart, qui goûtait ces raisons, consulta son gouvernement. Le cabinet anglais finit par céder et ordonna de rendre le pays aux Turcs. La remise se fit en effet le 17 mars 1803.

Sébastiani n'assista pas à cette remise qu'il avait préparée. Aussitôt après avoir rempli son mandat auprès du général Stuart, il s'était enfoncé en Egypte afin d'y voir, disait-il, tous les endroits naguère illustrés par ses frères d'armes. Les souvenirs de l'occupation française étaient encore vivants dans le pays. Sébastiani fut accueilli avec empressement, surtout au Caire, où la foule le salua par ses acclamations. Tous nos anciens partisans se groupèrent autour de lui. Les mameluks, nos rivaux d'autrefois, que la prudente politique de Kléber nous avait ralliés, lui proposèrent même de se révolter contre les possesseurs actuels de l'Egypte, et de redevenir tributaires de la France. Sébastiani repoussa ces ouvertures ; mais il eut soin de ne décourager personne, et manœuvra si bien qu'il laissa la porte ouverte à toutes les espérances. Il obtint même du pacha le rétablissement, avec tous leurs privilèges, des monastères catholiques du Sinaï et du Nil. En un mot, partout où il se présenta en Egypte, il reçut, en sa double qualité de représentant de la France et d'ami de Bonaparte, un accueil qui ne pouvait que surexciter nos espérances.

En Syrie Sébastiani fut plus heureux encore. Sa tâche était pourtant plus difficile, car les Syriens n'avaient pas eu à se louer de notre intervention. Ceux d'entre eux qui appartenaient à la religion chrétienne, nous les avions piteusement abandonnés ; quant aux musulmans, nous les avions battus, incendiés, massacrés. Les murs

de Saint-Jean-d'Acre portaient encore la trace de nos boulets; les ruines de Jaffa et de Gaza n'avaient pas été relevées; tout le pays qui sépare la Syrie de l'Egypte n'était plus qu'un désert; aussi que de rancunes et de haines!

Sébastiani feignit de ne pas comprendre la gravité de la situation. Il s'engagea dans le pays, et, avec un courage qui fit impression, se mit tout de suite entre les mains du plus redoutable de nos adversaires, le pacha de Saint-Jean-d'Acre, le féroce Djezzar. Ce fut une heureuse inspiration. Djezzar se serait certainement opposé aux intrigues et aux sourdes menées de Sébastiani; il aurait même dressé mille embûches sur sa route, si Sébastiani eût paru se défier de lui; mais du moment où l'envoyé de la France, affectant de ne plus se souvenir de la dernière guerre, se livrait à lui et faisait appel aux sentiments de générosité et de fastueuse hospitalité qui sont comme les qualités natives de la race turque, Djezzar, touché de cette preuve de confiance, l'accueillit avec plaisir. Il le laissa libre de renouer des relations avec les chrétiens du Liban; il lui promit même de restituer leurs privilèges aux marchands français, et leurs prérogatives aux religieux de la Terre Sainte. « Je serai moi-même, disait-il, le commissaire français à Acre, et vos compatriotes y trouveront l'accueil le plus amical. » Cet homme qui nous accablait ainsi de ses protestations de dévouement, n'était-ce pas le même qui, trois ans auparavant, nous faisait une guerre sauvage, assassinant nos parlementaires, massacrant nos prisonniers et nos blessés? Le plus singulier, c'est que dans les deux cas, il était également de bonne foi, et croyait remplir son devoir.

Sébastiani n'avait plus qu'à rentrer en France, mais il ne voulut le faire qu'après avoir visité une de nos anciennes possessions, les îles Ioniennes. Cet archipel venait d'être constitué en république indépendante, sous le protectorat de la Turquie. Si la France ainsi que l'Autriche avaient intérêt à ce que cette clause des traités fût scrupuleusement exécutée, la Russie n'avait cédé qu'à contre-cœur. Elle avait espéré s'installer à titre définitif dans ces îles et ne se retirait que lentement. De nombreux émissaires russes exploitaient la ressemblance de religion pour faire aux insulaires les plus magnifiques promesses et préparer ainsi la future domination du Tsar.

Une escadre russe croisait dans le voisinage, toute prête à jeter un corps de débarquement. Sans appartenir légalement à la Russie, les îles Ioniennes étaient donc travaillées par ses agents, et le Tsar ne cachait pas son désir de prendre pied dans la Méditerranée en occupant cet archipel. Sébastiani avait été chargé d'étudier le terrain. Les insulaires, qui étaient au courant des projets russes et se défiaient de la Turquie, le reçurent comme un libérateur. La France répandait alors un tel éclat qu'on était fier de lui appartenir. D'ailleurs, on avait gardé bon souvenir à Corfou de notre occupation éphémère. Les prévenances du général Gentili, le courage du général Chabot avaient produit une excellente impression. Les Corfiotes aspiraient à devenir Français : Sébastiani fut obligé de calmer leur impatience, mais il leur promit de faire part de leurs vœux au premier consul et tint parole. Bonaparte en effet profitera de la première occasion favorable pour prendre de nouveau possession de l'archipel.

A peine de retour en France, Sébastiani rédigea son rapport, qui fut publié dans le *Moniteur* et produisit une vive impression. Ce rapport était une sorte d'évaluation claire et précise des ressources de l'Egypte et des chances de la France pour conquérir une seconde fois ce pays. Il n'était pas une ligne de ce document dont la conséquence immédiate n'impliquât une nouvelle expédition. Sébastiani allait jusqu'à donner le chiffre exact de la composition de l'armée turque; il faisait remarquer que ces soldats étaient mal armés, mal disciplinés, énervés par le climat et aussi par la débauche ; il ajoutait en forme de conclusion : « Six mille Français suffiraient aujourd'hui pour reconquérir l'Egypte ».

Si la publication de ce manifeste provoqua les légitimes susceptibilités des Turcs, qui étaient nos amis, elle eut sur les Anglais, qui ne nous aimaient pas, le retentissement d'une déclaration de guerre. Depuis la paix d'Amiens plusieurs questions étaient restées en suspens entre la France et l'Angleterre, et, bien que la discussion fût demeurée toute diplomatique, une certaine aigreur séparait déjà les deux cabinets. Lorsque le ministère anglais, qui n'avait pu voir sans dépit la bonne amitié renaître entre Bonaparte et Sélim, comprit que la France républicaine allait continuer, en les agrandissant, les projets de la France monarchique, il n'hésita plus et

annonça qu'il ne restituerait jamais l'île de Malte, tant qu'il ne serait pas assuré des projets de Bonaparte sur l'Orient. Malte entre ses mains devenait un gage de réussite contre les desseins secrets de Bonaparte à l'égard de l'Egypte. Ainsi posée, la question était résolue à l'avance. La guerre fut en effet déclarée.

La publication du rapport de Sébastiani amena encore la rupture de la Russie avec la France. Bonaparte réclama l'exécution du traité en vertu duquel les Russes devaient évacuer les îles Ioniennes. La Russie ne voulut pas les abandonner. Soutenue par l'Angleterre, elle répondit aux sommations du premier consul par un refus absolu, et réoccupa Corfou et les autres positions stratégiques de l'archipel.

L'Angleterre et la Russie cherchèrent aussi à entraîner la Turquie dans une coalition contre la France. On ne savait, en effet, quelle serait l'attitude de cette puissance. Fidèle à ses traditions trois fois séculaires, se prononcerait-elle en notre faveur, ou bien, répudiant son passé et ne consultant que ses intérêts immédiats, s'unirait-elle à ses ennemis? Il était difficile de connaître ses intentions. Elle était sans doute l'amie des puissances qui l'avaient aidée dans la dernière guerre; mais les services qu'elle avait reçus n'avaient pas été gratuits, et le sultan Sélim s'irritait de l'arrogance anglaise et de l'influence croissante de la Russie sur ses sujets chrétiens. D'un autre côté, les souvenirs désagréables de la récente guerre n'étaient pas encore éteints, et on ne savait pas à Constantinople, surtout après la publication du rapport de Sébastiani, s'il fallait considérer Bonaparte comme un ami ou comme un adversaire. La Turquie se trouvait à une de ces heures troublées et indécises où les Etats, comme les particuliers, ne savent à quelle décision s'arrêter, bien qu'ils n'ignorent pas que tout retard leur est préjudiciable. Entre la coalition anglo-russe et l'amitié française Sélim était hésitant. Bonaparte aurait dû profiter de ces hésitations pour enchaîner la Turquie à notre alliance. Il fallait envoyer à Constantinople un ambassadeur au courant de la situation, capable de tourner à notre profit les incertitudes de l'heure présente. Sébastiani aurait convenu, mais il était trop jeune et n'occupait pas une position assez élevée. Le général Brune lui fut préféré.

Ce fut un choix malheureux. Avec sa droiture républicaine et sa

fierté pleine d'emportements, Brune n'était guère propre à négocier avec des ministres dont la plupart étaient pensionnés par l'Angleterre. S'il eût écouté les prudents avis de son conseiller d'ambassade, Ruffin, qui était habitué aux intrigues du sérail et savait opposer l'adresse à la ruse et l'astuce à la tromperie, Brune aurait peut-être réussi à entraîner la Turquie dans notre alliance, mais cet empire dégénéré n'avait déjà plus de politique nationale : il se traînait à la remorque du plus fort. Si pourtant l'armée turque s'était portée sur le Danube et eût attaqué par derrière les coalisés que la France aurait assaillis en face, cette diversion lui aurait valu, sinon une augmentation de territoire, au moins la consolidation de sa puissance pour de longues années. Les alliés comprirent le danger et aux propositions de Brune ripostèrent par des menaces. Le Divan finit, comme font pour leur malheur la plupart des États faibles ou dévoyés de leurs traditions, par adopter la plus déplorable des politiques. Il résolut de rester neutre. Brune eut beau prier, insister, menacer à son tour et feindre un départ immédiat, on n'essaya pas de le retenir. Comprenant enfin qu'il n'avait plus rien à espérer, il renonça à son entreprise et partit pour Paris le 12 décembre 1804. Les ambassadeurs russes et anglais se rapprochèrent aussitôt du Sultan, mais ils se heurtèrent contre une mauvaise volonté bien caractérisée. Sélim avait, il est vrai, repoussé les propositions françaises, mais il n'acceptait pas non plus celles de l'Angleterre et de la Russie; en un mot il persistait dans sa neutralité, espérant qu'il y gagnerait les ménagements des puissances rivales : la neutralité ne lui valut que les dédains de la France, les rancunes de l'Angleterre et les hostilités de la Russie.

Sur ces entrefaites le premier consul devint l'empereur Napoléon Ier. Les victoires de la grande armée, le coup de foudre d'Austerlitz, l'humiliation des Autrichiens à Presbourg, la retraite des Russes, tous ces événements, dont la rapide succession tenait du prodige, frappèrent les Turcs de stupeur. Le Sultan se repentit d'avoir repoussé les avances de Brune. L'habile et peu scrupuleux homme d'État qui dirigeait notre politique extérieure, Talleyrand, ne cachait pas qu'à ses yeux l'unique moyen de résoudre la question d'Orient était de démembrer la Turquie et d'en partager les dépouilles de façon à

assurer la grandeur et la sécurité de la France. Son plan favori consistait à faire de l'Autriche une puissance slave et orientale en lui attribuant, au lieu de ses provinces allemandes, toutes les provinces danubiennes de la Turquie. Sélim connaissait ces projets de démembrement et savait Napoléon capable de les exécuter. Il déclara donc à ses ministres qu'il n'était que temps de sortir de la neutralité et d'implorer l'alliance française. Un ambassadeur extraordinaire, Gallip-effendi, fut envoyé à Paris pour féliciter l'Empereur de son élévation au trône de France et l'assurer du sincère attachement que lui portait le Sultan. Ces félicitations étaient tardives, mais Napoléon Ier, qui avait besoin de l'alliance turque, feignit de croire à leur sincérité et répondit à l'envoyé de Sélim que son maître pouvait compter sur lui.

En même temps, et pour resserrer les liens de l'alliance, il désigna comme ambassadeur à Constantinople Sébastiani, qui venait de conquérir le grade de général sur les champs de bataille de Bavière et de Moravie, et qui, par son activité, par sa souplesse et aussi par son caractère liant et sympathique, lui semblait plus que personne capable de représenter honorablement la France à la Sublime Porte. Il l'autorisait à mener avec lui de nombreux officiers qui l'aideraient à réorganiser l'armée ottomane. Enfin il lui recommandait d'arriver vite à son poste, car de graves événements se préparaient en Orient, et l'Empereur voulait que la France fût en position de les diriger ou d'en profiter.

L'ambassade de Sébastiani est restée célèbre. Comme diplomate, le général rendit à ce moment des services incontestables à son pays. Comme militaire, il se conduisit avec un courage qui lui valut les sympathies ottomanes. Aussi bien le choix de Sébastiani comme ambassadeur déplut à l'Angleterre et à la Russie. Ni l'une ni l'autre de ces puissances n'avaient oublié sa mission en 1802. Elles le savaient partisan déterminé de l'intervention française en Orient, elles le supposaient même plus avant qu'il ne l'était dans la confidence de Napoléon. Arbuthnot et Italinski, leurs deux ambassadeurs à Constantinople, se promirent de surveiller ses moindres démarches, et de continuer contre lui, sur ce terrain neutre, la guerre que leurs flottes et leurs armées soutenaient au même moment contre les soldats et les matelots français. Sébastiani, sans seule-

ment tenir compte de leurs sourdes menées, affectant même la superbe tranquillité que donne la fortune, marcha résolument à son but, qui était d'entraîner la Turquie dans une guerre contre la Russie et l'Angleterre. Il ne devait que trop réussir dans sa mission.

Une habile concession de Sébastiani lui concilia tout d'abord les bonnes dispositions des Turcs. L'usage s'était établi que les représentants des puissances européennes prenaient sous leur protection immédiate un certain nombre de chrétiens sujets de la Porte. Ces privilégiés se nommaient les *barataires*, du mot *barat* qui signifie exemption. Ils étaient en effet exempts d'impôts, et jouissaient des immunités réservées au personnel de l'ambassade. A l'origine, chaque ambassadeur délivrait quinze barats; mais, comme c'était un moyen d'augmenter leur influence et aussi de battre monnaie, ils avaient avec le temps singulièrement étendu le nombre des barats. Cet abus donnait lieu à de continuelles et légitimes réclamations de la part des Turcs. Les ministres de la Porte en avaient à plusieurs reprises, mais vainement, demandé la suppression. Que fit Sébastiani? De lui-même il proposa de supprimer tous les barats français et de renoncer à cette prérogative qui cachait des malversations. Cette démarche était d'autant plus habile de sa part que, par suite de la longue interruption de nos relations avec le Levant, nous ne possédions alors que fort peu de barataires, en sorte que Sébastiani, tout en paraissant désintéressé, disposait favorablement les Turcs à son égard et portait un coup direct aux ambassadeurs des autres puissances, qui avaient sous leur dépendance un nombre considérable de barataires, et se virent obligés d'imiter notre ambassadeur, sous peine de se donner les apparences de champions des abus.

L'affaire des hospodars fut menée avec une égale habileté. Depuis le traité de Kainardjé, signé en 1774 entre la Russie et la Turquie, la Turquie s'était engagée à nommer hospodars, c'est-à-dire gouverneurs des deux provinces de Valachie et de Moldavie, des sujets à elle, mais de religion grecque, et dont le choix aurait l'agrément de la Russie, c'est-à-dire que la Russie avait la haute main sur l'administration de ces provinces et que les hospodars étaient ses créatures. En effet les deux hospodars de 1806, Ipsilanti en Valachie

et Moroussi en Moldavie, n'étaient que des agents russes qui entretenaient une dangereuse fermentation dans le pays qu'ils étaient censés gouverner au nom de la Porte, et préparaient la prochaine domination du Tsar dans ces contrées. Sébastiani avait obtenu des renseignements positifs sur les menées de ces deux princes. Prévoyant que leur destitution deviendrait un motif de rupture entre Constantinople et Saint-Pétersbourg, il fit comprendre aux ministres du Sultan qu'il était dangereux de conserver à la tête de ces importantes provinces des fonctionnaires dévoués à la Russie. Les ministres, qui ne demandaient qu'à être convaincus, prononcèrent brutalement la destitution des hospodars, et les remplacèrent par leurs rivaux, Soutzo et Callimachi. Protestation immédiate de l'ambassadeur de Russie Italinski. L'ambassadeur anglais, Arbuthnot, prend fait et cause pour son collègue, et demande le rétablissement des hospodars, ou des passeports. Or le Divan, qui se souciait peu des menaces russes, car il comptait sur la puissante diversion de la France, redoutait une rupture avec l'Angleterre. Aussi retomba-t-il dans ses hésitations ordinaires, et, comme il voulait gagner du temps, donna-t-il aux représentants des deux puissances des réponses fort évasives.

Italinski, qui ne se faisait aucune illusion sur les desseins secrets du Divan, réclama ses passe-ports et s'embarqua sur un navire russe destiné à le porter en Crimée. Arbuthnot exigea une réponse catégorique et envoya son secrétaire, Welesley Poole, la réclamer au Divan. Ce jeune homme, vif, brusque, mais intelligent et audacieux, courut à franc étrier à Constantinople et se présenta, le fouet à la main, encore tout couvert de boue, aux ministres de Sélim. Il annonça hautement qu'une flotte anglaise partie de Gibraltar dicterait sous peu de jours la loi aux Turcs si les hospodars destitués n'étaient pas rétablis. Le ton hautain de Welesley, son air d'assurance, sa tenue même, disposèrent les ministres à croire à la réalité de ces menaces. Toute discussion cessa et le Divan prononça la restauration d'Ipsilanti et de Moroussi. Quant à Sélim, il se résigna à l'humiliation, céda aux exigences de la Russie et de l'Angleterre, mais il ne le fit qu'à contre-cœur. Non seulement il le déclara à Sébastiani, avec lequel il eut une entrevue secrète, mais encore il poussa le soin de sa justification jusqu'à

écrire, pour expliquer sa conduite, à l'empereur Napoléon.

Malgré les apparences, l'échec diplomatique de Sébastiani n'en était donc pas un. Sans doute les hospodars étaient rétablis malgré la France, mais la France conservait à Constantinople toutes les sympathies du gouvernement, et la masse du peuple ne cachait pas son désir de voir le Sultan venger l'outrage par une prochaine déclaration de guerre. Napoléon Ier s'y attendait tellement que, loin de décourager Sélim par des témoignages de mécontentement, il le plaignit, le caressa, le ranima, et lui offrit le double concours de la flotte franco-espagnole de Cadix et de l'armée française de Dalmatie. En attendant il lui expédia plusieurs officiers de génie et d'artillerie pour seconder ses soldats dans la défense de Constantinople et des Dardanelles. Malgré ces encouragements, malgré les promesses de Sébastiani qui lui laissait entrevoir la restitution de la Crimée et de la Bessarabie, le Sultan hésitait encore. La Russie mit un terme à ses hésitations en donnant elle-même le signal des hostilités.

Le tsar Alexandre se doutait de la prochaine intervention des Turcs. Connaissant la lenteur ordinaire de leurs préparatifs et le mauvais état des places ottomanes du Danube, il ordonna au général Michelson d'entrer en Moldavie et en Valachie. C'était une grave détermination, mais un invincible attrait a toujours poussé les Russes vers Constantinople. Bien qu'ils eussent déjà à résister à Napoléon, au lieu de lui opposer toutes leurs forces, ils ne craignirent pas d'en distraire une partie pour conquérir ces provinces tant convoitées. Il est vrai que le Tsar comptait alors sur l'appui de l'Angleterre. L'amirauté anglaise venait en effet de concentrer à Ténédos une flotte de huit vaisseaux et de plusieurs frégates et corvettes, commandée en chef par Duckworth. Cette escadre ne devait, jusqu'à nouvel ordre, tenter aucune démonstration hostile, mais elle se tenait à portée de secourir l'ambassadeur Arbuthnot, et déjà le Divan croyait à une entente des deux cabinets, les Russes ayant pour objectif les provinces danubiennes et les Anglais l'Égypte. Ce déploiement de forces inattendu excita la fureur ottomane. Italinski, durement interpellé, prétendit d'abord que l'invasion des deux provinces avait été la conséquence immédiate de la destitution irrégulière des hospodars, mais on apprit bientôt à Constantinople

que Michelson poursuivait sa marche en avant, qu'il avait fait prisonnier notre consul général à Jassy, Reinhardt, et qu'il parlait non pas d'une occupation temporaire, mais d'une prise de possession définitive. La position d'Italinski devint critique. Il s'attendait à être massacré par la population ou tout au moins jeté au château des Sept-Tours. Sébastiani le sauva en suppliant le Divan de renoncer à ce barbare usage. Il prit le Sultan par l'amour-propre, et lui représenta que l'arrestation d'un ambassadeur était une violation du droit des gens. Italinski put se retirer sans vexation (20 décembre 1806). La guerre était donc déclarée entre la Russie et la Turquie, et Sébastiani avait réussi dans la première partie de sa mission. Il ne lui restait plus qu'à provoquer les hostilités de l'Angleterre.

Le représentant de la Grande-Bretagne vint au-devant des secrets désirs de Sébastiani en prenant tout à coup une attitude hautaine et agressive. Arbuthnot ne se dissimulait pas que l'attaque des Russes augmentait à Constantinople l'influence française, et il en avait conçu un violent dépit. Il venait de lire la déclaration envoyée le 19 janvier 1807 au Sénat par Napoléon : « Qui pourrait calculer, disait l'Empereur, la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de Constantinople ! Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait nos provinces attaquées par des nuées de fanatiques et de barbares, et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. » Cette déclaration avait eu un grand retentissement, et l'honneur français était désormais intéressé à soutenir la Turquie. Arbuthnot savait encore que l'armée de Dalmatie, commandée par Marmont, se préparait à marcher directement au secours de Constantinople. Conseils, armes, munitions, subsides, Marmont envoyait déjà tout ce dont il pouvait disposer aux pachas d'Épire et de Bosnie. Ses émissaires parcouraient les provinces turques et promettaient des secours immédiats. A Constantinople même on prenait des mesures pour fortifier les Dardanelles et le Bosphore. Un des officiers de Sébastiani, Juchereau de Saint-Denis, venait de faire

un rapport sur les fortifications des détroits, et Sélim avait ordonné l'exécution immédiate des travaux proposés. L'influence française grandissait donc tous les jours et s'augmentait de tout ce que perdait l'influence anglaise. Arbuthnot s'en rendait compte. Il essaya quelque temps de lutter, tout en demandant des instructions précises à son gouvernement. Le cabinet anglais, jugeant que la Turquie devenait pour la France une alliée trop utile, l'autorisa à employer les menaces et au besoin la force pour obliger les Turcs à rompre leurs nouveaux engagements. Aussitôt Arbuthnot envoya au Divan un véritable ultimatum : rappel d'Italinski, renvoi de Sébastiani, adoption d'une politique hostile à la France, et libre entrée des détroits pour le pavillon britannique. Il ajoutait qu'en cas de refus l'escadre de Duckworth, alors embossée à Ténédos, forcerait l'entrée des Dardanelles, et viendrait jusque sous les murs du sérail dicter des conditions plus dures encore.

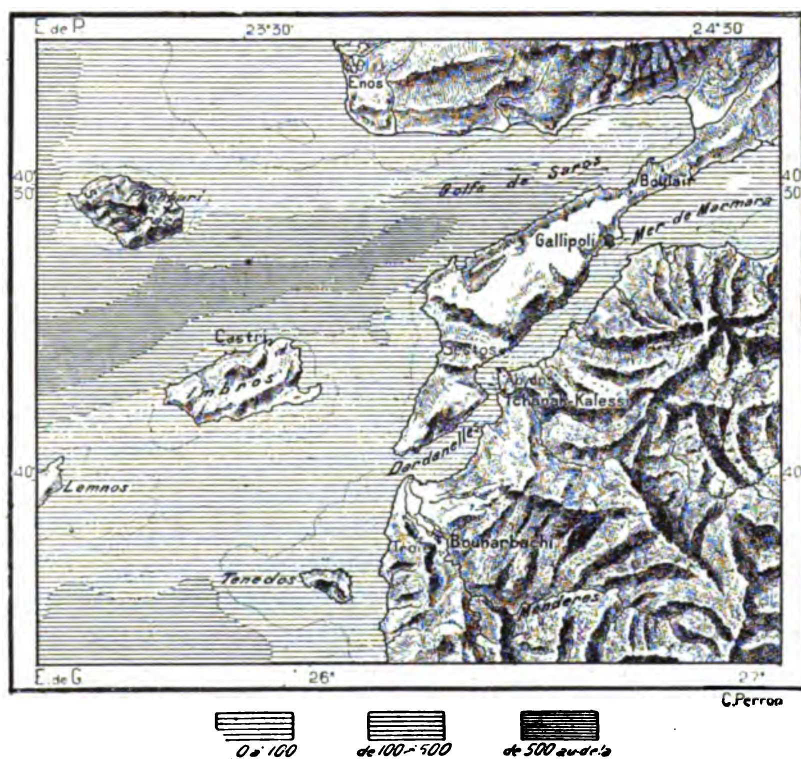
Il était difficile de pousser plus loin l'exigence dans le fond et l'arrogance dans la forme. Le Divan ne pouvait décemment accepter de pareilles propositions. Il le pouvait d'autant moins que la plupart de ses membres étaient honteux d'avoir une première fois cédé aux menaces de Welesley Poole. D'ailleurs Sébastiani était là qui les soutenait de son énergie. Il faisait ressortir à leurs yeux la coïncidence de l'invasion russe et de l'ultimatum anglais, ainsi que les efforts concertés pour envahir l'empire ottoman à la fois par terre et par mer. Il les effrayait à la pensée du démembrement projeté de l'empire et les rassurait en leur parlant des victoires et des projets de Napoléon. Ces exhortations produisirent le meilleur effet, et le Divan répondit qu'il n'acceptait pas les propositions d'Arbuthnot. Ce dernier se doutait du refus et avait fait en secret ses préparatifs de départ. Craignant d'être retenu comme otage, il s'embarqua sur une frégate anglaise alors mouillée dans le port, l'*Endymion*, et, le 29 janvier, quitta Constantinople. Il arriva bientôt à Ténédos et écrivit à la Porte pour lui faire connaître les motifs de son départ et demander à reprendre la négociation commencée.

La saison n'était pas favorable pour entrer dans les Dardanelles, car les lourds vaisseaux de l'époque ne savaient manœuvrer que vent arrière, surtout dans une mer fermée. Les Turcs avaient donc du temps devant eux pour préparer la défense. Ils auraient dû feindre

d'accepter la négociation et travailler énergiquement à fortifier les détroits ; mais, malgré l'imminence du danger, ils ne secouaient pas leur torpeur. En vain Lascours, premier aide de camp de Sébastiani, que ce dernier avait envoyé aux Dardanelles pour étudier la situation, démontra-t-il aux officiers turcs la nécessité d'activer les constructions et d'augmenter le nombre des travailleurs. Ces derniers, follement convaincus que les Anglais n'oseraient pas s'engager dans les détroits, lui répondirent en souriant que les dépenses seraient inutiles, et continuèrent à se croiser les bras. Le réveil fut terrible. Le 19 février 1807, profitant du vent du sud qui venait enfin de se lever, l'escadre anglaise forçait le passage et se dirigeait sur Constantinople.

A vrai dire, les Dardanelles n'avaient pas été fortifiées. Ce long et étroit corridor qui conduit de l'Archipel dans la mer de Marmara n'était alors défendu que par deux forts, séparés l'un de l'autre d'environ quinze cents mètres : le premier de ces forts, Kelidil Bahar, ou Clef de la Mer, est bâti en Europe, le second, Sultanieh Kalessi, ou Tour du Sultan, est en Asie. L'un et l'autre étaient fort délabrés, ainsi que diverses batteries éparses le long du canal. Juchereau de Saint-Denis avait proposé, dans son rapport, de remédier à l'insuffisance de ces fortifications en ajoutant aux deux citadelles des ouvrages en terre dont l'armement permettrait de doubler le nombre des canons destinés à défendre ce point. Il proposait en outre d'embosser derrière la pointe de Nagara, sous la protection de plusieurs batteries de côte, une flotte de douze vaisseaux de ligne qui écraserait par une immense supériorité de feux l'escadre ennemie, déjà maltraitée et en partie désemparée par les projectiles des forts. Ce plan avait été adopté par le Divan, mais, quand les Anglais se présentèrent, rien n'était achevé. Les artilleurs n'étaient même pas à leur poste, car c'était un jour de fête consacré par l'islamisme, et le capitan pacha, que les vigies avaient pourtant prévenu, s'imagina d'abord que la flotte anglaise se contentait de manœuvrer. Bientôt le doute ne fut plus permis. Les Anglais entrèrent directement dans le détroit, sabords ouverts, canonniers à leur poste, mèche allumée, bref tout prêts au combat, alors que les Turcs non seulement n'y songeaient pas, mais étaient incapables de repousser la force par la force.

Favorisée par un vent frais, la flotte anglaise entra hardiment dans le canal. Le capitan pacha, inquiet, irrésolu, demandant des conseils et n'écoutant personne, s'efforçait de racheter par la précipitation et l'incohérence de ses ordres le temps qu'il avait perdu. Heureusement les artilleurs turcs se rendirent d'eux-mêmes aux batteries. La flotte anglaise s'avançai dans un ordre parfait, sans s'inquiéter



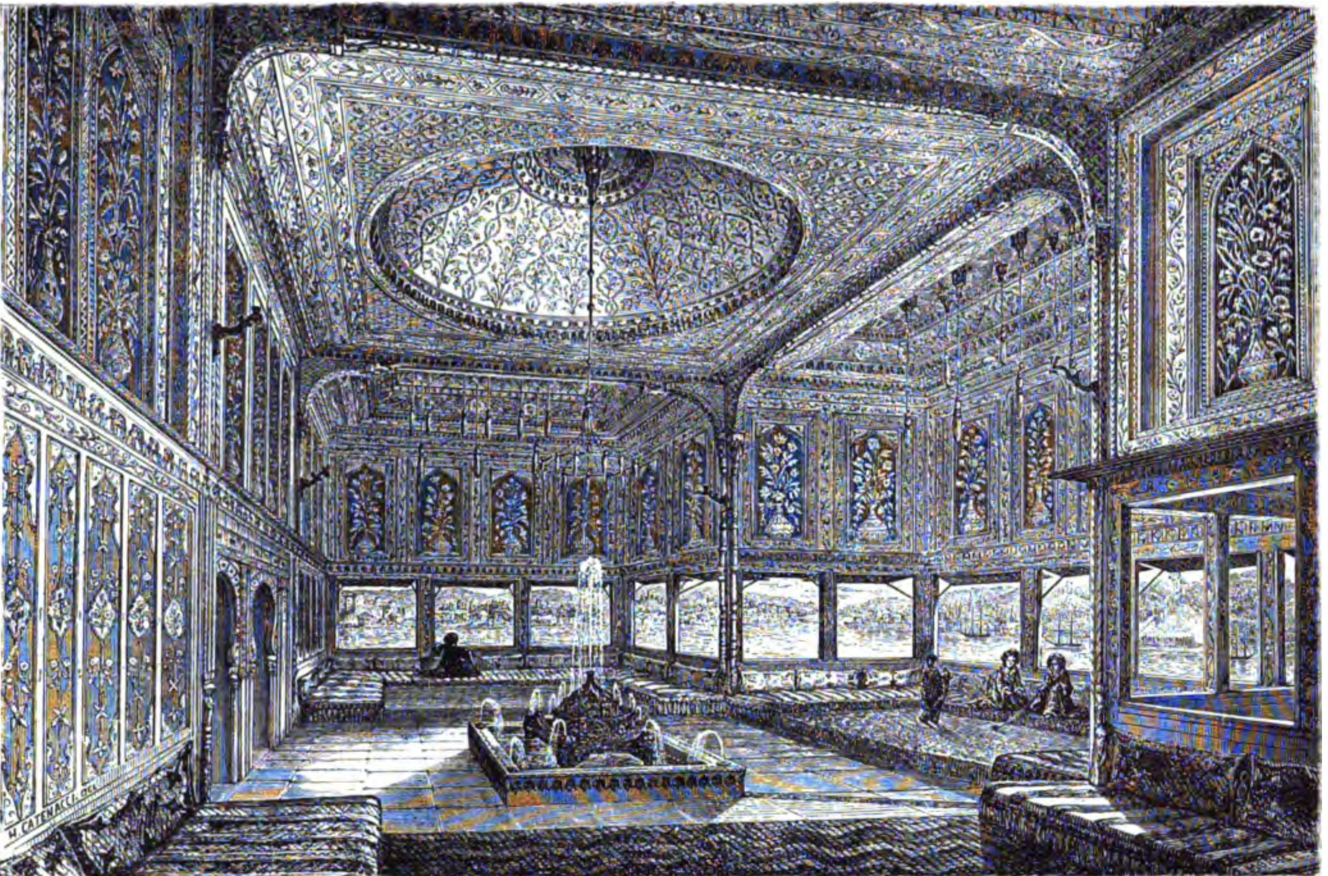
LES DARDANELLES

du feu désordonné dirigé contre elle ; mais, arrivée en travers des châteaux, elle lâcha sa bordée et continua son chemin. Le capitan pacha, effrayé par quelques boulets anglais qui pénétrèrent dans la batterie où il se trouvait, se retira sous prétexte d'ordres à donner à la flotte. Aussitôt les artilleurs jettent refouloirs et écouvillons, et menacent de tuer ceux qui s'opposeraient à leur fuite. En quelques minutes les officiers français se trouvèrent presque seuls sur ces

batteries, que les vaisseaux anglais dans leur marche rapide foudroyaient à leur passage.

Duckworth venait de remporter un premier et incontestable succès en conduisant sans encombre l'escadre anglaise au delà des châteaux turcs. Il se trouvait alors engagé dans la partie du canal où Juchereau de Saint-Denis avait proposé d'accumuler les moyens de défense, mais rien n'était prêt; la batterie de Nagara était à peine ébauchée, et la flotte qui aurait dû être embossée derrière la pointe se réduisait à un vaisseau de ligne, cinq frégates et un brick : proie offerte aux Anglais pour les dédommager du feu qu'ils venaient d'essuyer. En effet les navires turcs furent incendiés, et le brick seul réussit à se sauver et courut annoncer à Constantinople la prochaine arrivée de l'escadre.

Le 21 février au matin les Anglais furent signalés. La flotte comptait huit vaisseaux de ligne, quatre frégates, deux corvettes et six brûlots, c'est-à-dire que, si la bataille s'engageait, près de mille canons allaient vomir sur une capitale populeuse la dévastation et l'incendie. Affolée de terreur, une partie de la population réclamait une capitulation immédiate. Les femmes du Sérail, exposées les premières aux boulets anglais, troublaient de leurs gémissements le palais impérial. Presque tous les ministres étaient d'avis de céder. Le Sultan lui-même était ébranlé par les clameurs dont il était assailli, par les cris des odalisques, les hurlements des eunuques, les signes manifestes de terreur qu'il lisait sur tous les visages. Il se décida à accepter l'ultimatum de l'Angleterre. Les conditions en étaient pourtant bien dures : renvoi immédiat de Sébastiani, remise pour six mois de quinze vaisseaux et de quinze frégates turques, occupation temporaire du Bosphore et des Dardanelles, alliance avec l'Angleterre et avec la Russie. Le grand conseil de l'empire fut convoqué et la discussion s'engagea. Arbuthnot tenait surtout à l'expulsion immédiate de Sébastiani. Il se montra fort coulant pour les autres conditions, mais exigea impérieusement le renvoi de l'ambassadeur français. Pas une voix ne s'éleva en sa faveur. Sélim lui-même ne le défendit pas. Il lui envoya un de ses favoris, Isaac-Bey, pour lui annoncer la décision du Divan et lui demander s'il était disposé à partir. Cet Isaac, élevé en France grâce aux bontés de Louis XVI, avait conçu une haine violente contre notre gouvernement



KIOSQUE DU SÉRAIL.

issu de la Révolution. Il s'acquitta de sa mission avec une telle dureté que Sébastiani crut tout perdu. Il brûla ses papiers, nolisa un petit bâtiment, et fit en même temps disposer des relais et des chevaux, car il ne voulait pas être pris et redoutait d'ajouter un ridicule à un revers politique. Par bonheur il eut la présence d'esprit de faire en secret ses préparatifs de départ, et, avec une fermeté qu'il n'éprouvait pas en réalité, répondit à Isaac qu'étant à Constantinople par les ordres de son souverain, il n'en sortirait que par ces mêmes ordres, à moins qu'on ne l'en arrachât par la force. Cette noble attitude fit rougir de honte le Sultan et ses ministres. Sébastiani fut mandé au palais. Il conseilla de résister à outrance, d'envoyer à Andrinople les femmes et la cour, d'élever en toute hâte des batteries et de gagner du temps au moyen d'une négociation simulée.

Sébastiani trouva tout à coup des auxiliaires inattendus et en grand nombre. La terreur des habitants du Sérail ne s'était pas en effet communiquée à ceux de la ville et des faubourgs. D'eux-mêmes les topchys ou artilleurs coururent aux batteries et commencèrent à les armer. Les janissaires se réunirent dans leurs casernes. Les vieillards et les enfants offrirent leurs services pour porter des terres et des fascines. Tous parurent disposés à périr plutôt que de se soumettre. Cet élan populaire changea les dispositions des ministres. Sélim reprit courage et répondit qu'il demandait du temps pour donner aux Anglais une réponse définitive. Sur ces entrefaites arriva, très à propos, une lettre de Napoléon au Sultan pour l'exciter à la résistance. « Généreux Sélim, montre-toi digne des descendants de Mahomet. Voici l'heure de t'affranchir des traités qui t'oppriment. Je suis près de toi, occupé à reconstituer la Pologne, ton amie et ton alliée. L'une de mes armées est prête à descendre le Danube et à prendre en flanc les Russes que tu attaques de front. L'une de mes escadres va partir de Toulon pour garder ta capitale et la mer Noire. Courage donc ! Tu ne retrouveras jamais une pareille occasion de relever ton empire et d'illustrer ta mémoire. » La lecture de cette lettre, faite dans les mosquées, surexcita l'enthousiasme populaire. Les ministres qui, tout à l'heure, parlaient de capitulation, furent les premiers à prêcher la résistance à outrance, et Sélim chargea Sébastiani de la préparer et de la diriger.

Le premier secrétaire de l'ambassade française, Ruffin, qui habitait depuis longtemps Constantinople et connaissait toutes les variations des vents et des courants, avait remarqué que le vent du



LE BOSPHORE

sud-ouest, qui avait porté la flotte anglaise jusqu'aux îles des Princes, était subitement passé au nord-est et s'opposait à ce que la flotte avançât plus loin. Si donc le vent persistait, l'expédition était manquée. Il suffirait d'ouvrir une négociation que les Anglais

ne pouvaient décemment refuser, de la traîner en longueur et de mettre ce temps à profit pour la défense. Ainsi fut fait. Arbuthnot, croyant que sa présence suffisait pour vaincre les irrésolutions du Divan, commit la maladresse d'entamer ces négociations. Une note dictée par Sébastiani lui fut envoyée et lui donna l'espoir d'un prompt succès. La Porte déclarait qu'elle acceptait en principe les prétentions anglaises, mais qu'elle ne voulait pas délibérer sous le canon de l'ennemi. Elle priait donc l'ambassadeur de retenir l'escadre de Duckworth aux îles des Princes. Or il faut au moins une journée pour aller et revenir de Constantinople à ces îles. Il suffisait donc d'un petit nombre de communications pour gagner les quelques jours dont on avait besoin.

Arbuthnot ne comprit pas qu'on lui tendait un piège et maintint l'escadre dans son mouillage. Quelques jours se passèrent ainsi. Les officiers anglais, qui répugnaient à l'idée d'un bombardement et auraient préféré obtenir par l'intimidation ce qu'ils réclamaient, partagèrent cette erreur. Ils demandèrent un endroit pour négocier. La Porte ne se pressa pas de leur répondre et, le surlendemain seulement, leur assigna Kadikoï, l'ancienne Chalcédoine. Comme le lieu n'était ni des plus sûrs ni des plus convenables pour l'officier qui aurait été chargé de la négociation, Duckworth réclama un autre rendez-vous. Les ministres eurent l'adresse de traîner en longueur leur réponse. Duckworth finit par comprendre qu'on le jouait et menaça la capitale d'un bombardement immédiat si on ne désignait pas un lieu propre à négocier. Cinq jours avaient été ainsi perdus. On était arrivé au 2 mars. Quelle ne fut pas sa surprise quand il reçut un ultimatum du Divan par lequel on lui répondait que, dans l'état des esprits, on ne connaissait aucun lieu assez sûr pour garantir la vie des négociateurs.

Pendant ces longs pourparlers les Turcs, au lieu de négocier, s'étaient fortifiés. Grâce à l'énergie de Sébastiani, grâce à l'élan général de la population, ils avaient réussi à couvrir la capitale par d'imposantes fortifications et se trouvaient en mesure de repousser l'attaque des Anglais. Sébastiani avait appelé à lui tous les Français établis à Constantinople, et les avait envoyés dans les batteries pour en activer la construction et en diriger la défense. Parmi eux se distinguèrent Lablanche et Latour-Maubourg, secrétaires d'ambas-

sade, Lascours, aide de camp du général, Desacre de Fleuranges et Gérard, officiers de sa suite, mais surtout les capitaines Boutin, Leclerc et Coutaillont, envoyés de Dalmatie par Marmont. Un sénateur, Pontécoulant, qui se trouvait alors à Constantinople, déploya dans cette circonstance le zèle et le courage d'un militaire. L'ambassadeur d'Espagne, marquis d'Almenara, se fit aussi remarquer par son ardeur. Secondé par ses secrétaires et les officiers de sa légation, il se tint nuit et jour sur les batteries et organisa une compagnie de canonniers pris parmi les marins de sa nation, alors à Constantinople. Le chargé d'affaires de Hollande et tous ses compatriotes se mirent également à la disposition du Sultan. Les ministres turcs s'établirent en permanence dans les batteries avec une partie du personnel de leurs bureaux. Le Sultan se montra partout. On le voyait sourire à tous, interroger les ingénieurs et mesurer lui-même les dimensions des batteries pour reconnaître si elles avaient été construites avec soin et exactitude. Quant au peuple, il était dans le délire de l'enthousiasme.

Aussi les travaux avançaient-ils avec rapidité. Turcs, Grecs, Arméniens, Juifs portaient des terres, élevaient des parapets et traînaient les canons avec une activité qui tenait du prodige. Dès le premier jour le port fut fermé par un double rang de chaloupes canonnières, et des brûlots furent réunis à Tophana pour être lancés sur les vaisseaux ennemis. Dès le second jour trois cents pièces de canon étaient en position, et le nombre des bouches à feu s'éleva dans les jours suivants jusqu'à près de douze cents de toute espèce et de tout calibre. La ville devenait inabordable, et l'enthousiasme croissait d'heure en heure. Déjà des marins, montés sur de frêles embarcations, osaient se glisser au milieu de la flotte anglaise et enlever les canots qui se rendaient d'un vaisseau à l'autre. Les Turcs en étaient arrivés non pas seulement à ne plus redouter mais même à espérer l'attaque anglaise.

Duckworth, en recevant l'ultimatum, eut un instant la pensée de donner le signal du bombardement, mais l'issue du combat n'était rien moins que certaine. D'un autre côté il était averti que les passes des Dardanelles, sur ses derrières, se hérissaient de canons. Il avait donc la certitude en attaquant Constantinople de commettre une barbarie sans profit, et d'arriver avec une flotte désemparée à un

détroit devenu dangereux à traverser. Ces considérations l'engagèrent à renoncer et à des sommations inutiles et à une négociation qui ne pouvait pas aboutir. Le 2 mars il leva l'ancre. Le vent poussait l'escadre sur Constantinople. Il se présenta en bataille devant la capitale et courut des bordées presque à portée de canon. Les Turcs étaient à leurs postes. Une foule immense couvrait les quais et les collines. Tout à coup les vaisseaux anglais virèrent de bord et disparurent dans la direction des Dardanelles. Turcs et Français n'en pouvaient croire leurs yeux. Bientôt éclatent des cris de joie, les habitants se répandent dans les rues et se félicitent d'avoir échappé aux horreurs du bombardement. Passant d'un extrême à l'autre, les Turcs voulurent même poursuivre les Anglais. Sébastiani s'efforça d'arrêter cette imprudence, qui pouvait fournir à Duckworth l'occasion d'illustrer sa retraite par la destruction de la flotte ottomane, mais il fut impossible d'arrêter les équipages, et le capitan pacha leva l'ancre pendant que les Anglais, pressés de se retirer, fuyaient ainsi devant une victoire certaine.

Aussi bien le passage des Dardanelles inquiétait Duckworth. Il savait que des ingénieurs et des canonniers avaient été expédiés de Constantinople. On lui avait dit que tout avait rapidement changé d'aspect; que des milliers d'ouvriers, pris dans les villages voisins, travaillaient avec ardeur ; que les canonniers turcs avaient installé de nombreuses batteries et que les ingénieurs en construisaient chaque jour de nouvelles. Il craignit d'être enfermé dans la mer de Marmara et pressa sa marche. Le 3 au matin il était à l'entrée du passage. A l'exception de la batterie de Nagara, du Kelidil Bahar et du Sultanieh Kalessi, rien encore n'était prêt; mais cette fois les canonniers se trouvaient à leur poste et les canons des batteries basses, dont quelques-uns lançaient des boulets de granit de sept à huit cents livres, n'avaient pas été négligés. Favorisés par le vent et par les courants, les Anglais passèrent rapidement, ne répondant qu'à peine au feu des Turcs, mais la traversée fut pénible. Les énormes boulets des batteries basses produisirent des effets désastreux. S'ils eussent été creux et chargés de poudre, comme nos obus, les vaisseaux auraient peut-être été coulés. Le *Windsor-Castle*, navire à trois ponts, en reçut un qui fit une large brèche et coupa le grand mât. Un autre boulet pénétra par la poupe du *Standard*,



CONSTANTINOPLE. — PLACE DE L'ET-MÉIDAN.

vaisseau de 74, renversa tout sur son passage et ne fut arrêté que par le mât de misaine. Le choc de cette masse granitique fit naître des milliers d'étincelles, qui mirent le feu à des caisses de munitions : une explosion se produisit qui enleva presque tout le pont supérieur, et mit hors de combat près de soixante hommes ; mais la plupart de ces énormes projectiles furent lancés en vain, parce que les canons qui les projetaient étaient simplement couchés à terre, sans recul, et ne pouvaient être chargés qu'avec lenteur. Leur immobilité obligeait les canonniers turcs d'attendre pour faire feu que les vaisseaux ennemis se montrassent dans la direction immédiate des pièces. La plupart des navires anglais reçurent néanmoins de fortes avaries, et près de deux cents hommes furent mis hors de combat.

Arrivé à Ténédos, Duckworth fut rejoint par l'amiral russe Siniavine, qui lui proposa ses six vaisseaux afin de renouveler la tentative qui venait d'échouer. Duckworth refusa et il eut raison. S'exposer à un second échec eût été pure extravagance, et six vaisseaux russes n'auraient ni changé la situation ni amoindri la difficulté. Les alliés se séparèrent. Duckworth fit voile pour l'Egypte, et Siniavine resta à Ténédos. Il y fut rejoint par cette flotte de Constantinople qui venait de se lancer si inconsidérément à la poursuite des Anglais. Une bataille s'engagea. Les Turcs furent vaincus et obligés de rentrer dans la mer de Marmara. Ce léger échec ne diminuait en rien les conséquences de leur première victoire. Constantinople était désormais à l'abri de toute attaque, et le principal honneur de ce beau fait d'armes revenait à l'heureux diplomate qui, d'une situation presque désespérée, avait tiré une victoire éclatante.

L'Angleterre fut affectée de ce résultat. Elle regretta de s'être engagée à la légère dans une entreprise de cette nature. Elle aurait presque consenti à des excuses ; mais la Turquie les repoussait maintenant. Elle venait, justement irritée de cette agression, de déclarer la guerre aux Anglais. Elle ordonnait le séquestre dans tout l'empire des meubles ou marchandises appartenant à des sujets de la Grande-Bretagne. Le cabinet de Londres, entraîné, contre son attente, dans une guerre si contraire à sa politique et à ses véritables intérêts, ne répondit pas à la déclaration de la Porte par des actes d'hostilité. Il fit même évacuer presque entièrement les mers de Syrie et l'Archipel

par ses vaisseaux de guerre, dans l'espoir que ces ménagements lui vaudraient une paix prochaine; mais le coup était porté. Les Turcs dédaignèrent ou repoussèrent ces avances intéressées, et les Anglais se trouvèrent de la sorte, malgré eux, entraînés à une guerre impolitique.

Napoléon au contraire fut très heureux de cet événement. Les lettres par lesquelles il annonça la victoire de Sébastiani sont remarquables par leur expression de joie contenue et sincère. Il écrivit à ses frères, à ses principaux lieutenants et jusqu'au Chah de Perse pour lui annoncer la bonne nouvelle. Il accabla Sélim de compliments et mit à sa disposition les officiers et les soldats dont il aurait besoin. « J'ai regretté, lui écrivait-il le 3 avril 1807, que tu n'eusses pas demandé quelques milliers d'hommes. Tu ne m'en as demandé que 500. J'ai ordonné aussitôt qu'ils partissent. J'entends qu'ils soient soldés et habillés à mes frais, et que tu sois remboursé des dépenses qu'ils pourront t'occasionner.... Confie-moi tous tes besoins, je suis assez puissant et assez intéressé à tes succès, tant par amitié que par politique, pour n'avoir rien à te refuser. »

Constantinople, plus encore que Napoléon, ressentit une joie profonde du départ des Anglais. Cette reculade ne prouvait-elle pas que les Turcs, endormis et ignorants, mais fiers et énergiques, étaient susceptibles de l'élan et du dévouement patriotiques qui peuvent sauver une nation! Dans l'enivrement de la première heure, les Turcs n'oublièrent pourtant pas qu'ils devaient témoigner leur reconnaissance au général qui seul avait relevé leur courage abattu, et leur avait donné l'exemple de la résistance. Sélim se rendit en personne à la batterie du kiosque vert, et décora Sébastiani de l'ordre du Croissant, ainsi que le marquis d'Almenara et Ruffin. Il n'oublia ni les employés des ambassades ni les négociants européens qui s'étaient distingués par leur bravoure, et assura Sébastiani de ses bonnes dispositions et de la solidité de l'alliance turque.

Cette alliance qui paraissait si solide se trouva tout à coup compromise, et le traité de Tilsitt fut la malencontreuse contrepartie de la défense de Constantinople.

Les Turcs avaient noblement payé à notre ambassadeur leur dette de reconnaissance. Investi de la confiance des ministres, honoré de l'amitié particulière du Sultan, idolâtré par la populace, jamais

représentant d'une puissance étrangère ne jouit à Constantinople d'une influence et d'une autorité plus grandes que Sébastiani. A vrai dire il gouvernait le Divan, le Sérail et la ville. On ne jurait alors que par lui, on n'espérait qu'en lui. Quelques officiers français, détachés de l'armée de Dalmatie, venaient d'arriver dans la capitale. On remarquait parmi eux les colonels Haxo, Foy, Sorbier et le capitaine de Tracy. Ils annonçaient le prochain envoi d'un corps de cinq cents artilleurs. Ils furent les bienvenus. On les distribua immédiatement parmi les divers régiments de l'armée, et ils s'occupèrent à l'organiser à l'européenne. Dans la pensée de Napoléon les armées turques étaient destinées à une puissante diversion. Il espérait que, secouant leur apathie, les généraux ottomans profiteraient de l'occasion pour se jeter sur le flanc de la Russie, pendant qu'il l'attaquerait en face. C'était la tactique qui avait déjà si bien réussi à nos souverains au XVIe et au XVIIe siècle, mais contre un autre ennemi, les Autrichiens. Il est certain que les Turcs, s'ils nous rendaient cet important service, non seulement assuraient la sécurité de leurs frontières, mais encore prolongeaient pour de longues années leur existence nationale. Par malheur ils ne se rendaient pas un compte exact de la situation.

Deux partis divisaient et divisent encore cet empire : celui de la vieille Turquie, hostile à toute réforme, ennemi du progrès ; celui de la jeune Turquie, adversaire déclaré de la tradition et de la routine. Sélim était à la tête du second de ces deux partis. Convaincu, par l'histoire de ses prédécesseurs, qu'il avait besoin d'une troupe d'élite, à lui dévouée, il avait organisé un nouveau corps, les nizam-gedittes ou nouvelles ordonnances. Armés et équipés à l'européenne, revêtus d'un uniforme commode et gracieux, pourvus d'une haute solde, les nizam-gedittes devinrent les meilleurs soldats de la Turquie. Partout où on les envoya, contre les brigands de Roumélie ou les insurgés de Serbie, ils remportèrent de brillants succès. On crut trop vite qu'ils suffiraient à maîtriser les janissaires; on résolut donc d'augmenter leur nombre par la conscription. Les janissaires et les vieux Turcs sentirent la portée du coup qui les frappait, et se révoltèrent. Des scènes tumultueuses éclatèrent partout où fut publié le hatti-chérif sur la conscription. Sélim, et ses ministres comprirent, par cette résistance générale,

que le moment n'était pas encore venu d'exécuter leur plan favori, mais, tout en rapportant le décret, ils ne renoncèrent pas à leurs espérances, pas plus que les janissaires et leurs amis n'oubliaient leurs inquiétudes et leurs rancunes. Il en résulta une situation fausse et troublée. Bien que servant sous le même drapeau, nizam-gedittes et janissaires se jalousaient, et il était évident que cette rivalité ne cesserait que par un massacre général de l'un ou de l'autre parti.

Sébastiani, très au courant de la situation, et comprenant que cet antagonisme latent empêchait l'armée ottomane de tenter contre les Russes la diversion que désirait Napoléon, proposa au Divan de faire venir sur le Danube l'armée française de Dalmatie. Les ministres de Sélim acceptèrent avec empressement cette proposition. Il semblait donc que les deux armées ottomane et française allaient marcher ensemble à la conquête du Danube. Déjà même le général en chef désigné, Marmont, bâtissait dans sa féconde imagination des projets gigantesques, et rêvait de marcher sur Moscou, pendant que Napoléon pousserait devant lui les armées russes désorganisées par une double attaque.

Certes le projet était réalisable et Marmont très capable de l'exécuter. Pourtant ce ne fut jamais qu'un projet. La Turquie, aussitôt après l'attaque des Anglais, avait expédié un ambassadeur extraordinaire à Napoléon, afin de signer avec lui un traité d'alliance offensive et défensive. L'Empereur était alors à Varsovie. Il accueillit cette demande avec plaisir, et promit à l'ambassadeur les subsides et les renforts qu'il réclamait, mais il ne voulut jamais consentir à ce que les deux États s'engageassent à ne signer la paix générale que de concert; il est vrai qu'il déclara qu'il saurait ménager les intérêts de son allié, et « que la main gauche et la main droite n'étaient pas plus inséparables que Sélim et lui ». Napoléon en effet songeait déjà à opérer une volte-face dans son système général de politique. Il pensait à contracter une alliance avec la Russie, et ne voulait pas se lier pour l'avenir, en promettant à la Turquie des garanties qu'il serait peut-être obligé de lui refuser plus tard. Les Turcs ne se laissèrent pas tromper par ses assurances, et ne se prêtèrent plus qu'à demi aux projets des Français. Ils se contentèrent de contenir sur le Danube l'armée russe de Michelson et ne parurent plus disposés à se joindre à l'armée française de Dalmatie. Il en résulta un refroidis-

sement entre les deux cabinets, et, si l'alliance ne fut pas rompue, elle fut du moins singulièrement atténuée.

Un événement inattendu précipita la rupture. Une révolution militaire venait d'éclater à Constantinople. Un certain Cabakchy-Oglou, à la tête des janissaires et des autres soldats mécontents, avait déposé Sélim, et l'avait remplacé par Mustapha IV, qui s'était toujours opposé aux réformes de son prédécesseur. En apparence rien ne fut changé à la marche habituelle des affaires. Sébastiani continua à être entouré du respect de tous, bien que son intimité avec le Sultan dépossédé fût notoire. Les nouveaux ministres lui firent savoir qu'ils ne demandaient que la continuation de l'alliance française. Notre représentant fut très habile. Il affecta de croire aux protestations des nouveaux ministres. Il se lia même avec le principal d'entre eux, Cabakchy-Oglou, et ne tarda pas à ressaisir toute l'influence dont il avait joui sous le sultan Sélim. Il est certain que, grâce à son adresse, l'alliance turco-française aurait pu être maintenue. Ce fut Napoléon lui-même qui la rompit, en abandonnant la Turquie au traité de Tilsitt.

On sait déjà que Napoléon, en négociant directement avec le tsar Alexandre le traité qui devait terminer la guerre de Prusse, était disposé à de grandes concessions dans l'espoir de trouver auprès du Tsar l'allié et l'ami dont il avait besoin. S'il parvenait à associer à ses projets un souverain jeune, ambitieux, n'ayant, en raison même de son éloignement, aucun conflit d'intérêts avec la France, c'était pour lui une merveilleuse simplification. Seulement il lui fallait s'emparer de l'esprit du Tsar en le remplissant d'idées ambitieuses. L'Orient ne s'offrait-il pas comme une ressource inépuisable pour procurer à son futur allié ces satisfactions plus aisées à imaginer qu'à réaliser? Il est vrai que nous étions les amis et même les alliés des souverains orientaux. N'avions-nous pas au quartier général des ambassadeurs turcs et persans, auxquels on venait de promettre monts et merveilles? Sébastiani à Constantinople, Gardane à Téhéran n'avaient-ils pas reçu l'ordre de se mettre à la disposition absolue du Sultan et du Chah? Enfin les Turcs et les Persans ne s'étaient-ils pas jetés dans la guerre contre la Russie, parce qu'ils espéraient qu'à la paix générale ils seraient récompensés de leur diversion? Certes ces engagements étaient solennels, mais l'Empe-



CONSTANTINOPLE.

reur, en apprenant la déposition de Sélim, se crut dégagé de ses promesses vis-à-vis de la Porte. Ses scrupules, si tant est qu'il ait jamais éprouvé des scrupules, se dissipèrent par enchantement, et il envisagea tout d'un coup les affaires d'Orient sous une face nouvelle. Brusquement et sans transition, il revint à la politique qui lui avait, dans le temps, inspiré l'expédition d'Égypte, c'est-à-dire qu'il considéra la Turquie comme une proie offerte à toutes les convoitises. Le mieux à faire était donc de profiter de ses dépouilles pour acheter l'alliance russe. En exaltant le Tsar par la promesse de quelques-unes de ces dépouilles, et cela au moment même où Alexandre vaincu ne pouvait s'attendre qu'à des déceptions et nullement à des conquêtes, n'était-il pas probable que Napoléon obtiendrait une alliance intime et dévouée, qui lui vaudrait la domination de l'Europe?

Alexandre fut ébloui, surtout lorsque l'Empereur lui proposa nettement le partage de l'empire ottoman : à la Russie les provinces danubiennes et la Bulgarie jusqu'aux Balkans, à la France toutes les provinces maritimes, à l'Autriche la Bosnie et la Serbie. Emporté par la fièvre soudainement allumée des convoitises, le Tsar ne se contenta bientôt plus de sa part et réclama pour lui Constantinople et les détroits, offrant à l'Empereur la Syrie et l'Égypte. Napoléon refusa. On raconte qu'un jour les deux Empereurs, au retour d'une longue promenade, s'enfermèrent dans un cabinet où étaient étalées de nombreuses cartes géographiques. Napoléon demanda à son secrétaire Meneval une carte de la Turquie, et, posant le doigt sur Constantinople, s'écria plusieurs fois sans s'inquiéter d'être entendu : « Non, jamais! Constantinople, c'est l'empire du monde! »

Voici les conditions du traité de Tilsitt relatives à la Turquie : la France proposait sa médiation au Tsar et au Sultan pour la signature de la paix. Alexandre s'engageait à évacuer immédiatement, jusqu'à la conclusion du traité définitif, la Valachie et la Moldavie. Cette clause, Napoléon l'avait introduite plutôt par respect humain que par ménagement pour la Turquie, car les articles secrets du traité stipulaient expressément que la Russie conserverait ces provinces. Enfin, au cas où la Turquie n'accepterait pas la médiation française, les deux Empereurs s'engageaient à soustraire les provinces d'Europe, « sauf Constantinople et la Roumélie », aux vexa-

tions de la Porte. Il s'agissait donc d'un partage éventuel de l'empire ottoman. Aussi bien ce projet n'est-il pas confirmé par les instructions précises données à Marmont, qui devait faire connaître à Napoléon par ses officiers : « 1° les renseignements géographiques et administratifs qu'il pourrait obtenir sur la Bosnie, la Macédoine, la Thrace, l'Albanie et la Grèce; 2° quelle population turque, quelle population grecque; 3° quelles ressources ce pays offrirait en habillements, vivres, argent, pour une puissance européenne qui la posséderait; 4° quel revenu on pourrait tirer tout de suite au moment de l'occupation ». Il demandait encore: « si deux armées européennes entraient à la fois, une par Cattaro et la Dalmatie dans la Bosnie, l'autre par Corfou dans la Grèce, quelle devrait être sa force pour être sûr de la réussite? Quelle espèce d'arme est la plus avantageuse? Comment passerait l'artillerie? Comment se recruterait-on?» etc.

La nouvelle du traité fut accueillie à Constantinople avec stupeur. Les Turcs s'étaient bercés de l'espoir de reprendre aux Russes la Bessarabie, peut-être même la Crimée, et ils apprenaient tout à coup qu'il leur fallait renoncer à la Valachie et à la Moldavie. Ils s'étaient endormis pleins de confiance dans la parole de Napoléon, et ils se réveillaient sous la menace des canons russes; car il n'y avait plus à se le dissimuler: toutes les armées russes étaient disponibles contre eux, et ils ne pouvaient plus compter sur les secours de la France, c'est-à-dire qu'il ne leur restait plus qu'à se résigner aux conditions imposées par les alliés de Tilsitt. Ils le firent, et dès le 25 août leurs plénipotentiaires et ceux de la Russie signèrent un armistice, conformément au traité de Tilsitt, en présence d'un commissaire français, Guilleminot.

Ce ne devait être que le commencement de leurs déceptions. Alexandre et Napoléon, en effet, désireux l'un et l'autre de pousser jusqu'au bout les conséquences de leur intimité, s'occupèrent sérieusement d'un partage éventuel de l'empire ottoman. Nous n'avons pas à raconter ici les négociations, qui devaient aboutir à l'entrevue d'Erfurt. Il nous suffira de rappeler que les Turcs étaient au courant de ces intrigues et qu'ils agirent avec bon sens en se rapprochant de la seule puissance qui pût alors venir à leur aide, l'Angleterre. Le cabinet de Saint-James fit les premières démarches,

Sir Arthur Paget fut envoyé aux Dardanelles pour rétablir les relations amicales, rompues depuis le départ d'Arbuthnot : il fut dénoncé à Sébastiani, qui s'emporta contre la perfidie des ministres turcs, et déclara que, si on ne rompait pas à l'instant les négociations commencées, il demandait ses passeports. Le Divan se laissa intimider et obéit.

Sébastiani venait de remporter un nouveau succès diplomatique, mais cette fois son triomphe n'était pas complet. On ne lui avait cédé que parce qu'on avait peur de lui. La France n'était plus une alliée, mais une impitoyable créancière. On avait cessé de l'aimer : on la subissait. Le Divan se vengea de son impuissance en faisant tomber la tête du drogman Alexandre Soutzo, qui avait averti Sébastiani des négociations entamées avec l'Angleterre. Puis il appela coup sur coup à de hautes fonctions des hommes notoirement connus par leur hostilité à la France. Sébastiani se sentit bravé, mais il contint sa colère, tout en se promettant de saisir la première occasion pour éclater contre les ministres. Cette occasion se présenta bientôt. Trois voleurs esclavons, nés dans cette partie de l'Esclavonie que les récents traités avaient attribuée à la France, avaient été bâtonnés. Sébastiani réclama la punition des magistrats qui avaient osé frapper des citoyens français. Le Divan refusa de lui donner cette satisfaction. Sébastiani demanda ses passeports et fit ses préparatifs de départ. Cette fois encore les ministres eurent peur et cédèrent.

Ce fut le dernier succès de notre ambassadeur. Les Turcs, mécontents du résultat indécis des négociations entamées avec les Russes et irrités de l'indifférence française, ne se privaient plus de rappeler au général les promesses pompeuses qu'il leur avait faites, au nom de Napoléon, pour les pousser à la guerre. La position de Sébastiani devint embarrassante. Il se contenta d'assurer, avec un air de mystère, que l'Empereur ne voulait pas dévoiler ses véritables sentiments à l'égard des Turcs. Fatigué de jouer un rôle qui ne présentait plus que des contrariétés, énervé par les justes récriminations des Turcs, attaqué par une fièvre lente, Sébastiani, depuis le commencement de 1808, n'avait pas cessé de demander son rappel. Il l'obtint au mois d'avril de la même année, et laissa les affaires à Latour-Maubourg, qui, dans une gestion de plusieurs an-

nées, allait, tout en soutenant avec fermeté l'honneur et les intérêts de la France, lutter contre des obstacles continuels.

Aucun ambassadeur européen n'a joué un aussi beau rôle que Sébastiani, et n'a exercé autant d'influence sur les ministres turcs. Assurément si Napoléon avait eu le bon sens de persister dans ses premiers desseins, si surtout il n'avait pas sacrifié la Turquie à la Russie, c'est-à-dire les intérêts immédiats de la France à de chimériques ambitions, Sébastiani aurait continué son rôle de médiateur et de protecteur ; mais la faute était commise, et commise d'une façon irréparable. Elle allait être suivie de plusieurs autres, qui compromirent, pour de longues années, l'influence et même la sécurité de la France en Orient.

CHAPITRE II

GUERRE D'ESPAGNE. — BAYONNE. — BAYLEN. — CINTRA.

1808

Depuis les dernières années du XVIII[e] siècle, l'Espagne était restée fidèle à l'alliance française. Le peuple espagnol éprouvait même pour l'Empereur Napoléon I[er] une véritable admiration; le roi Charles IV le considérait comme son ami particulier; le ministre dirigeant, Manuel Godoï, malgré ses velléités d'indépendance, ne savait plus que s'incliner devant les volontés de son impérieux allié. Napoléon se trouvait donc vis-à-vis de l'Espagne dans une situation unique: il était à la fois l'allié sympathique et l'allié nécessaire. Certes, s'il avait ménagé les susceptibilités légitimes d'un grand peuple, s'il l'avait loyalement associé à sa politique, s'il avait contribué à son relèvement et à sa prospérité, l'Espagne aurait été dévouée jusqu'au bout ; mais il ne sut que froisser son amour-propre national, qu'exploiter ses ressources grandes encore, que l'accabler d'humiliations et de mécomptes. Il ne conserva même pas à son égard le respect des convenances internationales. L'Espagne aurait été conquise par nos armes qu'elle n'aurait pas été traitée avec plus de sans-gêne et de fourberie. Cette conduite impolitique vis-à-vis d'un noble peuple, qui aurait pu devenir le plus ferme de nos appuis, fut la principale faute de l'Empereur et la source de bien des déconvenues et de bien des malheurs. Lui seul en est responsable, car il fut l'unique auteur de ce qu'on pourrait appeler la grande trahison espagnole.

On sait que le roi Charles IV, prince faible et débonnaire, avait abandonné à son indigne favori Godoï la direction des affaires. Godoï avait concentré tous les pouvoirs entre ses mains. Généralissime des armées de terre, grand amiral d'Espagne et des Indes, commandant et inspecteur de la maison militaire, prince de la Paix, il se trouvait le maître absolu de l'armée, de la flotte et du palais. Investi



CHARLES IV.

de la dignité d'Altesse Sérénissime, marié à une infante, le roi semblait prendre plaisir à légitimer l'omnipotence dont il revêtait son favori. Mais tant d'honneurs accumulés sur une seule tête avaient irrité l'opinion publique. Godoï était impopulaire, et il ne l'ignorait pas. Il savait également que l'héritier présomptif de la couronne, l'infant Ferdinand, n'attendait pour le déposséder de ses dignités que le jour de son avènement au trône. Sans doute il était rassuré pour l'heure présente, car il était persuadé que ni le roi, ni surtout la

reine, ne l'abandonneraient ; mais l'avenir était pour lui gros d'orages. Aussi voulut-il se prémunir contre une catastrophe probable en cherchant au dehors l'appui dont il avait besoin. Ce protecteur tout-puissant, il crut l'avoir rencontré dans la personne de Napoléon, et, pour mieux assurer sa sécurité, n'hésita pas à lui livrer le pays dont la défense lui avait été confiée.

Il est vrai que Godoï avait à se faire pardonner une grave imprudence. Au moment où la France était engagée contre la Prusse, le prince de la Paix avait eu la fantaisie d'opérer sur nos derrières une diversion qui aurait pu devenir dangereuse. Trouvant, non sans raison d'ailleurs, que l'alliance française coûtait cher à l'Espagne, et que, sans parler de la flotte détruite à Trafalgar, des colonies occupées par l'Angleterre, du commerce ruiné, des princes napolitains chassés de leur trône sans un mot d'excuse, l'Espagne était par trop traitée en puissance vassale, il appela la nation aux armes, et, dans une proclamation emphatique, annonça que le « moment était venu de marcher à la défense de la patrie, tant que durerait le danger actuel ». Or c'était le jour même d'Iéna qu'était publié ce malencontreux manifeste. Heureusement pour lui, Godoï, bien que personne ne s'y fût trompé en Espagne et ailleurs, n'avait pas cité la France. Apprenant nos triomphes inespérés, il affecta une joie extrême, et déclara qu'il était tout prêt à entrer en campagne contre les ennemis du grand Napoléon. Se désavouer ainsi, c'était se mettre à la merci de l'Empereur. Ce dernier en effet feignit de prendre au mot Godoï, et lui demanda un corps d'armée de 15 000 hommes, qui, sous le commandement du marquis de la Romana, furent immédiatement dirigés sur l'Elbe. Il lui enjoignit de porter tous ses efforts sur la marine, et de s'associer sans réserve à toutes les mesures du blocus continental contre l'Angleterre. Bientôt même, poussant jusqu'à l'extrême le dédain pour un grand peuple mal gouverné, il disposa arbitrairement d'une partie de son territoire, et entama des négociations au sujet de la cession éventuelle des îles Baléares.

Si Godoï, comprenant le rôle piteux qu'il était désormais appelé à jouer, eût franchement renoncé à ses rêves d'ambition personnelle, et se fût souvenu qu'il était avant tout le représentant d'un grand pays et d'une fière nation, le moment n'était pas encore passé de prendre la seule attitude qui convînt à l'Espagne. Il aurait été

soutenu par tous ses compatriotes, que commençaient à lasser les exigences de l'Empereur, et ce dernier aurait hésité avant de se risquer à mettre le pied dans la péninsule. Les complaisances inavouables de Godoï seront la principale cause des malheurs qui fondront sur l'Espagne, et aussi des fautes, nous dirions presque des crimes politiques que commettra l'Empereur.

Napoléon en effet, persuadé que Godoï n'était plus entre ses mains qu'un instrument, et que l'Espagne lui appartenait en vertu de l'abandon, par un ministre indigne, de ses véritables intérêts, ne songea plus qu'à exploiter la situation. Conformément aux stipulations secrètes du traité de Tilsitt, le Portugal avait été comme laissé à la discrétion de la France. C'était en quelque sorte sa part du butin. Napoléon résolut d'intéresser l'Espagne à ce partage, et, pour être plus certain de sa connivence, d'associer directement le prince de la Paix à ses combinaisons. Godoï n'ignorait pas que l'héritier de la couronne, l'infant Ferdinand, le détestait et n'attendait qu'une occasion pour se débarrasser de lui. Aussi ne demandait-il qu'à se ménager un refuge pour le moment du danger. Une souveraineté indépendante lui aurait permis, le jour où il aurait cessé de gouverner l'Espagne sous le nom de Charles IV, de se retirer avec honneur dans des possessions où il n'aurait pas à redouter le ressentiment du nouveau roi. Napoléon flatta ses secrets désirs et lui promit une couronne. Un traité secret fut signé à Fontainebleau, le 27 octobre 1807, entre Duroc, le confident de la pensée impériale, et Yzquierdo, l'agent de Godoï. Par ce traité le Portugal était divisé en trois lots: la partie septentrionale formerait le royaume de Lusitanie septentrionale et serait attribuée au roi d'Étrurie, en échange de ses États italiens qui passeraient à la France. La partie méridionale formerait le royaume des Algarves et serait attribuée à Godoï. Napoléon garderait jusqu'à la paix générale les provinces de Beïra, de Tras os Montes et d'Estramadure, et les rendrait à la maison de Bragance comme rançon de Gibraltar, de la Trinité et d'autres colonies espagnoles prises par les Anglais, ou bien les donnerait à l'Espagne, ou bien en créerait un nouveau royaume en faveur de son frère Lucien. Quant aux colonies portugaises, elles devaient être partagées entre la France et l'Espagne, et le roi d'Espagne prendrait le titre d'empereur des deux Amériques. Une

autre convention, également secrète, préparait la conquête et l'organisation du Portugal. Vingt-huit mille soldats français et autant d'Espagnols devaient envahir le Portugal, et un second corps français de quarante mille hommes se réunirait à Bayonne pour entrer en Espagne, au cas où les Anglais enverraient des renforts au Portugal ou menaceraient l'Espagne.

Quelle était la pensée de l'Empereur en signant cette convention? Était-il déjà déterminé à renverser les Bourbons et à recommencer l'œuvre de Louis XIV en plaçant l'un de ses frères à Madrid? Avait-il médité à l'avance la conquête de l'Espagne, et préparé la série des trahisons qui constitue la triste histoire de notre intervention dans ce pays? On l'en a accusé. On a prétendu que, de concert avec Talleyrand, il avait tout disposé pour que la prétendue protection dont il couvrait l'Espagne se changeât promptement en sujétion. De fait certaines paroles de l'Empereur, certains documents diplomatiques prêtent à l'équivoque. Nous avons pourtant peine à croire à tant de duplicité. Ce sont les circonstances qui poussèrent l'Empereur, et nous estimons que l'idée de conquérir l'Espagne ne se forma que peu à peu dans son esprit. Il ne voulait d'abord que l'exploiter. Ce n'est certes pas une raison pour atténuer sa conduite, ni pour justifier des fautes qui nous conduisirent à des désastres. Au moins chercherons-nous à les expliquer.

Le traité de Fontainebleau fut promptement exécuté, car, avec Napoléon, l'idée d'une entreprise et son exécution se développaient toujours en même temps. Dès le 19 novembre une armée française commandée par Junot mettait le pied sur le territoire portugais, au moment où une division espagnole, commandée par le général Caraffa, se présentait à la frontière du sud-est. C'étaient, pour la plupart, des conscrits sans expérience de la guerre. L'armée française en effet commençait à s'affaiblir. Ainsi que l'a écrit un juge compétent, le maréchal Bugeaud, « dans l'esprit du gouvernement, et devant les nécessités pressantes de la situation, les préoccupations de quantité pour la formation des effectifs durent l'emporter sur les préoccupations de qualité. On fit de grands efforts pour retenir sous les drapeaux de vieux soldats, qui devinrent trop vieux, et pour multiplier les jeunes soldats, qui furent trop jeunes, et, à peine formés, acheminés vers les armées actives ». L'armée du Portugal,

lancée en avant par son impétueux général, eut beaucoup à souffrir de ses marches forcées à travers un pays pauvre et hostile. Nos jeunes régiments furent bientôt en désordre. Si les Portugais avaient essayé un simulacre de résistance, ils auraient été ou écrasés ou dispersés. « Pendant cinq mortelles journées, lisons-nous dans les relations d'un témoin oculaire, le futur général Foy, de tristes monticules de grès succèdent à des bandes de roches schisteuses et tranchantes et sont remplacés par d'énormes montagnes de granit. Là où la pierre ne se montre pas à découvert, l'œil se perd dans des landes uniformément parsemées de bruyères et de cistes. Il faut, pour trouver des traces humaines, les chercher au fond de quelques ravins qui conservent l'eau pendant l'été... Le mauvais temps assaillit constamment l'armée. Les pluies de l'automne sont, en Portugal, un véritable déluge qui rappelle l'hivernage des Antilles. Vingt fois par jour les colonnes d'infanterie se rompaient en passant à gué les rivières gonflées et débordées. Les soldats marchèrent à la débandade. En cessant d'être contenus par le lien de l'organisation et par la présence de leurs chefs, ils ressemblèrent non plus à une armée, mais à un ramassis d'hommes exaspérés par la misère. On n'arrivait au gîte que très avant dans la nuit, et quel gîte, presque toujours le roc nu. C'était beaucoup quand ils trouvaient à se recueillir sous l'abri d'un chêne vert, quand de chétifs oliviers leur procuraient de quoi allumer un feu qui n'avait pas assez de force pour sécher leur corps et leurs habits imbibés des eaux du ciel et des torrents. »

Junot, malgré son ardeur, n'était pas sans inquiétude. Il sentait parfaitement que, dans l'état où se trouvait l'armée, il n'y avait pas de milieu pour elle entre un succès immédiat ou une ruine complète. Or les Portugais commençaient à reprendre confiance; les troupes régulières s'organisaient; les paysans couraient aux armes; une flotte anglaise de secours approchait, et pouvait d'un instant à l'autre mettre Lisbonne à l'abri d'un coup de main. Junot ne voulut pas laisser aux ennemis le temps de se reconnaître, et, le 30 novembre 1807, il entra dans la capitale portugaise à la tête des cadres ou plutôt des débris de ses régiments d'élite. Les Portugais furent étonnés à la vue de ces soldats presque enfants, auxquels restait à peine la force nécessaire pour suivre la cadence des tambours. Hâves, déguenillés, n'ayant que des fusils rouillés et des cartouches imprégnées

d'eau, ils inspiraient la pitié plutôt que la terreur. Cette première impression ne fut jamais oubliée, et laissa dans l'esprit de tous un germe de révolte que ne tardèrent pas à développer les événements.

Trois jours avant l'entrée de nos soldats à Lisbonne, la famille royale s'était embarquée précipitamment pour le Brésil. Près de quinze mille personnes émigraient en même temps. Elles emportaient la moitié du numéraire qui circulait dans le royaume. Retenue à l'ancre pendant plus de quarante heures par des vents contraires, la flotte portugaise ne prit la mer que le 29. La sentence de Napoléon était exécutée. La maison de Bragance avait cessé de régner en Europe, et c'était sous d'autres cieux que ses princes allaient dorénavant chercher une couronne.

Junot prit aussitôt ses dispositions pour assurer sa rapide conquête. Bien que le prince régent eût, avant son départ, institué un gouvernement provisoire, des brigands menaçaient l'ordre public, et la populace était disposée au pillage. Quelques exécutions sommaires firent bientôt cesser l'anarchie menaçante. Nos soldats se rallièrent peu à peu et se cantonnèrent dans les provinces qui leur avaient été assignées. Les Espagnols, de leur côté, s'emparèrent de l'Alemtejo et des Algarves. De la sorte fut exécuté, presque aussitôt que conclu, dans celle de ses clauses qui concernait l'occupation du Portugal par les troupes franco-espagnoles, le traité de Fontainebleau. Restait à opérer le partage. Ce fut à ce moment que des tragédies domestiques éclatèrent en Espagne, qui suspendirent d'abord, puis bientôt annulèrent les autres stipulations de ce traité.

Le prince des Asturies Ferdinand, dans sa haine aveugle contre Godoï, s'était imaginé que, pour le renverser, il avait besoin d'un protecteur étranger, qui ne pouvait être que Napoléon. Il s'adressa donc secrètement à lui, sollicita l'honneur d'entrer dans sa famille, et promit de conformer sa politique aux vues et aux désirs de son tout-puissant allié. L'Empereur, sans prendre d'engagement formel, lui fit répondre qu'il s'intéressait à ses projets d'avenir. Le prince des Asturies se crut dès lors nécessaire. Il en devint à la fois plus entreprenant et plus imprudent. Mal inspiré par ses amis, il résolut de renverser Godoï et de s'emparer de la direction des affaires. C'était une véritable conspiration qu'il ourdissait, et le prétexte du renversement cachait mal une ambition inavouable. Or, de son côté, Godoï



LISBONNE.

se croyait assuré de l'appui de Napoléon. Ne venait-il pas de signer avec lui le traité de partage du Portugal? Ne lui avait-il pas abandonné l'Espagne? Aussi se crut-il assez fort pour tenter un coup hardi contre la personne de l'infant, avec l'espoir de le dépouiller de ses droits à la couronne, ou au moins de l'inquiéter sur la validité de ses droits, afin de le tenir sous sa dépendance. Comme il était très au courant des projets du jeune prince, il le fit arrêter comme prévenu de révolte et de trahison (30 octobre 1807). Charles IV écrivit aussitôt à Napoléon, en le prenant en quelque sorte comme arbitre de cette querelle de famille, et lui annonça son intention « de remplacer le prince et dans son cœur et sur le trône ». Ferdinand se défendit mal. Il renia ses conseillers, avoua tous ses torts, et en demanda humblement pardon. Godoï ne pouvait pousser plus loin sa vengeance. Ce fut à sa requête que Charles IV consentit à rendre la liberté à son fils.

Napoléon connaissait et les intrigues du prince des Asturies et les projets de Godoï. Il les dominait l'un et l'autre, d'autant plus qu'il ne s'était pas encore prononcé. La famille royale, en recourant à sa médiation, lui avait pour ainsi dire remis tous les pouvoirs. Le peuple espagnol, espérant retrouver sa splendeur passée sous la direction de l'homme qui avait arraché la France à l'anarchie, qui avait régénéré l'Italie et la Hollande, battu les puissances continentales et tenu l'Angleterre en échec, était disposé à recourir à son intervention. Napoléon était donc le maître de la situation. Il ne comprit pas la grandeur du rôle qu'il était appelé à jouer. Au lieu de devenir le bienfaiteur de l'Espagne, en lui donnant un gouvernement honnête et des institutions modernes, il se posa en conquérant. Il n'eut même pas le mérite d'avouer au grand jour ses sinistres desseins, et c'est par la trahison et la perfidie qu'il prépara l'asservissement de l'Espagne.

En effet, sous prétexte de renforts à Junot, tout se préparait pour une invasion de la péninsule. 24 000 hommes conduits par Dupont occupaient déjà la vallée du Douro et pénétraient à Valladolid. Après Dupont arrivait Moncey avec 30 000 hommes qui s'avançait de Vittoria jusqu'à Burgos. Après Moncey, Duhesme marchait de Perpignan sur Barcelone, et Darmagnac, de Saint-Jean-Pied-de-Port sur Pampelune. En même temps plusieurs régiments de la garde, commandés par Bessières, s'acheminent vers l'Espagne. Surpris par cette démonstration

militaire, le gouvernement espagnol enjoignait tout d'abord aux commandants des diverses provinces de faire aux troupes françaises l'accueil le plus amical. Nos généraux, qui tous avaient reçu des instructions secrètes, profitèrent de cette condescendance pour s'emparer des places fortes et des citadelles qui se trouvaient à leur portée. C'est ainsi que Pampelune, Figuières, Monjuich et Saint-Sébastien tombèrent entre leurs mains. Afin d'expliquer aux yeux de l'Europe ces singulières manœuvres, l'Empereur avait recommandé de répandre le bruit que ses soldats allaient non plus au secours de l'armée de Portugal, mais jusqu'à Cadix et Gibraltar pour repousser un prétendu débarquement des Anglais. Bientôt on apprend que Murat est nommé général en chef de l'armée d'Espagne, et que, par un mouvement concentrique sur Madrid, Junot, Dupont et Moncey vont bientôt se réunir sous les murs de la capitale.

Les Espagnols avaient d'abord assisté avec stupeur à cette prise de possession d'un pays ami. Le mécontentement public avait été contenu par l'incertitude et surtout par l'ignorance des événements. Sans doute ils s'indignaient à l'aspect de ces étrangers qui occupaient leur territoire sous prétexte de le faire respecter, mais, comme ils ne soupçonnaient pas le véritable but de ces manœuvres, leur haine s'exaspérait contre Godoï, contre cet indigne favori qui attirait les Français en Espagne pour en faire les instruments de son ambition personnelle. A la cour de Madrid au contraire on s'inquiétait de ce déploiement de forces inattendu. L'obscurité des dépêches de l'Empereur, la contradiction des ordres que transmettait son ambassadeur à Madrid, Beauharnais, les allées et venues de nos agents, leurs entrevues secrètes tantôt avec les amis du prince Ferdinand, tantôt avec les créatures de Godoï, tout contribuait à jeter dans les esprits un trouble qui se convertissait en frayeur. Sans doute Napoléon prodiguait les protestations d'amitié et nos soldats se comportaient en alliés et nullement en ennemis, mais pourquoi ce silence obstiné sur ses desseins ultérieurs? Pourquoi cette invasion continue et cette conquête mal déguisée? Ce fut alors que Godoï, pour échapper à la terrible responsabilité qu'il sentait de jour en jour peser plus lourdement sur ses épaules, prit une résolution désespérée, mais qui pourtant, eu égard aux circonstances, n'était pas maladroite, celle de se soustraire aux dangers de l'intervention fran-

çaise, et, en même temps, de perpétuer son pouvoir, en entraînant avec lui la famille royale jusque dans les colonies américaines.

Aussitôt tout se prépara pour un prochain départ. Des sommes considérables furent expédiées en Andalousie et au Ferrol. Des caisses nombreuses renfermant des objets de grande valeur furent portées dans diverses directions. On fit venir des troupes à Aranjuez, où résidait alors la cour. On donna ordre à l'armée du Portugal de se rabattre sur l'Andalousie, et on se disposa à s'embarquer dans un bref délai. Ce départ était contraire aux intérêts du prince des Asturies qui, persistant à voir dans les Français des amis, était obligé, s'il suivait ses parents au Nouveau Monde, de renoncer à ses espérances ambitieuses. On lui avait recommandé le secret : il s'empressa de dénoncer le projet à ceux des ministres qu'il croyait intéressés à le contrecarrer. A ce moment commençaient à circuler à Madrid de vagues rumeurs sur le prochain départ de la cour. Le peuple sentit redoubler sa haine contre le favori, auquel il prêtait les plus sinistres desseins contre l'héritier de la couronne. En présence de l'excitation croissante, Charles IV crut devoir démentir les bruits qui couraient. Il ne réussit qu'à augmenter les défiances populaires. Une foule incrédule et irritée se porta sur Aranjuez pour surveiller les abords du palais. Les soldats de la garde du souverain, au lieu de le protéger, promirent de l'empêcher de réaliser ses desseins. Peu à peu les esprits se montent, les colères éclatent, et, dans la nuit du 17 au 18 mars 1808, la foule assiège la demeure de Godoï, renverse les gardes, cherche partout, sans le trouver, le favori, et satisfait sa fureur en brisant les meubles et les objets d'art. Au premier moment d'anxiété, Charles IV, qui ne songeait qu'à sauver celui qu'il appelait son ami, lui retira ses titres et ses dignités ; mais ce n'était pas assez ; l'expiation ne paraissait pas suffisante. Godoï avait d'abord réussi à se cacher dans un des combles de son palais, blotti sous une natte qu'il avait roulée autour de son corps. Après trente-six heures d'immobilité, pendant lesquelles il avait entendu les cris de la multitude assoiffée de sang, il fut découvert et à grand peine sauvé par les gardes du corps, qui lui firent un rempart de leurs chevaux, mais ne purent le soustraire aux coups qu'on lui portait de tous côtés. Le roi, pour calmer les esprits et rassurer le prisonnier, lui envoya son fils Ferdinand, devenu l'idole des in-

surgés. Le prince accepta cette mission qui lui permettait d'assouvir sa haine. Il promit à Godoï qu'il aurait la vie sauve. « Êtes-vous déjà roi? » lui demanda le favori avec une fierté qui prouve qu'il n'était pas sans courage. « Non, répondit Ferdinand, mais je le serai bientôt. »

Charles IV en effet ayant envoyé à la caserne des gardes du corps un carrosse destiné à éloigner Godoï d'Aranjuez, la foule se rua sur l'atte-



ARANJUEZ.

lage, et chassa les conducteurs. A cette nouvelle insulte, Charles IV, que fatiguait cette longue lutte, et qui, sans son favori, ne se sentait plus la force d'être roi, manifesta l'intention d'abdiquer. La reine, qui ne songeait qu'au salut de Godoï, embrassa avec ardeur ce parti. Nul parmi les assistants ne l'en détourna. L'acte d'abdication fut aussitôt rédigé et signé. On le publia à Aranjuez, et, dès le lendemain 19 mars, Ferdinand était proclamé roi au milieu d'un véritable délire, mais où la haine contre le favori et les défiances contre l'étranger tenaient autant de place que l'amour pour le nouveau souverain.

Pendant que s'accomplissait la révolution d'Aranjuez, Murat des-

cendait les pentes du Guadarrama et s'approchait de Madrid. La situation était modifiée par les événements qui venaient d'avoir lieu. Non seulement la cour n'avait pas pris la fuite, mais un roi jeune et populaire venait de monter sur le trône. C'était une surprise qui déconcertait toutes les combinaisons. Or Murat n'était pas venu en Espagne sans le secret espoir de gagner un trône. L'Empereur, il est vrai, n'avait pris aucun engagement formel, mais ses réticences et ses insinuations à double entente lui permettaient de tout supposer. Il agit en cette circonstance avec une grande finesse. Les instructions de l'Empereur lui prescrivaient de tenir la balance entre les deux partis, et la révolution d'Aranjuez avait brusquement rompu l'équilibre au profit du prince des Asturies : il s'agissait donc de le rétablir en soutenant Godoï et Charles IV. Comme, dès le 21 mars, Charles avait protesté contre une abdication arrachée, disait-il, par la violence, et avait supplié l'Empereur de terminer, comme bon lui semblerait, la querelle ouverte entre lui et son fils, Murat profita de cette protestation pour déclarer à Ferdinand qu'il ne pouvait le reconnaître jusqu'à plus ample informé comme le maître légitime de l'Espagne, et il promit en même temps à Charles IV de le traiter en souverain. Seulement il leur conseilla à l'un et à l'autre de se rendre en personne auprès de Napoléon, dont on annonçait la prochaine arrivée à Bayonne, et d'accepter la décision du tout-puissant arbitre qu'ils avaient choisi.

Ferdinand ne se décida pas sans peine. Il ne céda qu'aux conseils ou plutôt aux injonctions de Savary, le confident de Napoléon, son homme d'exécution, très capable d'enlever par la force ce qu'il n'aurait pas obtenu par la persuasion ; mais il ne se mit en route que très à contre-cœur et à petites journées. Il avait comme le pressentiment qu'il courait à sa perte. Le peuple, qui s'obstinait à voir en lui le représentant de la nationalité, s'opposait à son départ. A Vittoria l'émotion populaire prit un tel caractère que Savary, afin de prévenir une catastrophe, partit au-devant de Napoléon pour demander de nouvelles instructions. Il revint bientôt avec la réponse de l'Empereur. Ce dernier affectait de ne donner au nouveau roi que le nom de prince des Asturies. « Je ne suis pas juge de ce qui s'est passé, mais ce que je sais, c'est qu'il est dangereux d'accoutumer les peuples à répandre le sang et à se faire justice eux-

mêmes. » Il ajoutait que, si l'abdication d'Aranjuez n'avait pas été imposée, il ne ferait aucune difficulté pour reconnaître Ferdinand comme roi d'Espagne — ce qui était une indigne tromperie de la part d'un homme qui avait déjà entre les mains la protestation de Charles IV — et il finissait par conseiller à Ferdinand de venir le trouver à Bayonne pour causer amicalement de la situation. Ébranlé par les instances de ceux de ses serviteurs qui avaient éventé le piège, Ferdinand eut un instant la pensée de retourner en arrière ; mais les soldats français s'étaient repliés de tous les côtés et lui fermaient toutes les avenues; Savary, d'ailleurs, était là qui lui prodiguait les promesses d'une prompte reconnaissance, et affirmait que son maître n'avait d'autre désir que de lui être agréable ; et cela au moment même où l'Empereur écrivait à Bessières (17 avril) : « Si le prince des Asturies vient à Bayonne, c'est fort bien. S'il rétrograde sur Burgos, vous le ferez arrêter et conduire à Bayonne. » Il n'était plus temps de revenir sur ses pas. Ferdinand se résigna et passa la frontière (20 avril). Personne n'était allé à sa rencontre, sauf trois grands d'Espagne qu'il avait chargés d'aller complimenter l'Empereur, et qui lui apprirent que ce dernier avait l'intention de ne plus laisser les Bourbons régner désormais sur l'Espagne.

Napoléon venait en effet de se décider. Il était résolu à prendre l'Espagne pour lui. Charles IV et Godoï ne pouvaient plus rentrer à Madrid. Ferdinand n'aurait jamais été qu'un ennemi caché. Napoléon pensa que les Espagnols lui pardonneraient son usurpation en reconnaissance des services qu'il leur rendrait, et, dès lors, ne songea plus qu'à profiter des circonstances pour s'emparer de la proie offerte à ses convoitises. On a prétendu plus tard que Murat et Talleyrand l'avaient trompé, le premier par ambition, le second par désir de se perpétuer au pouvoir; mais, à travers les précautions oratoires et les contradictions étonnantes de la Correspondance, il est facile de démêler la vérité. Dès le 26 mars Napoléon n'écrivait-il pas à son frère Louis cette lettre significative, dont l'authenticité indiscutable démontre sa duplicité : « J'ai résolu de mettre un prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de la Hollande ne vous convient pas. D'ailleurs, la Hollande ne saurait sortir de ses ruines. Répondez-moi catégoriquement. Si je vous nomme roi d'Espagne, l'agréez-vous? Puis-je compter sur vous? Ne mettez per-

sonne dans notre confidence, et ne parlez à qui que ce soit de l'objet de cette lettre, car il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue y avoir pensé. »

Restait « à faire la chose ». C'est alors que commence ce que Napoléon a lui-même appelé la tragédie de Bayonne. Ferdinand, à peine arrivé, avait demandé à l'Empereur de vouloir bien le reconnaître. Il lui avait en même temps offert de renouer l'alliance franco-espagnole en épousant une princesse de la famille Bonaparte. Napoléon ne fut pas long à lui notifier sa résolution. Il lui fit intimer par Savary l'ordre d'abdiquer, et lui proposa à titre d'indemnité le royaume d'Etrurie. Savary se présenta le front haut devant le prince qu'il avait lui-même, et pas à pas, conduit à sa perte, et lui fit sans rougir cette offre dérisoire. Le prince et ses conseillers refusèrent avec indignation. « Qu'il se décide avant l'arrivée de son père, répondit l'Empereur, car je suis sûr d'obtenir de lui tout ce que je voudrais. » Les vieux souverains venaient en effet d'arriver à Bayonne, pleins de haine contre le fils auquel ils attribuaient tous leurs malheurs, et pénétrés de reconnaissance pour le souverain qui les avait protégés et auquel ils devaient la délivrance de leur ami Godoï. Rien de plus aisé que de se servir du père pour obtenir la renonciation du fils, et de se faire donner ensuite par Charles IV une couronne qui n'avait plus de prix à ses yeux. Il suffisait presque de les mettre en présence. En effet Charles IV et sa femme saisirent avec empressement l'occasion qu'on leur présentait de se venger. Ils firent venir le prince, l'accablèrent de sanglants reproches en présence de Napoléon et de Godoï, et le sommèrent de rendre une couronne arrachée par l'usurpation. Le prince resta impassible, mais opposa des refus persistants à des instances de plus en plus vives. Le vieillard perdit patience et brandit sa canne sur la tête du jeune homme. Après cette déplorable entrevue, la question fut reprise par voie de correspondance. Ferdinand finit par rendre la couronne, mais à condition que la renonciation aurait lieu à Madrid, en présence des Cortès, et seulement en faveur de Charles IV. Ce dernier refusa ces conditions, et, comme Ferdinand résistait toujours, on ne sait à quelles extrémités Napoléon se serait porté contre son prisonnier, lorsqu'un grave événement lui épargna de nouvelles violences.

Murat, qui nourrissait toujours le secret espoir de fonder en Espagne une dynastie, s'était installé à Madrid et avait aussitôt pris les allures d'un conquérant. Persuadé qu'une bonne émeute, dont il viendrait facilement à bout, lui aplanirait le chemin du trône, il n'avait pas tardé à exaspérer les Madrilènes par sa morgue et ses prétentions. La nouvelle des événements de Bayonne aggrava l'effervescence. Apprenant que Murat se disposait à envoyer en France les derniers membres de la famille royale d'Espagne, la foule s'assemble sur la place du palais, où devait s'effectuer le départ, bien décidée à s'y opposer. Les troupes envoyées pour disperser le rassemblement font feu sur la multitude désarmée. Aussitôt éclate l'insurrection. Il n'y eut de résistance sérieuse que de la part d'une compagnie d'artillerie espagnole, dont les officiers, Velarde et Daoïz, se firent héroïquement tuer; mais la lutte était trop inégale pour se prolonger. Dès que les principales rues furent balayées par nos canons, la cavalerie de la garde, les lanciers polonais et les mameluks sabrèrent sans pitié les fuyards. Autant qu'on peut en juger par des récits contradictoires, près de huit cents insurgés payèrent de la vie l'honneur d'avoir été les premiers à relever le drapeau de l'indépendance nationale. Aussi bien Murat avait été impitoyable dans la répression. Même après le combat, il avait fait fusiller une centaine de patriotes, dont le seul crime était d'avoir combattu pour l'honneur national.

L'insurrection du 2 mai avait été noyée dans le sang, mais elle avait retenti dans l'Espagne entière comme un appel aux armes. Napoléon croyait tout fini : la résistance commençait à peine. Au moins profita-t-il de cette sanglante émeute pour venir à bout de la résistance de Ferdinand. Charles IV, poussé par l'Empereur, manda de nouveau son fils près de lui, et l'accusa d'être l'auteur de l'insurrection. « Nous ne perdîmes pas un mot de ce qui fut dit à cette occasion, raconte un témoin de cette scène, Savary; le prince de la Paix écoutait avec nous à la porte du salon, qui était en bois de sapin fort léger. Le roi demanda au prince d'un ton sévère : « As-tu des nouvelles de Madrid? » Nous n'entendîmes pas la réponse du prince, mais le roi repartit vivement : « Eh bien! je « vais t'en donner, moi », et lui raconta ce qui s'était passé. « Crois-« tu, lui dit-il, me persuader que tu n'as eu aucune part à ce saccage,

« toi et les misérables qui te dirigent? Était-ce pour faire égorger « mes sujets que tu t'es empressé de me détrôner? Dis-moi: crois-tu « régner longtemps par de tels moyens? Quel est donc celui qui t'a « conseillé cette monstruosité? N'as-tu de gloire à acquérir que celle « d'un assassin? Parle donc! » L'Empereur, qui assistait à cette terrible entrevue, prit alors la parole pour annoncer à Ferdinand qu'il n'avait d'engagements qu'avec le roi son père, et qu'il était prêt à le reconduire à Madrid. Charles IV répliqua vivement : « Moi, je ne « veux pas. Eh! qu'irai-je faire dans un pays où il a armé toutes les « passions contre moi? Je ne trouverai partout que des sujets sou- « levés, et, après avoir été assez heureux pour traverser sans pertes un « bouleversement de toute l'Europe, irai-je déshonorer ma vieillesse « en faisant la guerre aux provinces que j'ai eu le bonheur de con- « server? Non, je ne le veux pas. Il s'en chargera mieux que moi! » Le prince, terrifié, céda enfin. Il rédigea deux renonciations, la première, en date du 6 mai, en faveur de son père et comme roi de fait, la seconde, en date du 10, en faveur de Napoléon et comme héritier de la couronne. Il recevait à titre d'indemnité le château de Navarre et une rente d'un million de francs. Charles IV n'avait pas attendu ces deux actes pour abandonner à l'Empereur tous ses droits sur l'Espagne et les Indes, moyennant les châteaux de Compiègne et de Chambord et une rente de trente millions de réaux.

Napoléon était donc le maître de l'Espagne. Il l'avait acquise au prix d'une trahison, dont il est peu d'exemples dans l'histoire, car il avait lui-même attiré à Bayonne, comme dans un piège, tous les princes espagnols, et c'est par la menace, par l'intimidation, par la lassitude qu'il avait arraché au vieux roi et au jeune souverain leur renonciation au trône. Les troupes occupaient alors les principales villes. Murat était installé dans la capitale et s'y imposait par la terreur. « Je regarde le plus gros de la besogne comme fait, écrivait Napoléon dès le 6 mai. Quelques agitations pourraient avoir lieu, mais la bonne leçon qui vient d'être donnée à la ville de Madrid doit nécessairement décider promptement les choses. » — « L'opinion de l'Espagne se ploie suivant mon désir », écrivait-il à Cambacérès le 14 mai. — « Les affaires d'Espagne vont bien, écrit-il deux jours plus tard à Talleyrand, et vont être entièrement terminées. » Napoléon se trompait. Les affaires d'Espagne allaient seulement

commencer, et lui, le tout-puissant Empereur, le maître de tant de royaumes, le général redouté de tant de soldats, allait se heurter et se briser contre une nation sans chefs, sans armée, presque sans ressources, isolée de ses alliées, à la merci des légions jusqu'alors invaincues qui l'avaient conquise sans combat, mais que révoltait le souvenir de l'iniquité commise, et que soutenait l'espoir de la liberté à recouvrer et de la patrie à venger.

Les Espagnols avaient frémi d'indignation au bruit des fusillades de Madrid. La nouvelle de l'attentat de Bayonne les exaspéra. D'un bout à l'autre de la péninsule retentit un long cri de fureur et d'extermination. En un instant, et sans s'être concertés, tous se trouvèrent debout, en armes, prêts à mourir pour la patrie. Sur tous les points à la fois, conduits par leurs curés et par leurs seigneurs, paysans et ouvriers se réunirent dans les villes, déposèrent les autorités qui hésitaient encore, organisèrent des juntes insurrectionnelles, s'emparèrent des arsenaux et se jetèrent sur nos soldats. Le signal fut donné par les Asturies, par cette héroïque population dont les ancêtres avaient jadis été les derniers défenseurs du christianisme contre l'invasion arabe. Dès le 9 mai Oviedo entrait en révolte. Les paysans désarmaient un poste français et s'emparaient d'un arsenal où étaient déposés cent mille fusils. La junte provinciale s'assemblait aussitôt, décrétait la levée en masse, et déclarait solennellement la guerre à Napoléon. Au même instant, à Carthagène, les habitants se soulevaient, et empêchaient l'amiral Salcedo de conduire à Toulon une escadre que Napoléon avait donné l'ordre de diriger sur ce port (22-23 mai). Murcie et Valence suivaient le mouvement et se soulevaient au cri de : Vive Ferdinand ! Meurent les Français ! Et ce n'étaient pas de vaines menaces, car la population de Valence, excitée par un fanatique, le chanoine Calvo, massacrait les résidents français, qui avaient cru trouver un refuge dans la citadelle. Le soulèvement de la Galice suivit de près celui des Asturies. Le Ferrol et la Corogne, avec les ports et les arsenaux dont Napoléon convoitait la possession, tombèrent aux mains des insurgés. Les Aragonais se révoltent à leur tour et se donnent pour chef un héros, don José Palafox. La Vieille-Castille, la Manche, l'Estramadure, la Catalogne s'insurgeaient l'une après l'autre. L'Andalousie prend feu. A Séville s'organise une junte qui s'intitule junte

suprême d'Espagne et des Indes. Jaen, Cordoue, Grenade se rallient au mouvement, et à Cadix l'amiral Rosily ne parvient à sauver les débris de la flotte de Trafalgar qu'en prenant position au milieu de la rade, hors de la portée des feux de la ville. Seules les provinces basques, inondées par nos soldats, restent immobiles, et encore la province de Santander se révolte-t-elle, en menaçant nos communications avec les Pyrénées. Un mois à peine s'était écoulé depuis l'entrevue de Bayonne, et l'Espagne tout entière était debout, frémissante, prête à la lutte. Napoléon s'était trop tôt cru le maître de l'Espagne. Il n'y possédait que le territoire occupé par ses soldats.

Pendant qu'avait lieu cette explosion nationale, l'Empereur, toujours à Bayonne, y réunissait un certain nombre de grands seigneurs, de fonctionnaires et de propriétaires espagnols, et leur faisait part de ses projets de réorganisation. Il espérait que ces prétendues Cortès s'associeraient à ses desseins et donneraient à ses volontés l'apparence d'une résolution nationale ; mais les Espagnols qu'il réussit à attirer à Bayonne n'avaient d'autres pouvoirs que ceux dont il les avait lui-même investis, et cette parodie de la représentation nationale ne devait être qu'une humiliation à ajouter à toutes celles dont il avait déjà abreuvé l'Espagne.

Le premier soin de Napoléon fut de donner un souverain à l'Espagne. Il ne pouvait songer à prendre pour lui cette nouvelle couronne, et, bien que résolu à exploiter à outrance le pays que ses anciens maîtres venaient de lui abandonner, il comprenait la nécessité de lui rendre avec un nouveau souverain les apparences de l'autonomie. Murat s'attendait à être désigné. Ce fut pour lui une amère déception quand il apprit que l'Empereur lui destinait un autre trône, celui de Naples. Et de fait, ce brillant général, aux allures de matamore, aurait mieux convenu aux Espagnols que le froid et circonspect Joseph Bonaparte, que Napoléon arrachait malgré lui à son beau royaume napolitain, où il commençait à s'affermir, pour le lancer dans la grande aventure espagnole. Joseph ne se décida qu'à contre-cœur. Il n'arriva que le 7 juin à Bayonne, où il avait été convoqué par son frère, et reçut à la fois la nouvelle de son avènement et les compliments des rares Espagnols qui constituaient les prétendues Cortès. Il était trop tard pour repousser cette fatale cou-

ronne. Il se résigna donc et s'occupa de régler l'administration de ses nouveaux États; mais, pendant qu'il créait à coups de décrets des ministres et des grands dignitaires, pendant qu'il recevait les députations de citoyens ramassés par la violence ou contraints par la peur, pendant qu'il faisait frapper des médailles commémoratives, ses sujets non seulement ne déposaient pas les armes, mais encore



LE ROI JOSEPH.

arrêtaient la marche des régiments français, et remportaient même sur eux des avantages partiels.

Il est vrai que Napoléon, plein de mépris pour ces bandes insurgées qui n'oseraient, il le croyait du moins, s'aventurer en rase campagne, dédaigneux de ces généraux improvisés qui avaient l'audace de résister à ses lieutenants, commit une double faute, d'abord

en s'obstinant à diriger les opérations à distance, et surtout en dispersant les troupes au lieu de les concentrer. Il espérait écraser plus vite la révolte, mais il allait se heurter non pas contre des insurgés isolés, mais contre un peuple qui ne voulait pas être asservi. Les premiers engagements furent tous en notre faveur. Verdier fut facilement victorieux à Logrono, Frère à Ségovie, Lasalle à Torquemada et au pont de Cabezon (6 juin), Merle à Lantueno et Lefebvre-Desnouettes à Tudela (8 juin) et à Mallen; mais ces défaites répétées ne découragèrent nullement les Espagnols. Toujours battus, ils revenaient à la charge. Bientôt on apprit que Moncey, envoyé contre Valence, était obligé de s'arrêter à Cuenca (11 juin); que Chabran n'avait pas pu dépasser Tarragone; que Duhesme était bloqué par la révolte dans Barcelone, et que Lefebvre-Desnouettes était tenu en échec devant Saragosse par Palafox.

Napoléon comprit la nécessité de frapper un coup retentissant, et il ordonna à trois de ses lieutenants de prendre une vigoureuse offensive. Dupont devait envahir l'Andalousie, Moncey marcher de nouveau contre Valence, et Bessières livrer bataille à l'armée espagnole que La Cuesta et Blake rassemblaient dans la Vieille-Castille. Bessières était chargé de l'opération la plus importante, car une victoire en Castille ouvrirait à Joseph les portes de Madrid et désorganiserait l'insurrection. Le tort de l'Empereur fut d'appliquer aux Espagnols les règles de tactique qui jusqu'alors lui avaient réussi. Il s'imagina qu'après une victoire éclatante sur la principale armée, et une fois maître de la capitale, il ne rencontrerait pas plus de résistance qu'il n'en avait rencontré en Autriche après Austerlitz ou en Prusse après Iéna. Ce qui était vrai pour une monarchie militaire ne l'était plus pour un pays dont les soldats se reformaient après la défaite et se recrutaient par l'insurrection. En outre Madrid n'était que la capitale administrative, et, grâce à la forte organisation provinciale, tant que le drapeau national flotterait sur les murs d'une ville espagnole, l'Espagne serait encore debout et résistante. C'est pour avoir méconnu ces vérités que Napoléon commit la faute d'envoyer tous les renforts disponibles à Bessières, et de négliger, comme des opérations secondaires, les manœuvres de Moncey et de Dupont.

Au moins Bessières ne trompa-t-il pas les espérances de l'Empe-

reur. Le 14 juillet 1800 il rencontrait à Medina del Rio Seco, entre Valladolid et Benavente, 25 000 hommes commandés par La Cuesta et Blake. Il les abordait avec une froide intrépidité. Une charge de cavalerie assurait le succès, et la retraite des Espagnols se changeait bientôt en une effroyable déroute. 4 à 5 000 fugitifs tombaient sous le sabre de nos dragons. Nous ne perdions que 70 morts et 300 blessés. Napoléon considéra cette victoire comme décisive. « Jamais bataille ne fut gagnée dans des circonstances plus décisives, écrivait-il à Bessières ! Elle décide les affaires d'Espagne. » Aussitôt il ordonne à Joseph de presser son entrée à Madrid, et à tous ses autres lieutenants de disperser ce qu'il nomme les derniers rassemblements.

Joseph n'aurait demandé qu'à se laisser persuader, mais il ne tarda pas à reconnaître que tout n'était pas fini, comme on voulait bien le croire. Entrant à Burgos au lendemain du désastre de Medina, au lieu de trouver sur les visages l'expression de l'abattement, il y lut celle de la haine et du défi. Il en fut douloureusement affecté. « La peur ne me fait pas voir double, écrivit-il à son frère. Je ne suis point épouvanté par ma situation, mais elle est unique dans l'histoire. Je n'ai pas ici un seul partisan. » Joseph en effet jugeait sainement la situation. Les Espagnols ne voyaient en lui qu'un intrus. S'il recevait des hommages, ces hommages étaient forcés. Si quelques fonctionnaires se groupaient autour de lui, c'était malgré eux. Partout le vide ! partout le silence ! Joseph continua pourtant sa marche et arriva à Madrid le 21 juillet. Il n'avait déjà plus d'illusions. « J'ai pour ennemis, écrivait-il à son frère trois jours plus tard, une nation d'habitants exaspérés au dernier point. On parle publiquement de mon assassinat. Les honnêtes gens ne sont pas plus pour moi que les coquins. Vous êtes dans l'erreur. Votre gloire échouera en Espagne ! »

Au moment même où ce souverain malgré lui adressait à Napoléon ces paroles prophétiques, une catastrophe sans précédents privait la France d'une armée, et portait à la puissance impériale un coup dont elle ne se releva jamais. Dupont venait de capituler à Baylen !

Les Espagnols avaient accumulé en Andalousie leurs principales ressources. Non seulement presque toutes les forces régulières y avaient été concentrées, mais encore elles occupaient de fortes

positions, et étaient soutenues par la population, unanime dans ses sentiments de haine contre l'étranger. Napoléon avait ordonné à un de ses plus brillants lieutenants, au héros d'Albeck, de Halle, de Friedland, au futur maréchal Dupont de disperser ce qu'il appelait avec dédain le rassemblement d'Andalousie. Dupont n'avait avec lui que 14 000 hommes, mais l'Empereur lui avait annoncé qu'il trouverait sur son chemin de nombreux auxiliaires espagnols et suisses. Or aucun Espagnol ne se présenta et il ne put recruter que 4 000 mercenaires suisses, dont la douteuse fidélité avait grand besoin d'être soutenue. En outre il apprit que l'Andalousie tout entière était insurgée, et qu'avant d'arriver à Séville et à Cadix il lui faudrait livrer plusieurs batailles rangées. Dupont s'engagea néanmoins dans les longs défilés de la Sierra Morena, marcha droit par Andujar sur Cordoue, battit au pont d'Alcolea une première armée qui essaya de lui barrer le passage du Guadalquivir (7 juin), et poursuivit les fuyards jusque sous les murs de Cordoue. La place fut inutilement sommée. Nos soldats en enfoncèrent les portes à coups de canon et mirent tout à feu et à sang. Ils pillèrent les églises, saccagèrent les couvents, forcèrent les caisses publiques, et nos généraux, au lieu de les arrêter, les encouragèrent. Le sac de Cordoue eut un grand retentissement à travers toute l'Espagne, et donna tout de suite à la guerre un caractère atroce de représailles. Les Espagnols, exaspérés, n'accordèrent plus de quartier à ceux de nos malheureux soldats qui tombèrent entre leurs mains, et d'odieuses mutilations sur les cadavres de leurs camarades apprirent bientôt aux Français comment leurs ennemis entendaient et exerçaient la vengeance.

Aussi bien les soldats de l'armée d'Espagne, même en 1808, ne ressemblaient déjà plus à leurs anciens de la Grande Armée. Ce n'étaient plus des citoyens armés pour la défense du pays; c'étaient ou bien des hommes entrés malgré eux dans les rangs et qui se vengeaient de leurs mécomptes en s'abandonnant à toutes les passions honteuses auxquelles l'homme se laisse aller quand il n'est plus retenu par l'idée du devoir; ou bien des aventuriers qui célébraient avec entrain, comme l'attestent les chansons du temps, Vénus, Bacchus et Bellone, c'est-à-dire le viol, l'ivrognerie, le meurtre; mais les Espagnols n'étaient pas d'humeur aussi accommodante que les Allemands ou les Autrichiens. Ils prenaient du

mauvais côté les plaisanteries de nos soldats, et à leurs déprédations et à leur insolence répondaient par l'assassinat. Dès le lendemain du sac de Cordoue, tous les prisonniers français furent régulièrement tués, et, presque toujours, avec d'odieux raffinements de cruauté. Les jeunes soldats qui composaient en grande partie le corps de Dupont en furent péniblement impressionnés, et, du jour au lendemain, perdirent cette confiance en eux-mêmes qui est le gage assuré de la victoire. Dupont comprenait-il que le moral de ses troupes était affaibli, ou bien hésita-t-il à s'enfoncer plus avant avec des soldats si peu nombreux, toujours est-il qu'il ne profita pas de son succès et battit en retraite jusqu'à Andujar, où il attendit des renforts.

Andujar n'est pas une position militaire. Bâtie sur un fleuve presque à sec en été, guéable sur plusieurs points, et qui n'offre nulle part une ligne sérieuse de défense, cette ville est à la sortie d'un long défilé qui traverse la Sierra Morena par Baylen, la Carolina, Sainte-Hélène et Despeñaperros. Sans parler de la grande route qui relie l'une à l'autre ces diverses localités, il existe trois autres chemins accessibles à l'infanterie et qui aboutissent à Baylen, à la Carolina et à Despeñaperros, en sorte qu'il aurait fallu ou bien se porter à la Carolina, tout au moins à Baylen, ou bien garder tous les points accessibles, ce qui était impossible avec les forces dont disposait Dupont. Il avait, il est vrai, reçu quelques renforts que lui avaient amenés les généraux Vedel et Gobert, mais, avec les 22 000 hommes qu'il avait sous la main, il lui était bien difficile de garder la ligne du Guadalquivir, tout en maintenant ses communications avec Madrid par les défilés de la Sierra Morena. Obligé de disséminer ses soldats, quand il aurait fallu les concentrer, forcé de les tenir en haleine alors que la rareté des vivres lui imposait déjà la nécessité de les réduire à la demi-ration, ne pouvant à prix d'or obtenir des habitants le moindre renseignement, et n'ignorant pas que, s'il envoyait quelques troupes en reconnaissance, il les exposait à une mort certaine, Dupont aurait dû battre en retraite et se replier en arrière de la Sierra Morena. Cette tactique s'imposait d'autant plus à lui que les forces ennemies grossissaient de jour en jour, et que les meilleurs soldats de l'Espagne, commandés par Castanos, par Reding, par La Pena, s'apprêtaient à l'attaquer; mais il

n'osa pas désobéir à Napoléon et s'obstina à défendre, avec ses 22 000 hommes, la ligne du Guadalquivir sur quinze lieues d'étendue, d'Andujar à Ubeda, avec un défilé de vingt lieues de longueur sur ses derrières. Certes Dupont était brave. Il l'avait prouvé à maintes reprises. Il trouvait sur le champ de bataille des illuminations soudaines, mais il n'avait pas encore commandé en chef et se trouvait engagé dans des difficultés à peu près insurmontables. En outre il n'avait jamais éprouvé de revers, et il était de ceux qui ne peuvent pas les supporter.

Castenos dessina son mouvement d'attaque le 15 juillet. Il menaça de front la position de Dupont à Andujar, pendant que son lieutenant Reding attaquait Liger-Belair à Mengibar. Entre Castanos et Dupont l'action se borna à une canonnade; et Liger-Belair, secouru à temps par Vedel, qui arriva en toute hâte de Baylen, rejeta Reding au delà du Guadalquivir. Jusque-là rien n'était compromis, mais il devenait évident que les ennemis allaient profiter de leur supériorité numérique pour multiplier leurs démonstrations, et nous trouver en flagrant délit de formation pendant le combat. En effet, le lendemain 16 juillet, Vedel, ayant couru à Andujar dont il avait entendu la canonnade se renouveler, commit la faute de ne laisser à Mengibar, sur ses derrières, qu'un détachement sous les ordres de Liger-Belair. Reding s'aperçoit de la faute commise, attaque Mengibar, en chasse Liger-Belair, le refoule dans la direction de Baylen, bat successivement Gobert et Dufour qui étaient venus à son aide, et les refoule jusqu'à Baylen. C'est un succès pour les Espagnols, car l'armée française est en quelque sorte coupée en deux, et les ennemis peuvent dorénavant opérer à leur aise sur notre flanc.

Dupont avait ordonné à Vedel d'opérer à tout prix sa jonction avec les troupes de Dufour. En effet le général précipite sa marche dans le défilé, arrive devant Mengibar qu'il néglige de reconnaître, et pousse jusqu'à Baylen, où il est fort étonné de ne pas rencontrer Dufour, qui avait reculé jusqu'à Guarroman. Trompé par de faux rapports, et persuadé que Reding avait pris les devants, Vedel opère sa jonction avec Dufour, et les deux généraux s'enfoncent de plus en plus dans les défilés de la Sierra Morena, car ils croient poursuivre Reding et espèrent l'écraser. Quelques Espagnols en effet s'étaient montrés dans les défilés, mais ce n'étaient que des bandes isolées, et

Reding avait eu grand soin de laisser accréditer le bruit qu'il était à leur tête. Pendant ce temps il se portait avec le gros de ses forces sur Baylen et l'occupait fortement, coupant ainsi la retraite et à Dupont et à Vedel. Sans doute il s'exposait à être pris entre deux feux si Vedel revenait sur ses pas et combinait son attaque avec celle de Dupont, mais, en ce cas, il avait sa retraite assurée par Mengibar. Il espérait d'ailleurs avoir le temps d'écraser Dupont avant que Vedel l'eût rejoint, et il comptait d'autant plus sur le succès qu'il disposait d'une énorme supériorité numérique et que ses soldats, exaltés par la pensée d'un triomphe prochain, sentaient grandir en eux ce ressort moral et cette confiance qui manquaient au contraire aux régiments de Dupont.

Cette double marche de Vedel et Dufour à la poursuite d'un ennemi qu'ils ne devaient pas rencontrer, et de Reding retournant à Baylen avait eu lieu le 18 juillet. Dupont ordonna aussitôt la retraite. Il réussit à tromper Castanos, qui resta devant Andujar, et marcha contre Reding avec les 11 000 hommes qui lui restaient. Au lieu de former ses soldats en une seule colonne, qui, dans sa furie, se serait ouvert un passage à travers les troupes de Reding, Dupont commit la faute de les séparer en deux corps et de jeter entre eux la file interminable de ses bagages. Le 19, à trois heures du matin, la tête de la première colonne se heurta, sur le torrent de la Rumblar, à l'avant-garde de Reding. Aussitôt le combat s'engagea, mais nos soldats n'entraient en ligne que successivement, et, malgré leur brillante valeur, ne réussissaient pas à percer les lignes espagnoles. En outre, les canons ennemis, en batterie sur des positions depuis longtemps étudiées, opéraient dans nos rangs d'affreux ravages. Entre ces rochers surchauffés par un soleil implacable, nos soldats, fatigués par une marche de sept lieues et mourant de soif, commençaient à se décourager. Vers midi Dupont tenta un dernier effort. Il ne réussit pas à percer l'impénétrable barrière que lui opposaient les soldats de Reding. Déjà les hauteurs se couronnaient de paysans qui nous fusillaient à l'abri des rochers; déjà nos mercenaires suisses, mécontents de se battre contre leurs compatriotes qui servaient dans l'armée espagnole, passaient à l'ennemi. Le canon retentissait sur nos derrières. C'était l'armée de Castanos qui s'ébranlait à son tour et nous fermait toute issue. Dupont désespéré demanda à Reding une

suspension d'armes. Elle fut accordée, mais à condition que Castanos la ratifierait. Dupont offrait de capituler, mais il voulait avoir son libre passage sur Madrid. Castanos repoussa ces offres et exigea que l'armée se rendît à discrétion.

Pendant ces pourparlers, Vedel, qui n'avait trouvé personne devant lui, et qui entendait le canon gronder sur ses derrières, avait compris sa faute et était accouru à Baylen. Il avait tout de suite lancé ses soldats contre Reding et commençait à ébranler les Espagnols, lorsque Dupont lui ordonna de suspendre son attaque à cause des négociations entamées. C'était pourtant la dernière chance de salut qui s'offrait à notre malheureuse armée. Si en effet Dupont se trouvait compromis entre Castanos et Reding, Reding ne l'était pas moins entre Dupont et Vedel. Un effort de plus, un élan généreux exécuté avec cette énergie dont Dupont lui-même avait souvent donné l'exemple, et nos hommes opéraient leur jonction en écrasant Reding, et, désormais réunis, opéraient tranquillement leur retraite sur Madrid. Dupont avait perdu la tête. Au lieu de donner le signal d'une attaque nouvelle qui aurait peut-être réussi, il assembla un conseil de guerre, qui l'autorisa à continuer les négociations.

Castanos était sur le point de consentir au départ de nos troupes sur Madrid, lorsqu'un malheureux hasard fit tomber entre ses mains une dépêche de Savary à Dupont, par laquelle il lui prescrivait justement de battre en retraite sur Madrid. Dès lors Castanos se montra inflexible, et exigea la capitulation à discrétion. Sur les instances de nos négociateurs, il promit néanmoins d'accorder le retour par mer, mais à condition que les divisions Vedel et Dufour seraient comprises dans la capitulation. Espérant sauver deux divisions en péril en compromettant les deux autres qui avaient le chemin libre, nos négociateurs eurent la faiblesse d'accepter cette exigence. Un acte fut donc rédigé, le 20 juillet, en vertu duquel l'armée de Dupont tout entière devait, après avoir déposé les armes, être rapatriée par mer. L'article 11 stipulait que les officiers supérieurs conserveraient leurs bagages, « qui ne devaient être soumis à aucun examen », ce qui était une précaution au moins superflue, et l'article 15 ordonnait la restitution des vases sacrés pris en diverses rencontres, particulièrement à Cordoue, ce qui était l'aveu des vols et des pillages commis par nos troupes.

Vedel avait déjà décampé et se trouvait hors de toute atteinte, lorsqu'il reçut l'ordre de revenir sur ses pas. Il ne voulait pas obéir, mais les Espagnols menacèrent Dupont de l'exterminer. Le devoir de Dupont était tout tracé. Il devait laisser aux Espagnols la responsabilité de ce crime, et, en ne ratifiant pas la capitulation, sauver la moitié de ses hommes. Il ne le fit pas, et ce fut son grand tort. Vedel se trouvait déjà à Sainte-Hélène quand il reçut pour la seconde fois les ordres impératifs de son supérieur. Il n'osa pas lui désobéir, et ramena ses divisions jusqu'à Baylen, où elles furent désarmées. Quelques soldats pourtant prirent sur eux de violer la discipline. Un jeune sous-lieutenant, qui devait plus tard devenir maréchal de France, Bugeaud, « soutint qu'une troupe sous les armes n'était tenue à une capitulation faite en dehors d'elle qu'autant qu'elle n'avait aucun moyen de s'y soustraire. Il dit qu'on pouvait par une marche rapide gagner la montagne, puis Madrid, et qu'il s'offrait pour former l'arrière-garde avec ses grenadiers. Son langage enflammé releva les âmes abattues. On chemina suivant les indications de routes qu'il avait fournies, en chasseur expert, et qui avait fouillé le pays. Les trente lieues à parcourir devant les détachements ennemis qui couvraient la campagne furent heureusement franchies, et le régiment sauvé. » (Trochu, *l'Armée française en* 1867.) Certes le futur duc d'Isly avait été bien inspiré quand il refusait ainsi de déposer les armes. La capitulation fut violée presque aussitôt que signée. La junte suprême de Séville refusa de la ratifier, et jusqu'en 1814 les troupes de Dupont restèrent prisonnières de guerre. Les uns moururent de faim sur l'aride rocher de Cabrera, les autres traînèrent une existence misérable sur les pontons anglais. Seuls rentrèrent en France les officiers supérieurs, mais pour y subir les emportements et la vengeance de Napoléon.

La capitulation de Baylen était en effet le premier coup porté à la toute-puissance et au renom d'invincibilité de l'Empereur, et c'étaient des soldats qu'il dédaignait, des insurgés à peine encadrés, qui lui avaient infligé cet affront. Le 2 août il apprit la fatale nouvelle. « Depuis près de trois heures elle était entre ses mains, a écrit Champagny. Il avait exhalé seul son désespoir. Il me fit appeler. Des cris plaintifs sortaient involontairement de sa poitrine. » C'était en effet un grave événement que cette défaite. L'Europe tressaillit. L'Au-

triche organisa aussitôt une nouvelle coalition, et les Espagnols se sentirent invincibles.

La première conséquence de la défaite fut l'évacuation de Madrid. Il y avait à peine huit jours que Joseph y avait fait son entrée triomphale. « Occupé des premiers soins du gouvernement, lisons-nous dans les intéressants mémoires de son confident, Miot de Melito, Joseph ignorait les dangers de sa position. Il en fut averti, trois jours après son arrivée à Madrid, par le changement qui se fit subitement autour de lui. Les grands cessèrent de paraître au palais et se dispensèrent du service qu'ils devaient y faire. Des demi-confidences préparaient à un grand événement; un ton d'intérêt ou même de pitié se mêlait aux discours de ceux qui gardaient encore quelques ménagements. Enfin le secret éclata, et sa révélation frappa d'autant plus les Français qu'ils étaient dans la plus parfaite sécurité. » Dès le 28 juillet toute la livrée du château avait déserté. Les courtisans se conduisirent comme les laquais. Aucun d'eux n'accompagna le roi dans sa fuite sur l'Ebre.

Moncey qui avait exécuté le mouvement prescrit sur Valence, mais s'était heurté contre la résistance désespérée des habitants, s'était déjà replié sur la Catalogne. En Aragon Verdier avait occupé, malgré Palafox, les faubourgs de Saragosse, et avait commencé une effroyable guerre des rues, mais, à la nouvelle du désastre de Baylen, il reçut l'ordre de lever le siège. Ce fut un mouvement général de retraite de toutes nos troupes. A la fin d'août elles se trouvaient dans une forte position défensive, de Bilbao à Tudela, attendant les renforts et surtout la présence annoncée de l'Empereur.

Un autre échec, moins retentissant mais tout aussi douloureux, s'abattit à ce moment sur nos soldats. Depuis quelques semaines on était sans nouvelles de Junot et de l'armée de Portugal. Les Portugais en effet avaient imité les Espagnols. Ils avaient couru aux armes, et interceptaient toutes les communications. Junot aurait pourtant triomphé de leur résistance si un nouvel ennemi, autrement redoutable, ne s'était joint aux insurgés. Les Anglais s'étaient décidés à entrer en ligne, et ils avaient choisi le Portugal comme théâtre de leurs premières opérations. Ils avaient jusqu'alors combattu la France à coups de guinées, et leurs soldats n'avaient pour ainsi dire jamais paru sur le continent. S'ils intervenaient directement dans la

péninsule, c'est qu'ils comprenaient qu'il ne s'agissait plus pour eux de défendre un monarque, mais de protéger une nation. Aussi étaient-ils déterminés à tous les sacrifices pour soutenir les insurgés.

Le 1er août parut à l'embouchure du Mondego une flotte portant une armée anglaise de 10 000 hommes commandés par un jeune général, qui s'était déjà distingué aux Indes par sa froide valeur, Arthur Wellesley, si connu plus tard sous le nom de Wellington. Renforcé quelques jours après par deux nouvelles brigades, qui portèrent à 18 000 hommes le chiffre de ses troupes, Wellesley prit hardiment l'offensive et marcha contre Lisbonne. Junot comprit le danger de se laisser attaquer dans une ville populeuse et toute prête à se révolter. Il forma le projet de se porter au-devant de l'ennemi; mais il ne sut pas concentrer à temps ses soldats. Non seulement il s'obstina à laisser des garnisons dans quelques places fortes, mais encore il exposa au plus grave danger une division de 5 000 hommes qu'il avait détachée pour observer les Anglais. Attaqué par des forces supérieures, le général Delaborde, qui commandait ce détachement, fut, malgré des prodiges de valeur, vaincu à Rolica (15 août) et obligé de battre en retraite. La campagne s'ouvrait par un échec. Junot essaya de réparer le mauvais effet produit sur le moral de ses hommes, et, à la tête de 13 000 hommes qu'il avait réussi à concentrer, marcha contre les Anglais. Il les trouva campés sur les hauteurs de Vimeiro, adossés à des abîmes qui surplombaient l'Atlantique, mais solidement établis sur leurs positions et soutenus par l'espoir d'imposants renforts. Junot les attaqua avec son impétuosité ordinaire, mais la froide ténacité des Anglais triompha de la furie française. Malgré les brillantes charges dirigées par Kellermann, Delaborde, Loison, Foy, l'infanterie ne se laissa pas entamer. A midi nous avions déjà perdu 1 800 hommes et trente canons, et les Anglais n'avaient que 134 morts et 335 blessés. Junot commanda la retraite. Elle s'opéra en bon ordre, car les cavaliers anglais n'évoluaient qu'avec peine sur ce terrain montueux. Il n'était pas possible de conserver plus longtemps la pensée de pouvoir se maintenir. Lisbonne n'attendait qu'un signal pour entrer en révolte. Une nouvelle armée anglaise, commandée par Thomas Moore, était annoncée, et il ne fallait pas songer à attendre des renforts de France. La capitulation s'imposait. Junot, après un conseil de guerre où l'on reconnut la

nécessité de l'évacuation, envoya Kellermann au camp de Wellesley. Les négociations furent longues. Elles aboutirent à la capitulation de Cintra, signée le 30 août.

Wellesley n'était plus général en chef. Il avait dû céder le commandement à Dalrymple. Il aurait voulu profiter de ses deux victoires de Rolica et de Vimeiro pour réduire à toute extrémité l'armée de Junot. Il s'offrait sinon à la détruire, au moins à la faire prisonnière. La fière attitude de Junot, la diplomatie heureuse de Kellermann et le prestige, encore si grand, des armes de Napoléon en imposèrent à Dalrymple. Les Français devaient évacuer le Portugal, mais ils garderaient leurs armes et bagages, ne seraient pas considérés comme prisonniers de guerre, et seraient conduits en France sur des bâtiments anglais. Certes ces conditions étaient honorables. Si elles consolèrent en partie la France de l'insuccès final, elles excitèrent en Angleterre, en Portugal et en Espagne un vif mécontentement, qui tenait sans doute à l'exagération des récits de victoire : au moins furent-elles strictement exécutées.

Du 15 juillet au 30 août Napoléon venait d'éprouver échecs sur échecs, humiliations sur humiliations. Repoussé à Valence et à Saragosse, battu à Baylen et Vimeiro, refoulé sur l'Ebre, et par un peuple qu'il dédaignait, il voyait à la fois son prestige ébranlé et ses projets compromis. Il s'était heurté contre la volonté nationale, et, bien que ses plans fussent ingénieux, bien que sa force fût grande, bien que ses ressources parussent inépuisables, tout cet édifice de grandeur s'était écroulé, ou du moins avait été ébranlé. Avant de songer à de nouvelles entreprises, il lui fallait à tout prix réparer la mauvaise impression produite en Europe et s'imposer par de nouvelles victoires. De là, les négociations qui aboutirent à la célèbre entrevue d'Erfurt ; de là, la campagne d'Espagne conduite par Napoléon en personne.

CHAPITRE III

ENTREVUE D'ERFURT — NAPOLÉON EN ESPAGNE

1808-1809

Les échecs éprouvés par les Français en Espagne avaient eu par toute l'Europe un immense retentissement. Le charme était comme rompu. Cette partie que les gouvernements monarchiques, même coalisés, avaient tant de fois perdue, une nation, même isolée, venait de la gagner. Aussi nos ennemis s'apprêtèrent-ils à tenter de nouveau la fortune des combats, et nos alliés, ou prétendus alliés, comprirent que le moment de la délivrance n'était plus éloigné.

De tous ces ennemis, les plus résolus et les plus implacables étaient les Anglais. Tout de suite ils se rendirent compte du parti qu'ils pouvaient tirer de la révolution espagnole. Ils ne se contentèrent plus cette fois de promettre des renforts et de n'envoyer que des subsides. Ils débarquèrent des approvisionnements, des armes et des soldats. Ils se montrèrent, en un mot, déterminés à défendre comme leur propre territoire le sol de la péninsule.

Les Allemands, les Prussiens surtout, n'auraient pas mieux demandé que de les imiter. Humiliés par l'Empereur, vexés et foulés par nos soldats, qui occupaient encore leurs principales villes, ils éprouvaient toutes les angoisses de l'occupation étrangère, et en souffraient étrangement. Aussi renonçaient-ils, sans en avoir conscience, aux mesquines rivalités d'État à État, aux rancunes surannées entre nobles et bourgeois. Un sentiment nouveau, celui de la patrie commune, germait confusément dans les esprits. Un professeur,

Maurice Arndt, donnait un corps à ces vagues aspirations en fondant l'Association de la Vertu ou Tugendbund, société secrète qui, dirigée par un comité central, se fractionna en comités locaux, se propagea rapidement, et se prépara en silence pour l'heure du soulèvement national. Un grand ministre, qui fut en même temps un grand citoyen, Stein, prépara le relèvement de son pays en faisant disparaître les derniers vestiges du servage, et en appelant à la vie politique les masses populaires. Il organisa en même temps la résistance aux agents de l'administration française et essaya de rallier autour de la Prusse les haines patriotiques. Napoléon, entre les mains duquel était tombée une lettre, d'ailleurs fort compromettante, de Stein, exigea son renvoi immédiat. Il profita même de cette prétendue trahison pour imposer à la Prusse de nouvelles conditions fort dures pour le règlement définitif de sa dette et l'évacuation de ses dernières forteresses. Il poussa même l'abus de la force jusqu'à exiger que l'armée prussienne, pendant dix années, fût réduite au chiffre de 42 000 hommes. La Prusse courba la tête, et Stein fut renvoyé; mais le traité fut éludé, car le ministre de la guerre, Scharnhost, bien qu'il n'eût ostensiblement que 42 000 soldats sous les armes, en eut en réalité près de 200 000, grâce à un roulement rapide, qui ne laissait les hommes sous les drapeaux que le temps nécessaire à leur instruction. En outre les Prussiens, exaspérés par nos exigences, devinrent les plus dangereux de nos ennemis, car ils faisaient en quelque sorte tous partie d'une vaste conspiration ourdie contre la France, et ils n'attendaient plus que le moment favorable pour se déclarer contre nous.

L'Autriche fut également poussée à bout par les exigences impériales, mais elle avait été beaucoup moins abattue par ses défaites que la Prusse, et se préparait plus ouvertement à la revanche. L'archiduc Charles avait réorganisé l'armée active, créé de puissantes réserves, et fait instituer dans tout l'empire des milices nationales. Son appel avait été entendu. Sans distinction de classes ou de nationalités, la population valide tout entière avait couru aux armes. C'était une véritable levée en masse. Grands seigneurs, fonctionnaires, archiducs ne prenaient même plus la peine de déguiser leurs sentiments. Un véritable mouvement national se produisait, par haine de la domination étrangère, dans ce vaste empire qui n'avait

jamais été une nation. Napoléon, averti par ses ministres, protesta contre ces armements exagérés. Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, répondit que l'Autriche usait de son droit en transformant ses institutions militaires. L'Empereur riposta en alléguant de prétendues violences exercées contre ses courriers, et la discussion prit tout de suite un caractère menaçant. La guerre était imminente, mais l'Autriche n'avait pas encore achevé ses préparatifs, et Napoléon, préoccupé par les événements d'Espagne, voulait avoir le temps d'écraser les révoltés avant de se retourner contre les Autrichiens. Aussi bien, pour ne laisser aucun doute sur ses intentions, il s'emporta, dans une entrevue avec Metternich, à des menaces directes : « Encore des insultes semblables, lui dit-il, et la guerre est inévitable, car on peut nous tuer, mais non nous insulter impunément. Vous nous dites que vous avez une armée de 400 000 hommes. Vous voulez la doubler. A suivre votre exemple, bientôt il faudra armer jusqu'aux femmes. Dans un tel état de choses, la guerre deviendra désirable pour amener un dénouement. Un mal vif mais court vaut mieux qu'une souffrance prolongée. » A ces emportements Metternich, qui ne pouvait encore relever le défi, répondit par de vagues promesses; mais ce n'était que partie remise, et on le savait de part et d'autre.

A l'hostilité directe de l'Angleterre, de l'Espagne et du Portugal, aux défiances de la Prusse, aux armements mal dissimulés de l'Autriche, que pouvait opposer Napoléon? Ses alliés d'Italie, de Hollande, et de la Confédération du Rhin; mais étaient-ils bien solides? Les ressources de la France? mais la France elle-même ne commençait-elle pas à s'épuiser par ces guerres sans trêve et sans merci? Certes les apparences étaient brillantes encore, mais cette sourde résistance de l'Europe, ces haines cachées, ces explosions soudaines et mal étouffées n'étaient pas sans inquiéter l'Empereur. Il avait besoin, non seulement pour ses intérêts ultérieurs, mais pour maintenir les résultats acquis, d'une alliance sérieuse. Or il ne fallait compter ni sur la Prusse humiliée, ni sur l'Autriche affaiblie. Seule la Russie pouvait lui donner la sécurité qui lui manquait. L'alliance russe s'imposait comme une nécessité. Ce fut à la conserver et à la consolider que Napoléon dirigea tous ses efforts.

Le tsar Alexandre avait éprouvé de sérieux mécomptes après

l'entrevue de Tilsitt. Sans doute il avait été un instant comme grisé par la perspective indéfinie de conquêtes et de gloire qu'avait fait miroiter à ses yeux Napoléon, ce dangereux fascinateur; mais presque aucun de ses rêves ne s'était réalisé. L'empire turc était encore debout. Les Indes appartenaient encore aux Anglais. Seule la Suède avait payé pour tous, et le Tsar s'était emparé de la Finlande; mais cette acquisition, faite aux dépens d'un parent et d'un allié, n'avait pas été populaire en Russie. D'ailleurs l'alliance française ne plaisait que médiocrement aux Russes. Le sentiment national s'était prononcé avec énergie contre les complaisances du Tsar. Déjà même on commençait à parler du « grand remède asiatique », dont on s'était servi contre Paul Ier et plusieurs de ses prédécesseurs. « N'avez-vous plus de Pahlen, de Zuboff, de Benningsen? » demandait une lettre venue d'Allemagne et saisie par la police. Le Tsar n'ignorait pas les dispositions de ses sujets, mais, comme il voyait grandir les embarras de Napoléon, il voulut en profiter pour mettre à plus haut prix son alliance. En effet, par la force des choses, il était devenu comme l'arbitre de la situation, et le moment était venu pour lui de récolter ce qu'il avait semé à Tilsitt. Il annonça donc qu'il persistait dans sa politique, et fit même savoir à Napoléon qu'il désirait une entrevue avec lui pour régler diverses questions et s'entendre sur l'avenir. Napoléon ne désirait pour le moment qu'obtenir, grâce à la complicité russe, un répit de quelques mois qui lui permettrait d'écraser l'Espagne avant de se retourner contre l'Autriche. L'entrevue fut aussitôt résolue. Elle eut lieu à Erfurt, en octobre 1808.

Pendant huit jours, entourés de princes et de rois, les deux Empereurs purent s'entretenir de leurs intérêts immédiats et régler le sort de l'Europe. Le roi de Prusse n'assistait pas à l'entrevue : il y était représenté par son frère Guillaume. L'empereur d'Autriche aurait désiré venir en personne, mais on ne tenait pas à sa présence, et son représentant, le baron de Vincent, fut seul admis à offrir ses compliments. Napoléon déploya toutes ses grâces non seulement pour séduire Alexandre et l'attacher définitivement à sa fortune, mais aussi pour gagner Gœthe, Vieland et les grands écrivains dont la littérature allemande recevait alors tout son éclat. Ses prévenances furent goûtées, mais les poètes et les littérateurs persistèrent à ne voir en lui que l'oppresseur de la patrie commune. Quant au Tsar,

bien qu'il eût serré la main de l'Empereur lorsque, dans l'*Œdipe* de Voltaire, l'acteur chargé du rôle de Philoctète prononça le vers fameux

> L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux,

il ne se laissa éblouir par aucune promesse, et, déterminé à user de ses avantages, en Slave fin et avisé qu'il était, il se garda bien de lâcher la proie pour l'ombre. Avec une bonne grâce dont nul alors ne prévoyait les sous-entendus, il reconnut le nouvel ordre de choses établi en Espagne, c'est-à-dire qu'il nous autorisait à nous enfoncer dans un gouffre qui allait dévorer nos armées, tarir nos ressources, et perpétuer nos embarras. Pour prix de cette concession, il obtenait les provinces turques de Valachie et de Moldavie, et la promesse de ne pas agrandir le grand-duché de Varsovie. En outre les deux souverains devaient continuer la guerre contre l'Angleterre, et, en cas de guerre contre l'Autriche, le Tsar se réservait de se déclarer contre cette puissance, mais le mode et la mesure du concours étaient laissés à sa discrétion. A la demande d'Alexandre, Napoléon accordait au roi de Prusse une remise de vingt millions sur la contribution de guerre qui lui avait été imposée. Enfin des négociations étaient entamées pour un mariage éventuel entre Napoléon et une des sœurs d'Alexandre.

Telles furent les principales dispositions de la convention d'Erfurt: toutes à l'avantage de la Russie, puisqu'elle n'accordait que des promesses et acquérait des provinces. Encore ces promesses étaient-elles si peu sincères qu'au lendemain même de cette entrevue, Alexandre faisait connaître secrètement au roi d'Angleterre « la satisfaction qu'il avait éprouvée de l'habileté déployée par la Grande-Bretagne à prévenir les projets de la France ». Il priait en même temps les ministres anglais de le considérer « comme obligé de céder aux circonstances, mais attaché plus que jamais à la cause de l'indépendance européenne ». Un de ses aides de camp, un Corse connu par son inimitié personnelle contre Napoléon, Pozzo di Borgo, était à la même époque envoyé par lui vers l'empereur d'Autriche pour l'assurer « qu'il était tout disposé à le seconder dans ses efforts pour la délivrance de l'Europe ». Tel était l'allié

auquel Napoléon venait de sacrifier la Turquie et d'abandonner l'Orient! Telle était la solidité des engagements pris à Erfurt! Certes Napoléon était passé maître dans l'art de la ruse; mais il fut en cette circonstance joué comme un enfant. Il avait tout accordé à un allié qui n'attendait qu'une occasion pour le trahir, et n'avait obtenu que l'autorisation de dissiper les trésors de la France dans une entreprise coupable et insensée. Au moins avait-il le champ libre : il en profita pour détourner contre l'Espagne le torrent d'hommes dont l'Allemagne était encore couverte, et pour disperser ces insurgés, qui lui avaient infligé les premières de ses défaites.

De la Grande Armée Napoléon ne laissa en Allemagne, avec Davout, que 50 000 hommes pour garder les places de l'Oder, les villes hanséatiques et le Hanovre, et 30 000 hommes avec Oudinot à Francfort. Les autres corps furent acheminés sur les Pyrénées. Le sénat, toujours docile, lui avait accordé par anticipation 80 000 hommes de la conscription de 1810 et un chiffre égal sur les quatre conscriptions antérieures. 100 000 vieux soldats étaient déjà campés sur les bords de l'Ebre. Par malheur tous ces hommes entraient en Espagne sans que rien fût prêt pour les recevoir. Les routes étaient défoncées, les approvisionnements nuls. La campagne n'était pas commencée que déjà le gaspillage avait dissipé le peu de ressources qu'on était parvenu à se procurer. Ainsi que l'a écrit un de nos généraux, Foy, « les troupes qui avaient franchi les Pyrénées n'avaient ni la consistance ni la vigueur nécessaires pour de hautes entreprises; leur matériel était le rebut des grandes armées restées intactes en présence de l'Europe ; les officiers étaient de deux sortes, les uns arrachés des dépôts où ils attendaient la réforme ou la retraite, et mécontents d'être retenus sous les drapeaux malgré leur inaptitude ou leurs infirmités; les autres très jeunes, sortant des écoles, dont l'inexpérience avait besoin d'être guidée par de bons exemples. Il y avait peu de sous-officiers et peu d'étoffe pour en faire; la cavalerie n'avait que jeunes soldats et jeunes chevaux. L'infanterie n'était pas composée d'éléments homogènes. Tel bataillon ne comptait que quatre ou six compagnies, tandis que le bataillon son voisin dans l'ordre de bataille était fort de huit ou de dix. Après les légions de réserve et les corps provisoires, on avait créé des

régiments supplémentaires. Vinrent ensuite les régiments de marche, où furent entassés les détachements négligés ou oubliés, les déserteurs rentrés, les hommes sortis des hôpitaux. Ni l'esprit de corps, ni les souvenirs de la gloire acquise ne vivifiaient ces agrégations formées la veille pour être dissoutes le lendemain.... Leur existence était mobile et précaire comme les corps éphémères dont ils faisaient partie. » Certes ce n'étaient plus là les régiments solides et bien disciplinés de la République et du Consulat. Aucune grande pensée ne les soutenait : d'autant plus que l'Empereur, fidèle à sa maxime de nourrir la guerre par la guerre, ne se préoccupait plus que des besoins strictement militaires de l'armée, et laissait les soldats vivre à peu près à leur guise. Le pillage était devenu comme une ressource régulière et légitime. Ce n'était pas seulement à des troupes avides de vengeance, mais plus encore à des bandes d'affamés que Napoléon livrait ainsi les malheureux Espagnols.

Les Espagnols avaient profité des semaines de répit qui avaient suivi la capitulation de Baylen pour achever leur mouvement de concentration sur l'Ebre. Ils avaient alors sous les armes près de 135 000 hommes de troupes régulières, réparties en quatre armées: celle d'Aragon, environ 20 000 hommes, commandée par Palafox, formait la droite; au centre était celle d'Andalousie, 35 000 hommes, commandés par Castanos; la gauche était formée par les 45 000 hommes de l'armée de Galice sous les ordres de Blake; en arrière, et comme réserve, s'avançait l'armée d'Estramadure, 35 000 hommes, que menait au feu le marquis de Belveder. On attendait aussi d'un jour à l'autre l'entrée en ligne de l'armée anglo-portugaise du général Moore; mais ce dernier avait été arrêté par les obstacles résultant de la saison, de la difficulté de pourvoir à sa subsistance, et aussi de la mauvaise volonté des autorités espagnoles; car, si l'Espagne était unanime dans l'expression de ses sentiments antifrançais, elle était par malheur livrée à une effroyable anarchie. Partout des juntes rivales, des généraux indépendants. Aucune vue d'ensemble. Les soldats eux-mêmes étaient agités par des passions tumultueuses. Mal armés et mal nourris, ils présentaient l'aspect de rassemblements improvisés plutôt que de corps disciplinés, mais l'exaltation durait encore et suppléait à tout.

Dumouriez qui, depuis sa fuite, avait promené à travers toute

l'Europe sa faconde militaire et son inépuisable abondance de plans et de projets, venait de composer à l'usage des Espagnols une sorte de manuel stratégique, très bien conçu. Il recommandait d'éviter les actions générales, de se dérober devant les Français, mais en les harcelant par de continuelles escarmouches, et de ne faire face qu'appuyés à des positions inexpugnables. C'était en effet la tactique qui convenait aux circonstances. Elle était indiquée à la fois par la faiblesse des ressources et par la nature du pays. Les deux généraux les plus habiles de l'Espagne, Blake et Castanos, ne pensaient pas autrement, mais ils avaient contre eux le sentiment public et la présomption des masses qui, sous l'aiguillon de Baylen, croyaient qu'il suffisait d'attaquer Napoléon pour le détruire. Cette confiance en eux-mêmes venait de s'augmenter par l'arrivée imprévue et presque romanesque de tout un corps d'armée qu'on croyait à jamais perdu. Les Espagnols que Napoléon avait arrachés à la faiblesse de Godoï et transportés soit sur l'Elbe, soit en Danemark, venaient en effet de s'échapper avec l'aide des Anglais, et de rentrer en Espagne avec leur général, La Romana, pour se joindre aux défenseurs de la patrie. Enivrés par ce retour de fortune, s'exaltant eux-mêmes à la pensée d'un triomphe prochain, ils n'écoutèrent pas les conseils de la prudence, et n'hésitèrent pas à entrer directement en ligne contre Napoléon en personne.

L'Empereur était arrivé à Vittoria le 8 novembre 1808. Il avait aussitôt formé son plan, simple et décisif. Il consistait à percer au centre, par une attaque sur Burgos et l'armée d'Estramadure, la ligne démesurée qui s'étendait en face de lui. Il se rabattrait ensuite ou à droite, ou à gauche, pour tourner les deux principales armées espagnoles, celles de Galice et d'Andalousie, et les acculer l'une à la mer, l'autre aux Pyrénées. Il chargea donc Lefebvre et Victor de contenir les Galiciens de Blake ; Lannes avec Ney et Moncey tiendrait en échec Castanos et Palafox, et pendant ce temps l'Empereur avec Soult enfoncerait le centre et viendrait en aide à l'un ou à l'autre de ses lieutenants.

Blake s'offrit le premier à nos coups. Il eut la hardiesse de prendre l'offensive. Il surprit même la division Villate à Balmaveda et la rejeta sur Bilbao (5 novembre). Aussitôt Lefebvre et Victor réunissent leurs forces, le refoulent à Durango et à Guenès, et le forcent à

battre en retraite sur Espinosa. Le 10 novembre une vraie bataille s'engage aux alentours de cette ville. Elle dura deux jours. Les Espagnols ne résistèrent pas à l'impétuosité française. Ils se débandèrent, ainsi qu'il arrive aux hommes qu'une longue habitude n'a pas encore serrés autour du même drapeau, et Blake ne put opérer sa retraite sur Reynosa que suivi par quelques milliers de soldats, tristes débris de l'armée de Galice. D'après le plan convenu, Blake aurait dû se heurter à Reynosa contre l'une des divisions de l'armée du centre, mais le maréchal Soult arriva trop tard, et Blake réussit à s'échapper par les sentiers qui longent les montagnes asturiennes. L'armée de Galice était donc anéantie.

L'armée d'Estramadure ne soutint pas avec plus de fermeté le choc de nos régiments commandés par Napoléon en personne. Le marquis de Belveder qui la commandait s'était courageusement porté au-devant de l'Empereur jusqu'à Gamonal, afin de lui interdire l'entrée de Burgos. Tournés par les cavaliers de Lasalle, enfoncés par les fantassins de Mouton, les Espagnols furent poursuivis l'épée dans les reins presque dans la ville de Burgos, qui fut punie de sa résistance par un affreux pillage (10 novembre). Toujours fidèle à son système de faire des exemples, l'Empereur abandonna à la fureur de ses soldats la cité coupable d'avoir porté les armes contre lui. « Burgos, écrit Ségur, prise de vive force et presque entièrement vide de ses habitants, était en proie au pillage le plus actif : les portes des maisons enfoncées, les rues jonchées de vêtements épars, de débris d'ustensiles de ménage, de meubles brisés. Nos soldats y fourmillaient, courbés les uns sous des amas d'effets précieux, plusieurs sous des sacs de quadruples ; tous étaient si ardents à cette curée, qu'à peine me fut-il possible de rassembler un bataillon pour prendre possession de l'archevêché et y établir le quartier impérial. » — « Presque tous les habitants avaient fui, lisons-nous dans les mémoires du colonel de Gonneville, et, comme on se logea militairement, c'est-à-dire comme on put et sans indication des autorités locales, lesquelles avaient disparu, il en résulta une dévastation abominable qui fit perdre la plus grande partie des ressources qu'aurait pu présenter cette ville, et exaspéra à un haut degré les habitants qui y étaient restés. Les assassinats se multiplièrent et il ne fallait pas s'écarter des points d'agglomération des troupes. » A

Burgos même, plusieurs soldats tombèrent victimes des vengeances populaires. Le capitaine Coignet raconte dans ses curieux mémoires que, dans le clocher de la cathédrale, s'étaient cachés quelques moines, qui attirèrent deux grenadiers et leur scièrent le cou. Il fallut pour les déloger un siège en règle, car ils avaient ramassé des vivres et des munitions. « Nous vîmes un officier de dragons cloué contre une porte, raconte encore Gonneville, ayant entre les dents la preuve de la mutilation qu'il avait subie. A quelques lieues au delà de Burgos nous trouvâmes sur la route un cantinier civil et un enfant égorgés; on les avait placés avec art pour faire ressortir la barbarie avec laquelle cet acte avait été commis, et les exemples analogues se renouvelèrent à chaque instant. » Dès le premier jour la guerre étalait donc toutes ses horreurs, et si l'Empereur, en pénétrant en Espagne, avait conservé quelques illusions, il avait dû bien vite les perdre. D'ailleurs n'avait-il pas failli, à Burgos même, être assassiné! Ségur, son aide de camp, avait établi le quartier impérial à l'archevêché. Tout y était dans le plus grand désordre. Éclats de bouteilles, flaques de vin, meubles brisés jonchaient le sol. Derrière un rideau, trois Espagnols en armes se tenaient adossés à la muraille, attendant pour se jeter sur l'Empereur qu'il fût seul. « Or ce dernier était là sans défense, tantôt assis, tantôt courbé contre la cheminée et leur tournant le dos. Ils eussent pu dix fois, d'un seul coup, terminer la guerre, mais, par bonheur, ce n'étaient pas des insurgés : c'étaient des soldats de ligne. »

La victoire de Burgos coupait en deux la ligne ennemie et permettait à Napoléon de se porter à son choix contre Blake ou contre Castanos. On sait que Soult fut envoyé trop tard à Reynosa contre Blake et ne parvint à rejoindre que son arrière-garde. Castanos, désormais isolé, allait avoir à supporter le choc de la Grande Armée tout entière. L'Empereur forma le projet de l'envelopper. Il envoya sur ses derrières, à Soria, Ney avec environ 12 000 hommes et ordonna à Lannes de l'attaquer en face. Castanos avait opéré sa jonction avec Palafox et s'était porté à Tudela, mais il avait étendu sur près de quatre lieues son front de bataille. Lannes profita habilement de cette faute. Il tourna toutes ses forces contre le centre, puis contre la droite des Espagnols. Nos cavaliers, surtout les lanciers polonais, emportés par leur ardeur, pénétrèrent comme par une brèche dans

les rangs ennemis, et les mirent bientôt en pleine déroute. Palafox eut néanmoins le temps de battre en retraite jusqu'à Saragosse, où il s'enferma, et Castanos réussit à s'ouvrir un chemin par Calatayud. Ney n'avait pas compris les ordres reçus. Au lieu de fermer toute issue à l'armée espagnole débandée, il l'attendit inutilement à Soria. Cette inaction lui fut vivement reprochée par l'Empereur, mais il n'eut pas de peine à se justifier. D'ailleurs les résultats de la victoire de Tudela étaient considérables. Les Espagnols avaient perdu près de 4 000 hommes et toute leur artillerie. Ils fuyaient en désordre dans toutes les directions, et, des quatre armées qui, quinze jours auparavant, tenaient la campagne, celle de Blake avait été écrasée à Espinosa, celle de Belveder à Burgos, celle de Castanos à Tudela. Palafox avait seul réussi à se sauver, mais il était enfermé à Saragosse, et ne pouvait plus prendre une part directe aux opérations. Quant aux Anglais de Moore, ils n'étaient même pas entrés en campagne.

Donc, au premier souffle de l'Empereur, les Espagnols avaient été comme balayés. La partie militaire semblait gagnée. Napoléon le croyait. Dans son enivrement il comparait les Espagnols aux Bédouins du désert. Quelle n'était pas son erreur ! Sans doute les soldats réguliers étaient dispersés et les généraux battus, mais le peuple restait debout. Si la guerre de manœuvres était terminée, la guerre de partisans, de guérillas, comme on les nommait en Espagne, allait commencer, et dans un pays difficile, montueux, pauvre. Plus de villages populeux, mais des villes perchées sur des hauteurs et entourées de vieilles murailles romaines ou sarrasines. Plus de routes bien tracées comme en Allemagne ou en Italie, mais des sentiers tortueux, un chaos de montagnes et de défilés où une poignée d'hommes résolus peuvent arrêter une armée ; des plaines arides, des rivières aux eaux rares coupées de sauts ou de gués dangereux. C'est la contrée où Viriathe et Sertorius avaient tenu les légions en échec, et où les guérillas allaient briser l'élan de nos vieilles brigades.

Les Espagnols en effet, durement instruits par leurs échecs, venaient « d'entrer d'eux-mêmes, et par une sorte d'instinct, dans un autre système plus conforme à leurs habitudes et à leurs sentiments. Une armée invisible s'étendit sur presque toute l'Espagne, comme un réseau duquel ne pouvait s'échapper aucun soldat

français qui s'éloignait un moment de sa colonne ou de sa garnison... » (*Mémoires* de Miot.) Des guérillas s'organisèrent de toutes parts. Leurs chefs les plus fameux furent en Galice Longa, aux environs de Madrid Jean Martin, dit El Empecinado, en Léon Santo Childers, en Aragon le baron d'Eroles, en Castille Espos y Mina. Placés en embuscade sur les routes et les passages que suivaient nos courriers ou nos convois, ils n'attaquaieut qu'à coup sûr. Bientôt nos soldats ne furent plus les maîtres que du sol qu'ils occupaient, et se trouvèrent assiégés dans leur propre conquête. L'Espagne fut comme une grande Vendée. Sans doute ce ne fut pas du jour au lendemain que nos ennemis adoptèrent ce nouveau genre de combat, mais ils en comprirent vite les avantages, et, dès lors, purent se considérer comme sauvés.

Napoléon, de son côté, n'était pas homme à ne pas profiter de ses avantages. Ses victoires et celles de ses lieutenants lui avaient ouvert le chemin de Madrid. Il s'y précipita. Le général espagnol San Juan, chargé de garder les gorges de Somo Sierra avec les débris de l'armée d'Estramadure, s'était porté dans ce défilé qui passait pour inexpugnable. Il avait distribué assez habilement les 9 000 soldats et les seize pièces de canon dont il disposait, mais n'avait pris aucune précaution pour empêcher une charge de cavalerie. Napoléon commença par dégager par des tirailleurs les abords de la chaussée, puis, afin d'en finir par un coup d'éclat, ordonna aux chevau-légers polonais d'enlever la batterie. C'était une héroïque folie. Ainsi que l'a écrit un des acteurs de la scène, Ségur, « il y avait là quarante mille coups de fusil et plus de vingt coups de mitraille à recevoir par minute ». Mais l'ordre avait été donné : « Nous chargeâmes ventre à terre. J'étais à dix pas en avant, tête baissée, répondant par notre cri de guerre, dont j'avais besoin de m'étourdir, au bruit des feux ennemis éclatant tous à la fois, et à l'infernal sifflement de leurs balles et de la mitraille. Je comptais sur la rapidité d'une attaque impétueuse. J'espérais que, étonné de notre audace, l'ennemi tirerait mal ; qu'enfin nous aurions le temps d'arriver au milieu de ses canons, de ses baïonnettes, et d'y mettre le désordre ; mais ils ne tirèrent que trop juste,... l'escadron presque tout entier était abattu. Sur tout le terrain de notre charge, je ne revis debout qu'un seul trompette. Immobile au milieu des feux qui continuaient, le pauvre enfant

pleurait son escadron et un de ses officiers étendu à terre. » L'élan, par bonheur, était tel, que les rares survivants arrivèrent sur les pièces et s'ouvrirent le passage. Les Espagnols se dispersèrent aussitôt sur les pentes du Guadarrama. Madrid était à découvert.

Les Madrilènes étaient résolus à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Bien qu'abandonnés par la junte centrale, comme ils redoutaient la vengeance de Napoléon, ils avaient dépavé leurs rues, construit des barricades et creusé des fossés. Thomas de Morla, l'ancien gouverneur de Cadix, dirigeait la défense. Il avait enrôlé tous les hommes valides, et leur avait distribué des armes et des munitions, mais la résistance était impossible. Il suffisait presque, pour réduire la ville, de la faire battre par nos canons. En effet, le 3 décembre, après une sommation qui fut repoussée, le général Sénarmont ouvrit le feu contre le Retiro, position dominante que les Espagnols avaient à peine défendue, et s'en empara. Aussitôt les portes d'Alcala, d'Atocha, des Récollets et de Fuencarral tombèrent entre nos mains, et les Madrilènes, qui s'étaient défendus avec l'énergie du désespoir, furent obligés de se replier derrière les barricades. Ils auraient continué le combat; mais les chefs militaires étaient découragés. Ils demandèrent un armistice. Napoléon voulait éviter l'odieux de la destruction d'une grande capitale. Il accepta les propositions de Thomas de Morla, et entra à Madrid le 4 décembre.

Son premier soin fut d'ordonner une amnistie, et, dans l'espoir d'augmenter le nombre de nos partisans, il inaugura la régénération espagnole en publiant une série de décrets qui abolissaient les droits féodaux, l'inquisition, les douanes provinciales et les deux tiers des couvents. Ces mesures étaient excellentes, mais elles étaient imposées par l'ennemi, et le peuple les repoussa avec horreur. Napoléon, propagateur de la civilisation et des idées modernes, ne fut plus aux yeux des Espagnols que l'Antéchrist. Voici le catéchisme qu'apprenaient les Espagnols : « Dis-moi, mon enfant, qui es-tu. — Espagnol par la grâce de Dieu. — Quel est l'ennemi de notre félicité? — L'Empereur des Français. — Combien a-t-il de natures? — Deux : la nature humaine et la nature diabolique. — Combien y a-t-il d'empereurs des Français? — Un véritable en trois personnes. — Comment les nomme-t-on? — Napoléon, Murat et Godoï. — Lequel des trois est le plus méchant? — Ils le sont tous trois également. —

Que sont les Français? — D'anciens chrétiens devenus hérétiques. — Est-ce un péché de mettre un Français à mort? — Non, mon père, on gagne le ciel en tuant un de ces chiens d'hérétiques. — Quel supplice mérite l'Espagnol qui manque à ses devoirs? — La mort et l'infamie des traîtres. — Qui nous délivrera de nos ennemis? — La confiance entre nous autres et les armes. »

Un témoin de ces grandes scènes, Miot, le confident du roi Joseph, a traduit ainsi l'impression ressentie à ce moment : « La conduite modérée des Français, que la résistance et les opinions hostiles des habitants rendaient plus généreuse, ne leur concilia ni l'affection ni la reconnaissance de ceux qu'ils épargnaient.... On ne vit point de Madrilènes courir au-devant des Français, s'empresser autour des généraux et des officiers, et chercher à captiver la faveur de leurs nouveaux maîtres. La curiosité même semblait avoir perdu son pouvoir. Aucune femme ne sortit pendant plusieurs jours. Aucune même ne se fit voir aux fenêtres. Les théâtres furent rouverts par ordre du gouvernement français : aucun Espagnol n'y vint. Dans les logements occupés par les militaires on donna ou laissa prendre tout ce que ceux-ci exigeaient, mais on n'offrit rien, et les maîtres de la maison évitèrent autant que possible tout contact avec leurs hôtes... Frappé d'une contenance aussi extraordinaire, Napoléon dut reconnaître qu'il s'était trompé et que l'effet qu'il croyait produire en s'emparant de Madrid était manqué. Il traversa la ville pour aller visiter le palais des rois d'Espagne; personne ne le suivit ni ne s'arrêta sur son passage. Il passa, dans la plaine qui s'étend entre Chamartin et Madrid, une grande revue de l'armée. Il fut encore déçu dans cette conjecture; la revue eut lieu et n'eut aucun spectateur espagnol. »

Pendant que Napoléon s'efforçait vainement de s'attacher les Espagnols par des bienfaits, l'armée anglaise de Moore poursuivait sa marche en avant, et arrivait à Salamanque. Elle y apprit les défaites d'Espinosa, de Burgos, de Tudela et la dispersion des soldats espagnols. Moore se trouvait isolé. Il ne lui restait plus qu'à battre en retraite jusqu'à Lisbonne; mais, apprenant que le maréchal Soult se trouvait avec environ 12 000 hommes très aventuré dans les Asturies, et désireux de venir en aide par une diversion aux insurgés de l'est et du midi, il forma le hardi projet d'attaquer le maréchal et se porta en toute hâte

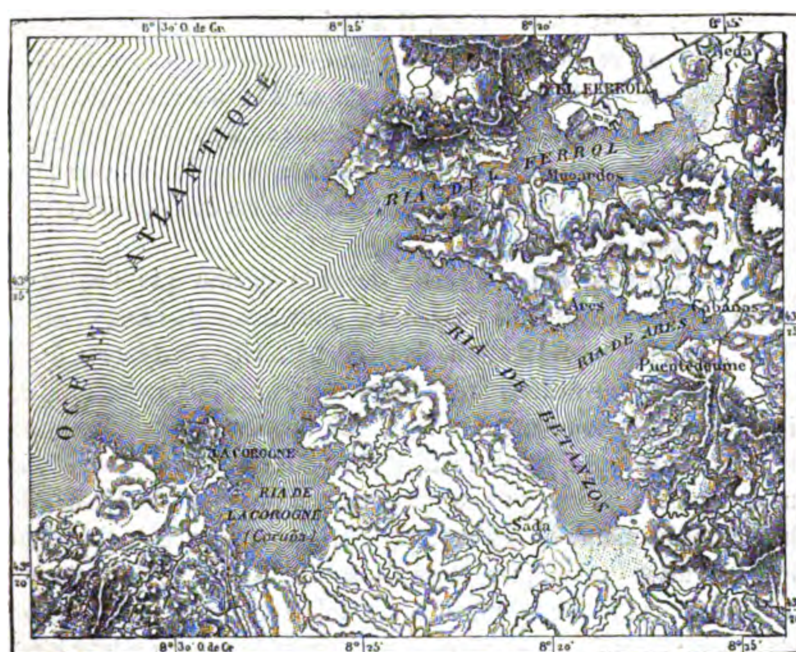
sur Valladolid et Sahagun. Napoléon, instruit de ce mouvement, résolut d'attaquer les derrières des Anglais, de les couper des routes de Galice et de Portugal, et de les jeter à la mer. De nombreux renforts l'avaient rejoint. Il ne prit avec lui que le corps de Ney, la garde impériale et de fortes réserves d'artillerie et de cavalerie. La perte des Anglais était assurée s'ils se laissaient prendre entre Soult et Napoléon. L'Empereur se croyait si certain du succès, qu'il l'annonçait à l'avance. « Faites mettre dans les journaux, écrivait-il à Joseph, que trente six mille Anglais sont cernés. Je suis sur leurs derrières, tandis que Soult est devant eux. » Les Anglais furent sauvés par le mauvais temps. Nos soldats furent surpris, en franchissant le Guadarrama, par une affreuse tempête de neige, et ne purent avancer qu'avec de grandes difficultés : « Nous arrivâmes au pied d'une montagne formidable, écrit le capitaine Coignet, avec de la neige comme au mont Saint-Bernard. Il fallut la franchir avec des peines inouïes. Avant d'arriver à ce terrible passage, nous fûmes saisis par une tempête de neige qui nous renversait. Personne n'y voyait. On était obligé de se tenir les uns aux autres. Il fallait avoir un Empereur à suivre pour y résister. Nous couchâmes au pied de cette montagne, que notre artillerie eut toutes les peines du monde à franchir, et nous redescendîmes dans une plaine, où étaient de mauvais villages dévastés par les Anglais. » Tous nos soldats ne supportèrent pas aussi allègrement que Coignet les fatigues de cette marche. Voici en effet ce que nous lisons dans les mémoires du colonel de Gonneville : « Pendant que nous montions péniblement le Guadarrama, nous nous trouvâmes sur le flanc de la division d'infanterie commandée par le général Lapisse, et à quelques pas en arrière de l'Empereur, qui marchait à pied comme nous, aucune précaution n'ayant été prise pour le ferrage, et les chevaux tombant à chaque instant. Les soldats de la division Lapisse manifestaient tout haut les plus sinistres dispositions contre la personne de l'Empereur, s'excitant mutuellement à lui tirer un coup de fusil, et s'accusant de lâcheté de ne pas le faire. Lui entendait tout cela aussi bien que nous, et n'avait pas l'air d'en tenir compte ; mais, arrivé sur le point culminant où un lion colossal indique la limite des deux Castilles, il s'arrêta, fit appeler le général, et lui dit de prendre à droite au pied de la montagne et d'aller loger avec sa division dans des

villages qu'il trouverait là et qui lui offriraient des ressources. »

Averti de la marche de Napoléon, Moore, qui avait déjà pris ses dispositions pour attaquer Soult, comprit la nécessité d'une retraite immédiate, non plus dans la direction du Portugal, dont les avenues lui étaient fermées, mais vers la Corogne, le seul port ouvert sur ses derrières, où il pouvait embarquer et sauver son armée. Il rétrograda vivement sur Benavente et Astorga, dispersa les cavaliers de Lefebvre-Desnouettes qui voulaient lui barrer le passage de l'Ezla, et s'engagea dans un affreux pays, à peine sillonné par de mauvais sentiers. Vivement poursuivi par les cavaliers de Bessières, harcelé par Soult qui avait repris l'offensive, Moore, malgré le manque de vivres et le mauvais état des chemins, opéra sa retraite avec un calme admirable. Laissant en route blessés et bagages, coupant le jarret des chevaux qu'il ne pouvait plus nourrir, semant dans les précipices le trésor de l'armée, mais toujours en bon ordre, il faisait face à l'ennemi; les Anglais arrivèrent à Lugo le 5 janvier 1809 et à la Corogne le 11 janvier. Les vaisseaux sur lesquels ils comptaient n'étaient pas encore arrivés. Heureusement pour eux, les Français étaient en retard, et Soult n'avait pas assez de forces pour se heurter aux masses anglaises. Ce fut le 16 seulement qu'ayant reçu des renforts il se décida à attaquer Moore. Les Anglais avaient été enfin rejoints par leurs vaisseaux. Ils embarquèrent jusqu'à leur dernier homme, et tinrent sur toutes leurs positions avant de s'éloigner de la Corogne. Leur général paya de sa vie l'honneur d'avoir sauvé l'armée : « J'ai toujours souhaité de mourir ainsi, disait-il en mourant, j'espère que le peuple anglais sera content. »

C'était en effet un véritable succès que d'avoir échappé à des forces supérieures, et dirigées par Napoléon en personne. Il est vrai que l'Empereur avait rapidement compris que la manœuvre était manquée. Dès lors il ne se souciait plus de continuer la poursuite et laissait volontiers à ses lieutenants le stérile honneur de ramasser quelques milliers de prisonniers. D'ailleurs il venait de recevoir de mauvaises nouvelles de l'Autriche, et sentait que sa présence à Paris était indispensable. Dès le 11 janvier, sans même attendre le résultat de la poursuite de Soult et de Ney, il partit de Valladolid pour Paris. Il ne devait jamais rentrer en Espagne. Aussi bien il n'y avait éprouvé que des mécomptes. Ainsi que le constate Miot, « son

espoir de couper la retraite aux Anglais et de les anéantir était déçu, et tout ce qu'il fit dire et publier pour amplifier les pertes que les Anglais avaient essuyées, pour représenter leur retraite comme une fuite honteuse, leur inaction au début de la campagne comme un crime odieux et une trahison envers les Espagnols, enfin toutes ces récriminations par lesquelles l'orgueil blessé cherche à se consoler ne changèrent rien au véritable résultat. Les Anglais lui avaient échappé



LA COROGNE.

pour reparaître bientôt, plus forts et instruits par l'expérience, et pour opposer à ses projets contre l'indépendance et l'intégrité de la péninsule une résistance opiniâtre et finalement couronnée de succès. »

Les Espagnols eux-mêmes n'étaient pas tellement abattus qu'on aurait pu le supposer après leurs défaites répétées. Sur tous les points se reformaient les armées nationales. La Romana, successeur de Blake, s'était replié sur le Portugal. Palafox à Saragosse tenait en

échec les corps de Moncey et de Mortier. Castanos, remplacé par l'Infantado, s'était rabattu sur Cuenca dans de fortes positions. L'armée d'Estramadure se réorganisait sur le Tage. L'Andalousie était intacte. Valence et Barcelone tenaient encore. Enfin les guérillas couvraient la campagne. A vrai dire, nous n'avions fait que traverser le pays en vainqueurs, et la révolte, écrasée sur un point, se relevait sur vingt autres. Rien ne pouvait moins convenir au génie de Napoléon que cette guerre de chicanes. Habitué à étreindre son ennemi et à frapper sur lui des coups retentissants, il n'était pas le général qui convenait à une œuvre de patience et de tempéraments. Il le comprit si bien qu'il résolut de laisser à ses lieutenants la conduite ultérieure des opérations. Sans doute il ne s'en désintéressa pas, mais l'Espagne ne fut pour lui qu'une préoccupation secondaire. Ce fut une faute et un malheur, car là était le vrai danger, et c'est de là que fondirent sur nous tant de désastres.

Aussi bien n'est-ce pas à partir de cette époque que s'opère un profond changement dans l'esprit des lieutenants de l'Empereur et dans le moral des soldats français? Les premiers s'habituent à subordonner les opérations militaires à leurs intérêts particuliers, car ils ne sont plus soutenus et dirigés par la puissante main de Napoléon ; les autres, qui ne combattent plus sous les yeux d'un chef aimé, ne font plus la guerre qu'à contre-cœur, et prennent de déplorables habitudes de maraude et d'indiscipline. Aussi, d'un côté, s'accumulent les fautes stratégiques, et de l'autre l'armée française retourne à la barbarie. Ce changement déplorable est surtout facile à constater chez les soldats, car pour les généraux le souci de leur réputation et la crainte de l'Empereur les retinrent plus longtemps dans leur devoir; comme le remarque Miot, « le soldat, livré à lui-même pour se procurer des moyens de vivre, cessa d'être retenu par aucun frein. Il ne sut plus que se battre et piller. Toute discipline disparut. » Plus la guerre se prolongea, plus les Français s'habituèrent à vivre en Espagne comme en pays conquis. Dès 1808, alors que l'Empereur se trouvait encore à Madrid, Joseph, qui avait pris au sérieux son titre de roi, et prétendait défendre ses nouveaux sujets, était obligé de dénoncer à son frère les honteuses déprédations de quelques officiers qui avaient arraché pour se les approprier les garnitures en argent des harnais de la cour. Il le suppliait d'interdire le



PRISE DE SARAGOSSE.

brocantage des vases sacrés volés dans les églises, et « de rappeler les voleurs ». Dans les années suivantes, alors que les Français, exaspérés par la résistance nationale, se crurent autorisés à rendre le mal pour le mal, le pillage devint une sorte d'institution légale. Sans parler des généraux ou des officiers subalternes qui mirent en coupe réglée les trésors des couvents et des églises, les soldats, par des vols domestiques, d'autant plus odieux qu'ils étaient commis aux dépens de gens pauvres ou malaisés, portèrent jusqu'à l'exaspération les haines nationales. Les lettres échangées entre l'Empereur et le roi Joseph sont tristement significatives. Ce ne sont que plaintes sur la conduite de tel ou tel général, avec preuves à l'appui. D'ordinaire l'Empereur reste impassible et ne répond même pas. Il semble que le pillage ait sa raison d'être en Espagne et soit autorisé par lui.

La conséquence fatale de ce laisser-aller fut de pousser les Espagnols au désespoir. Résister à outrance devint comme leur mot d'ordre. Les lieutenants de l'Empereur poursuivirent d'abord leurs succès. Lefebvre battit les débris de l'armée d'Estramadure à Almaraz, et Victor ceux de l'armée d'Andalousie à Uclès. Gouvion Saint-Cyr s'empara de Rosas, défit à Llinas (4 décembre) 40 000 Catalans commandés par Valdès, débloqua Barcelone où le général Duhesme se débattait à grand'peine, et acheva la conquête de la Catalogne par les deux victoires de Molin del Rey et de Wals ; mais les armées espagnoles ne se dispersaient que pour se reformer de nouveau. Toujours battus, nos ennemis ne se décourageaient jamais. D'ailleurs nos victoires étaient parfois chèrement achetées, comme le fut, par exemple, celle de Saragosse.

On sait que les habitants de cette ville avaient une première fois repoussé l'attaque des Français (fin juillet 1808). Palafox, après la défaite de Tudela, s'y était jeté avec les débris de ses régiments, et avait aussitôt organisé la résistance. Elle fut héroïque. Soldats et bourgeois montrèrent une exaltation et un dévouement dont il est peu d'exemples dans l'histoire. Malgré la famine, l'épidémie et le bombardement, toutes les sommations furent repoussées. Le mur d'enceinte qui entourait la ville fut emporté d'assaut le 27 janvier 1809, mais les vainqueurs trouvèrent les rues barricadées et les maisons crénelées. Il fallut les emporter les unes après les autres, et se disputer chaque étage et chaque chambre. Les femmes prenaient

part au combat. Les moines et les prêtres se faisaient bravement tuer. Les assaillants ne possédaient qu'un quart de la ville, mais 30 000 cadavres encombraient les rues, et aux horreurs de la guerre se joignaient celles de la famine. Palafox fut obligé de se rendre à discrétion. Le maréchal Lannes qui avait dirigé l'attaque aurait dû comprendre que les défenseurs de Saragosse méritaient les respects du vainqueur. Il les traita comme des brigands. Il fit exécuter deux des chefs et abandonna la ville au pillage. Palafox fut enfermé à Vincennes, et tenu au cachot comme un malfaiteur. Le roi Joseph lui-même, ayant commis l'inprudence, dans le compte rendu officiel qu'il fit publier du siège, de rendre hommage à la valeur des vaincus, s'attira une verte réprimande. Ces représailles sont d'autant plus odieuses qu'elles étaient voulues. Napoléon était décidé à ne rien ménager en Espagne. Il espérait d'ailleurs qu'en multipliant ce qu'il appelait les exemples, les Espagnols ne prolongeraient pas leur résistance. Il avait besoin d'en finir avec ces misérables insurgés, et il s'imaginait pouvoir les réduire par la terreur. Quelle n'était pas son erreur! Il exaspérait au contraire les haines nationales et perpétuait la guerre.

En résumé, malgré la présence de l'Empereur en Espagne, malgré la concentration de nombreux soldats et les victoires qu'ils remportèrent, l'Espagne était encore debout. L'armée anglaise avait échappé à la destruction, et « les aigles victorieuses n'avaient pas été plantées sur les tours de Lisbonne ». Et pendant que la péninsule offre un insurmontable obstacle aux projets de Napoléon, voici qu'un orage se forme sur le Danube, et que, poussée à bout, une grande nation, l'Autriche, va de nouveau tenter la fortune des armes. Combien Napoléon dut-il alors regretter de s'être privé de ses meilleurs soldats, et d'être obligé de veiller sur ses derrières, alors qu'il aurait eu besoin de toutes ses forces pour repousser l'attaque désespérée de l'Autriche! Il était trop tard. L'Espagne était encore en feu et déjà le canon avait retenti dans la vallée du Danube!

CHAPITRE IV

CAMPAGNE CONTRE L'AUTRICHE

Le traité de Presbourg avait enlevé à l'Autriche quatre de ses provinces et le quart de sa population. Ce fut une des fautes les plus graves commises par Napoléon que de ne pas profiter de la victoire pour anéantir cette puissance ou pour se l'attacher à tout jamais en lui rendant ce qu'elle avait perdu. Réduite au rôle d'État secondaire, humiliée, menacée même dans son existence nationale, l'Autriche n'était plus qu'une ennemie cachée, et c'était pour elle en quelque sorte une nécessité de position que d'épier l'heure de la revanche. Aussi bien Napoléon ne l'ignorait pas, et il semblait avoir pris à tâche de la pousser à bout par ses exigences intempestives. Il l'avait forcée à entrer dans le blocus continental, il avait disposé sans la consulter du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de la Turquie même, et il affectait de l'exclure de toutes les grandes questions européennes. Il n'avait même pas voulu recevoir à Erfurt l'Empereur, qui lui avait manifesté le désir d'assister à l'entrevue. Enfin, lorsque l'Autriche, pour se soustraire à tant d'humiliations, commença ses armements, il lui intima l'ordre de les cesser.

L'Autriche hésita. Nouer contre la France une nouvelle coalition paraissait bien hasardeux. La Russie était liée à la France depuis Tilsitt et surtout depuis Erfurt : il ne fallait pas songer à son concours. La Prusse était couverte de soldats français. Les princes de la confédération du Rhin n'étaient que des vassaux déguisés. La

Hollande, la Suisse, l'Italie étaient à notre discrétion. Seule l'Angleterre paraissait disposée à continuer la lutte, mais elle n'interviendrait que par ses subsides. C'est au Portugal et à l'Espagne qu'elle réservait ses hommes et ses généraux. Le roi de Suède, il est vrai, n'avait pas encore renoncé à la lutte, mais il était bien éloigné. Si pourtant l'Autriche, malgré les dangers auxquels elle s'exposait en affrontant seule la puissance napoléonienne, se décida à entrer en campagne, c'est qu'elle comptait sur toutes les nations mécontentes et avait pour auxiliaires secrets à peu près tous les souverains. En outre le blocus continental avait lésé bien des intérêts, la captivité du Pape avait alarmé bien des consciences, la tragédie de Bayonne avait effrayé bien des souverains. En France même on était mécontent, et des intrigues intérieures prenaient l'apparence d'une conspiration. Réunir tous ces intérêts privés et commerciaux, rassurer les consciences, montrer aux souverains que la France était la grande ennemie, enfin et surtout se souvenir qu'après tout on était une grande nation, qu'on disposait encore de ressources énormes, et que tout valait mieux que la continuation de ce qui existait, telles furent les espérances de l'Autriche : elles faillirent se réaliser.

Napoléon, de son côté, se préparait à la lutte dont il prévoyait la prochaine explosion. Il avait obtenu du Tsar non seulement la promesse de ne pas venir au secours de l'Autriche, mais encore l'assurance d'un concours armé. Il avait arrêté la Prusse dans ses préparatifs militaires. Les princes de la Confédération du Rhin avaient été invités à tenir sur le pied de guerre tous leurs contingents. La garde avait été brusquement ramenée d'Espagne en France, ainsi que presque tous les régiments de cavalerie, plus utiles en effet dans les larges plaines du Danube que dans les sierras de la péninsule. 240 000 conscrits avaient été appelés qui vinrent s'ajouter aux armées d'Italie et d'Allemagne ; mais ces forces étaient encore disséminées sur d'énormes espaces, et, si le cabinet de Vienne savait agir à temps, il pouvait se jeter au milieu de nos soldats dispersés, et les écraser les uns après les autres. Tout le monde en Autriche comprenait la nécessité d'une prompte résolution. N'était-il pas évident qu'il ne fallait pas laisser à Napoléon le temps d'anéantir les Espagnols et d'achever ses préparatifs ? Mais il est dans les traditions autrichiennes de ne se décider que lentement. L'Autriche laissa passer

l'occasion favorable, et Napoléon était à peu près en mesure de soutenir le premier choc lorsque enfin François-Joseph se décida à donner l'ordre d'entrer en campagne.

Un incident sans importance précipita la crise. Un courrier français avait été arrêté à Braunau. Napoléon fit aussitôt saisir sur toutes les routes les courriers autrichiens. Metternich demanda ses passeports. Le 16 avril 1809 l'archiduc Charles franchissait l'Inn avec toute son armée, pendant que le Tyrol s'insurgeait pour chasser les garnisons bavaroises. L'archiduc avait sous ses ordres immédiats 175 000 hommes de bonnes troupes, solides, commandées par d'énergiques lieutenants, Hiller, Bellegarde, Rosemberg. C'est lui qui devait frapper le grand coup en se jetant au milieu de nos corps alors dispersés. Quatre attaques secondaires avaient été résolues et quatre armées organisées pour les soutenir : celle du Tyrol sous Jellachich avec 25 000 hommes, celle d'Italie sous l'archiduc Jean avec 50 000 hommes, celle de Dalmatie sous Giulay avec 20 000 hommes, celle de Galicie sous l'archiduc Ferdinand avec 40 000 hommes. En outre, 150 000 miliciens étaient tenus en réserve près de Vienne et en Hongrie, mais comme une ressource désespérée. Napoléon, de son côté, avait rapidement organisé trois corps d'armée : le premier, sous Davout, avec 45 000 hommes, devait se concentrer vers Bamberg; le second, sous Masséna, avec 45 000 hommes, devait marcher sur Augsbourg, et le troisième, sous Lefebvre et Vandamme, avec 36 000 Bavarois et Wurtembergeois, devait se relier aux deux autres. Berthier avait le commandement provisoire de ces trois armées, et il devait, en cas d'attaque imprévue, les concentrer sur le Danube entre Augsbourg et Donawerth. Napoléon avait pourvu aux théâtres secondaires de la guerre en donnant 45 000 hommes au prince Eugène contre l'archiduc Jean, 18 000 hommes à Poniatowski contre l'archiduc Ferdinand, et 15 000 à Marmont contre Giulay.

Si le généralissime autrichien, lorsqu'il franchit l'Inn, le 16 avril, avait profité de la dispersion de nos soldats pour se jeter au milieu de leurs cantonnements, il pouvait espérer de foudroyants succès. Davout était alors à Ratisbonne et Masséna à Augsbourg. Les Bavarois et Wurtembergeois étaient très exposés à Ingolstadt et à Neustadt. Nos renforts n'étaient pas encore arrivés et nous étions étendus sur

une ligne de vingt-cinq lieues. Il était relativement aisé de percer cette ligne au centre, et d'écraser successivement toutes nos divisions, trop éloignées pour se soutenir. En effet, dans la journée du 16 avril, l'archiduc força le passage de l'Inn à Landshut, en battant les Bavarois de Deroy. Il pouvait en deux marches se porter sur le Danube, s'y établir entre Davout et les Bavarois, et les vaincre l'un après l'autre. Heureusement pour nous, il était irrésolu et timide. Il redoutait une de ces surprises foudroyantes dont Napoléon était coutumier. Il craignit de s'engager dans le pays couvert, coupé de bois et de marais, qui sépare l'Isar du Danube, et au milieu de corps ennemis dont il ne connaissait pas l'exacte position. Au lieu de s'avancer avec toute son armée, qui aurait formé une masse accablante et irrésistible, il la poussa dans trois directions différentes, par les trois routes qui partaient de Landshut : Hiller sur Mainbourg et Siegenbourg en face des Bavarois, Bellegarde sur Ratisbonne contre Davout, et lui-même sur Rohr par la chaussée du centre. On eût dit qu'il voulait observer plutôt que combattre.

Napoléon, averti par le télégraphe de l'irruption des Autrichiens dans nos lignes, était aussitôt parti prendre le commandement en chef de l'armée. Autant les mouvements des Autrichiens avaient été lents et mal combinés, autant les manœuvres de l'Empereur furent rapides et précises. Comprenant la nécessité d'une concentration, il ordonna à Davout de quitter Ratisbonne et de marcher sur Neustadt, en lui promettant d'aller à sa rencontre avec les Bavarois et deux divisions de renfort commandées par Lannes. Pendant ce temps Masséna se portera d'Augsbourg sur Landshut, et menacera le flanc et les derrières des Autrichiens (18 avril). Davout avait en quelque sorte deviné les intentions de l'Empereur. Il avait laissé un régiment à la garde de Ratisbonne, et s'était mis en marche par le défilé d'Abach. Cette manœuvre, qu'il opérait en vue de la masse des Autrichiens, était fort dangereuse, car elle pouvait être interrompue d'un moment à l'autre; mais l'archiduc ne la devina pas. Au lieu de barrer le passage à Davout, il s'était jeté sur la droite et avait gagné Ratisbonne. Un seul de ses corps, celui de Hohenzollern, se heurta entre Saalhaupt et Tengen contre les divisions Saint-Hilaire et Friant. Ce fut le premier engagement sérieux de la guerre. Il est connu sous le nom de bataille de Tann. Les Autrichiens furent

repoussés, et Davout put opérer sa jonction avec les Bavarois à Abensberg (19 avril).

Les Autrichiens non seulement avaient perdu les avantages de l'offensive, mais encore c'étaient eux qui maintenant étaient dispersés, tandis que l'armée française se concentrait d'heure en heure. En face de Davout et de Lannes, désormais réunis, et de Masséna qui était déjà arrivé à Pfaffenhofen, les Autrichiens étaient comme séparés en quatre groupes : Hiller à Mainbourg, l'archiduc Louis à Siegenbourg, l'archiduc Charles à Ratisbonne et Hohenzollern à Hausen. Napoléon profita de ce désordre. Il laissa Davout en face de l'archiduc Charles, ordonna à Masséna de contenir Hiller et se jeta en personne contre l'archiduc Louis, à la tête des contingents allemands, qu'il électrisa par ses paroles. Il l'écrasa dans une série d'engagements qui portent le nom de bataille d'Abensberg (20 avril), et, par cette attaque hardie, parvint à couper définitivement en deux l'armée autrichienne. La première moitié, sous Hiller et l'archiduc Louis, est rejetée sur Landshut et singulièrement compromise entre Masséna et Napoléon; la seconde, sous Hohenzollern et l'archiduc Charles, est rejetée sur Ratisbonne et menacée à la fois par Napoléon et par Davout : en sorte que, en moins d'une semaine, et grâce aux deux batailles de Tann et d'Abensberg, la situation est en quelque sorte retournée. Ce ne sont plus les Autrichiens qui menacent à la fois toutes nos divisions; ce sont les Français qui ont enfoncé leur centre, et s'apprêtent à écraser leurs deux ailes.

Napoléon se dirigea d'abord contre Hiller et l'archiduc Louis. Masséna et Lannes l'attaquent à Landshut, lui enlèvent 10 000 hommes et tous ses bagages, et le poursuivent à outrance (21 avril). L'Empereur marche alors contre l'archiduc. Celui-ci venait de s'emparer de Ratisbonne, avait appelé à lui 20 000 hommes du corps de Bellegarde, et, désormais assuré de sa retraite, commençait à déborder, aux environs d'Eckmühl, Davout et Lefebvre qui avaient été chargés de le contenir. L'Empereur arrive sur le champ de bataille vers les deux heures de l'après-midi, et enfonce l'ennemi, après lui avoir tué 5 000 hommes et fait 15 000 prisonniers (22 avril). Si Ratisbonne avait été encore au pouvoir des Français, l'archiduc était perdu. Mais il ne veut pas prolonger une résistance qu'il juge inutile, et repasse le Danube. Napoléon lui livre un dernier combat, et s'empare de la

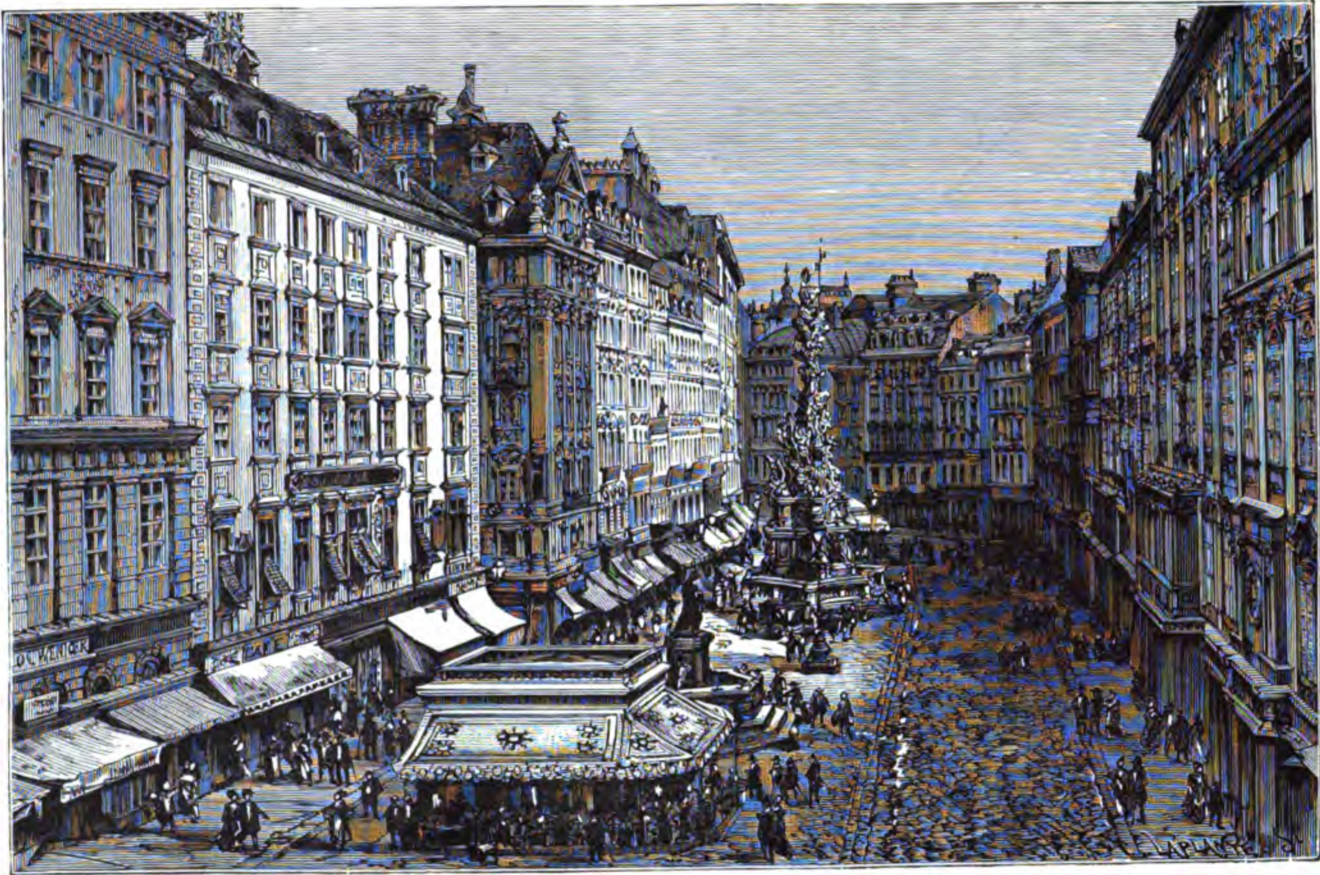
ville, où il enlève l'arrière-garde, d'ailleurs peu nombreuse, que l'archiduc y avait laissée. C'est en donnant ses ordres pour forcer l'enceinte de la ville, qu'il reçut au cou-de-pied une balle morte; blessure légère, mais qui exalta l'enthousiasme des troupes (23 avril).

Du 19 avril au 24 avril, cinq batailles rangées avaient donc été livrées, à Tann, Abensberg, Landshut, Eckmühl et Ratisbonne. Toutes les cinq avaient été pour la France des succès incontestés. Jamais encore le génie militaire de l'Empereur ne s'était révélé plus fécond en ressources. Jamais il n'avait mieux réussi à débrouiller une position difficile. L'armée autrichienne était coupée en deux tronçons. Elle avait perdu sa ligne d'opérations, et le chemin de Vienne était ouvert. C'était une magnifique entrée en campagne. Il est vrai qu'en Italie, au Tyrol et en Pologne nous avions été moins heureux. En Italie le prince Eugène avait été surpris par l'archiduc Jean à Pordenone, battu à Sacile (16 avril), et rejeté sur l'Adige. Mais il reçut des renforts avec Macdonald pour conseiller, et les nouvelles d'Allemagne arrêtèrent bientôt l'élan des vainqueurs. Dans le Tyrol les montagnards s'étaient levés en masse, avaient massacré les détachements français et bavarois, et accueilli avec transport les Autrichiens de Jellachich. Mais le Tyrol n'était point placé sur la ligne directe de nos communications et pouvait être facilement entouré. D'ailleurs Napoléon envoya bientôt contre les insurgés Lefebvre et des forces écrasantes : cette insurrection ne fut donc jamais qu'un épisode brillant, mais en dehors des hostilités générales. Quant à la Pologne, l'archiduc Ferdinand avait refoulé Poniatowski au delà de la Vistule, mais son succès même l'avait entraîné trop loin. C'était toujours dans la vallée du Danube que devaient se livrer les combats décisifs.

L'archiduc s'était d'abord enfoncé en Bohême, espérant attirer l'Empereur à sa suite, et opérer sa jonction avec son lieutenant Hiller. Napoléon, persuadé que la paix ne se signait que dans les capitales, se contenta de le faire observer d'abord par Davout, puis par Bernadotte, et, avec le gros de l'armée, courut sur la route de Vienne. Notre avant-garde, commandée par Masséna, se heurta contre le corps de Hiller, qui avait reçu des renforts, et s'était porté à Ebersberg sur la Traun, avec l'espoir que l'archiduc l'y rejoindrait. Masséna pouvait tourner la position, mais cette manœuvre exigeait un certain temps,

et il redoutait l'irruption subite de l'archiduc. Il ordonna donc d'emporter les positions d'Ebersberg, bien qu'elles fussent très fortes et garnies d'une puissante artillerie. Les divisions Cohorn et Legrand réussirent à s'en emparer, mais après un combat acharné, où les combattants et les habitants furent écrasés sous les débris de la ville incendiée. « Jamais scène de carnage, lisons-nous dans les *Mémoires* de Ségur, n'offrit aux yeux de Napoléon un aspect aussi révoltant. Les premières victimes, les moins malheureuses, avaient été blessées et noyées au passage des longs ponts; le reste au delà, dans la ville prise et reprise, et dans un chemin creux qui en débouche, avait été abattu par le feu dominant de l'ennemi, puis achevé à coups de baïonnette, et brûlé dans l'incendie des maisons, puis écrasé par notre propre artillerie, qu'il avait fallu pousser en avant pour faire cesser le massacre. Quand l'Empereur y arriva, la place, les rues et ce chemin creux surtout lui montrèrent le hideux spectacle d'un amas boueux de sang et de chair humaine brûlée, broyée, sans forme aucune, d'une odeur infecte, et où les pieds des chevaux s'enfonçaient horriblement. Il fallut se servir de pelles pour déblayer le passage de ces débris informes d'officiers et de soldats hachés, écrasés, consumés pêle-mêle, et les enterrer. Saisi d'horreur à chaque pas, l'Empereur consterné ne pouvait retenir son affliction : il la laissait éclater tantôt en reproches, tantôt en exclamations douloureuses! Mais telle était alors la passion de la gloire, l'entrain des esprits et l'ivresse de la victoire, qu'à l'un de ses cris de détresse un soldat corse resté debout répondit : « Bah! allons toujours! il en reste bien assez de nous pour vaincre une fois encore! »

Hiller avait perdu 7000 hommes à la bataille d'Ebersberg. Il se retira péniblement sur l'autre rive du Danube, et rejoignit enfin l'archiduc, qui s'avançait par Zwettl (3 mai). Les deux moitiés de l'armée autrichienne avaient enfin opéré leur jonction, mais au prix de quels sacrifices! et la route de Vienne était ouverte. L'armée française se présenta devant la capitale autrichienne le 10 mai 1809. La vieille cité avait encore l'enceinte bastionnée qui jadis avait repoussé les assauts des Turcs, mais d'énormes faubourgs avaient été bâtis, qui facilitaient les approches des assaillants. En outre l'archiduc Maximilien, chargé de la défense, ne pouvait disposer que d'une quinzaine de mille soldats réguliers. La partie était à l'avance



VIENNE. — LE GRABEN.

perdue. Après un bombardement de quelques heures, se voyant menacé de perdre ses communications, il évacua la ville, où nos soldats firent leur entrée triomphale (13 mai).

Napoléon résolut d'en finir avec l'archiduc Charles, dont il n'était plus séparé que par le Danube. Le passage d'un fleuve aussi important, défendu par une armée aussi nombreuse que l'armée autrichienne, eût été impraticable s'il n'eût été facilité par une multitude d'îles, qui, en amont et en aval de Vienne, divisent ses eaux, en sorte que le fleuve présente, au lieu d'un courant rapide et resserré, un assez grand nombre de bras qu'il est relativement facile de traverser. Deux de ces îles, la Schwarze Lacken et la Lobau, la première en face de Nussdorf, la seconde en face d'Aspern et d'Essling, semblent surtout favorables à un passage. Napoléon essaya d'abord de s'emparer de la Schwarze Lacken, mais les deux bataillons qu'il y jeta furent enlevés par l'archiduc. Il concentra alors tous ses moyens d'action sur la Lobau. C'est une île de 4800 mètres de long, sur 4000 mètres de large, séparée de la rive droite par un bras de 1 700 mètres de largeur, et de la rive gauche par un bras de 140 mètres seulement. Napoléon s'en empara et établit en toute sécurité un pont sur le bras le plus large. Il ne lui restait plus qu'à passer le bras le plus court, et, grâce à Lobau qui servirait à ses troupes de station et de place d'armes, il pouvait espérer que le passage s'opérerait sans plus de difficultés que pour une rivière ordinaire. En effet, dans l'après-midi du 20 mai, apprenant qu'une division autrichienne avait été signalée à Lintz sur nos derrières, ce qui semblait indiquer que l'archiduc avait divisé ses forces, l'Empereur, malgré les menaces d'une crue du Danube, qui commençait à ébranler le grand pont, fit jeter en quelques heures un pont de bateaux sur le petit bras, et le corps de Masséna prit aussitôt position sur la rive gauche, couvert par les deux jolis villages d'Aspern et d'Essling. On n'apercevait alors que des patrouilles de cavalerie autrichienne qui battaient la vaste plaine du Marchfeld. L'inaction de l'archiduc est inexplicable. Pourquoi n'essaya-t-il même pas de nous disputer le passage? Comment laissa-t-il nos soldats transformer en citadelles Aspern et Essling? Pourquoi ne profita-t-il pas de notre infériorité numérique pour écraser nos premières divisions? Il le pouvait d'autant plus facilement que, dans la nuit du

20 au 21, le grand pont se rompit une première fois sous la poussée des eaux, que la réparation demanda du temps, et que pendant plusieurs heures nos soldats restèrent isolés et singulièrement aventurés sur la rive gauche du fleuve.

L'archiduc ne se décida à attaquer que très tard dans la journée du 21. Nos communications étaient alors rétablies, mais nous n'avions encore en ligne que 30 000 hommes environ, commandés, il est vrai,

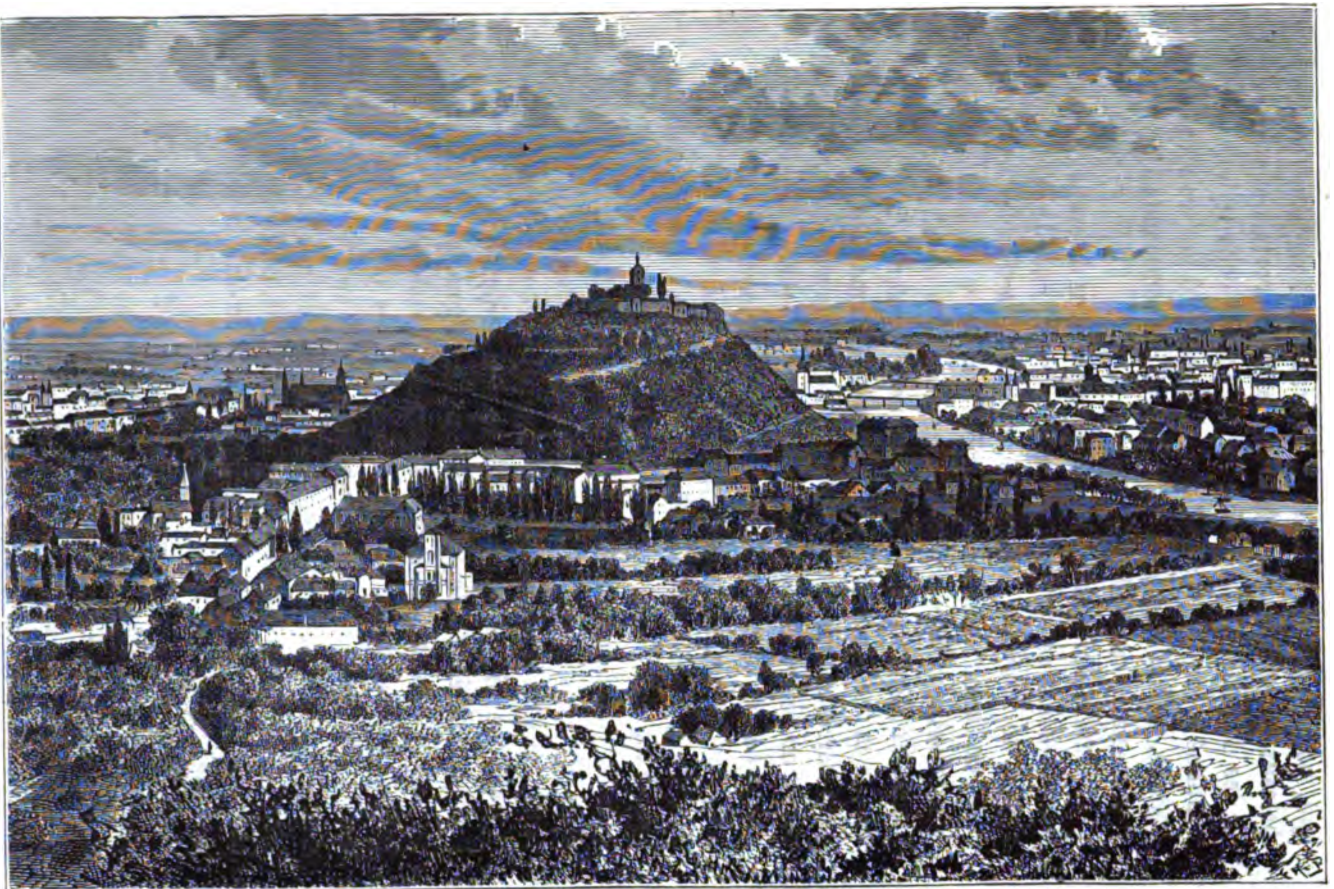


PASSAGE DU DANUBE.

par des chefs intrépides, Masséna et Lannes, mais qui pouvaient difficilement supporter le choc de 70 000 soldats et le feu de 300 canons. Cette infériorité nous réduisait à la défensive. Aussi les premières heures de la journée furent-elles pénibles pour nos soldats. L'un d'entre eux, le futur capitaine Coignet, écrivait plus tard : « Les cinquante pièces de canon des Autrichiens tonnaient sur nous sans que nous puissions faire un pas en avant, ni tirer un coup de fusil. Qu'on se figure les angoisses que chacun endurait dans une

pareille position. Nous avions quatre pièces de canon devant nous et deux devant les chasseurs pour répondre à cinquante. Les boulets tombaient dans nos rangs et enlevaient des files de trois hommes à la fois, les obus faisaient sauter les bonnets à poil à vingt pieds de haut. Sitôt une file emportée, je disais : « Appuyez à droite, serrez « les rangs ! » et ces braves grenadiers appuyaient sans sourciller et disaient en voyant mettre le feu : « C'est pour moi. — Eh bien, « je reste derrière vous : c'est la bonne place, soyez tranquille. » Nos pièces n'avaient plus de canonniers pour le service. Le général Dorsenne les remplaça par douze grenadiers, et leur donna la croix, mais tous ces braves périrent près de leurs pièces. Plus de chevaux ! Plus de soldats de train ! Plus de roues ! Les affûts en morceaux, les pièces par terre comme des bûches ! Impossible de s'en servir. Il arrive un obus qui éclate près de notre bon général et le couvre de terre. Il se relève comme un beau guerrier : « Votre général n'a point de mal. « Comptez sur lui. Il saura mourir à son poste. »

Enfin les Autrichiens, nous croyant ébranlés par cet ouragan de fer et de feu, se lancent à l'attaque d'Aspern. Masséna les y reçoit avec une froide intrépidité, et leur fait subir des pertes énormes dans cet espace resserré, où tous les coups sont mortels. Dans une seconde attaque les Autrichiens font plier la division Molitor et emportent le village. Masséna le reprend et lance sur leurs flancs les cavaliers de Marulaz, qui s'ouvrent de sanglantes trouées. Au même moment Lannes, enfermé dans Essling avec la division Boudet, soutenait les assauts furieux de Rosenberg. L'archiduc, repoussé sur ses deux ailes, fait alors avancer contre notre centre Hohenzollern et Lichtenstein. Les cavaliers de Bessières essayent en vain de les arrêter. Une mêlée confuse s'engage, mais peu à peu nous perdons du terrain et nous sommes refoulés sur le Danube. Bellegarde et Hiller profitent de ce moment d'hésitation pour se lancer une troisième fois contre Masséna, et réussissent, après une lutte acharnée, à lui enlever la moitié du village d'Aspern. La nuit tombait alors sur le champ de bataille, mais l'avantage semblait se dessiner en faveur des Autrichiens. D'ailleurs la crue du Danube augmentait et nos ponts sur le fleuve étaient fort menacés. Les habitants de Vienne avaient, dans leur patriotisme, détaché les bateaux amarrés à leurs quais, détruit leurs moulins et lancé à la dérive de lourds madriers,

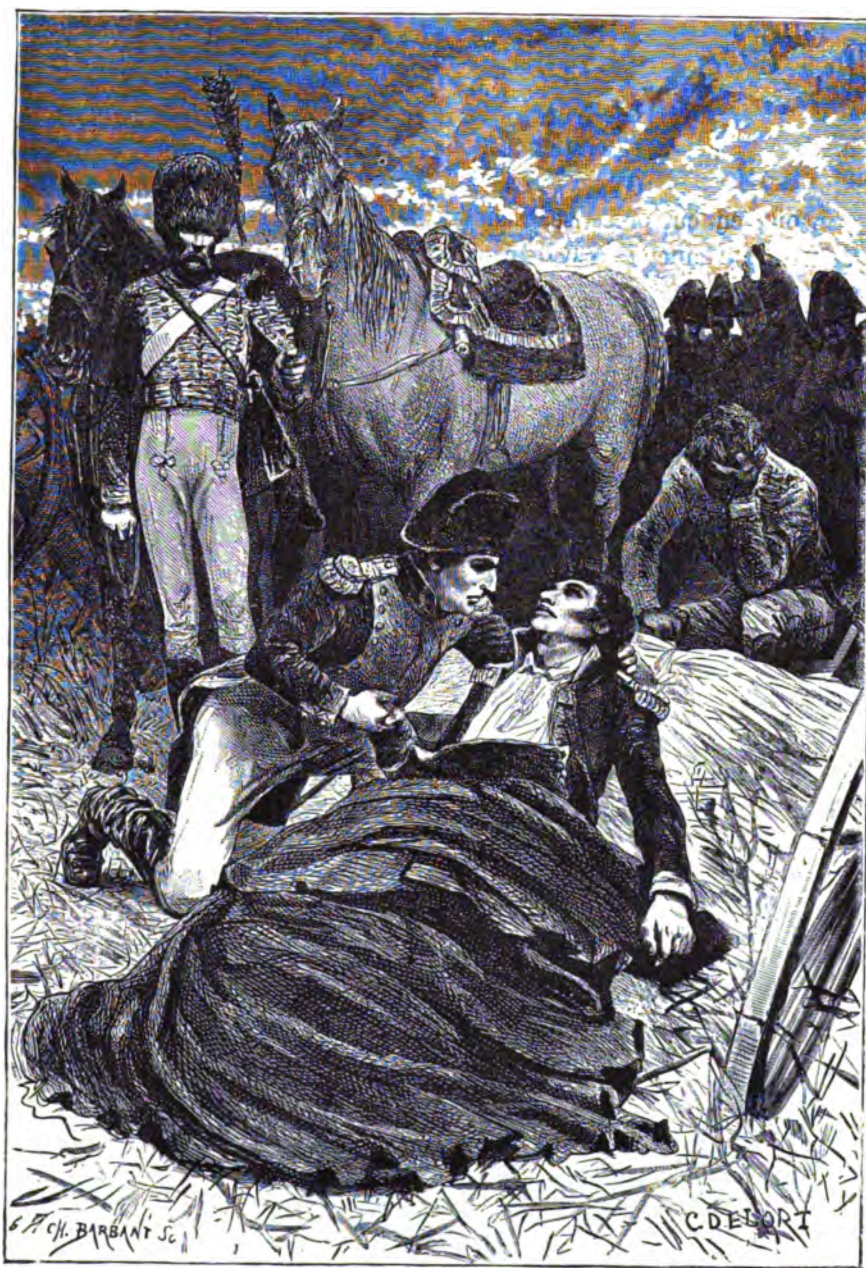


VUE DE GRATZ.

qui, poussés par un irrésistible courant, se heurtaient contre les bateaux qui servaient de piles à nos ponts improvisés et menaçaient de les détruire. Si l'archiduc s'était obstiné dans la lutte et avait continué le combat, il aurait probablement jeté nos troupes dans le Danube, mais il n'avait pas cette ténacité qui commande à la victoire. Il ordonna de suspendre les feux.

Pendant la nuit passèrent les quatre divisions du corps de Lannes, deux divisions de cavalerie et toute la garde, mais le grand pont se rompit de nouveau, et presque toute notre artillerie ainsi que le corps de Davout restèrent en arrière sur la rive droite. Nous étions néanmoins plus forts que la veille, et Napoléon n'était plus réduit à l'immobilité qui nous avait été si funeste quelques heures auparavant. A la vue des feux ennemis formant, comme la veille, un vaste demi-cercle autour d'Aspern et d'Essling, il prend la résolution de percer au centre cette ligne trop étendue pour être bien solide, et charge Lannes de cette manœuvre décisive. Lannes en effet débouche entre les deux villages, marche droit sur Breitenlee, où se trouve l'archiduc, renverse à demi Hohenzollern, et force l'archiduc à appeler à lui ses réserves et à marcher lui-même au feu un drapeau à la main. Tout à coup il s'aperçoit que non seulement il n'est plus soutenu, mais encore qu'il est menacé sur ses flancs. Napoléon venait en effet d'apprendre que le grand pont s'était rompu pour la troisième fois. Il ne pouvait donc plus compter sur le corps de Davout, et il était obligé de rester sur la défensive. La manœuvre de Lannes devenait inutile et dangereuse. Aussi reçut-il l'ordre de battre en retraite sur Essling. Serré de près par les soldats que tout à l'heure il chassait devant lui, exposé aux feux convergents d'une artillerie dont les coups deviennent de minute en minute plus redoutables, Lannes se replie pas à pas, et ne se laisse pas entamer; mais la bataille redevient ce qu'elle était la veille, purement défensive.

En effet, derrière les maisons croulantes d'Aspern et d'Essling s'engagent de furieux combats. Les Autrichiens sentent la nécessité d'un assaut victorieux pour saisir la victoire. Les Français savent qu'ils sont perdus s'ils reculent avec un grand fleuve à dos. Essling est cinq fois pris par les Autrichiens et repris par les Français. Morts et mourants s'entassent dans un affreux désordre. Rosenberg, par un



LANNES ET NAPOLÉON.

terrible retour, réussit à arracher ce village aux débris de la division Boudet et aussitôt s'y retranche; mais le général Mouton conduit en personne les fusiliers de la garde contre cette citadelle improvisée, et réussit à la reprendre. Ce dernier succès décourage l'ennemi. Il ne se retire pas et continue à nous couvrir de ses feux, mais il n'ose plus renouveler ses tentatives. Nos soldats de leur côté restent l'arme au pied en leur présence, mais ne répondent plus que faiblement à l'artillerie ennemie, car ils craignent de manquer de munitions. Un des derniers coups de canon de la journée nous inflige une perte cruelle : Lannes a les genoux fracassés par un boulet.

Pour la seconde fois le jour finissait sans que la bataille fût achevée. Il n'y avait ni pour les uns ni pour les autres de résultat marqué, mais Napoléon n'avait pas forcé le passage. Sans doute il n'était pas vaincu, mais ne pas vaincre était pour lui le plus grave des échecs. Pour cela même qu'il était obligé à un mouvement rétrograde, tout se trouvait remis en question. Il aurait pu s'obstiner, et, pour la troisième fois, offrir la bataille aux Autrichiens. Peut-être même aurait-il réussi, comme autrefois à Arcole, mais une défaite aurait été irréparable, et il aima mieux se préparer à une nouvelle action. Il ordonna donc d'évacuer la rive gauche et fit repasser toutes ses troupes dans l'île Lobau. Masséna reçut le commandement de ce poste d'honneur. Davout campa sur la rive droite, il devait donner la main à l'armée du prince Eugène, qui accourait d'Italie. Bernadotte et Lefebvre gardèrent le cours du Danube depuis Vienne jusqu'en Bavière. Ainsi couvert de tous les côtés, ayant ses approvisionnements assurés grâce au voisinage de la capitale toujours entre ses mains, Napoléon pouvait attendre ses renforts et se disposer à une autre bataille.

A la nouvelle des sanglantes journées d'Aspern et d'Essling, les Autrichiens crurent au retour prochain de la victoire. Dans le Tyrol les paysans, excités par les moines, reprennent les armes sous la conduite du capucin Gospinger et de l'aubergiste Hofer, et souillent leurs premiers succès par d'affreuses représailles. Les Hongrois vont grossir les rangs de la milice, et, comme au temps de Marie-Thérèse, des milliers de Croates s'enrôlent parmi les cavaliers de l'archiduc. Nos alliés eux-mêmes sentent ébranler leur fidélité déjà fort douteuse. Ainsi que l'a écrit le comte Beugnot : « En dépit de mon

bulletin, la bataille d'Essling fut tenue pour une défaite, et l'ébranlement devint général en Allemagne. La Prusse crut qu'elle allait être délivrée aussi promptement qu'elle avait été asservie. Il n'y eut pas jusqu'au Danemark qui prit une attitude hostile, sans qu'on pût en rendre raison autrement que par l'assiduité des intrigues anglaises. La Suède n'était pas mieux disposée, et les princes de la Confédération du Rhin, dont les soldats grossissaient nos légions, caressaient la pensée d'être bientôt délivrés de leur rude protecteur. Si, dans ce moment de crise, entre Essling et Wagram, la Russie eût fait un signe, on ne sait pas ce qui serait arrivé, mais tel était encore l'ascendant attaché à la personne de l'Empereur qu'après la journée d'Essling et dans la périlleuse position de l'île Lobau, seul il suffisait à balancer la fortune. »

Si les gouvernements n'osaient encore se prononcer, quelques insurrections partielles avaient déjà éclaté. Dès le 3 avril, un ancien officier prussien, le lieutenant von Katt, avait essayé de surprendre Magdebourg. Le 20 avril quelques milliers de paysans westphaliens, dirigés par le colonel hessois Dœrnberg, avaient paru à l'improviste devant Cassel, mais ils avaient été promptement dispersés par le roi Jérôme. A la même date le major prussien Schill, des hussards de Brandebourg, sortait de Berlin à la tête de 500 hommes de son régiment, et appelait ses compatriotes aux armes. Désavoué par le roi, poursuivi et traqué comme une bête fauve, il se réfugia dans Stralsund, dont il voulait, disait-il, faire une nouvelle Saragosse, mais il fut tué dans une sortie, et les débris de sa bande furent traités comme des brigands et jetés dans des bagnes français. Un prince, un chef de bandes secrètes, le duc de Brunswick-Œls, organisa une légion, qu'il nommait des hussards de la mort, et entra à Dresde et à Leipzig. Vainement poursuivi, il errera dans l'Allemagne du nord, et finira par se réfugier dans l'île de Heligoland avec les 1 800 hommes qui formaient sa petite mais vaillante armée. Assurément nul de ces partisans n'avait été, même un instant, dangereux; mais n'était-ce pas un singulier symptôme des haines nationales que cette impunité relative dont ils jouissaient, et que la connivence des autorités locales qui, tout en affectant de les condamner, leur venaient secrètement en aide? Napoléon ne s'y trompa point. Il comprit qu'en essayant de réveiller les passions nationales, ces imperceptibles adversaires étaient

ses plus dangereux ennemis : aussi fut-il implacable dans la répression.

De nos prétendus alliés, il en est deux surtout qui, à la nouvelle d'Essling, eurent comme la velléité de se retourner contre nous : la Prusse et la Russie. Il est certain que l'armée prussienne brûlait du désir de venger la honte d'Iéna, et que la population tout entière n'attendait qu'un signal pour se soulever. C'est en Prusse surtout que le Tugendbund avait recruté de nombreux et fanatiques adhérents. L'empereur d'Autriche comptait si bien sur la coopération immédiate de la Prusse, qu'après Essling il envoya un de ses aides de camp, Steigentesch, à Kœnigsberg, où résidait encore Frédéric-Guillaume, pour le supplier d'entrer en ligne. Esprit faible et indécis, le roi, ainsi qu'au lendemain d'Austerlitz, laissa échapper l'occasion. Il se contenta de vagues promesses, et, comme l'envoyé autrichien le pressait, il laissa deviner son secret : « Frappez un coup encore, et je viendrai, mais je ne viendrai pas seul ! » C'est au tsar Alexandre qu'il faisait allusion. Le Tsar en effet était à peu près le seul dans tout l'empire russe qui voulût rester fidèle aux engagements d'Erfurt, et encore les trouvait-il bien lourds. A demi réconcilié avec l'Autriche à la suite de l'insurrection que nous avions provoquée en Galicie, il avait sans doute envoyé ses soldats combattre à côté des nôtres, mais les Russes ne voulurent agir que contre les insurgés galiciens et jamais contre les Autrichiens. « Le concert des Russes avec l'Autriche, a écrit un historien russe, était certain et prononcé. A proprement parler, il semblait que c'étaient les troupes polonaises qu'ils regardaient comme ennemies, et ils prenaient toutes les mesures pour faire échouer les efforts de leurs alliés, tandis qu'ils se prêtaient avec empressement aux vues des commandants autrichiens. »

Napoléon était au courant de ces sourdes menées. Il ne s'abusait ni sur les dispositions de ses ennemis, ni sur les sentiments cachés de ses prétendus alliés. « Les uns et les autres se sont donné rendez-vous sur ma tombe, disait-il à son confident Savary, mais ils n'osent s'y réunir. » Confiant dans son génie, il prépara une grande victoire, dont il comprenait la nécessité. Il lui fallut, avant toutes choses, réunir d'imposants renforts, et attendre les nouvelles de ses deux ailes extrêmes, en Italie et en Galicie. Ces nouvelles furent bonnes. En Galicie Poniatowski avait refoulé l'archiduc Ferdinand.

En Italie le prince Eugène, bien conseillé par Macdonald, avait réparé son échec de Sacile. Il avait battu l'archiduc Jean au Tagliamento, à Malborghetto et à Taarwis, et l'avait rejeté dans les Alpes Noriques. Il s'était emparé de Goritz, de Trieste et de Laybach (mai 1809). L'archiduc se retira sur Gratz et appela à lui Jellachich et les soldats du Tyrol, mais Jellachich fut battu à Saint-Michel et presque entièrement détruit (25 mai). Forcé de reculer, il remonta la Raab jusqu'à Saint-Gothard et se rabattit sur Papa. Le prince Eugène était, pendant ce temps, arrivé jusqu'à Leoben, et il avait passé le Semmering, où il opéra sa jonction avec la grande armée. Aussitôt envoyé par Napoléon contre les corps autrichiens qui se maintenaient encore sur la rive droite du Danube, il marcha de Neustadt sur la Raab, et, le 13 juin, se trouva en présence de son adversaire d'Italie, l'archiduc Jean, qui l'attendait sous les murs de la ville qui a donné son nom au fleuve.

Certes la bataille pouvait être évitée. Si même l'archiduc Jean était resté fidèle aux instructions de son frère, il aurait aussitôt battu en retraite afin de le rejoindre à temps pour la grande bataille qui se préparait. Même en admettant qu'il fût vainqueur, cette victoire eût été sans résultat, puisqu'il ne pouvait espérer triompher de toute la grande armée, qui se serait portée au secours du prince Eugène; mais l'archiduc Jean voulait à tout prix se créer une réputation militaire. Il résolut de nous attendre sur des positions d'ailleurs bien choisies, sa droite appuyée à la forte place de Raab, sa gauche couverte par des marais, et le centre protégé par la ferme retranchée de Kiesmegyer. Le combat s'engagea le 14 juin, jour anniversaire des victoires de Marengo et de Friedland. Les Autrichiens résistèrent avec énergie, surtout à Kiesmegyer, mais les généraux Seras et Roussel finirent par emporter d'assaut cette redoutable position, et l'archiduc fut obligé de nous céder le champ de bataille et de se retirer sur la rive gauche du Danube. Quelques jours plus tard Raab tombait entre nos mains. C'était, depuis Essling, notre premier grand succès. Il déconcerta nos ennemis et paralysa leurs mesures. En outre les abords de la Hongrie furent complètement dégagés, et Napoléon put appeler à lui non seulement l'armée victorieuse, mais encore les soldats que lui amenait du fond de l'Illyrie un de ses meilleurs lieutenants, Marmont.

Marmont était parti de Zara avec une petite armée de 11 000 hommes. Il avait eu, dans cette marche longue et difficile, à batailler chaque jour contre les Croates de Stoïsevitch. Arrêté un instant par la nouvelle des succès de l'archiduc Jean, il avait bientôt repris l'offensive, et était arrivé jusqu'à Laybach en Carniole (3 juin). Le général Giulay avait été envoyé contre lui à la tête de 25 000 soldats. Espérant lui fermer le chemin, il se jeta sur la ville de Gratz, alors occupée par un seul régiment. Ces braves luttèrent avec énergie toute une journée, et furent enfin dégagés. Aussitôt Marmont précipite sa marche, achève de disperser les troupes de Giulay, et arrive bientôt à Vienne, où il opère sa jonction avec la grande armée.

Napoléon n'avait pas attendu ses lieutenants pour se préparer à la bataille dont il avait besoin. Lobau avait été transformée en une immense citadelle. Quatre ponts avaient été jetés sur le grand bras du fleuve, qui défiaient par leur solidité les crues du Danube, et on avait poussé la précaution jusqu'à les protéger contre les brûlots ou les madriers par d'énormes estacades. Dans les canaux formés par les petites îles adossées à Lobau avaient été entassés les matériaux nécessaires pour jeter à la fois jusqu'à six ponts sur le petit bras du fleuve. De nombreuses batteries avaient été installées sur tous les points où l'on pouvait atteindre l'ennemi, et pour protéger le passage. Sur le saillant le plus avancé cent vingt pièces avaient été amenées, qui devaient, à un signal donné, brûler et raser en quelques instants le village d'Enzersdorf, où les Autrichiens s'étaient concentrés. Enfin on avait préparé de nombreuses chaloupes montées par les marins de la garde, et des bacs qui devaient transporter toute une division chargée de repousser les avant-postes ennemis. A vrai dire, l'obstacle du Danube n'existait plus, et on allait manœuvrer comme sur la terre ferme.

L'archiduc Charles n'avait pas essayé de troubler ou tout au moins de ralentir ces préparatifs. Il aurait pu, sinon rendre inaccessible, au moins restreindre l'espace où nous pouvions franchir le fleuve. Il préféra nous attendre sur des positions soigneusement étudiées. Persuadé que le passage s'effectuerait comme précédemment au nord de Lobau, il couvrit de redoutes les trois villages d'Aspern, d'Essling et d'Enzersdorf. Napoléon, pour le maintenir dans cette erreur, fit jeter deux ponts en face de ce village, mais, le 3 juillet, à minuit, et

par un affreux orage, la grande armée se trouvant tout entière réunie, soit à Lobau, soit sur la rive droite du Danube, cent vingt pièces d'artillerie tonnèrent à la fois contre Enzersdorf, et une fausse attaque dirigée contre Aspern-Essling attira de ce côté l'attention des ennemis. Pendant ce temps un pont était jeté en dix minutes à l'est de l'île, et l'avant-garde y courait. A deux heures du matin nous en avions quatre; un peu plus tard, six. C'étaient six grandes routes par lesquelles nos soldats défilèrent toute la nuit dans un ordre parfait. Aux premiers rayons du soleil ils se trouvaient en ligne sur l'extrême gauche de l'ennemi : à droite Davout, au centre Oudinot, à gauche Masséna, doublés en quelque sorte par Bernadotte, Eugène, Marmont, et triplés par la garde et la grosse cavalerie. Les camps retranchés de l'ennemi étaient tournés, ses ouvrages de campagne inutiles, et il était obligé d'accepter le combat sur le terrain choisi par l'Empereur. L'archiduc en effet se retira obliquement sur Wagram et reforma ses lignes derrière le ruisseau de Russbach. Les Français le suivirent après avoir occupé sans résistance Aspern et Essling. La journée était déjà fort avancée. Napoléon s'imagina qu'une attaque brusquée à l'improviste sur le centre ennemi, qu'il jugeait peu solide, lui procurerait des avantages immédiats, et il lança Oudinot, Bernadotte et Eugène contre le plateau de Wagram, mais ils se heurtèrent contre des obstacles inattendus et furent repoussés. Ce n'était qu'une échauffourée, mais elle était inutile. La grande bataille fut remise au lendemain.

La plaine dans laquelle les deux nations allaient jouer leurs destinées se nomme le Marchfeld. Elle est bornée au sud par le Danube, au nord par un petit ruisseau, le Russbach, à l'ouest par des hauteurs boisées qui commencent à Florisdorf et se continuent par les monts de Moravie. Une première route longe le Danube. Elle est marquée par les villages de Kagran, Aspern, Essling et Enzersdorf. Une seconde route part de Kagran, traverse Breitenlee, et, à partir de Rachsdorf, se bifurque d'abord sur Glinzendorf et Neusiedel et en second lieu sur Leopoldsdorf. Une troisième route part de Florisdorf et traverse Léopoldau, Süssenbrun, Aderklaa et Wagram. De ces trois routes la première était restée entre les mains des Français, la troisième entre celles des Autrichiens, la seconde était disputée entre les deux.

Napoléon avait formé le projet de garder la défensive sur sa droite, commandée par Masséna et Bernadotte, et campée d'Aspern à Breitenlee, et de faire opérer un mouvement tournant sur sa gauche, commandée par Davout, dans la direction de Glinzendorf et Neusiedel. Il se réservait le commandement du centre. On eût dit que, rendu plus circonspect par son échec de la veille, il attendait les mouvements de l'ennemi avant de mieux prononcer les siens. L'archiduc Charles au contraire avait résolu une attaque sur toute la ligne, mais en concentrant ses efforts sur son aile droite, commandée par Klenau et Kollovrath, qui devaient de Süssenbrun et de Kagran marcher sur Aspern et Essling, s'emparer de nos ponts et couper par conséquent notre ligne de retraite. Le centre à Wagram sous Bellegarde et Hohenzollern se conformerait aux événements. La gauche à Neusiedel sous Rosenberg défendrait le Russbach et tâcherait d'opérer sa jonction avec l'archiduc Jean, qui était attendu d'une heure à l'autre sur le champ de bataille. Comme la ligne autrichienne était fort étendue, ses feux devaient être fort meurtriers, attendu qu'ils étaient concentriques, mais, par cela même, les communications étaient plus difficiles, et elles pouvaient être rompues sur un point ou sur un autre. L'armée française au contraire, plus compacte, plus unie, pouvait être, d'un instant à l'autre, portée sur un point unique, mais aussi les feux de l'ennemi devaient en éclaircir singulièrement les rangs pressés.

Le combat s'engagea de bonne heure à notre droite. Rosenberg attaqua prématurément Davout, mais il fut repoussé par le maréchal, qui était sur ses gardes, et ramené jusqu'à Neusiedel. Davout profita aussitôt de ce succès pour commencer un mouvement tournant sur l'extrême gauche de l'ennemi. Au même moment Masséna était attaqué à notre gauche, vers Süssenbrun, par Klenau et Kollovrath, qui débouchaient sur notre flanc, et profitaient de leur supériorité numérique pour le repousser d'Aspern et entrer à sa suite jusque dans Essling. Les Autrichiens, se glissant entre notre armée et le Danube, gagnaient du terrain, et étaient sur le point de nous tourner. Les habitants de Vienne, qui, du haut des remparts et des clochers de la capitale, suivaient anxieusement les péripéties du combat, croyaient la partie gagnée, et déjà faisaient retentir l'air de joyeuses acclamations; mais Masséna ne se laissa pas décourager. Cet intrépide

soldat avait fait une chute de cheval et était obligé de parcourir en calèche le champ de bataille, mais il se montrait sur les points les plus menacés, et son assurance ranimait les soldats ébranlés. Ils se savaient, eux et lui, au poste d'honneur et voulaient laisser à leurs compagnons d'armes le temps d'accomplir la grande manœuvre qui allait leur assurer la victoire.

Notre centre en effet était jusqu'alors resté intact. Sans doute



MASSÉNA.

Bernadotte avait été chassé d'Aderklaa par Bellegarde, mais il ne se retirait que lentement, et pendant ce temps Napoléon allait se jeter, avec toutes les forces qu'il avait jusqu'alors tenues dans l'immobilité, sur le centre autrichien, fort dégarni. Une énorme batterie de cent pièces de canon, commandée par Drouot et Lauriston, s'installe sur notre front, et, en quelques minutes, ouvre une large brèche dans les rangs autrichiens. Par cette brèche s'élance une colonne d'attaque commandée par Macdonald. Les trois divisions Broussier,

Lamarque et Seras, une partie de la garde et les cuirassiers de Nansouty en font partie. Tout plie, tout cède à cette masse irrésistible. D'un seul élan ils arrivent jusqu'à Süssenbrun, malgré les efforts désespérés de l'archiduc. Ce dernier donna aussitôt l'ordre à Klenau et à Kollovrath d'abandonner les positions conquises, ou sinon ils seront pris entre Macdonald, Masséna et le Danube. La droite autrichienne commence à regret son mouvement de retraite, mais elle est suivie pas à pas par Masséna, qui donne bientôt la main à Macdonald. Les deux maréchaux continuent à pousser devant eux les masses ennemies, mais les Autrichiens couvrent habilement leur retraite par les feux bien dirigés de leur nombreuse artillerie.

Pendant ce temps Davout profitait de ce grand mouvement offensif pour franchir le Russbach, et attaquer Neusiedel à la fois de face et de front. Il s'emparait du village de Neusiedel malgré la résistance de Rosenberg et marchait sur Wagram. Cette position était enlevée après un dernier combat entre Oudinot et Hohenzollern, et bientôt l'armée autrichienne tout entière battait en retraite. La poursuite était menée avec une grande mollesse, soit fatigue de nos soldats, soit manque de bons généraux de cavalerie. Murat était à Naples, Bessières était blessé et Lassalle tué. A peine quelques centaines de prisonniers, presque tous blessés, et quelques canons tombèrent entre nos mains. Les Autrichiens laissaient 25000 hommes sur le champ de bataille. Nous en avions perdu presque autant. Certes c'était une victoire, puisque les Autrichiens avaient été débusqués de toutes leurs positions, mais ce n'était pas un désastre pour les vaincus.

Vers le soir tout semblait terminé, lorsque parurent, à notre extrême droite, vers Leopoldsdorf, les éclaireurs de l'archiduc Jean. Une effroyable panique se répandit aussitôt parmi les vainqueurs. Aucun des deux archiducs n'était en mesure d'en profiter, et l'ordre fut bientôt rétabli; mais, si les renforts amenés par l'archiduc Jean étaient arrivés à temps, il est probable que cette irruption dans nos lignes aurait modifié les résultats de la bataille. Ainsi que le remarque Lanfrey, la grande armée commençait à ne plus avoir la cohésion, la discipline et la force de jadis. Les éléments de la décadence qu'elle portait en elle-même avaient déjà considérablement affaibli son unité « et ces ressorts d'une nature toute morale qu'on nomme les vertus militaires, c'est-à-dire l'abnégation, la constance, l'esprit



MACDONALD A WAGRAM.

de désintéressement et de sacrifice unis au patriotisme. Il y avait toujours parmi nos soldats un grand courage individuel, et à certains moments un courage héroïque, mais ils n'avaient plus cette ardeur égale et soutenue qui anime, porte et entraîne une armée, indépendamment du chef qui la commande ». Les contemporains avaient déjà remarqué ces symptômes de décadence. « Les hommes clairvoyants, instruits dans l'art militaire, lisons-nous dans les *Mémoires* du comte Beugnot, avaient signalé quelque affaissement dans l'armée française, et il semblait que l'Empereur en fût lui-même dans la confidence, puisqu'il demandait alors au développement d'une immense artillerie ce qu'auparavant il attendait avec sécurité de la force et la discipline de ses soldats. On disait assez haut en Allemagne : Passe encore pour cette fois-ci ; mais Napoléon n'y reviendra plus. » Les Autrichiens au contraire avaient fait d'incontestables progrès. Ils avaient de la solidité dans l'action, et, même vaincus, ne se laissaient plus entamer. Au lendemain de la bataille on ne savait pas encore à notre quartier général si l'archiduc avait pris la direction de la Bohême ou celle de la Moravie, et l'Empereur avait été obligé de disperser ses lieutenants : Masséna sur Hollabrun, Marmont sur Znaïm, Davout sur Nikolsbourg. Il était lui-même resté à Wagram avec Oudinot et les réserves, et l'armée d'Italie couvrait Vienne avec les Saxons et les Wurtembergeois. Ce n'était point là un lendemain d'Iéna ou de Friedland. Les Autrichiens se retiraient, mais ils ne fuyaient pas.

Marmont eut l'honneur de frapper le dernier coup. Le 10 juillet il s'était fort étourdiment avancé jusqu'à Znaïm, au milieu des masses ennemies. Masséna et Davout étaient fort en arrière. Napoléon rédigeait ses bulletins de victoire et ne montrait pas son activité et sa prévoyance accoutumées. L'archiduc Charles, par un retour imprévu, pouvait nous faire payer bien cher notre imprudente sécurité. Marmont paya d'audace. Il prit l'offensive, comme s'il n'eût formé que l'avant-garde de la grande armée, et, s'il ne réussit pas à entamer les Autrichiens, au moins il se maintint sur ses positions et donna à Masséna le temps de le rejoindre. Le lendemain 11 juillet la bataille allait recommencer, lorsque la nouvelle de la signature d'un armistice arrêta le combat.

Les négociations s'engagèrent aussitôt, d'abord à Altenbourg, puis

à Schœnbrunn. Ce ne fut d'abord qu'un débat diplomatique, dont il était difficile de prévoir l'issue. De part et d'autre on se réservait. L'Autriche en effet n'était pas écrasée. Elle avait encore de nombreux soldats sous les drapeaux. Ses alliés n'avaient pas posé les armes; ils continuaient même la lutte avec des chances de succès. A ce moment, Wellington, aidé par les Espagnols et par les Portugais, engageait dans la péninsule contre le roi Joseph et ses lieutenants une partie décisive. L'Angleterre préparait contre la France même un formidable armement, et l'on ne savait pas encore sur quel point de nos côtes débarquerait la nouvelle Armada. Enfin la Russie et la Prusse ne cachaient plus leurs sentiments de malveillance. Tout espoir n'était donc pas perdu pour l'Autriche, et une bataille sur les bords du Tage ou sur les côtes de France pouvait tout remettre en question. Avant de montrer comment furent déçues les espérances de nos ennemis, et comment l'Autriche fut obligée de prendre au sérieux les négociations d'Altenbourg, et de consentir à de pénibles sacrifices pour obtenir la paix, il nous faut suivre sur de nouveaux théâtres la fortune de nos armes et voir comment l'Angleterre essaya, mais en vain, une double diversion en Espagne et en France.

CHAPITRE V.

TALAVERA. — WALCHEREN. — PAIX DE VIENNE

1809

Depuis que Napoléon avait quitté l'Espagne, tout dans la péninsule était demeuré incertain et chancelant. Le roi Joseph se maintenait péniblement à Madrid, mais l'Andalousie tout entière échappait à sa domination. La Catalogne et la Galice étaient en pleine révolte. Même dans les provinces que l'on croyait soumises, paraissaient subitement des bandes insurrectionnelles qui se jetaient sur nos postes isolés et enlevaient toute sécurité à nos communications. Les Portugais étaient libres, et une grande armée anglaise se disposait, aidée par eux, à reprendre l'offensive. A vrai dire, notre domination dans la péninsule était toute nominale, et, malgré les pompeux bulletins de victoire, nous ne possédions en réalité que le sol occupé par nos soldats.

L'Empereur avait formé le projet, qui d'ailleurs s'imposait comme une nécessité stratégique, de conquérir le Portugal. Tant que ce pays, qui confinait aux plus riches parties de l'Espagne, ne serait pas conquis, nous ne pouvions espérer nous maintenir dans la péninsule. Tant qùe les Anglais auraient toute facilité de débarquer leurs renforts sur les côtes portugaises, la guerre s'éterniserait. Le maréchal Soult, un de ses plus habiles lieutenants, fut désigné par lui pour exécuter cette conquête. Il devait avec quatre divisions marcher de la Corogne sur Oporto et sur Lisbonne par la route la plus directe. Le maréchal Victor avait reçu l'ordre de le joindre

sous Lisbonne par Merida et Badajoz. Les deux maréchaux tourneraient ensuite toutes leurs forces contre l'Andalousie. Tant que cette grande opération ne serait pas terminée, les autres armées resteraient sur la défensive, Joseph avec Jourdan comme chef d'état-major, Sébastiani et Dessolles comme lieutenants, à Madrid,

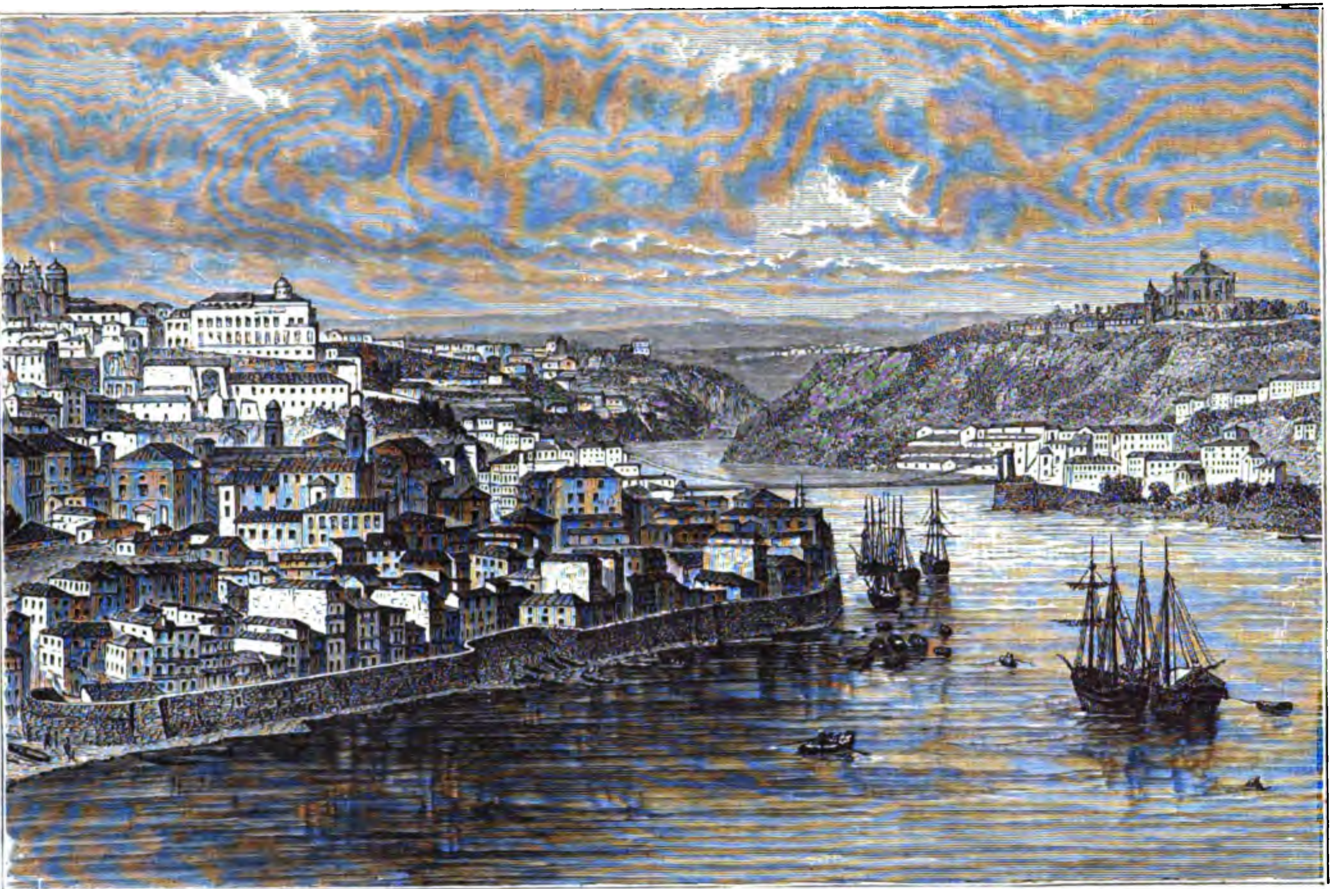


LE MARÉCHAL SOULT.

Mortier et Suchet en Aragon, Ney en Galice. De nombreux détachements reliaient entre eux tous ces corps d'armée. On a calculé que toutes ces divisions, malgré les emprunts que leur avait faits Napoléon pour la guerre du Danube, présentaient encore un effectif de 300 000 hommes; mais le chiffre des non-valeurs était considérable; il s'élevait au moins à la moitié. Ainsi Soult n'avait sous ses ordres que 25 000 combattants au lieu de 47 000, et Ney 17 000 au lieu de

37000. En outre les soldats étaient mécontents, fatigués et dénués de tout. Ils ne combattaient plus sous les yeux de l'Empereur, et ils étaient démoralisés par leurs habitudes de maraude et par la nécessité de se venger des atrocités dont ils étaient trop souvent les victimes de la part des habitants. Enfin il n'y avait pas d'unité dans le commandement. Joseph n'était pas obéi. Les maréchaux se jalousaient entre eux et n'étaient pas disposés à sacrifier leurs convoitises et leurs ambitions à l'intérêt commun. Soldats et généraux se considéraient comme sacrifiés à une besogne ingrate et sans gloire. Ils ne se battaient plus par dévouement, mais par esprit de discipline militaire et par instinct de conservation. Aussi la guerre d'Espagne ne devait-elle être qu'une série d'entreprises avortées et décousues, de combats inutiles, et, à la fin, de désastres répétés.

Les premiers adversaires que Soult rencontra sur sa route furent le général espagnol La Romana, qu'il battit à Monterey, et le général portugais Sylveira, qu'il battit à Villasa et à Chaves (13 mars 1809). Une seconde armée portugaise était postée à Braga, sous le commandement de Bernardin Freire. Excitée par quelques meneurs, la populace massacra cet infortuné général pour le punir d'avoir évacué les positions du mont Adaufe, qu'il ne jugeait pas tenables, et qui furent en effet emportées par les Français après une heure de combat (20 mars). Soult se mit aussitôt en marche sur Oporto, mais avec une armée fort réduite par les détachements qu'il était obligé de laisser en arrière, et aussi par de fréquentes escarmouches. A Oporto, la population, excitée par son évêque, avait pris les armes et improvisé une longue ligne de fortifications qui allait du Douro à la mer. Sur l'annonce des malheurs de Braga, elle avait massacré au hasard une vingtaine des citoyens les plus éclairés de la ville et traîné leurs cadavres dans les rues. Soult ne laissa pas le temps aux défenseurs d'Oporto d'organiser une seconde Saragosse. Il divisa son armée en trois corps : les deux ailes feraient de fausses attaques aux extrémités de la ligne fortifiée, et le centre pénétrerait dans la ville. Les Portugais se laissèrent tromper par ces démonstrations, et, pendant qu'ils couraient en désordre sur les deux points menacés, nos soldats entraient à Oporto, s'emparaient du pont de bateaux sur le Douro, et fermaient toute retraite aux fuyards. Ils furent impitoyables dans la répression, car ils avaient trouvé sur une des places



OPORTO.

plusieurs de leurs camarades mutilés avec barbarie. Près de 800 Portugais tombèrent sur le champ de bataille ou se noyèrent dans le Douro (17-18 mars).

On était arrivé aux premiers jours d'avril. Soult n'avait encore remporté que des succès. Solidement établi à Oporto, la seconde ville du royaume, il pensait s'y maintenir contre toute attaque venant du midi, mais il avait à peine franchi le quart de la distance qui sépare Lisbonne de la frontière espagnole, qu'il avait déjà besoin de s'arrêter quelques jours pour faire reposer ses hommes et réparer son matériel. Déjà se reformaient sur ses derrières les bandes qu'il avait battues à Chaves et à Braga. Déjà nos détachements étaient enlevés et nos communications menacées. On annonçait que les Anglais marchaient à notre rencontre et il n'avait encore reçu aucune nouvelle du maréchal Victor. Certes il n'y avait pas de reproches à adresser à Soult : il avait fait tout ce que les circonstances permettaient de faire; mais, malgré ses succès, il était réduit à la défensive. Sans le concours de Victor, ses opérations ne pouvaient être et ne furent que stériles. Marcher seul sur Lisbonne eût été plus que de la témérité. Le maréchal se trouva donc arrêté dans sa victoire, et put dès lors prévoir le moment où il serait obligé de renoncer à son éphémère conquête.

Aussi bien, si Victor n'avait pas exécuté le mouvement convenu, c'est qu'il avait été, lui aussi, arrêté par d'insurmontables obstacles. Les armées espagnoles de la Manche et de l'Estramadure, battues à Uclès et à Almaraz, s'étaient réorganisées. La première, sous Cartoajal, appuyée sur les défilés de la Sierra Morena, menaçait le Tage. La seconde, commandée par Gregorio de la Cuesta, menaçait Madrid. Il était difficile à Victor de s'avancer en Portugal tant que ces deux armées menaceraient son flanc et ses derrières. Il se décida donc à marcher contre La Cuesta, pendant que son lieutenant Sébastiani marchait contre Cartoajal. Presque au même jour nos soldats remportèrent deux brillantes victoires. Le 28 mars, à Medellin sur le Guadiana, La Cuesta perdait une dizaine de mille hommes, et à Ciudad Real, le 27 mars, Cartoajal était battu, puis poursuivi jusque dans les défilés de la Sierra Morena. Il est vrai que les Espagnols, toujours battus, ne se décourageaient jamais. L'armée de la Manche, grâce aux prisonniers qui s'échappaient et aux insurgés qui la recru-

taient, comptait encore, quelques jours après le désastre de Ciudad Real, environ 30 000 soldats, et Victor, qui s'était pourtant avancé jusqu'à Merida, apprenait que le pays entier se soulevait sur ses derrières et que ses communications avec Madrid étaient menacées. Était-il prudent de sa part de s'avancer dans la direction de Lisbonne, comme le lui prescrivaient les instructions de l'Empereur? C'était s'exposer à un second Baylen, car depuis plusieurs semaines il n'avait reçu aucune nouvelle de Soult, et il n'osait s'aventurer avec une grande armée sur ses derrières; en sorte qu'il se trouva arrêté, bien que vainqueur, comme Soult l'était à Oporto, et que les combinaisons de l'Empereur échouèrent, non par la faute des maréchaux chargés de les exécuter, mais par l'effet des circonstances.

Certes, si Napoléon s'était trouvé en Espagne, ou s'il avait délégué à un seul homme l'autorité nécessaire pour prendre une grande décision, il eût été facile soit de venir en aide à Soult en lui adjoignant tout le corps d'armée de Ney qui guerroyait assez inutilement en Galice, soit de secourir Victor en le renforçant du corps d'armée de Mortier, tout à fait inutile à Logrono et à Burgos; mais personne n'avait une autorité suffisante pour assumer une telle responsabilité. D'ailleurs les maréchaux se jalousaient et se souciaient peu de se secourir entre eux. A ces déplorables incertitudes, à ces mesquines rivalités, les alliés opposaient, au moment même, de viriles résolutions. Un renfort de troupes anglaises venait d'arriver à Lisbonne, et à la tête des nouvelles et des anciennes troupes avait été placé un général unique, Wellesley, investi de l'autorité absolue. La régence de Lisbonne lui avait en outre donné le commandement suprême sur toutes les troupes portugaises. Ferme et solide, plein de bon sens, ne s'attachant qu'aux choses pratiques, et dédaigneux des utopies, Wellesley était l'homme de la situation. A peine débarqué en Portugal, il comprit tout de suite que, des deux armées qui menaçaient le pays, il fallait négliger celle de Victor, qui était fort en arrière, et concentrer ses efforts contre celle de Soult, encore campée à Oporto. Il prit donc la résolution de marcher contre Soult avec toutes les forces dont il disposait.

Le maréchal ne s'attendait pas à cette irruption dans ses lignes. Solidement retranché dans de fortes positions sur le Douro, il s'était habitué à considérer la province d'Oporto comme une conquête défi-

nitive à organiser. Circonvenu par des flatteurs qui espéraient bâtir leur fortune en même temps que la sienne, trompé par les prévenances intéressées des notables, n'alla-t-il pas jusqu'à s'imaginer que le Portugal pourrait être quelque jour transformé en une royauté vassale, dont il deviendrait le titulaire! On connaissait au camp français les secrètes espérances de Soult. Quelques-uns de ses lieutenants les encourageaient. D'autres, et ils étaient les plus nombreux, restaient fidèles au drapeau, et même s'apprêtaient à recourir à la violence pour arrêter les coupables projets de leur chef. Wellesley était au courant de ces intrigues. Il en profita pour endormir le maréchal dans une trompeuse sécurité, en faisant à quelques officiers français, qui eurent le tort d'entrer en relation avec lui, de faciles promesses. Pendant que Soult restait immobile dans ses cantonnements, et cherchait à provoquer, par voie d'adresses et de députations, une sorte de pronunciamiento à son profit, Wellesley marchait droit sur Oporto à la tête de 28 000 excellents soldats, et son lieutenant Beresford, avec 20 000 Portugais dirigés par des officiers anglais, essayait un mouvement tournant contre le défilé de Chaves. Le 10 mai les Anglais surprenaient notre avant-garde à Alberganova, et se dirigeaient tout de suite contre Oporto. Il peut sembler extraordinaire que Soult, prévenu par ses éclaireurs, n'ait pas pris tout de suite ses dispositions pour défendre le passage du Douro, mais il comptait tellement sur la force de cet obstacle, qu'il se contenta de retirer sur la rive droite du fleuve les embarcations qui se trouvaient dans le voisinage immédiat d'Oporto. Wellesley occupe sans bruit le faubourg de la rive gauche, dissimule ses canons derrière les petites collines de la Sarea, et, témoin de la négligence singulière avec laquelle sont gardées nos positions, fait occuper par un bataillon une position avancée, au delà du fleuve, qu'on nommait le Séminaire. Il la transforme aussitôt en citadelle et la couvre de soldats. Au moment où nos sentinelles se décident enfin à donner l'alarme, il est déjà assez fort pour résister dans cette nouvelle Lobau. En vain Soult multiplie ses attaques. De minute en minute le nombre des assaillants augmente. Les habitants commencent à prendre les armes et se joignent à eux. Deux des lieutenants de Wellesley, Murray et Sherbrooke, profitent de la confusion pour franchir le Douro à Avintas et à Villanova. Bientôt nos soldats sont chassés de leurs positions,

et obligés de battre précipitamment en retraite, en confiant leurs blessés à la générosité du vainqueur.

La surprise d'Oporto pouvait devenir un désastre. Une seule route en effet restait ouverte à l'armée française, celle de la Tamega par Penafiel et Amarante; mais Beresford et les Portguais venaient de s'emparer de cette dernière ville et la route était coupée; c'est-à-dire que Soult, de même que Dupont à Baylen, était pris entre les deux armées de Beresford et de Wellesley, et qu'il lui fallait ou s'ouvrir un passage à travers les soldats de Beresford, mais en ce cas Wellesley aurait le temps de secourir son lieutenant, ou bien revenir à Oporto, et défiler sous le feu de l'armée anglaise. Dans cette situation désespérée, Soult se retrouva le grand manœuvrier qu'il avait été jusqu'alors. Informé qu'un sentier conduisait de Penafiel à Guimaraens, sur les pentes de la sierra de Catalina, il sacrifie sans hésitation son artillerie et ses bagages et arrive à Guimaraens, où il rejoint ses deux divisionnaires Loyson et Lorge. Une fois à Guimaraens, il avait à choisir entre les routes de Braga à gauche et de Chaves à droite, mais l'ennemi était déjà maître de Chaves, et Braga était sans doute coupé par Wellesley. Avec une décision qui l'honore, Soult impose à ses divisionnaires Loyson et Lorge le même sacrifice qu'au reste de l'armée, et s'engage par les gorges affreuses du Cavado sur une route intermédiaire qui doit le conduire à Orense; mais il lui fallut passer sur le corps des paysans en armes, et livrer des combats continuels avec les avant-gardes anglaises, et cela par un temps affreux qui changeait en torrent chaque ruisseau. Deux fois l'armée faillit être arrêtée aux passages du Cavado et du Miserella. Le 18 mai 1809 nos soldats arrivèrent enfin à Orense, mais nu-pieds, sans bagages et sans munitions. L'honneur du drapeau était sauf, et, par cette marche hardie, Soult avait réparé ses négligences, et montré qu'il était encore le tacticien d'Austerlitz. Le Portugal n'en était pas moins perdu, et le maréchal qui, deux mois auparavant, était entré en triomphateur dans ce pays, pouvait s'estimer heureux d'avoir échappé à son habile adversaire et de ramener les débris de son armée. Il les conduisit aussitôt à Zamora pour la réorganiser et pour se rapprocher de Madrid.

La retraite de Soult entraîna celle de Ney. Mécontent d'être laissé seul dans un pays sans ressources et sans vivres, harcelé d'ailleurs

par des bandes d'insurgés qui ne lui laissaient ni trêve ni repos, et craignant d'être acculé à la mer par les Anglo-Portugais, Ney se décida à évacuer la Galice, et même les grands ports de la Corogne et du Ferrol, où il aurait pu organiser la résistance. Il se retira à Astorga.

Comme au lendemain de Baylen, les Français reculaient donc de tous les côtés, et Victor, au centre, allait se trouver exposé à la double attaque des Espagnols et des Anglo-Portugais. On a prétendu que Wellesley avait eu beaucoup de bonheur dans cette campagne. Il se peut qu'il ait été servi par la négligence de ses adversaires, mais son plan était réfléchi, et il fut exécuté avec une précision étonnante. C'était le futur vainqueur de Waterloo, qui se révélait avec ses qualités de prudence et de ténacité. Ainsi que l'a écrit Lanfrey : « Il n'y avait plus à s'y tromper, il nous était né un ennemi formidable, et l'Angleterre, qui pleurait encore Nelson et Pitt, avait retrouvé un homme ».

Après avoir rejeté Soult hors du Portugal et déterminé l'évacuation de la Galice par Ney, Wellesley prit une résolution hardie, celle d'une marche sur Madrid. Commandant les troupes anglo-portugaises, il eût importé au succès de ses desseins qu'il eût aussi le commandement suprême des Espagnols, mais l'orgueil castillan ne s'accommoda pas de cette sorte d'infériorité. Il est vrai que la junte suprême de Séville mit à sa disposition toutes les ressources militaires du pays, mais La Cuesta et Venegas, les commandants de l'Estramadure et de la Manche, restaient les chefs immédiats de leurs soldats. Ce fut peut-être à ce manque d'unité dans le commandement que Wellesley dut la non-réussite de son plan. Il eut en outre à lutter contre des difficultés matérielles incessantes. Le pays épuisé ne présentait aucune ressource, et il ne trouvait ni les subsistances ni les moyens de transport qu'on lui avait promis. A peine avait-il dessiné son mouvement que ses troupes étaient réduites à la disette. Laissant en face des corps français épars sur le Douro son lieutenant Beresford, il partit d'Abrantès et arriva bientôt à Oropesa, où il opéra sa jonction avec les 38 000 hommes de La Cuesta. L'occasion était excellente pour écraser les Français. Victor était alors réduit à ses seules forces, mais rien ne put décider La Cuesta à engager le combat. Victor put battre en retraite, sans être inquiété,

jusqu'à Tolède, où il fut rejoint par Sébastiani et par le roi Joseph. Il avait alors sous la main près de 45 000 hommes. Il pouvait donc tenir tête aux alliés, et attendre les renforts qu'on lui avait promis.

Du fond de l'Autriche, à la nouvelle de l'évacuation du Portugal, Napoléon avait en effet deviné le plan de Wellesley et pris ses dispositions pour l'entraver. Il avait donc ordonné à Victor de rester sur la défensive, et à Soult d'opérer un mouvement tournant qui l'amènerait sur les derrières de Wellesley. Trois corps étaient alors disponibles en Espagne, ceux de Soult à Zamora, de Ney à Astorga et de Moncey à Burgos. L'Empereur les réunit tous les trois, en donna le commandement à Soult, et lui prescrivit de se porter en toute hâte à Plasencia, sur les derrières de Wellesley. Ce dernier, attaqué en face par Victor, en arrière par Soult, aurait alors été fort compromis, mais il fallait que les deux attaques fussent simultanées. Il importait donc que Victor restât sur la défensive jusqu'à ce qu'il se fût aperçu, à l'hésitation de son adversaire, que Soult commençait son mouvement. Par malheur les communications entre nos divers corps d'armée étaient rares, difficiles même, et les deux maréchaux n'étaient avertis que trop tard de leurs manœuvres. En outre, par suite de la concentration entre les mains de Victor de toutes les troupes disponibles aux environs de Madrid, la capitale se trouvait découverte. Elle était directement menacée par l'armée de la Manche, commandée par Venegas, le successeur de Cartoajal. Déjà même nos employés et nos rares partisans avaient transformé le Retiro en forteresse, et, avec une faible garnison de 4 000 hommes, commandés par Belliard, se préparaient à s'y défendre. Or, si Victor continuait sa marche rétrograde, il est probable que Venegas se porterait sur Madrid et l'occuperait. Le roi Joseph, qui n'avait pas oublié l'effet moral produit par l'évacuation de Madrid après Baylen, ne voulait pas s'exposer à un pareil désastre. De concert avec Victor, qui n'avait pas reçu de nouvelles de Soult, et n'apercevant aucun flottement dans la marche en avant de Wellesley, Joseph résolut donc, pour sauver sa capitale, de livrer une bataille. Ce devait être l'importante bataille de Talavera.

Fidèle à ses habitudes de prudence, et fort inquiet d'ailleurs sur les conséquences probables de la manœuvre de Soult, qui venait de

lui être signalée par ses éclaireurs, Wellesley s'était arrêté sur la forte position de Talavera, adossé à une chaîne de collines d'un accès difficile et qui se terminaient par un mamelon plus élevé que les autres. Il y avait porté ses meilleures troupes et ses plus solides lieutenants, Sherbrooke, Hill, Campbell, Mackenzie. A Talavera même, protégés par des fossés, des abatis d'arbres ou des remblais de terre, étaient établis les Espagnols de La Cuesta, car Wellesley se méfiait de leur inexpérience, et savait que les levées insurrectionnelles, capables de résistance derrière des débris même improvisés, ne peuvent entreprendre en rase campagne de manœuvre sérieuse. Il était donc fermement résolu à rester sur la défensive. Le maréchal Jourdan avait été nommé par Napoléon major général, mais son autorité était fort précaire. Avec son coup d'œil militaire, il reconnut tout de suite la force des positions anglo-espagnoles, et conseilla de ne pas attaquer. D'ailleurs il était nécessaire d'attendre que Soult eût exécuté son mouvement tournant. Le roi Joseph, inquiet pour sa capitale, et Victor, jaloux de ne pas laisser à son collègue l'honneur d'avoir déterminé la retraite des alliés, insistèrent sur la nécessité de livrer bataille. Jourdan se résigna.

Le 27 juillet les armées étaient en présence. La journée était déjà fort avancée, mais Victor, qui avait étudié le terrain et qui connaissait l'importance du mamelon situé à l'extrême gauche des Anglais, donna l'ordre de l'enlever. Si l'attaque réussissait, on pouvait espérer que les Anglais, tournés sur leur gauche, seraient obligés d'exécuter un changement de front et de combattre le fleuve à dos. La division Ruffin s'élança à l'assaut des hauteurs, mais elle fut mal soutenue par les troupes de réserve et repoussée. C'était un premier échec de mauvais augure pour le lendemain. Wellesley connaissait en effet le point faible de sa position, et il était probable qu'on le trouverait sur ses gardes.

Le 28 au point du jour, après une vive canonnade, Victor lança de nouveau contre le mamelon la division Ruffin, soutenue cette fois par la division Villate. Les réserves anglaises que Wellesley y avait dirigées pendant la nuit accueillirent nos soldats par des décharges meurtrières, et, pour la seconde fois, les forcèrent de reculer avec une perte de 1 500 hommes. Ce second échec était beaucoup plus grave que le premier, car nos troupes commençaient à se décourager,

et Wellesley, désormais convaincu de l'importance du mamelon, ne cessait d'y envoyer des réserves.

Vers les deux heures de l'après-midi, le combat, qui, d'un accord tacite, avait été suspendu, reprit avec une nouvelle violence. Victor avait cette fois résolu une attaque générale. Le corps de Sébastiani engagea l'action au centre, et fit de rapides progrès. Tout pliait devant nous, mais une charge énergique du colonel anglais Donellan changea brusquement la face des choses. Les Anglais ressaisirent la victoire qui leur échappait, et leur artillerie bien dirigée fit d'affreux ravages dans nos rangs. Au même moment Victor attaquait pour la troisième fois le mamelon, mais la cavalerie anglaise, par un effort désespéré, arrêta le mouvement. Un régiment de dragons, le vingt-troisième, emporté par son élan, traversa toute notre armée, mais fut sabré à son tour et complètement détruit, mais le mamelon restait intact, et les Anglais conservaient toutes leurs positions.

Victor n'avait pas été vaincu. Il aurait volontiers pour la quatrième fois ramené au feu ses intrépides soldats, mais 7 000 d'entre eux jonchaient le champ de bataille, et l'on venait d'apprendre que Venegas tentait une diversion contre Madrid. Aussi le maréchal résolut-il de battre en retraite, à la fois pour prévenir l'irruption de Venegas et pour donner à Soult le temps d'arriver à son aide. C'est ce qu'il aurait dû faire sans livrer de bataille et sans répandre tant de sang inutile. Quant aux Anglais, bien qu'ils aient campé sur le champ de bataille, leur victoire était si peu décisive que non seulement ils ne songèrent pas à nous poursuivre, mais encore abandonnèrent d'eux-mêmes leurs fortes positions, en confiant leurs blessés à notre générosité. Soult venait en effet d'arriver à Plasencia et menaçait leur ligne de retraite. Menacé d'une double attaque par des forces très supérieures aux siennes, Wellesley se mit aussitôt en retraite. Il repasse le Tage à Ponte del Arzobispo, et se replie à travers les chemins impraticables de la sierra de Guadalupe jusqu'à Truxillo. On se demande comment Soult et Victor ne profitèrent pas de cette retraite précipitée pour acculer leur adversaire et lui infliger un sanglant désastre, mais Soult fut mal obéi, et Victor ne songea même pas à inquiéter la retraite de Wellesley, qui put se mettre à couvert sous le canon de Badajoz, et de là rentrer en Portugal.

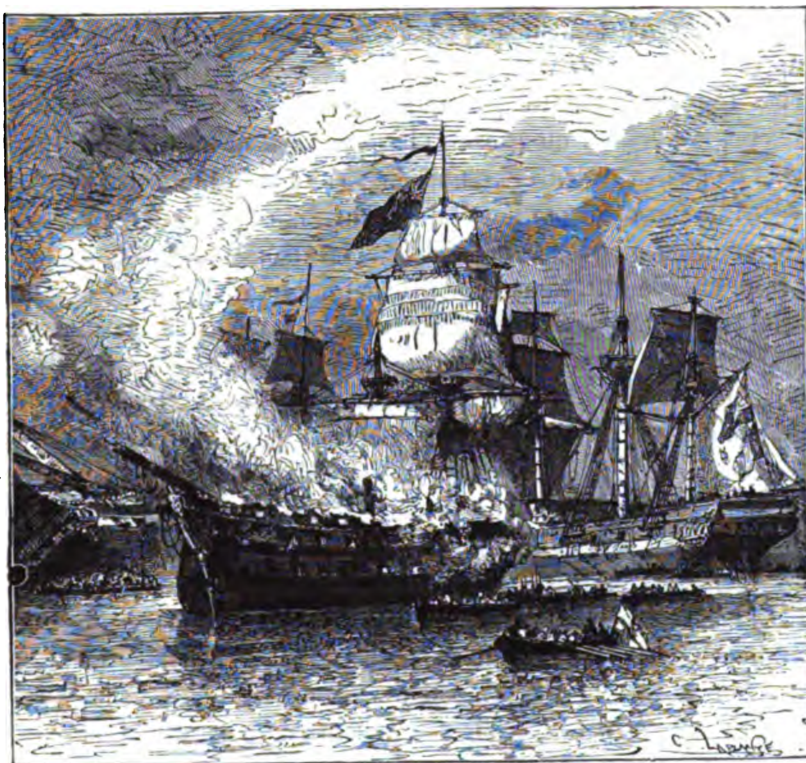
Les Espagnols payèrent pour les Anglais. Aussitôt après la bataille

de Talavera, Sébastiani s'était jeté à la poursuite de Venegas et l'avait battu à Almonacid (11 août). Victor de son côté avait battu La Cuesta à Truxillo, et l'avait rejeté dans la montagne (8 août). Si le roi Joseph, réunissant les deux armées victorieuses, les avait données à Soult, et si ce dernier, prenant l'offensive, avait pénétré en Portugal et marché sur Lisbonne, il est probable que la manœuvre eût été décisive; mais l'Empereur n'avait pas donné d'instructions à ce sujet. Joseph n'osa pas assumer la responsabilité, et les maréchaux Victor et Soult, jaloux l'un de l'autre, préférèrent ne pas sortir de l'inaction.

En résumé, si nous avions été chassés du Portugal, et si nous avions perdu la Galice, néanmoins la campagne de 1809 se terminait en notre faveur. Wellesley avait été arrêté dans sa marche contre Madrid, et, malgré sa victoire de Talavera, il avait été obligé de se mettre en retraite. La Cuesta et Venegas étaient réduits à l'impuissance. Ney contenait Beresford. Enfin, en Catalogne et dans l'Aragon nous avions remporté de véritables succès. Dans la première de ces deux provinces, Gouvion Saint-Cyr s'était emparé de Girone, après un siège mémorable, que ses défenseurs avaient soutenu pendant plus de six mois (10 décembre). En Aragon Mortier d'abord, Suchet ensuite avaient dispersé les bandes de Blake à Maria et à Belchite, et l'avaient forcé à chercher un asile sous Tortose (15 juin). Suchet avait même réussi à pacifier tout à fait la province. Donc le Portugal et l'Espagne, malgré le concours armé de l'Angleterre, ne pouvaient ni réparer la défaite de Wagram, ni empêcher la paix. Napoléon, pour forcer l'Autriche dans ses derniers retranchements, allait pouvoir invoquer le fait accompli.

Ce fut à ce moment précis que la nouvelle du débarquement des Anglais sur les côtes de Belgique vint de nouveau tout remettre en question. On sait que les Anglais s'étaient décidés à prendre une part active à la guerre. Ce n'était pas seulement dans la péninsule Ibérique qu'ils avaient envoyé des soldats. Ils s'étaient emparés de nos dernières colonies, de Saint-Domingue, de la Martinique, de la Guyane et du Sénégal. En outre ils menaçaient directement nos côtes et se disposaient à tenter sur le continent une puissante diversion. Le 11 avril 1809 une flotte anglaise, composée de douze vaisseaux, dix-sept frégates et trente-cinq brûlots, avait surpris, dans la rade de

l'île d'Aix, une escadre française de douze vaisseaux et quatre frégates. Par un hasard miraculeux tous nos vaisseaux avaient été préservés de l'incendie, mais quatre d'entre eux qui s'étaient jetés à la côte et avaient échoué sur des rochers furent canonnés et brûlés, soit par l'escadre anglaise, soit par leurs propres équipages réduits à les



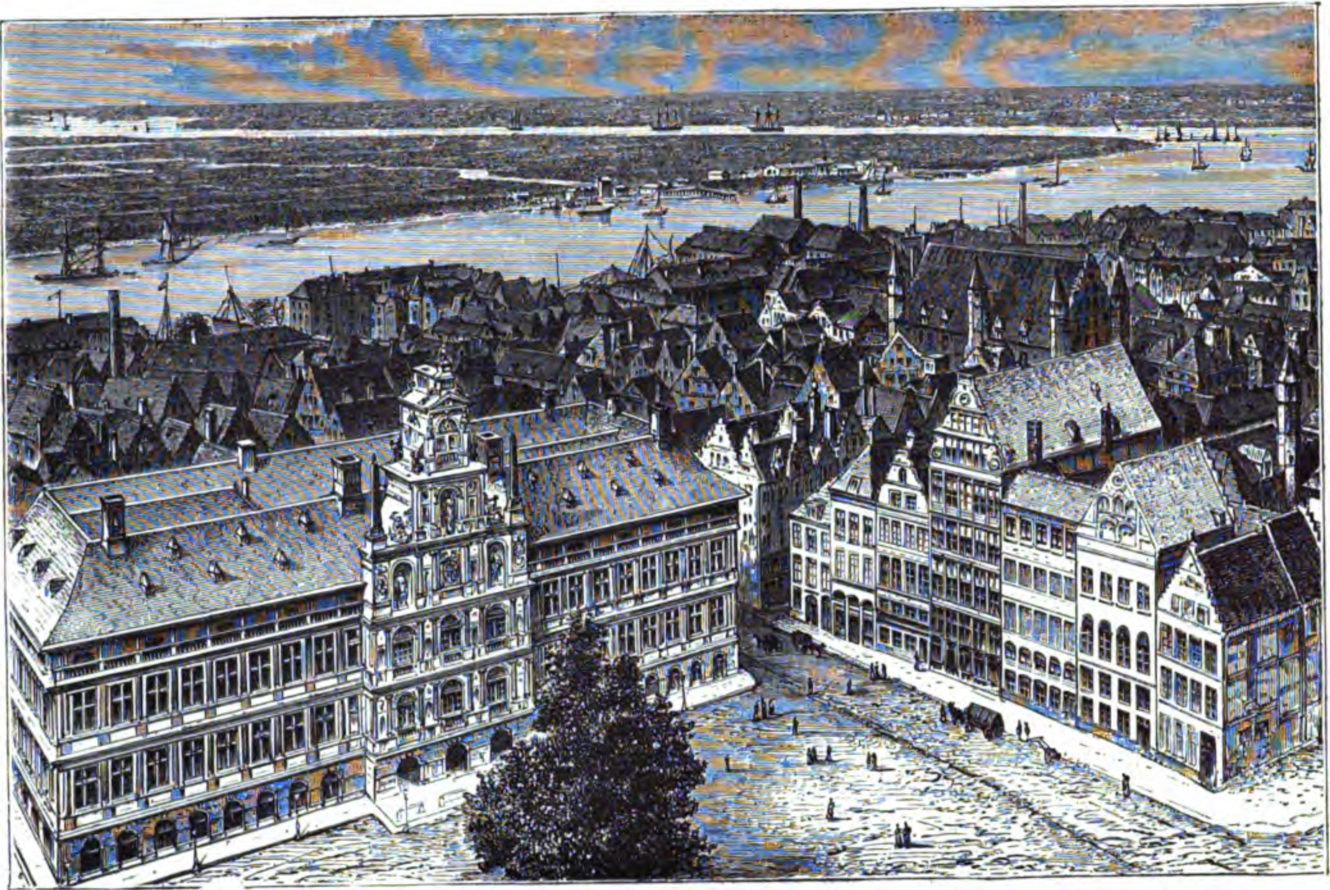
L'ILE D'AIX.

évacuer. Tout notre littoral était donc menacé, et sur toutes les mers les Anglais affirmaient de plus en plus leur écrasante supériorité.

L'expédition de l'île d'Aix n'était que le prélude d'une grande opération de débarquement que l'Angleterre destinait, non pas, comme elle l'avait tant de fois promis, à soulever l'Allemagne du Nord, mais à détruire Anvers et à combler l'Escaut. Napoléon avait accumulé à Anvers de prodigieux ouvrages, il en avait fait, suivant son expression, comme un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre.

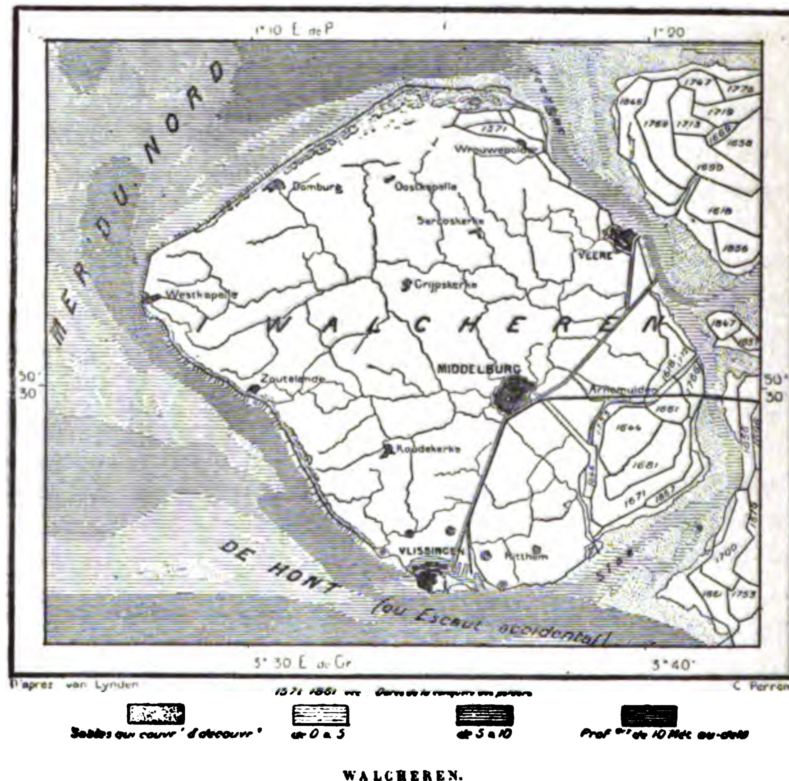
Aussi les Anglais voulaient-ils à tout prix s'emparer de cette place, et, s'ils ne pouvaient s'y maintenir, au moins détruire nos naissants établissements. D'abord la Hollande était mal disposée à l'égard de Napoléon. Le roi Louis ne cachait plus son opposition et encourageait tous les mécontents de l'intérieur. Une fois maîtres d'Anvers, les Anglais espéraient insurger la Hollande et grouper autour d'eux tous ceux qui, dans le Nord, croyaient avoir à se plaindre de Napoléon. Aussi avaient-ils préparé avec le plus grand soin cette expédition. Quarante vaisseaux de ligne, trente frégates, sept à huit cents transports montés par quarante mille soldats, neuf mille chevaux, cent cinquante grosses pièces de siège et un immense matériel de guerre avaient été réunis dans la Tamise. Les forces de mer étaient commandées par l'amiral Strachan et celles de terre par un officier médiocre, que recommandait seule sa naissance, lord Chatham, le frère aîné de Pitt. Nous ne pouvions presque rien opposer à cette formidable armada. Nos frontières nationales étaient dégarnies, et nos ports de la Manche et de la mer du Nord sans défense. Dans les îles de la Zélande, à Walcheren et à Flessingue, trois mille hommes, commandés par un vétéran des guerres républicaines, le général Monnet; à Breskens, à Botz, à Lillo, quelques centaines de soldats sous le général Rousseau; à Anvers même, à peine deux mille hommes de garnison, mais sans un canon sur les remparts; quelques faibles détachements de conscrits et de gardes nationaux pour garder les débris de la flottille de Boulogne : tels étaient, avec la flotte de Missiessy aux bouches de l'Escaut, les seuls obstacles qui pouvaient arrêter l'armée d'invasion. Si les Anglais avaient débarqué à Ostende ou à Blankenberg, et poussé droit sur Anvers par Bruges et Gand, ils pouvaient, presque sans tirer un coup de fusil, surprendre Anvers et couper la retraite aux vaisseaux de Missiessy; mais ils craignirent de s'aventurer sur le territoire français, même pour une simple marche de vingt-cinq lieues, et manœuvrèrent avec toute la lenteur désirable pour nous donner le temps de déjouer leurs projets.

Le 29 juillet 1809 l'armada paraissait en vue de Walcheren. Aussitôt commençait le débarquement. Missiessy, prévenu à temps, remontait l'Escaut et se mettait en sûreté dans le port d'Anvers. Au lieu de marcher droit sur Anvers qui n'aurait pu résister, les Anglais commencèrent le siège de Flessingue, et investirent métho-



ANVERS.

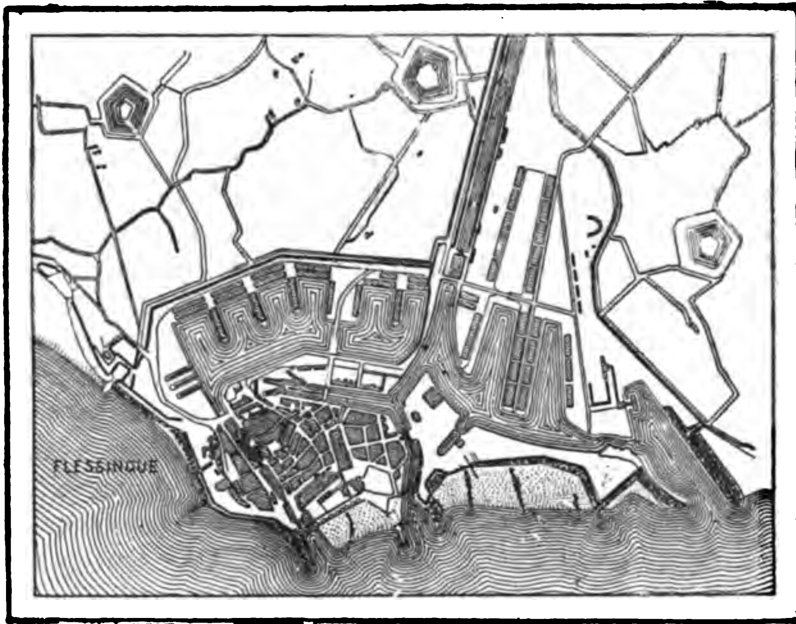
diquement la place, comme si elle eût été capable de résister. Pendant ce temps Fouché, ministre de la police générale, aidé par Clarke, le ministre de la guerre, organisait la résistance. La garde nationale des départements du Nord était mobilisée. Tous les dépôts et toute la gendarmerie étaient envoyés à Lille. Le roi Louis concentrait à Berg-op-Zoom ses régiments et les contingents de



WALCHEREN.

l'Allemagne du Nord. En peu de jours cent mille hommes étaient réunis et le maréchal Bernadotte prenait le commandement de cette armée improvisée. Bernadotte était alors en disgrâce. Il avait, après Wagram, publié un ordre du jour malencontreux où il exaltait l'héroïsme de son corps d'armée, qui justement s'était fait remarquer par sa mollesse et ses hésitations. L'Empereur ne l'avait épargné qu'à cause de sa parenté avec le roi Joseph, mais il l'avait renvoyé de l'armée. Sous l'impérieuse pression du danger, il n'hésita pourtant

pas à l'investir de nouveau d'un grand commandement. Bernadotte se montra digne de la confiance qu'on lui témoignait. Il courut à Anvers pour diriger la défense et organiser, au fur et à mesure qu'elles lui seraient envoyées, les forces disponibles. En peu de jours la ville fut garnie de troupes, le fleuve bordé de batteries, et la flotte mise à l'abri sous le canon des forts. Les Anglais pouvaient se présenter : Anvers était à l'abri d'un coup de main.



FLESSINGUE.

C'est surtout à la guerre qu'il faut savoir profiter de l'occasion. Or les Anglais avaient perdu un temps précieux devant Flessingue. Ils réussirent, il est vrai, à s'emparer de cette place, que le général Monnet défendit avec mollesse, et qui d'ailleurs ne put supporter que trois jours l'effroyable bombardement de près de douze cents canons (15 août), mais, quand ils voulurent remonter l'Escaut, Anvers était déjà en état de résister à un siège en règle. Le 26 août les Anglais n'avaient pas avancé d'un pas, et déjà les fièvres paludéennes les décimaient. Strachan et Chatham, au lieu de s'entendre pour

une action commune, se renvoyaient l'un à l'autre la responsabilité d'une entreprise mal engagée. On tint un conseil de guerre, qui décida la retraite, sauf approbation du cabinet britannique. Près de dix mille hommes avaient déjà succombé dans les marais de Walcheren. On n'osait plus enterrer les hommes que la nuit, comme dans les villes désolées par la peste. La prise de Flessingue fut donc le seul fruit de ce gigantesque armement, qui avait coûté près de cinq cents millions, et encore la garnison laissée à Flessingue fut-elle bientôt obligée, à cause des maladies, d'évacuer la place, dont elle détruisit tous les ouvrages (14 décembre 1809).

Certes si les Anglais, au lieu d'ensevelir cette belle armée dans les boues de Walcheren, l'avaient débarquée dans l'Allemagne du Nord, il est probable que les membres du Tugendbund n'auraient pas été les seuls à prendre les armes, et que la Prusse serait, à leur suite, entrée en campagne. Si seulement ils l'avaient conduite en Espagne, Wellesley, avec 30000 soldats de plus, aurait occupé Madrid. Dans leur immense égoïsme les Anglais n'avaient songé qu'à détruire à Anvers une future rivale de Londres, et ces préoccupations mercantiles les avaient aveuglés sur la seule politique à suivre. Cette tentative, bien qu'avortée, aurait dû servir de leçon à Napoléon, en lui rappelant qu'il n'est pas bon pour un chef d'Etat de laisser le champ libre aux mécontents. Les partisans des Bourbons, comme ceux de la République, avaient profité de ces jours douteux pour relever la tête. Il n'y avait pas eu, à proprement parler, de conspiration, mais des paroles compromettantes avaient été échangées, et même parmi les indifférents on commençait à trouver précaire une situation où tout dépend de la vie et même de la présence d'un seul homme. Napoléon, de son côté, très au courant de ces troubles intérieurs, savait qu'il avait besoin de s'imposer par la victoire, et il ne pouvait se dissimuler que la victoire pouvait bien quelque jour lui échapper. Aussi résolut-il de brusquer les événements, et de profiter du double insuccès des Anglais en Espagne et à Walcheren pour en finir avec l'Autriche et lui dicter une paix onéreuse.

Il était grand temps de terminer les négociations d'Altenbourg, car la Russie prenait à notre égard une attitude provocante. Le Tsar avait profité de l'alliance française pour infliger aux Turcs et aux Suédois, c'est-à-dire à nos alliés naturels, de sanglantes défaites.

Aux premiers il avait enlevé la Moldavie et une partie de la Valachie, aux seconds les îles d'Aland et la Finlande, mais il était resté secrètement d'accord avec l'Autriche, et, bien que ses soldats combattissent à côté des nôtres en Galicie, le concours armé de la Russie ne pouvait être considéré comme sérieux. La Russie en effet n'acceptait qu'à contre-cœur l'idée d'un rétablissement possible de la Pologne. Dès qu'elle sut que Napoléon, dans ses négociations avec l'Autriche, avait demandé la cession de la Galicie, elle s'y opposa formellement : « L'idée de rétablir la Pologne germe dans toutes les têtes, écrivait au duc de Vicence Romanzoff, le chancelier d'Alexandre. Elle n'y repose pas comme un vœu secret : elle se prêche comme une croisade; mais cette idée ne peut chercher son accomplissement que dans la supposition que l'on parviendrait à désunir les deux empereurs. » Alexandre fit entendre le même vœu dans une lettre qu'il adressa directement à Napoléon : « Mes intérêts sont dans la main de Votre Majesté. J'aime à placer ma confiance entière dans son amitié pour moi. Elle peut m'en donner un gage certain en se rappelant ce que je lui ai souvent répété à Tilsitt et à Erfurt sur les intérêts de la Russie par rapport aux affaires de la ci-devant Pologne. » Et comme l'Empereur, fort embarrassé, avait répondu : « La Pologne va donner lieu à quelque contestation, mais le monde est assez grand pour que nous puissions nous arranger », le Tsar riposta : « S'il s'agit du rétablissement de la Pologne, l'Empereur se trompe. Dans ce cas-là, pour nous arranger, le monde n'est pas assez grand, car, pour moi, je ne veux rien. » Sur ce point l'opinion publique était unanime en Russie. Déjà même on parlait d'assassiner le Tsar s'il consentait à la cession de la Galicie soit à la France, soit au grand-duché de Varsovie. Il y avait donc là un point noir à l'horizon, et l'Empereur avait grand hâte d'en finir avec l'Autriche, afin de combattre les exigences de son équivoque allié, le tsar Alexandre.

Napoléon avait d'abord pensé à user de la victoire pour réduire l'Autriche au rang de puissance secondaire. Il avait pris comme base de la négociation la cession de toutes les provinces occupées par nos soldats, c'est-à-dire une population d'environ neuf millions d'habitants. Il avait également pensé à tailler en Autriche un certain nombre de royaumes qu'il aurait distribués à sa guise,

Bohême, Hongrie, Galicie, Croatie. Et de fait, à ne considérer que les intérêts de la France, mieux aurait valu rayer l'Autriche du nombre des nations que la laisser subsister amoindrie, humiliée et ne rêvant que revanche prochaine; mais Napoléon commençait à se considérer comme l'égal des souverains d'antique lignée, et il lui répugnait d'user à leur détriment des procédés révolutionnaires. D'ailleurs la résistance de l'Autriche l'avait étonné. Il ne s'attendait pas à trouver tant de ressort dans un peuple si souvent vaincu, et, sans qu'il en eût peut-être conscience, il éprouvait une sorte de respect pour cette monarchie aux abois, mais encore fière et résolue. Il se détermina donc à épargner cette fois encore l'Autriche, et se contenta de lui imposer de grands sacrifices. Il espérait l'affaiblir, mais ne voulait pas la ruiner. C'est une grave faute qu'il commettait. La leçon de Presbourg aurait dû lui servir. Il aurait certes mieux fait de pousser jusqu'à l'extrême les conséquences de la victoire et d'anéantir l'Autriche. De la sorte il n'aurait plus eu à redouter de la voir figurer de nouveau parmi nos ennemis. Ou bien, puisqu'il avait besoin d'une grande alliance continentale et ne pouvait compter ni sur la Prusse, qui dissimulait à peine ses armements, ni sur la Russie, qui se dérobait, il aurait mieux fait de se montrer généreux, de rendre à l'Autriche tout ce qu'elle avait perdu, d'augmenter même au besoin son territoire, et de se l'attacher à tout jamais par la reconnaissance et par l'intérêt. Il ne le fit pas : il devait plus tard s'en repentir cruellement.

Napoléon avait encore songé à faire abdiquer l'empereur François et à mettre sur le trône son frère Ferdinand, le grand-duc de Wurtzbourg, qui passait pour partisan de la France. Il se disait lui-même prêt à restituer à ce nouveau souverain toutes ses conquêtes territoriales, mais ce n'était de sa part qu'une feinte ou qu'un propos en l'air, car, les plénipotentiaires autrichiens ayant répondu que l'empereur François était prêt à se sacrifier pour assurer l'intégrité de la monarchie, Napoléon ne renouvela pas sa proposition. Il est fâcheux que cette combinaison n'ait pas été adoptée. Toutes les paix imposées à l'Autriche depuis une douzaine d'années contenaient en germe une guerre prochaine. C'est pour recouvrer les pertes de Campo-Formio que l'Autriche était rentrée en campagne deux ans plus tard; pour rentrer en possession des provinces

cédées à Lunéville qu'elle avait recommencé la guerre en 1805; pour prendre sa revanche du traité de Presbourg qu'elle avait formé la coalition de 1809. Avec un autre prince que l'empereur François, qui, après Wagram, aurait accepté des mains de Napoléon la monarchie autrichienne telle qu'elle existait à l'ouverture des hostilités, il n'y aurait eu ni défection, ni coalition à craindre. C'est donc un malheur pour la France et pour l'humanité que Napoléon n'ait pas accepté cette abdication qui aurait prévenu bien des catastrophes.

L'Autriche avait tout à gagner à la prolongation des négociations, car la Russie devenait malveillante : si donc l'Autriche réussissait à s'assurer son concours armé, il est probable que la Prusse entrerait dans la nouvelle coalition, et l'on pouvait tout espérer d'une ligue qui, cette fois, réunirait contre la France toutes les grandes puissances de l'Europe. Napoléon était assez clairvoyant pour comprendre la raison des atermoiements de l'Autriche. Comme il était pressé de rentrer en France, où régnait un grand mécontentement, comme, d'un autre côté, il ne tenait nullement à provoquer contre lui une nouvelle coalition, il finit par imposer un ultimatum à l'Autriche. Le 6 octobre il écrivait à son plénipotentiaire, Champagny : « Je vais aujourd'hui jusqu'aux frontières de Styrie pour voir le pays et le débouché des montagnes. A mon retour je veux avoir un résultat. Voulant faire ma campagne avant l'hiver, je ne puis pas attendre plus longtemps. » La Russie n'osait pas rompre violemment l'alliance d'Erfurt; la Prusse hésitait; l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal étaient bien éloignés. Il n'y avait plus qu'à accepter les dures lois du vainqueur : l'Autriche se résigna.

Le 14 octobre 1809 furent signés à Vienne les préliminaires de la paix. Ils étaient ratifiés six jours plus tard. L'Autriche cédait à la Bavière Salzbourg, Braunau et quelques districts sur l'Inn; à la Saxe divers territoires au nord du défilé de Schandau ; au grand-duché de Varsovie la Galicie occidentale entre Pilica et le Bug, le cercle de Zamosç et les mines de sel de la Wieliczka; à la Russie une partie de la Galicie orientale, les cercles de Zolkiew et de Zloczow; à la France l'Istrie, la Croatie, la Carniole et le littoral hongrois. Elle adhérait au blocus continental, reconnaissait Joseph comme roi d'Espagne, et payait une contribution de guerre de 85 millions. Enfin

elle promettait de ne plus avoir sur pied que 150 000 hommes. Elle perdait ainsi trois millions et demi de sujets, et était coupée de toute communication avec la mer; la Bavière l'entamait sur le Danube, et la frontière française était portée sur les Alpes Noriques, à quarante lieues de Vienne. Napoléon s'imaginait avoir dompté l'Autriche : il avait seulement exaspéré son ressentiment et légitimé de dures représailles.

Avant de rentrer à Paris, l'Empereur put se rendre compte du prodigieux changement opéré dans les esprits. Le 12 octobre, à la parade de Schœnbrunn, un jeune homme de dix-huit ans, Frédéric Staps, essaya de l'assassiner. « Qui vous a poussé à ce crime ? lui demanda Napoléon. — Personne. C'est l'intime conviction qu'en vous tuant je rendrai le plus grand service à mon pays et à l'Europe, qui m'a mis les armes à la main. — Un crime n'est donc rien pour vous. — Vous tuer n'est pas un crime; c'est un devoir. — Si je vous fais grâce, m'en sauriez-vous gré? — Non, je ne vous en tuerai pas moins. » Livré à une commission militaire, le jeune fanatique tomba comme un héros, en criant : « Vive la liberté ! vive la Germanie ! » La leçon était dure, mais elle fut inutile. Napoléon ne comprit pas ou feignit de ne pas comprendre que ces mots sacrés et glorieux de patrie et de liberté, au nom desquels la France avait conquis son indépendance, se retournaient contre lui. Stupéfait de cette manifestation isolée, mais significative, il s'empressa de quitter un pays où il sentait tant de haines soulevées contre lui ; mais cette paix bâtarde n'était qu'un armistice à peine déguisé, car, au moment même où s'échangeaient les ratifications, il était nécessaire d'envoyer plusieurs divisions dans le Tyrol, et de noyer dans le sang l'insurrection de cette province autrichienne qui ne voulait pas devenir bavaroise.

Tant que la partie décisive n'avait pas été livrée sur le Danube, le Tyrol avait été négligé. On s'était contenté de le considérer comme une sorte de forteresse assiégée dont il était facile de garder les avenues. Aussi l'insurrection avait-elle fait de grands progrès; mais, après Wagram, l'Empereur fit envahir de tous côtés la province rebelle. La lutte était par trop inégale. Lefebvre mit à prix la tête d'Hofer, le chef des insurgés. Ses lieutenants, Haspinger et Speckbacher, réussirent à passer la frontière. Hofer refusa de quitter sa

terre natale. On lui disait que sa cachette pouvait être dénoncée. « Je veux voir, répliqua-t-il, s'il y a un traître dans le Tyrol. » Le traître se rencontra. Hofer fut vendu et conduit prisonnier à Mantoue (janvier 1810). Ce hardi chef de partisans avait, à maintes reprises, arraché nos soldats prisonniers aux fureurs populaires; il méritait donc des égards. Napoléon fut inflexible. Livré à une commission militaire qui le condamna à mort, Hofer mourut en héros, refusant de solliciter sa grâce, simple et intrépide, comme on doit mourir pour son pays. Napoléon, pour prévenir tout retour de l'insurrection tyrolienne, divisa la province en trois parties: la Bavière en eut la grosse part. Ce qu'on nomme le Tyrol italien fut cédé au royaume d'Italie, et la Bavière reçut en échange Ratisbonne. Enfin le Pusterthal, c'est-à-dire les vallées supérieures du Rienz, de l'Eisach et de la Drave avec le col de Toblach, fut rattaché à l'Illyrie.

Ce n'étaient pas seulement des haines nationales que laissait après elle la paix de Vienne. Elle portait en elle tous les germes d'une guerre prochaine. La Russie en effet n'avait accepté que très à contre-cœur le cadeau qu'elle avait reçu de la Galicie orientale. Sans doute la Pologne n'avait pas été restaurée, et même le Tsar venait d'acquérir un nouveau lambeau de cet infortuné pays, mais, malgré les protestations de Napoléon, l'alliance de Tilsitt et d'Erfurt se trouvait détruite par cela même que les espérances de la Pologne avaient été encouragées, et que, d'un jour à l'autre, la question polonaise pouvait être de nouveau posée. En vain Napoléon assura-t-il le Tsar « qu'il était prêt à accepter que les noms de Pologne et de Polonais disparussent non seulement de toute transaction, mais même de l'histoire », le grand-duché de Varsovie n'en était pas moins toujours debout, et même venait d'être augmenté. Aussi de cette paix tant vantée allait-il résulter une sorte de querelle ouverte entre la France et la Russie, qui devait bientôt s'envenimer et aboutir à la plus terrible des guerres.

Humiliation et ressentiments mal dissimulés de l'Autriche, haines comprimées de l'Allemagne, méfiances de la Russie, tels étaient donc les uniques résultats de la campagne de 1809 et de la paix de Vienne.

CHAPITRE VI

CAMPAGNES D'ESPAGNE ET DE PORTUGAL

de 1810 à 1811

La paix de Vienne laissait à Napoléon la libre disposition de ses forces. Tout le monde s'attendait à le voir partir pour l'Espagne à la tête de renforts écrasants pour achever l'œuvre si mal commencée de la conquête, en jetant à la mer les Anglais et en réduisant les derniers insurgés portugais et espagnols. L'Empereur était tellement persuadé de la nécessité de son départ pour la péninsule, qu'il l'avait annoncé au Sénat, et le bruit de sa prochaine arrivée s'était si bien répandu que, dès le mois de novembre 1809, le roi Joseph avait envoyé des officiers à sa rencontre pour le complimenter.

Il est certain que sa présence aurait suffi pour mettre fin aux mesquines jalousies qui avaient jusqu'alors compromis le commandement, et surtout pour opérer une concentration de forces à laquelle rien n'eût résisté. Aussi ne peut-on trop s'étonner de ce qu'il n'ait pas persisté dans sa résolution, et n'ait pas dirigé lui-même une campagne qui eût été décisive.

Au lendemain de Talavera nos armées étaient restées dans l'inaction : Mortier et Soult dans l'Estramadure en face de Wellesley, qui venait de recevoir le titre de Wellington, sous lequel il sera dorénavant désigné ; Victor et Sébastiani dans la Manche, en face de l'armée d'Andalousie qui se réorganisait sous les ordres d'un général plein d'ardeur, Areizaga ; Saint-Cyr et Suchet en Catalogne et en Aragon contre Blake ; Ney dans la Vieille-Castille contre del Parque

et Beresford. Cette inaction tenait à plusieurs causes ; non pas seulement aux pertes considérables que nous avions subies, mais encore au manque d'unité dans le commandement et à l'ardeur extrême de nos ennemis. Certes nos pertes n'étaient pas irréparables, mais elles avaient été réelles, et Wellington, s'il n'avait pas réussi dans sa pointe hardie contre Madrid, pouvait au moins se vanter d'avoir gagné quelques mois de répit, pendant lesquels il consoliderait sa position et se préparerait à de nouvelles entreprises. A ce chef unique, si ferme dans ses résolutions, si bien secondé par ses lieutenants, nous ne pouvions opposer que des généraux jaloux les uns des autres et déterminés à ne s'incliner que devant la volonté de l'Empereur. Soult et Victor s'accusaient réciproquement de trahison, Saint-Cyr dénigrait par système ses collègues, Mortier et Ney n'aspiraient qu'à rentrer en France. Le roi Joseph, témoin de ces querelles, n'avait pas le prestige nécessaire pour les apaiser. Il ne parvenait même pas à réprimer les exactions de nos généraux ou les pillages de nos soldats, et, quand il adressait ses plaintes à l'Empereur, il n'obtenait, en guise de réponse, que de dures réprimandes. Maintes fois il avait pensé à se retirer, mais il n'eut jamais le courage de maintenir sa démission.

Autant les Français se montraient hésitants, autant les Espagnols étaient pleins d'ardeur et d'espérances. Ils n'avaient pourtant ni gouvernement légal, ni institutions régulières, ni ressources assurées. Les juntes provinciales étaient jalouses les unes des autres et n'obéissaient qu'à regret à la junte centrale de Séville. Les membres de cette assemblée, sans titre et sans attributions définies, avaient commis la lourde faute de ne pas demander à la nation la consécration de leurs pouvoirs : aussi leurs actes étaient-ils discutés, et leurs décisions contestées. C'était surtout pour la conduite des opérations militaires que cette absence d'une autorité respectée était regrettable. Il y avait des armées provinciales, mais nulle part d'armée nationale. On se battait, et certes avec courage, mais à peu près au hasard. L'Espagne pourtant était encore debout, car elle ne voulait pas être asservie, et, tant il est vrai que la bonne cause finit toujours par triompher, malgré les défaites répétées, malgré le manque de ressources, malgré la supériorité militaire incontestée des Français, personne n'avait encore renoncé à l'espoir de chasser les usurpateurs. Le Français était

l'ennemi national, contre lequel tout est permis, que l'on poursuit avec acharnement, nuit et jour, sans trêve ni merci. « Je vous ai bien des obligations, disait à Stanislas de Girardin un chef de famille de Miranda qu'il venait d'arracher à une mort certaine ; ma femme vous doit la vie ; je vous dois celle de mes enfants ; je n'ai qu'à me louer de vous sous tous les rapports. Eh bien, il faut que je vous fasse connaître ce qu'est dans le fond de son cœur un véritable Espagnol. S'il ne restait plus que vous de Français en Espagne, je vous tuerais de ma propre main afin d'en délivrer entièrement mon pays. »

Ce n'étaient pas seulement les hommes qui prenaient part à cette lutte nationale. Les femmes et les enfants eux-mêmes profitaient de toutes les occasions pour manifester leur haine. « J'ai vu aux environs de Ronda, écrivait le colonel Rocca, un garçon de huit ans venir jouer entre les jambes de nos chevaux. Il conduisit une petite partie de nos hussards dans une embuscade et se sauva tout à coup dans les rochers en jetant son bonnet en l'air et en criant : Vive « notre roi Ferdinand ! » A vrai dire, toute sécurité avait disparu pour nos soldats. Malheur à ceux qui tombaient entre les mains de l'ennemi. « Un caporal de la garnison, lisons-nous dans les *Mémoires* de Gonneville, fut trouvé pendu par les pieds dans la boutique d'un boucher de Zamora avec lequel il avait fait connaissance. Le boucher, aidé sans doute par quelque complice, avait fendu le caporal comme on fend un cochon, et l'avait entièrement vidé. Puis, cet horrible exploit accompli, il s'était sauvé, et, quand on entra dans sa maison, elle était démeublée. » Les blessés eux-mêmes n'étaient pas épargnés, et ils le savaient. Le colonel Gonneville rapporte qu'un jour, dans cette même ville de Zamora, à la suite d'une alerte, les blessés et les malades de l'hôpital coururent aux armes. « Ils étaient alignés le long des murs, contre lesquels ils s'appuyaient, ayant en main leur fusil et sur le dos leur giberne. Quelques-uns, croyant n'avoir pas le temps de se vêtir, n'avaient que leur chemise. De grands feux allumés sur la place de l'hôpital éclairaient les visages pâles de ces pauvres soldats déterminés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, car les Espagnols, quand ils s'emparaient d'un hôpital, égorgeaient presque toujours les blessés. »

Exaspérés par ces cruautés, les Français se montrèrent impitoyables dans la répression. Ils châtiaient pour ainsi dire au hasard. « Cet

Espagnol, mon général, disait à Girardin un de ses officiers, est un scélérat comme tous ses compatriotes. Il m'a été signalé comme faisant partie de la bande d'assassins qui égorgent nos soldats. Je vais le conduire à la commission militaire, et je vous réponds que dans très peu d'heures il ne sera plus dans le cas de tuer des Français. — Êtes-vous bien sûr que cet homme soit réellement coupable? — Je le crois, mon général, mais, quand bien même il ne le serait pas, il faut des exemples; il en servira : autant lui qu'un autre! » L'Espagne tout entière, de la part de ses oppresseurs comme de la part de ses défenseurs, était donc le théâtre de scènes abominables. On retournait à la barbarie. C'est à travers la fumée des incendies, le cri des femmes, la fusillade des paysans et les gémissements des captifs qu'il faut lire l'histoire de la péninsule dans ces sinistres années. Jamais nation ne passa par de telles épreuves et ne se défendit avec tant d'acharnement, mais aussi de férocité. On voudrait admirer : on ne peut que déplorer.

Inaction forcée et découragement des Français, impuissance mais exaltation des Espagnols, de part et d'autre pillages et cruautés : il était grand temps que Napoléon intervînt de sa personne, afin de terminer par quelque coup d'éclat cette guerre funeste. Aussi bien les Espagnols redoutaient tellement son arrivée qu'ils se décidèrent à une grande opération offensive, avant que les renforts promis ne fussent arrivés, et à leur tête le chef irrésistible, dont ils avaient appris à redouter l'habileté.

A la fin de 1809 nous occupions en Espagne comme un vaste demi-cercle, autour duquel étaient postées des armées menaçantes. Du côté du Portugal Wellington réorganisait ses forces. Au sud toute l'Andalousie nous échappait. Nous nous maintenions en Aragon et en Catalogne, mais ni Valence, ni Murcie n'étaient soumises. Partout où campaient nos armées, le terrain était disputé pied à pied par de nombreuses guérillas, et nos communications étaient interceptées. Nous ne possédions en réalité que le nord de l'Espagne, et au centre nous étions campés plutôt qu'établis. Les provinces insoumises, défendues par des obstacles naturels, étaient en outre protégées par des places fortes, où se concentrait la résistance. C'étaient en Estramadure Badajoz et Olivenca, en Vieille-Castille Ciudad-Rodrigo, Cadix et Gibraltar en Andalousie, Lerida en Aragon,

Tortosa, Tarragone, Hostalrich, Girone en Catalogne. Toutes ces places exigeaient des sièges réguliers. L'une d'elles, Girone, défendue par un héros, Alvarès de Castro, résistait depuis six mois à Gouvion Saint-Cyr. A vrai dire, tous les avantages de la défensive étaient pour les Espagnols. Dans leur impatience de nous chasser de la péninsule, ils commirent la faute de nous attaquer, au lieu de nous attendre sur leurs positions.

Il est vrai que les Espagnols comptaient sur l'armée d'Andalousie et sur son chef Areizaga. Ils venaient de remporter à Tamamès, en Vieille-Castille, sur le corps de Ney, momentanément commandé par Marchand, un avantage des plus sérieux, et ils crurent que les vainqueurs pourraient combiner leur marche avec celle de l'armée d'Andalousie. Ils espéraient aussi que Wellington viendrait à leur aide, mais ce dernier était fermement décidé à ne combattre à côté des Espagnols que s'il était le maître de leur donner des ordres. Il se défiait de leur présomption. Il aurait voulu ne les conduire au combat que disciplinés et habitués aux grandes manœuvres. Aussi s'efforça-t-il de détourner la junte centrale de la manœuvre projetée, et prévint Areizaga qu'il ne fallait pas compter sur son concours. Les Espagnols repoussèrent avec mépris ces conseils dictés par le bon sens, et Areizaga reçut l'ordre de franchir les défilés de la Sierra Morena.

Areizaga, à la tête de 50 000 hommes, se précipita dans les plaines de la Manche. Il se croyait tellement assuré de la victoire qu'il avait amené avec lui une troupe de comédiens pour chanter ses exploits au grand théâtre de Madrid. Il arriva jusqu'au Tage, vers Aranjuez, mais perdit son temps en marches inutiles, et finit par s'arrêter à Ocana, où il attendit les Français. Soult, nommé major général en remplacement de Jourdan rappelé à Paris, montra autant de présence d'esprit et d'habileté que son adversaire déployait d'hésitation et de maladresse. Il concentra rapidement 35 000 hommes d'excellentes troupes, couvrit son flanc droit contre une attaque possible de Wellington, son flanc gauche contre l'irruption des Espagnols de Murcie et Valence, et marcha droit sur Ocana. Le 19 novembre 1809 s'engagea une grande bataille. Areizaga avait protégé sa gauche par un ravin tellement profond qu'elle était condamnée à l'immobilité. Soult profita de cette faute pour se jeter

avec presque toutes ses forces contre la droite espagnole. Elle fut enfoncée et mise en déroute. Le reste de l'armée s'enfuit en désordre. La bataille n'avait duré que trois heures. 5 000 Espagnols étaient restés sur le champ de bataille, et près de 25 000 prisonniers tombèrent entre nos mains. On apprit en même temps que Kellermann avait réparé l'échec de Tamamès en remportant à Alba de Tormès une nouvelle victoire contre les soldats de del Parque (1er décembre 1809). Enfin Gouvion Saint-Cyr s'emparait de Girone, et chaque jour entraient en Espagne d'importants renforts. La fortune semblait se déclarer en notre faveur, et Napoléon n'avait pas encore mis le pied dans la péninsule.

Le roi Joseph et Soult conçurent alors la malencontreuse idée de profiter de leur victoire d'Ocana pour pénétrer en Andalousie à la suite des débris d'Areizaga et conquérir cette riche et importante province. Ce ne serait, croyaient-ils, qu'une promenade militaire, et nos soldats, qui avaient retrouvé leur ardeur, ne demanderaient pas mieux que de réparer leurs forces dans ces villes industrieuses et ces fertiles campagnes, dont les ressources étaient encore intactes. Il était bien imprudent de s'engager ainsi jusqu'aux extrémités de la péninsule et d'étendre le champ des opérations militaires, alors que nous avions déjà tant de peine à conserver ce que nous avions acquis, et quand il fallait en outre se prémunir contre une attaque éventuelle des Anglais. Mais Napoléon n'avait-il pas souvent accusé son frère de négligence et ses lieutenants de lenteur? « Comment, leur écrivait-il encore le 11 novembre, avec une armée si nombreuse et si bonne, et avec des ennemis si peu redoutables devant soi, comment est-il possible qu'on n'avance pas plus les affaires? » Aussi les uns et les autres étaient-ils décidés à ne plus encourir ses reproches. L'expédition fut donc résolue, et les vainqueurs d'Ocana entrèrent en Andalousie.

Soult avait divisé son armée en trois corps, commandés par Mortier, Victor et Sébastiani. Les trois généraux, Victor à droite par Almaden, Sébastiani à gauche par San Esteban, et Mortier au centre par les défilés tristement fameux de Despeñaperros, la Carolina et Baylen, franchirent la Sierra Morena après avoir culbuté les Espagnols qui essayèrent d'en défendre les gorges, et ils opérèrent leur jonction sur le Guadalquivir, de Cordoue à Andujar. De là Sébastiani s'em-

para de Jean, puis de Grenade et de Malaga. Joseph entra triomphalement à Cordoue. Le 30 janvier 1810 il arrivait à Carmona, à quelques lieues de Séville. Se dirigerait-il sur cette capitale, où siégeait encore la junte centrale, et dont la prise frapperait les insurgés d'un coup terrible, ou valait-il mieux courir à Cadix, la citadelle la plus importante de la contrée, et s'en emparer par un coup de surprise? Au point de vue politique, l'occupation de Séville était plus importante que celle de Cadix, mais, au point de vue militaire, mieux valait prendre Cadix, car les derniers soldats réguliers de l'Espagne y couraient pour essayer de la défendre, et, si on était obligé de l'assiéger dans les règles, la résistance pouvait se prolonger indéfiniment Les considérations politiques l'emportèrent sur les calculs militaires. Joseph se décida pour Séville. La place ne résista que quelques heures, et le roi y fit son entrée le 1er février 1810. « On pourrait considérer la guerre comme terminée », écrivait Soult à Berthier. En effet l'expédition avait jusqu'alors parfaitement réussi. Nos soldats étaient bien reçus et jouissaient avec délice et des splendeurs du climat, et d'un bien-être matériel dont ils étaient depuis si longtemps privés. Joseph croyait si bien à son nouveau prestige qu'il se contenta d'envoyer contre Cadix le corps d'armée de Victor et prescrivit à Mortier de sommer Badajoz, à Ney et à Suchet de faire une démonstration semblable contre Ciudad-Rodrigo et contre Valence. Il croyait sincèrement que les portes de ces citadelles s'ouvriraient à la première sommation, et que les Espagnols seraient trop heureux de l'agréer comme souverain.

Les illusions de Joseph furent de courte durée. Non seulement Cadix ne se rendit pas à Victor, mais la division du duc d'Albuquerque, la seule intacte qui restât aux Espagnols, réussit à se jeter dans ses murs. Les habitants se joignirent aux soldats pour organiser une résistance désespérée, et Wellington promit de prompts secours. Comme la mer était libre, les renforts annoncés pouvaient arriver d'un instant à l'autre. L'occasion était manquée. Il fallait se résigner aux lenteurs d'un siège régulier. Badajoz, Ciudad-Rodrigo et Valence firent la même réponse aux sommations de Mortier, Ney et Suchet. A ces premières déceptions se joignit bientôt une nouvelle amertume pour le roi Joseph. Il apprit que Napoléon, sans même le consulter, et en vertu d'un décret rendu le

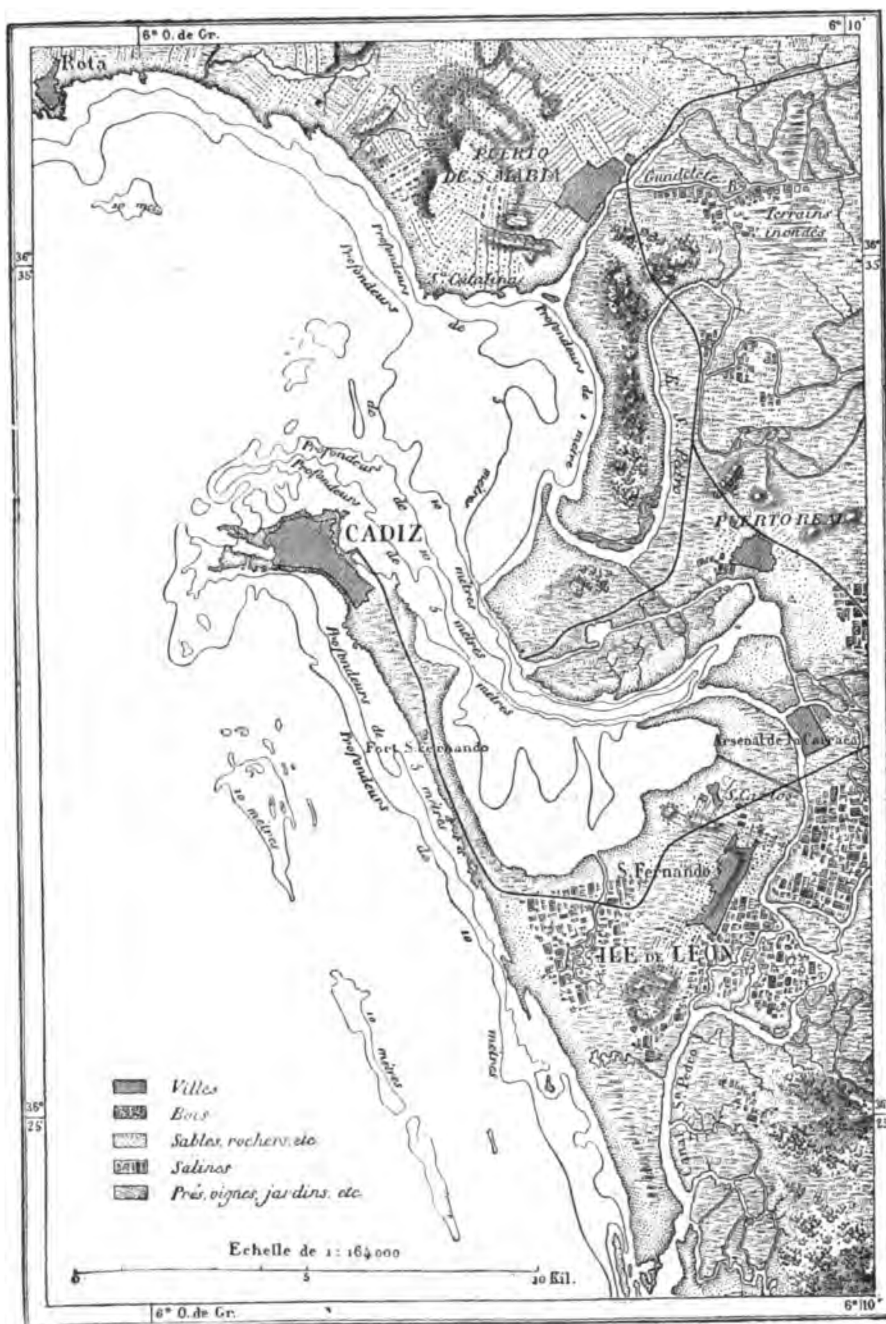


DÉFILÉ DE DESPEÑAPERROS.

8 février 1810, organisait tous les pays au nord de l'Ebre en commandements militaires, soumis à la seule volonté de l'Empereur. C'était une annexion déguisée qui mit le comble à l'impopularité de cet infortuné souverain, car les Espagnols restèrent persuadés, malgré ses protestations, qu'il n'était que le docile instrument des volontés de son frère, et ils le détestèrent et comme usurpateur et comme traître, vendant, pour se maintenir sur le trône, les lambeaux de la patrie.

La conquête de l'Andalousie était donc opérée, et, surtout au début, elle procura de grandes ressources à une monarchie qui s'épuisait et à une armée qui mourait d'inanition. Ce n'était pas tout de conquérir : il fallait garder. Or Cadix tenait encore; les insurgés avaient pris les armes dans la sierra de Ronda; Blake réorganisait à Valence les débris de l'armée d'Areizaga; Badajoz ne se rendait pas. Dans toutes les villes, des garnisons étaient nécessaires, et pour conserver les communications entre tous ces corps d'armée ainsi disséminés, même pour garder la route de Madrid, de fortes patrouilles ou plutôt des régiments entiers devaient battre la campagne et courir sur tous les points menacés. Nous étions donc comme prisonniers dans notre conquête, et l'armée victorieuse était réduite ou à évacuer le pays, ce qui était un affront, ou à ne pas en bouger, ce qui la réduisait à l'inaction. Nous ne possédions pas l'Andalousie. C'était l'Andalousie qui nous tenait. On s'en aperçut bien lorsqu'on eut besoin de ces soldats, et que l'Empereur les appela inutilement au secours de leurs frères d'armes compromis en Portugal.

C'est en effet contre le Portugal que Napoléon avait résolu de concentrer ses efforts. Soit répugnance pour une guerre de chicanes qui ne lui promettait aucune gloire, soit crainte de s'engager dans un pays où l'on rencontrait tant de patriotes et tant de fanatiques, soit réel empêchement de quitter Paris où il avait à régler de si grandes et de si nombreuses affaires, l'Empereur venait de se décider à ne pas venir dans la péninsule; mais, comme il voulait en finir à tout prix, il avait chargé le meilleur de ses lieutenants, Masséna, de prendre le commandement de l'armée dont il aurait été lui-même le chef. Méprisant les soldats espagnols, qu'il jugeait incapables de résistance, et comprenant que le seul ennemi sérieux était cet insaisissable général anglais qui avait déjà si souvent traversé ses projets



6° O. de Gr.
6° 10'
Rota
PUERTO DE S. MARIA
Guadalete
Terrains inondés
Sta Catalina
Profondeurs de 1 mètre
Profondeurs de 10 mètres
Profondeurs de 5 mètres
CADIZ
PUERTO REAL
Fort S. Fernando
Arsenal de la Caraca
S. Fernando
ILE DE LEON
10 mètres
36° 35'
36° 25'
Villes
Bois
Sables, rochers, etc.
Salines
Prés, vignes, jardins, etc.
Echelle de 1 : 164 000
0
5
10 Kil.

CADIX.

et ruiné ses combinaisons, il s'était déterminé à tenter contre Wellington un suprême effort, et il avait tout préparé pour le succès de la nouvelle expédition. Soult et l'armée d'Andalousie l'attaqueraient par le sud-est, tandis que Masséna, marchant droit devant lui, lui arracherait le Portugal, et l'acculerait sous les murs de Lisbonne. Dans la pensée de l'Empereur, la manœuvre de Soult ne devait être qu'une diversion. A Masséna était réservé l'honneur de frapper le coup décisif.

Or Wellington, qui s'attendait à cette double attaque, s'était depuis de longs mois préparé à la repousser. Son entreprise de Talavera l'avait convaincu de l'impossibilité de manœuvrer en rase campagne avec les Espagnols comme auxiliaires. Il appréciait leur bravoure et leur constance dans les revers, mais il n'avait que du dédain pour la présomptueuse ignorance de leurs généraux. D'ailleurs il se doutait bien que Napoléon, libre du côté de l'Autriche, dirigerait contre lui des forces accablantes. Aussi avait-il pris la résolution de se tenir sur la stricte défensive, et d'user son adversaire par une série de petits combats qui donneraient à l'Europe le temps de respirer et de former contre la France une nouvelle coalition. Ce sera l'honneur de Wellington d'avoir persisté dans l'exécution de son plan et d'avoir, comme on l'a dit, lassé la fortune par sa ténacité.

Il s'agissait pour lui de trouver une position militaire où il pourrait braver toutes les attaques, et se ménager, en cas de désastre, la facilité d'un embarquement. Tout près de Lisbonne est une presqu'île formée par le fleuve à son embouchure. Protégée par la mer et par le Tage qui a sur ce point la largeur d'une mer intérieure, elle ne se relie au continent que par les dernières ramifications de la sierra de Estrella, qui projette dans tous les sens un inextricable lacis de ravins et de gorges, de hauteurs et de torrents. Wellington transforma cette presqu'île en une immense citadelle présentant trois lignes de fortifications et garnie de cent six redoutes et de plusieurs centaines de canons, assez vaste pour abriter non seulement l'armée anglaise et les auxiliaires portugais, mais aussi la population valide des provinces méridionales du Portugal avec ses bestiaux et ses provisions. Toutes les ressources du pays étaient donc concentrées sur ce point, qui a gardé dans l'histoire le nom du petit village de Torrès-Védras, et les envahisseurs, s'ils n'emportaient tout avec

eux, seraient bientôt réduits à la famine. En cas de défaite, de nombreux ports assuraient l'embarquement des troupes régulières. Dès le mois d'octobre 1809, aidé par un excellent ingénieur, Fletcher, Wellington occupa sans relâche des milliers d'ouvriers et de paysans à construire des redoutes et à préparer le terrain. Investi de pouvoirs extraordinaires par la régence portugaise, il fit armer tous les hommes valides. Dès le mois d'avril 1810, 219 040 hommes étaient pourvus de piques et 105 000 de fusils. Sans compter les troupes régulières anglaises et portugaises, un peuple tout entier était donc disposé à défendre ses foyers et à opposer aux envahisseurs une résistance désespérée.

Ce ne fut pas sans peine que Wellington obtint l'autorisation d'exécuter sa grande idée. Il eut à triompher non seulement des Portugais, qui ne se résignaient qu'avec peine à abandonner leurs propriétés pour s'enfermer dans un camp retranché, mais surtout de ses compatriotes, qui, méconnaissant la grandeur de ses vues, l'accusaient de gaspiller les finances de l'Etat et de tenter une entreprise qui ne pouvait aboutir. « J'ai prouvé, écrivait-il avec une noble fierté, en résistant en plusieurs occasions aux prières de mes alliés et aux conseils de mes amis, que je ne me laissais pas détourner de mon grand but par un vain désir d'engager des affaires partielles. Tout ce que je demande, c'est qu'étant seul responsable je sois seul juge de ce que je dois faire. » Et il ajoutait ces paroles prophétiques : « Si nous pouvons nous maintenir en Portugal, la guerre ne finira pas dans la péninsule, et, si la guerre dure dans la péninsule, l'Europe sera sauvée. Je suis aussi d'avis que la position que j'ai choisie pour la lutte est bonne, qu'elle est calculée de façon à défendre l'âme même du Portugal, que, si l'ennemi ne peut pas nous y forcer, il sera obligé de faire une retraite dans laquelle il courra grand risque de se perdre, et contraint en tout cas d'abandonner le Portugal. » Toutes les prévisions de Wellington se réalisèrent. Contre les lignes de Torrès-Védras se brisera l'élan des troupes françaises. Ainsi que l'a écrit un des hommes qui ont étudié le plus profondément les causes de la chute de Napoléon, « ce fut le coin de fer qui pénétra dans les flancs du colosse et paralysa ses mouvements ».

L'Empereur avait pourtant pris ses mesures pour assurer la conquête du Portugal. Masséna avait sous ses ordres les trois corps

de Ney, de Junot et de Reynier, environ 70 000 hommes. Il serait renforcé plus tard par environ 20 000 hommes que Drouet d'Erlon lui amenait de France et par le corps d'armée de Mortier, détaché de l'armée d'Andalousie. Suchet lui-même, avec la plus forte partie de l'armée d'Aragon, avait reçu l'ordre de se porter à Valladolid pour soutenir les opérations de Masséna. Une masse écrasante de troupes était donc mise à la disposition du meilleur des lieutenants de Napoléon. Ce dernier paraissait tellement sûr du succès, qu'il ne voulait pas qu'on se pressât. Pendant l'été on prendrait Ciudad-Rodrigo et Almeida, et l'on ne commencerait l'expédition qu'après les chaleurs. « Je ne veux pas entrer à Lisbonne en ce moment », écrivait-il à Masséna. Nous ne devions jamais y entrer, et l'aigle, pour employer le langage de l'époque, allait reculer devant le léopard.

Dès le début de la campagne éclatèrent de fâcheuses divisions. Ney avait une valeur réelle, mais un mauvais caractère. Il lui répugnait de se trouver sous les ordres d'un de ses collègues et il prétendait n'agir qu'à sa guise. Junot, de son côté, était froissé de servir en sous-ordre là où il avait commandé en chef. L'un et l'autre voulaient engager tout de suite les hostilités, et ne pas s'attarder au siège des places fortes. Masséna fut obligé d'user de l'autorité que lui avait déléguée l'Empereur pour forcer ses lieutenants à lui obéir. Ce fut la première de ses déceptions. Il en éprouva une seconde beaucoup plus grave, lorsqu'il s'aperçut que son armée était dénuée d'objets d'équipement, de munitions et surtout de vivres, et qu'il lui était impossible, dans un pays aussi dévasté, d'appliquer la maxime favorite de l'Empereur : « la guerre doit nourrir la guerre ». Il aurait voulu ne rien précipiter, mais la saison avançait : il se décida donc à entrer en campagne.

Pendant que Reynier s'étendait en Estramadure pour se lier à l'armée d'Andalousie, et que Junot battait les insurgés des Asturies, Ney assiégeait Ciudad-Rodrigo, héroïquement défendu par André Herrasti. Wellington était dans le voisinage de la place, à Celorico; on s'attendait à le voir essayer de débloquer la forteresse. Il ne le fit pas, malgré les supplications des Espagnols et les railleries intéressées de Masséna, car il ne voulait pas s'exposer à un échec certain. Ciudad-Rodrigo capitula le 10 juillet. Wellington assista avec

la même impassibilité au siège d'Almeida, bien que la place fût défendue par un Anglais, le général Cox. Fidèle à sa tactique, et sacrifiant tout, même l'amour-propre militaire, à des considérations de haute stratégie, il laissa cette place capituler. Il ne cherchait en effet qu'à gagner du temps, et voulait attirer les Français sur les positions qu'il avait depuis si longtemps et si soigneusement étudiées.

Réunissant ses trois corps d'armée, Masséna entra enfin en Portugal, mais son armée était réduite d'au moins 10 000 hommes, par les pertes et les fatigues des deux sièges et par les détachements qu'il laissait en route pour faciliter les communications. Mal informé par ses guides, il se contenta de suivre les Anglais sur leur ligne de retraite, mais Wellington détruisait tout sur son passage. On ne rencontrait que ponts ruinés, villages abandonnés, routes défoncées, récoltes dévastées et, comme l'écrivait le général anglais, « derrière chaque pierre un ennemi ». Harcelé par les paysans, Masséna fit publier l'ordre de fusiller comme brigands tous ceux que l'on prendrait. A propos de cette cruauté qui devait être retournée contre nous lorsque nous connûmes à notre tour les amertumes de la défaite, il s'attira de la part de Wellington une leçon de convenance internationale : « Vous devriez vous souvenir, lui écrivit le général anglais, que vous avez vous-même augmenté la gloire de l'armée française en commandant des soldats qui n'avaient pas d'uniforme. » Certes Masséna avait le cœur assez bien situé pour comprendre le reproche, mais, dans cette guerre qui ne ressemblait à aucune autre guerre, dans ce pays où les passions étaient de part et d'autre tellement surexcitées, on perdait la notion du juste, et Masséna lui-même devint trop aisément l'exécuteur impitoyable des instructions impériales.

Le 26 septembre 1810, avant d'arriver à Coïmbre, l'armée française se trouva subitement arrêtée par les Anglais, campés sur les hauteurs formidables qui s'étendent de Busaco à Puente de Murcelha. Wellington s'était décidé à livrer une bataille défensive sur cette position dont il avait augmenté la force naturelle par des retranchements improvisés. Masséna ordonna l'attaque. Elle fut impétueuse. Pendant toute la journée du 27 les corps de Ney et de Reynier livrèrent des combats acharnés sur ces pentes abruptes. Nous fûmes

toutes les fois ramenés avec des pertes cruelles jusqu'au fond de l'entonnoir que forment, des deux côtés du Mondego, les sierras d'Estrella et d'Alcoba. Sur le soir nous avions déjà 4500 hommes hors de combat, et il devenait évident que nous ne pourrions forcer la position. Heureusement pour Masséna, on découvrit un petit chemin, praticable à l'artillerie, qui, par le col de Caramula, permettait de descendre à Coïmbre et de tourner l'armée anglaise. Masséna s'y engagea, et Wellington, bien que vainqueur, s'empressa de battre en retraite pour ne pas être coupé de ses communications. Il avait hâte de se mettre en sûreté dans son camp retranché de Torrès-Védras, bien persuadé que tous les efforts de Masséna se briseraient contre cet infranchissable obstacle.

Les Français, après être entrés à Coïmbre, qu'ils livrèrent au pillage, arrivèrent à Santarem sur le Tage le 8 octobre, et à Villanova le 10. Ils n'avaient jamais perdu le contact avec l'ennemi et lui livraient chaque jour de sanglantes escarmouches. Tout à coup l'armée anglaise se déroba comme par enchantement. On était arrivé à Torrès-Védras et l'on n'avait plus en face de soi que des hauteurs couronnées de batteries.

C'est à Coïmbre seulement, et encore d'une manière très vague, que Masséna avait entendu parler des travaux énormes exécutés par Wellington. Bien que, depuis plusieurs mois, des milliers d'ouvriers eussent travaillé à ces importantes fortifications, l'Empereur n'en soupçonnait pas l'existence. Aussi la surprise de Masséna fut-elle grande, et elle augmenta quand les reconnaissances qu'il fit opérer lui eurent permis de mieux constater la force du camp retranché. Villages couverts par des abatis, plaines inondées, vallées fermées par des barrages, et, en arrière de cette première, une seconde, puis une troisième ligne, également fortifiées et défendues par un peuple entier. Partout des signaux télégraphiques et des routes stratégiques permettant de concentrer sur un point déterminé des forces considérables. On se heurtait à une citadelle inexpugnable, et la déception était d'autant plus vive qu'on ne s'attendait nullement à la rencontrer et qu'on manquait des moyens matériels nécessaires pour la réduire. Le découragement des soldats fut profond. Masséna lui-même crut un instant que tout était perdu, car déjà les vivres devenaient rares, et il était impossible de s'en



COÏMBRE.

procurer dans un pays systématiquement ravagé. Les communications étaient déjà interrompues sur nos derrières, et Coïmbre venait de nous être enlevé par surprise avec la garnison qui la défendait. Sans doute nous étions arrivés au fond du Portugal, mais, une fois encore, nous n'étions les maîtres que du terrain sur lequel campaient nos soldats.

Masséna redevint le général de Zurich et de Gênes. Affectant un calme qu'il ne ressentait pas, il imposa silence à ses lieutenants, fit taire tous les murmures, et déclara que non seulement on ne battrait pas en retraite, mais encore qu'on resterait en face des positions ennemies, jusqu'à ce que fussent arrivés les renforts promis par l'Empereur. La grosse difficulté était de se procurer des vivres. Nos soldats, habitués à vivre aux dépens des habitants, n'avaient pas de magasins. Or les habitants avaient fui et toutes les récoltes avaient disparu. Masséna divisa l'armée en colonnes mobiles, qui se disséminaient pour aller chercher de quoi ne pas mourir de faim jusqu'à cinquante lieues de distance; mais nos soldats prirent des habitudes sauvages, qui, depuis longtemps, n'étaient plus dans les mœurs militaires. Harcelés par des bandes qui ne faisaient aucun quartier, poussés à bout par cette fièvre de la faim qui explique et excuse tant d'abominations, nos régiments ne furent bientôt que des bandes de brigands, « Des détachements d'hommes armés et sans armes, a écrit à ce propos le maréchal Marmont, se formaient dans chaque régiment pour explorer le pays et enlever tout ce qu'ils trouveraient. Rencontraient-ils un Portugais, ils le saisissaient et le mettaient à la torture pour obtenir de lui des révélations sur le lieu où étaient cachées les subsistances. On pendait au rouge, c'était une première menace; on pendait au bleu, et puis la mort arrivait. » Masséna avait d'abord essayé de bloquer les Anglais. Vers le milieu de novembre, ayant épuisé toutes les ressources de la région qu'il occupait, il recula jusqu'à Santarem avec le corps de Reynier, et établit Junot à Alcanhède et Ney de Thomar à Punhète. Ces positions étaient bien choisies, d'abord parce qu'elles interdisaient tout retour offensif à Wellington, et, en second lieu, parce qu'elles permettaient à Masséna de recevoir les renforts qu'il attendait, soit ceux de l'armée d'Andalousie, soit ceux que Drouet lui amenait de France. En même temps le maréchal prépara des équipages de pont pour essayer de forcer le passage du

Tage et pour prendre à revers les lignes de Torrès-Védras. C'était, dans la situation, la seule manœuvre à tenter.

Pendant ce temps, que devenaient Soult et l'armée d'Andalousie? Pourquoi la jonction ordonnée par Napoléon n'était-elle pas exécutée? Soult ne s'était jusqu'alors préoccupé que d'achever la conquête de la province. Il avait en effet réussi à disperser toutes les bandes sorties du Portugal, de l'Estramadure et de la Manche, et bientôt le pavillon espagnol ne flotta plus que sur les remparts d'une seule ville, à Cadix; mais cet habile général songeait surtout à lui et très peu à ses collègues. Il s'était taillé en Andalousie une véritable principauté, et prétendait tout subordonner à la conservation de cette belle province, que d'ailleurs il rançonnait et exploitait sans pitié, à tel point que le roi Joseph avait pris le parti de retourner à Madrid, pour ne pas autoriser par sa présence les déprédations qu'il condamnait. Pressé par Napoléon qui lui intima l'ordre d'envoyer un corps d'armée sur le Tage entre Montalvao et Villaflor, où Masséna l'attendait, Soult se décida enfin à agir; mais, au lieu de pousser droit en Portugal, où sa présence eût permis à Masséna de prendre résolument l'offensive, il vint mettre le siège devant les deux fortes places d'Olivenca et de Badajoz, prétendant qu'il ne pouvait laisser sur ses derrières deux citadelles aussi importantes. Vers le milieu de janvier 1811 il prenait Olivenca après douze jours d'investissement, mais il s'arrêtait devant Badajoz tout le mois de février, et, pendant ce temps, Masséna comptait les heures en l'attendant. Du 10 au 15 février de sourdes détonations furent entendues dans le lointain. Déjà nos soldats couraient aux armes, mais ce n'était que l'écho de la canonnade de Badajoz, et c'est à ces détonations que se borna le concours apporté par Soult à son collègue.

Masséna, en effet, réduit aux dernières extrémités, venait de se décider à battre en retraite. Il avait jusqu'au bout résisté et attendu, mais les souffrances de l'armée étaient devenues intolérables. Elle fondait à vue d'œil. Malgré les 8 à 10 000 hommes de renfort que lui amena Drouet, son effectif se réduisait de jour en jour. Elle ne comptait plus que 28 000 soldats présents sous les armes. Lorsque les Anglais, après la retraite de nos troupes, occupèrent le pays où elles avaient campé, ils trouvèrent à une vingtaine de lieues à la ronde les maisons pleines de morts et de mourants. Masséna néan-

moins, inaccessible à la crainte et ne pouvant croire à l'inaction de son collègue, ne voulut pas que la retraite se convertît en déroute. Il achemina ses malades et ses bagages sur toutes les routes qui conduisent au delà de la sierra d'Estrella, puis, avec le gros de ses troupes, se mit en marche sur le Mondego. Il voulait se maintenir sur ce fleuve avec Ciudad-Rodrigo comme base d'opérations, et espérait couvrir ainsi le centre de la péninsule et attendre l'attaque des Anglais. La manœuvre fut bien exécutée, et nos troupes évacuèrent leurs cantonnements sans être inquiétées.

Durant ce long et pénible hiver les Anglais étaient restés tranquillement derrière leurs lignes de Torrès-Védras. Installés dans les villages où ils trouvaient des vivres en abondance et ravitaillés par la flotte, ils attendaient l'attaque de Masséna. Les officiers charmaient leurs loisirs en se livrant à la pêche ou à la chasse. Wellington seul ne se reposait pas. Sans parler de la lourde responsabilité de la direction de l'armée, il avait encore à triompher et de l'opposition insensée que lui faisait la régence de Portugal, et de la mauvaise volonté des ministres et du gouvernement britannique, mais il persistait dans sa ligne de conduite, bien persuadé que, tôt ou tard, les événements lui donneraient raison. Il eut en effet la satisfaction de voir Masséna se retirer sans avoir seulement tenté une attaque sur Torrès-Védras, et, tout joyeux, donna l'ordre de le poursuivre.

Ney était à l'arrière-garde. Il livra un premier combat à Redinha et soutint avec fermeté le choc des masses anglaises. Le lendemain, à Condeixa, il ne montra pas le même sang-froid et abandonna à l'ennemi les défilés qui couvraient la ville de Coïmbre. Tout établissement sur le Mondego devenait impossible, puisque nous n'étions plus les maîtres de Coïmbre. Masséna dut continuer la retraite dans la direction de Ciudad-Rodrigo. Au moins réussit-il à contenir les Anglais. Il leur infligea même un sanglant échec à Foz d'Aronce et rentra en Espagne. Il n'avait, dans cette périlleuse retraite, perdu ni un malade ni un canon. L'honneur était donc sauf, mais l'armée était ruinée. Plus de vivres, plus de munitions. Chaussures abîmées, vêtements en lambeaux, armes détériorées. Habitués à de constants succès, nos soldats n'avaient même plus cette discipline qui jadis avait assuré leurs victoires. Les lieutenants de Masséna donnaient le mauvais exemple. Le maréchal, qui ne voulait pas s'avouer vaincu,



RETRAITE DE PORTUGAL.

avait songé à se rabattre sur le Tage par Plasencia et Coria, afin de tenir en échec les Anglais qui menaçaient la Vieille-Castille. Ney, au lieu d'exécuter les ordres de son chef, lui écrivit une lettre étrange pour l'avertir qu'il n'exécuterait pas ce mouvement : « Je sais qu'en m'opposant aussi formellement à vos intentions, je me charge d'une grande responsabilité, mais dussé-je être destitué ou y perdre ma tête, je ne suivrai pas le mouvement sur Plasencia et Coria, dont me parle Votre Excellence, à moins qu'il ne soit ordonné par l'Empereur. » Masséna aurait dû punir le rebelle : il se contenta de lui enlever son commandement, mais n'était-ce pas une révélation déplorable de l'état moral de cette armée que cette révolte ouverte contre son supérieur hiérarchique d'un des chefs les plus en vue ? Très à contre-cœur Masséna fut donc obligé de rester sur la défensive, et de ramener ses troupes vers Salamanque et Ciudad-Rodrigo, où elles purent se remettre de leurs fatigues, et recevoir les renforts et les approvisionnements, dont elles avaient si grand besoin.

Pendant ce temps, Wellington, encouragé par le succès, se décidait à reprendre l'offensive. Il avait reçu de son côté d'importants renforts, et les troupes portugaises, qu'il avait instruites à Torrès-Védras, étaient désormais capables d'entrer en ligne. Il voulait, avant de s'engager plus loin, reprendre les places fortes dont nous nous étions emparés, d'une part Almeida et Ciudad-Rodrigo, de l'autre Badajoz qui s'était rendu à Soult le 23 mars 1810. Il divisa son armée en deux corps, dont le premier, sous son commandement direct, investit Almeida, et dont le second, commandé par Beresford, assiégea Badajoz. C'était une imprudence de sa part, car Masséna n'était pas homme à laisser échapper l'occasion de le surprendre.

En effet, le 2 mai 1811, le maréchal se porta de Ciudad-Rodrigo sur Almeida, à la tête de 40000 soldats environ, et, dès le lendemain, atteignit son adversaire. Wellington s'était, suivant sa constante habitude, posté sur un terrain favorable à la défensive. Il avait son front couvert par le profond ravin dos Casas, et sa retraite assurée par les ponts du Turones et de la Coa. Sa gauche et son centre étant à peu près inexpugnables, Masséna résolut de l'attaquer sur sa droite, à Fuentès de Onoro, espérant le rejeter dans le cul-de-sac formé par la Coa, le Douro et l'Agueda. Une première attaque sur Fuentès de Onoro fut repoussée avec perte. Un second assaut nous coûta plus

cher encore, et les Anglais, bien secondés par leurs auxiliaires portugais, se maintinrent sur leurs positions. Masséna ne voulut pas rester sous le coup de cet échec, et essaya de tourner la position qu'il n'avait pu enlever. Toute la journée du 4 fut employée à d'habiles manœuvres, qui, en effet, nous portèrent au delà de la droite des Anglais, et les forcèrent à un changement de front. Le 5, de grand matin, la bataille s'engagea de nouveau. Nos soldats dans leur élan rejetèrent les ennemis jusque dans le Turones. Wellington, qui avait pressenti la manœuvre de Masséna, avait accumulé sur ce point ses réserves. Les artilleurs anglais arrêtèrent nos cavaliers et leur firent éprouver des pertes cruelles. A ce moment critique, une partie de la cavalerie, qui appartenait à la garde, refusa de charger, sous prétexte qu'elle n'en avait pas reçu l'ordre de son chef immédiat. Il en résulta dans notre ligne une sorte d'hésitation, dont profita Wellington pour renforcer sa position, et spécialement le village de Fuentès de Onoro, qui redevint le point central de l'action. Pris et repris, mais toujours disputé avec un acharnement extraordinaire, Fuentès finit par rester en partie en notre pouvoir, mais les Anglais se maintinrent sur leurs positions. Ils continuèrent par conséquent à assiéger Almeida. L'opération était manquée.

Masséna voulait recommencer la bataille. Il tournait autour de l'ennemi, cherchant le point vulnérable où il pourrait l'aborder. Quatre jours entiers il resta ainsi en leur présence. Il ne pouvait se résoudre à s'avouer vaincu. Par malheur ses munitions étaient épuisées, et, ce qui était plus grave, ses lieutenants avaient perdu confiance. D'heure en heure le nombre des ennemis augmentait. Les villages se couvraient d'abatis. Des retranchements s'élevaient à vue d'œil. Le 10 mai il se décida enfin à s'éloigner. Il avait ordonné au général Brenier, qui commandait Almeida, de faire sauter les remparts de la place et de le rejoindre. Ce dernier laissa dans la forteresse quelques hommes dévoués qui mirent le feu aux mines, et se glissa pour ainsi dire à travers l'armée anglaise. Ce fut pour Masséna une consolation à sa mésaventure que d'avoir sauvé la garnison d'Almeida, mais la bataille indécise de Fuentès de Onoro acheva de le décourager. Impopulaire auprès de ses soldats, qui lui attribuaient à tort leurs souffrances, décrié par ses lieutenants, qui ne lui pardonnaient pas sa supériorité stratégique, disgracié par l'Empereur, qui s'en prit

à lui de l'insuccès d'une campagne sur laquelle il avait fondé de grandes espérances, Masséna rentra en France pour disparaître en quelque sorte de l'histoire. Il fut comme la victime expiatoire.

Le véritable auteur du désastre n'était pourtant pas Masséna, mais bien plutôt Soult, qui l'avait abandonné, et n'avait exécuté aucune des instructions, pourtant si précises, qu'il avait reçues. Il allait d'ailleurs en être puni. On sait que Beresford avait été envoyé par Wellington assiéger Badajoz. Soult voulut débloquer la place. Beresford s'était campé à Albuera, dans des positions qui depuis longtemps lui avaient été signalées par Wellington. Soult l'attaqua à fond et avec une grande énergie, mais les Anglais lui opposèrent une résistance invincible et il dut se retirer à Llerena (16 mai). Aussitôt Wellington vint rejoindre son lieutenant, et le siège de Badajoz fut poussé avec vigueur.

En résumé la campagne du Portugal avait échoué, et les Français non seulement n'avaient plus aucune chance d'entrer à Lisbonne, mais encore ils étaient fort menacés en Andalousie, et, d'un instant à l'autre, Wellington pouvait ou les prendre à revers ou renouveler sa tentative contre Madrid. La situation, sans être désespérée, était donc au moins compromise. Malgré les railleries de Masséna à l'égard de Wellington, malgré les emportements de Napoléon, qui, tout en feignant de se croire assuré de la victoire, ne ménageait pas les réprimandes à ses lieutenants, les Anglais avaient eu les honneurs de la campagne, et l'Europe, attentive à ce duel engagé au fond de la péninsule, tressaillait d'aise et d'espérance à la nouvelle de nos engagements malheureux. Busaco, Torrès-Védras, Fuentès de Onoro, Albuera ne sont que les sanglants préludes des batailles de la Moskova et de Leipzig, et les désastres de la guerre de Russie sont déjà en germe dans l'expédition manquée du Portugal.

CHAPITRE VII

CAMPAGNE DE RUSSIE. — LA MARCHE EN AVANT

Depuis le traité de Vienne, la France et la Russie étaient en froid. Aux épanchements de la première heure avaient succédé sinon des discussions, du moins des rapports très tendus. Le Tsar et l'Empereur continuaient à s'accabler de compliments et de protestations, mais entre eux grandissaient et s'accusaient de plus en plus les causes de mésintelligence. Serait-ce que deux empires également formidables ne peuvent exister à côté l'un de l'autre sans devenir forcément rivaux; ou bien l'ambition napoléonienne ne s'accommodait-elle pas des secrets desseins d'Alexandre? Toujours est-il qu'aux dissentiments s'ajoutèrent bientôt les griefs, que les discussions s'aigrirent, et que la rupture devint inévitable.

On peut énumérer jusqu'à six causes principales de cette rupture : le mariage manqué de Napoléon avec une sœur du Tsar, le conflit des intérêts politiques, les accroissements du grand-duché de Varsovie, les annexions françaises, le blocus continental, et la défiance occasionnée par des armements respectifs : nous les étudierons successivement.

Au lendemain de l'entrevue d'Erfurt avait été formé un projet de mariage entre Napoléon, qui avait résolu son divorce avec Joséphine, et la sœur du Tsar, Anna Pavlovna. L'impératrice mère avait été investie par le testament de Paul Ier du droit absolu de disposer de la main de ses filles, et elle ne voulait pas donner l'une d'elles à

un catholique et à un Français. Alexandre aurait pu forcer la volonté de sa mère, mais il ne mit qu'un empressement médiocre à appuyer cette négociation. « Les idées de ma mère, se contenta-t-il d'écrire, ne sont pas toujours d'accord avec mes vœux, ni avec la politique, ni même avec la raison » ; et il demanda du temps. Napoléon fut blessé de ce refus déguisé, et il se tourna du côté de l'Autriche. La maison de Habsbourg, fidèle à sa politique séculaire, semblait toute disposée à réparer ses défaites par un mariage. L'archiduchesse Marie-Louise fut tout de suite accordée à l'heureux héritier de la Révolution française, et Napoléon devint le neveu de Marie-Antoinette morte sur l'échafaud et de Marie-Caroline qu'il avait dépouillée de sa royauté napolitaine (2 avril 1811). Le Tsar regretta cette union. Il en fut même froissé, à cause de la précipitation avec laquelle elle fut conclue. Ce fut un premier motif de division entre les deux alliés de Tilsitt et d'Erfurt.

La conséquence inévitable du mariage autrichien était un rapprochement entre la France et l'Autriche. De tout temps l'alliance autrichienne avait eu en France de dévoués partisans. Talleyrand n'avait jamais caché ses sympathies. Il avait à plusieurs reprises essayé de démontrer à l'Empereur la nécessité de soutenir l'Autriche contre les empiétements de la Russie, surtout dans l'Europe orientale. Il lui avait même conseillé de l'augmenter au besoin de toutes les provinces slaves et roumaines de la Turquie, pour en faire l'adversaire le plus redoutable de la Russie en Orient. Un des confidents de Napoléon, Duroc, avait, de son côté, rédigé un mémoire où il exposait que l'alliance russe était contraire à notre politique traditionnelle, et qu'il importait à la France de repousser la Russie le plus loin possible vers l'est. Pour arriver à ce résultat, il proposait à la fois de rétablir la Pologne et de soutenir l'Autriche. On connaissait à Saint-Pétersbourg les projets de Telleyrand, et l'on s'était même procuré une copie du mémoire de Duroc. Le Tsar affecta de s'en montrer fort irrité. Talleyrand fut même mis en disgrâce et Duroc réprimandé, mais leurs idées étaient partagées par nombre de publicistes et d'hommes d'État.

Napoléon lui-même était trop avisé et trop bien informé pour ne pas comprendre que, si la Russie se déclarait en toute occasion la protectrice de la Prusse, c'est qu'elle comptait à l'occasion sur son

armée ; que, si elle favorisait nos entreprises dans la péninsule Ibérique, c'est que cette guerre neutralisait nos meilleurs soldats. Il n'ignorait pas non plus que les agents de la Russie, soit en Serbie, soit dans les provinces danubiennes, soit en Grèce, préparaient sourdement une explosion nationale et s'apprêtaient à réveiller à courte échéance la question d'Orient que nous avions intérêt à assoupir : aussi, tout en affectant d'accorder satisfaction aux doléances russes, tout en prêchant la continuation de l'alliance d'Erfurt, suivait-il en réalité une politique double, en ménageant l'Autriche et en contrecarrant la diplomatie russe. Il avait même permis aux journaux de publier une série d'articles où l'on démontrait « que l'Europe se trouvait forcément en train de devenir la proie de la Russie », et où l'on parlait « d'invasion moscovite à refouler, de domination universelle à anéantir ». Afin de frapper l'opinion, il inventa même ou du moins permit d'inventer et de publier un document apocryphe, le Testament politique de Pierre le Grand, où s'étalaient au grand jour les ambitions moscovites. Ce prétendu document parut dans l'ouvrage de Lesur, *Des progrès de la puissance russe*. Il fut aussitôt réfuté, mais on n'accepta pas cette réfutation, et le Tsar demeura convaincu d'être le continuateur de cette politique inflexible, qui sacrifiait à l'avenir d'un seul peuple la liberté de l'Europe entière.

Les Russes, de leur côté, ne partageaient pas l'enthousiasme de leur souverain à l'égard de Napoléon. Dans l'entourage immédiat du Tsar, les membres de sa famille, plusieurs de ses aides de camp ou de ses amis particuliers ne cessaient de lui parler des dangers d'une étroite union avec le représentant de la Révolution. Les nobles, menacés dans leurs intérêts immédiats par les idées et les principes dont la France s'était fait comme le porte-drapeau, répudiaient ouvertement la politique d'Erfurt. Les bourgeois et les paysans, fanatisés par les popes, qui, dans leur ignorance, ne voyaient dans les Français que des athées et des impies, froissés en outre dans leur amour-propre national par les récentes défaites, n'avaient accepté qu'à contre-cœur le changement de front de leur souverain. Peu à peu se formait contre la France un irrésistible courant d'opinion, et de ce conflit permanent d'intérêts, de ces discussions intempestives, de cette polémique irritante, sortait non pas précisément la guerre, mais une vive irritation, qui se traduisit bientôt par des faits regrettables.

Entre les deux empires le principal motif de dissentiment était la question polonaise. Les sympathies de la France étaient acquises à la Pologne : c'était à la Pologne que les Russes réservaient leurs haines nationales. Or, la Pologne semblait renaître. Napoléon après Tilsitt avait créé le grand-duché de Varsovie. Il se composait des provinces polonaises enlevées à la Prusse, Varsovie, Posen, Bromberg, et comptait 2500000 âmes. Le roi de Saxe, dont les ancêtres avaient jadis régné sur la Pologne, avait été nommé grand-duc. Il avait accepté une constitution fort libérale, où le pouvoir exécutif appartenait au roi assisté d'un conseil de ministres responsables, et le pouvoir législatif était partagé entre le roi, un sénat de 18 membres et 100 députés. Le Code civil français avait été adopté. L'affranchissement des serfs avait été organisé. Aussi, bien que le nom de Pologne n'eût pas été officiellement prononcé, les patriotes espéraient-ils qu'avec l'aide de la France l'ancienne et glorieuse république serait bientôt reconstituée. Au traité de Vienne, en 1809, l'Autriche avait été obligée de céder au grand-duché toute la Galicie occidentale, Cracovie, Radom, Sandomir, Lublin, avec 1500000 âmes. C'était un nouvel accroissement de territoire, qui permettait d'espérer que les dernières provinces polonaises seraient bientôt restituées. Il ne restait plus en effet en dehors de l'ancienne Pologne que Danzig, que Napoléon avait déclaré ville libre, mais qu'il comptait rendre un jour ou l'autre, la Galicie orientale, attribuée à la Russie par le traité de 1809, mais qu'il serait peut-être aisé de reprendre ou d'échanger, et la Lithuanie, qui n'avait pas toujours été polonaise. Aussi les Polonais ne cachaient-ils plus leur légitime ambition. L'armée était devenue l'objet de tous leurs soins. Elle s'élevait à 30000 hommes après Tilsitt : elle dépassa 50000 hommes après Vienne. Elle était commandée, en chef, par Joseph Poniatowski et, sous ses ordres, par Dombrowski, rudes héros de la campagne de 1799, par Chlopicki, le chef des Varsoviens à l'armée d'Espagne, par Zaïontcheck, qui avait combattu avec nous en Egypte, par Brandt, le futur auteur des *Mémoires d'un officier polonais*. Les légions de la Vistule, ainsi qu'on les nommait, acquirent vite une réputation méritée de solidité. La cavalerie était incomparable. L'artillerie avait été réorganisée par les Français Bontemps et Pelletier. D'autres

Français, Haxo et Alix, avaient refait les citadelles de Zamosç, de Thorn, de Modlin et de Plock. Peu à peu le grand-duché s'élevait au rang de puissance de second ordre, et il se croyait en sûreté sous le protectorat français.

Des trois puissances copartageantes de la Pologne, la Prusse et l'Autriche avaient été punies de leur participation à ce crime international, la première en subissant les hontes du traité de Tilsitt, la seconde en se résignant aux humiliations du traité de Vienne. Seule la Russie gardait sa part. Elle l'avait même augmentée en 1809 de toute la Galicie orientale et du district de Bélostok; mais ce n'était pas sans une vive irritation et des craintes d'ailleurs justifiées qu'elle avait assisté aux progrès du grand-duché. Même au lendemain de ce traité de 1809, qui le récompensait si richement d'une participation douteuse à la guerre contre l'Autriche, le Tsar n'avait pas caché son mécontentement. « Je suis bien mal récompensé d'avoir secondé Napoléon, disait-il à notre ambassadeur. L'adjonction de deux millions d'âmes au grand-duché va développer la puissance de cet État et nourrir la pensée de ses habitants, partagée par l'opinion du monde, qu'il est destiné à devenir royaume de Pologne. J'étais en droit de m'attendre à un autre dénouement. » Napoléon n'avait pas encore pris de résolution définitive au sujet de la Pologne, et il tenait à ne pas se brouiller avec Alexandre. Il lui écrivit (20 octobre 1809) « qu'il approuvait que le nom de la Pologne et de Polonais disparût, non seulement de toute transaction politique, mais même de l'histoire ». Alexandre ne se contenta pas de cette promesse. Il demanda une convention dont le premier terme était: « Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli ». Napoléon ne pouvait s'engager pour l'avenir. Il lui répugnait, en se prononçant aussi catégoriquement, de reconnaître et jusqu'à un certain point de participer au grand crime commis à la fin du XVIIIe siècle. Il ne pouvait pas non plus abandonner des patriotes qui l'avaient toujours bien servi, avec une bonne volonté constante et un entier dévouement. D'un autre côté il ne voulait pas froisser le Tsar par un refus absolu. Il proposa donc une nouvelle rédaction : « L'Empereur des Français s'engage à ne favoriser aucune entreprise tendant à rétablir le royaume de Pologne, à ne donner aucune assistance à toute puissance qui aurait cette vue, ni appui direct ou indirect à toute résurrection des provinces composant ce

royaume. » Le Tsar persista dans sa formule, mais cette fois il se heurta à un refus absolu. Il en conçut un vrai dépit, et continua la discussion avec une insistance et une aigreur qui auraient suffi à provoquer la guerre, si elle n'eût été amenée plus directement par d'autres causes.

Les annexions ordonnées par Napoléon en pleine paix et contre toute justice, avec la même désinvolture et le même dédain des convenances internationales que Louis XIV lors des fameuses Chambres de réunion, portèrent à son comble l'irritation du Tsar. Ce fut par le *Moniteur*, sans avoir été ni consulté ni même averti, qu'Alexandre apprit le sénatus-consulte de janvier 1810 qui prononçait la réunion à l'empire français de la Hollande tout entière, et celui du 13 décembre de la même année qui ajoutait à la Hollande toutes les côtes de l'Ems à l'Elbe, c'est-à-dire une partie du royaume de Westphalie et du grand-duché de Berg, les duchés d'Aremberg, d'Oldenbourg et de Lauenbourg, la principauté de Salm, et les villes libres de Brême, Lubeck et Hambourg. Les annexions avaient jusqu'alors été faites avec ménagement, mais cette dernière fut brutale et subite. Elle ne fut pas non plus présentée comme une mesure de guerre ou une occupation provisoire, mais comme une prise de possession définitive. « Un nouvel ordre de choses régit l'univers, avait écrit Napoléon. De nouvelles garanties m'étant devenues nécessaires, la réunion des embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe m'a paru être la première et la plus importante. Des indemnités seront données aux princes qui pourront se trouver froissés par cette grande mesure que commande la nécessité, et qui appuie sur la Baltique la droite des frontières de mon empire. » Parmi les princes dépossédés se trouvait le propre beau-frère d'Alexandre, le duc d'Oldenbourg. Il accourut avec sa femme à Saint-Pétersbourg et demanda justice. Il y avait là en effet non seulement violation des traités, mais encore outrage direct à la famille. Alexandre enjoignit à son ambassadeur à Paris, prince Kourakine, de présenter des observations. On lui proposa Erfurt à titre d'indemnité. Il refusa et demanda Danzig. Napoléon ne voulut pas céder cette importante cité. Aussitôt Alexandre rédigea une protestation fort acrimonieuse qu'il envoya à tous les cabinets. Napoléon se montra fort irrité de la publicité donnée à cette note et surtout des



HAMBOURG.

considérants qui l'accompagnaient. Sans doute l'alliance ne fut pas encore rompue, mais le coup était porté. Dès lors le Tsar se considéra comme délié de tout engagement. Ainsi que l'écrit l'historien russe Boutourline, « il s'appliqua à organiser sourdement ses moyens de défense, et jugea nécessaire de rassembler la majeure partie de ses forces sur la frontière occidentale de son empire ».

La guerre commerciale, ainsi qu'il arrive d'ordinaire, prépara et annonça la vraie guerre. Sollicité par l'Angleterre et encouragé par la noblesse russe, le Tsar, par un oukase du 31 décembre 1810, sous prétexte d'empêcher la sortie du numéraire, prohiba l'importation des objets de luxe, soieries, rubans, porcelaines, bronzes, meubles, tous produits de l'industrie française, et frappa de droits énormes l'entrée en Russie des vins français. Une armée de 80000 hommes était en même temps créée pour assurer l'exécution de ce prétendu règlement de douanes, qui n'était qu'une interdiction déguisée du commerce français. On ordonnait en outre de détruire toutes les marchandises proscrites, et en effet les produits variés et délicats de notre industrie furent impitoyablement brûlés dans tous les ports russes. Napoléon fut indigné. « J'aimerais mieux, s'écria-t-il, recevoir un soufflet sur la joue. » Aussitôt s'engage une vive discussion entre les deux empereurs. Le Tsar ne voulut rien entendre. « Il sentait trop bien, avoue Boutourline, que les griefs avoués ne portaient que sur des accessoires : la question principale, celle du pouvoir dictatorial de la France sur toutes les autres puissances, n'était susceptible d'être résolue que par la force des armes. » Napoléon hésitait pourtant à s'engager dans une nouvelle guerre. « Aucun de nos débats ne vaut un coup de canon, écrivait-il encore à Alexandre. Il faut qu'il y ait ici quelque perfidie secrète bien noire dont le cabinet de Londres et les meneurs du parti de la guerre à Saint-Pétersbourg nous doivent la révélation. » Peu à peu la discussion prit un ton menaçant. Napoléon dans ses entretiens avec l'ambassadeur Kourakine, Alexandre dans ses conversations avec notre représentant Caulaincourt, agitaient passionnément toutes les questions relatives à la Pologne, à l'Oldenbourg, au blocus continental. Un envoyé extraordinaire du Tsar à Paris, Tchernycheff, se compromit dans une grave affaire. Il avait acheté à un employé du ministère de la guerre les états de situation de la grande armée.

L'employé fut fusillé, et Tchernycheff renvoyé. Mais n'était-il pas évident que la Russie se préparait à entrer en campagne puisqu'elle cherchait ainsi à se rendre compte des forces de son futur adversaire? Si elle négociait encore, ce n'était que pour gagner du temps, mais la rupture de l'alliance éclatait à tous les yeux. Speranski, le ministre ami de la France, était tout à coup disgracié sans motif, et Stein, notre implacable ennemi, était appelé et accueilli avec honneur à Saint-Pétersbourg. Napoléon, de son côté, rappelait Caulaincourt, qu'il trouvait trop conciliant, trop Russe, et le remplaçait par Lauriston, auquel il avait recommandé la réserve la plus absolue, et qui n'avait accepté sa mission que comme une consigne à exécuter. Tout donc annonçait la guerre.

Déjà même les armées s'ébranlaient de tous les côtés à la fois. Le Tsar rappelait cinq divisions de l'armée du Danube, décrétait une levée de quatre hommes par cinq cents âmes et ordonnait de mettre en état les forteresses de la Duna et du Dniéper. Un de ses généraux, Pfuhl, construisait même à Drissa sur la Duna un immense camp retranché, où il se faisait fort d'arrêter Napoléon, comme Wellington avait retenu Masséna devant les lignes de Torrès-Védras. A ces mesures comminatoires l'Empereur répondait en envoyant des renforts à l'armée d'occupation d'Allemagne, en rappelant d'Espagne les régiments polonais, en mettant sur le pied de guerre l'armée varsovienne, et en acheminant l'armée de Naples vers la haute Italie et l'armée d'Italie vers la Bavière. Les deux moitiés de l'Europe semblaient marcher à la rencontre l'une de l'autre, et se préparer à un choc formidable.

Le Tsar et l'Empereur ne se contentèrent pas de ces préparatifs militaires : ils cherchèrent des alliances. Napoléon espérait entraîner à sa suite au moins quatre des puissances européennes, l'Autriche, la Prusse, la Suède et la Turquie. « Quand les Russes verront, écrivait-il, que la Prusse et l'Autriche, et probablement la Suède, sont avec nous, et que les Turcs se raniment sous notre influence, je suppose qu'ils ne se laisseront pas aller à l'idée de me braver. » Ses prévisions ne devaient pas se réaliser. Sans doute il obtint le consentement de l'Autriche, qui, par le traité du 14 mars 1811, promit un contingent de 30000 hommes, moyennant la rétrocession de la Galicie, qui, en cas de rétablissement du royaume de

Pologne, serait échangée contre les provinces illyriennes. La Prusse, de son côté, s'engagea à fournir contre la Russie un contingent de 20 000 hommes ; mais Napoléon ne se faisait aucune illusion sur les sentiments du peuple prussien. Un article du traité signé à cette occasion (24 février 1811) montre quelles étaient ses défiances. « La Prusse, y était-il dit, ne fera aucune levée, aucun rassemblement de troupes, aucun mouvement militaire, pendant que l'armée française occupera son territoire ou sera sur le territoire ennemi. » A l'alliance équivoque de l'Autriche, à l'alliance imposée par la nécessité de la Prusse, l'Empereur aurait préféré le concours armé de la Turquie et de la Suède, qui lui aurait permis de menacer la Russie par les deux flancs pendant qu'il l'attaquerait en face; mais ces deux puissances, abandonnées par nous aux traités de Tilsitt et d'Erfurt et sacrifiées à la Russie, allaient à leur tour nous abandonner à l'heure décisive.

Les Turcs en 1810 et 1811 avaient été battus par les Russes. La plupart des places du Danube avaient succombé. Une armée ottomane avait même été forcée de capituler. Le Sultan demanda la paix. Un congrès s'ouvrit à Bukarest. Le Tsar se montra disposé à ne pas abuser de la victoire, car il voulait avoir les mains libres contre la France. Napoléon qui, de son côté, se rendait compte de l'importance d'une diversion turque, s'efforça d'entraver les négociations. Un ambassadeur extraordinaire, le général Andréossy, fut envoyé à Constantinople. Il devait promettre au Sultan les armées de la France et la restitution des provinces danubiennes et même de la Crimée; mais il se heurta contre les défiances turques et surtout contre les intrigues anglaises. Un traité fut signé malgré lui à Bukarest, par lequel la Russie renonçait à toutes ses conquêtes à l'exception de la Bessarabie, et la Turquie, ce marais qui, suivant l'expression de Napoléon, empêchait de tourner la droite de l'armée française, garda la plus stricte neutralité.

La Suède non seulement refusa notre alliance, mais encore se joignit à nos ennemis. La Suède était pourtant l'alliée naturelle de la France. Son roi, Charles XIII, avait cherché à renouer les antiques relations entre les deux États. Il avait même adhéré au blocus continental. Il avait poussé la condescendance jusqu'à demander à Napoléon de lui désigner un successeur, car il n'avait pas d'enfants, et il était nécessaire de choisir un prince royal. Napoléon, pour faire

échec à la Russie, avait conseillé de réunir sur une seule tête les trois couronnes du Nord et désigné le roi de Danemark. Les Suédois n'aimaient pas les Danois, qui les avaient autrefois asservis, mais ils auraient accepté le candidat soutenu par Napoléon. Ce dernier, pour ne pas déplaire à son fatal allié d'Erfurt, ne voulut pas imposer le roi de Danemark et laissa l'élection entièrement libre. Ce fut une faute et un malheur. Quelques Suédois pensèrent à Bernadotte, qu'ils avaient connu en Poméranie. Il avait une grande réputation. Il était le beau-frère de Joseph. C'est en sa faveur qu'avait été créé le premier grand fief, Ponte-Corvo. On s'imagina que ce choix plairait à Napoléon. Bernadotte fut donc élu (21 août 1810). Napoléon n'aimait pas Bernadotte, qui, sous couleur de républicanisme, lui avait fait une opposition constante, mais il ne crut pas devoir refuser son assentiment et confirma l'élection. Bernadotte se montra peu reconnaissant. A peine arrivé en Suède, il déclara nettement qu'il entendait rester libre, ou sinon il se jetait avec 50000 soldats en Allemagne. Circonvenu par les Anglais, heureux de trouver en lui un auxiliaire inattendu, accablé de prévenances par le Tsar, qui pressentait une défection prochaine, le nouveau prince royal chercha tout d'abord à s'affranchir du blocus continental, et fit de la Poméranie l'entrepôt principal des marchandises anglaises. Napoléon, fort irrité, demanda des explications, et proposa une alliance offensive et défensive. Bernadotte y consentit, mais à la condition d'obtenir la Norvège, province danoise. L'Empereur ne pouvait sans motif déposséder un allié aussi fidèle que le Danemark. Il refusa. Il refusa également, mais avec moins de raison, une demande de subsides, et, comme la contrebande anglaise devenait de plus en plus active, il fit occuper la Poméranie (27 janvier 1812). « Puisqu'il le veut, s'écria Bernadotte, il lui en coûtera cher. » Et dès lors il se jeta dans les bras de la Russie et de l'Angleterre.

La Turquie et la Suède avaient un intérêt si grand à s'unir avec la France, et l'occasion était si tentante de réparer leurs pertes territoriales, que Napoléon, malgré la paix de Bukarest et la défection de Bernadotte, ne douta pas de leur coopération dès qu'il serait entré en campagne. Avec les ressources militaires que présentaient les cent trente départements français, avec les contingents allemands, italiens et varsoviens, avec les corps auxiliaires de Prusse et d'Au-

triche, il avait d'ailleurs à sa disposition des forces imposantes et pouvait les mener au feu sous la direction des généraux les plus réputés de l'époque. Bien que l'opinion publique en France fût douloureusement émue à la pensée d'une guerre nouvelle contre un peuple à demi sauvage et dans une contrée à peu près inconnue, où on aurait à lutter non seulement contre des soldats braves et dévoués, mais aussi contre l'immensité de l'espace et contre la nature; bien que l'on commençât à se lasser de ces entreprises gigantesques, qui accroissaient la gloire et la puissance nationales, mais au prix de bien lourds sacrifices, l'Empereur, une fois décidé à tenter de nouveau la fortune des armes, hâta les préparatifs de l'expédition avec une activité fiévreuse. Il en fit son œuvre propre. Ce devait être la grande pensée de son règne, la guerre de la civilisation contre la barbarie, des peuples libres contre les peuples esclaves, et, comme il l'écrivait lui-même, « celle du bon sens et des vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous; elle est purement pacifique et conservatrice, tout à fait européenne et continentale. Après cette guerre, le système européen sera fondé, la cause du siècle gagnée et la révolution accomplie. » Napoléon demanda donc à son ancien allié des explications catégoriques sur ses armements. « J'espère, écrivait-il à Lauriston, que les 450000 hommes que j'ai mis en mouvement, et leur immense attirail feront faire de sérieuses réflexions au cabinet de Saint-Pétersbourg, le ramèneront sincèrement au système établi à Tilsitt, et replaceront la Russie dans l'état d'infériorité où elle était alors. » La Russie était ou se croyait prête. L'Angleterre lui avait promis des subsides. La Suède venait de contracter avec elle à Œrebro (18 juillet 1811) une alliance offensive et défensive; la Turquie restait fidèle à ses engagements et gardait la neutralité. La Prusse et l'Autriche ne se battaient que pour la forme, et, au premier revers, tous les prétendus alliés de Napoléon le trahiraient. Le Tsar n'avait-il pas à son quartier général de Vilna des réfugiés de toutes les nations, les Allemands Stein, Wolzogen, Pfuhl, le Wurtembergeois Wintzingerode, le Piémontais Michaux, l'Italien Paulucci, le Suédois Armfelt, et jusqu'à des Français, Langeron, Saint-Priest, Pozzo di Borgo? Aussi s'engageait-il avec confiance dans une lutte qui, au premier abord, paraissait si inégale. Il est vrai qu'il était



VILNA.

soutenu par son peuple tout entier. Ce n'étaient pas seulement les soldats réguliers qui attendaient avec impatience le moment de la revanche; les Cosaques avaient saisi leurs lances, et étaient montés sur leurs petits mais infatigables chevaux; les moujiks de l'opoltchénié, ou miliciens de réserve, étaient accourus au premier appel. Les popes excitaient le fanatisme religieux, et les masses populaires, persuadées qu'elles luttaient à la fois pour la patrie et pour la religion, avaient salué par des acclamations unanimes les paroles du Tsar : « Que l'ennemi rencontre dans chaque noble un Pojarsky, dans chaque ecclésiastique un Palitsyne, dans chaque bourgeois un Minine. Levez-vous tous! Avec la croix sur le cœur et des armes dans la main, nulle force humaine ne pourra prévaloir contre nous. » C'était donc à une vraie guerre nationale que le Tsar appelait tous les hommes valides de son empire, et il se sentait si bien soutenu par l'opinion publique, qu'aux demandes d'explications que lui présenta Lauriston, il répondit par un ultimatum où il exigeait l'évacuation de la Prusse, de la Poméranie, de Danzig, une indemnité pour l'Oldenbourg, et la liberté du commerce des neutres (24 avril). « Quel langage! repartit l'Empereur. C'est tout au plus celui que Catherine pouvait tenir au dernier roi de Pologne! » Aussi bien le Tsar s'attendait si bien au rejet de l'ultimatum, que son ambassadeur Kourakine demanda ses passeports au moment même où il se rendait de sa personne à Vilna pour y prendre le commandement de l'armée. La guerre était déclarée (mai 1812).

Le 9 mai 1812 Napoléon quittait Paris et se rendait à Dresde, au centre de son armée. Il y trouva une cour de rois. L'empereur d'Autriche, le roi de Prusse, les princes de la Confédération l'accablèrent de protestations et d'offres de service. Il en fut comme enivré et se crut le maître de l'Europe. « Jamais, s'écria-t-il, un pareil concours de circonstances favorables ne pourra se présenter. Je sens qu'il m'entraîne. » En effet il quitte Dresde le 29 mai, passe à Danzig, à Kœnigsberg, et pousse toute son armée sur le Niémen. Il avait envoyé Narbonne faire auprès du Tsar une dernière tentative de rapprochement. Alexandre répondit qu'il saurait se résoudre à tous les sacrifices. « Je ne me fais point d'illusion, ajouta-t-il. Je sais combien l'empereur Napoléon est un grand général, mais j'ai pour moi l'espace et le temps. Il n'est pas de coin reculé de ce

DRESDE

territoire hostile pour vous où je ne me retire, pas de poste lointain que je ne défende, avant de consentir à poser les armes. Je n'attaque pas, mais je ne signerai pas la paix tant qu'il y aura un soldat étranger en Russie. » Napoléon n'avait plus qu'à donner le signal de la marche en avant. Il le fit avec décision, et rédigea une proclamation où, dès les premiers mots, il révélait la vraie cause de la guerre. « La seconde guerre de Pologne est commencée. Elle sera glorieuse comme la première; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie, et mettra un terme à cette orgueilleuse influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

L'armée comptait à peu près 450 000 hommes, dont la moitié au moins n'étaient pas Français. A l'extrême droite, au delà de la Galicie, était Schwarzenberg avec 34 000 Autrichiens. La droite obéissait au roi Jérôme de Westphalie, campé à Grodno avec 80 000 Polonais, Westphaliens et Saxons, et au prince Eugène, campé vers Pilony avec 80 000 Italiens et Bavarois. Le centre, devant Kovno, sous les ordres directs de Napoléon, était réparti en trois corps, Davout, Oudinot et Ney, formant à peu près 130 000 hommes. Du centre dépendaient encore les 30 000 hommes de la garde sous Lefebvre, Mortier et Bessières et les 30 000 cavaliers de Murat. A gauche, devant Tilsitt, était posté Macdonald avec 20 000 Prussiens et 10 000 Français. Ce n'étaient là que les troupes de première ligne, celles qui, à l'exception du corps de Schwarzenberg, étaient toutes concentrées dans le grand coude que forme le Niémen de Grodno à Tilsitt. En arrière, entre la Vistule et l'Oder, Victor, avec 30 000 soldats, formait une première réserve, et Augereau sur l'Elbe, avec 50 000 soldats, une seconde réserve. Cette armée traînait avec elle une autre armée d'employés de tout genre, 1 372 canons, 6 équipages de pont, 1 équipage de siège, 4000 voitures d'administration, une quantité de charrettes et de fourgons, et plus de 200 000 bêtes de somme. C'était tout un peuple qui se ruait sur un autre peuple, comme au temps des guerres médiques ou des grandes invasions.

Il est vrai que de ces soldats le plus grand nombre ne marchait au feu que très à contre-cœur. N'y avait-il pas en effet dans nos rangs jusqu'à des Espagnols et des Portugais, qui devaient évi-

demment se considérer comme sacrifiés? Les Italiens et les Allemands étaient assez bien disposés, mais les Prussiens n'aspiraient qu'au moment de se tourner contre nous, et les Autrichiens étaient à peu près résolus à ne se battre que pour la forme et à ménager leurs adversaires. Quant aux Français, ce n'étaient plus les nobles et généreuses idées du temps passé qui les poussaient au combat. Ils ne se battaient plus que par point d'honneur, les uns par enthousiasme et par admiration sincère pour leur chef, mais ils étaient en petit nombre, les autres parce qu'ils étaient fidèles à la religion du drapeau. La plupart d'entre eux ne savaient même pas contre qui ils allaient se battre. « A Metz, écrivait l'un d'entre eux, le commandant d'artillerie Pion des Loches, on nous disait que nous allions faire la guerre aux Prussiens et aux Russes coalisés.... Des politiques prétendent qu'on va en Suède. Il y a des gens assez fols pour dire que nous allons dans les Indes faire la guerre au commerce anglais. » Les généraux eux-mêmes n'avaient ni l'ardeur, ni l'activité, ni même la vaillance d'autrefois. Fatigués par leurs campagnes répétées à travers l'Europe entière, alourdis par leurs richesses, dédaigneux de nouveaux trophées, ils n'aspiraient qu'au repos. Quelques-uns d'entre eux avaient même pris de fâcheuses habitudes de mollesse. Ils ne marchaient plus qu'avec une suite nombreuse et tout le confort d'une installation luxueuse. Leurs états-majors étaient encombrants. « Quand le prince de Neufchâtel en passa la revue à Vilna, lisons-nous dans les mémoires de Fézensac, on eût cru voir de loin des troupes rangées en bataille. » Certes ce n'était pas avec de pareilles cohues qu'avaient été remportées les victoires de la République et du Consulat.

A ces masses prodigieuses Alexandre avait opposé des masses à peu près aussi considérables. Il avait mis sur pied quatre armées, commandées par Barclay de Tolly, Bagration, Tormazoff et Tchichakoff : celle de Barclay de Tolly, forte de 130 000 hommes, gardait le Niémen de Rossiéna à Lida, Wittgenstein à droite à Rossiéna avec 30 000 hommes, Barclay au centre à Vilna avec 70 000 hommes, et Doktoroff à gauche à Lida avec 30 000 hommes. La seconde armée, celle de Bagration, forte de 60 000 hommes, fermait la trouée entre le Niémen et le Boug. Bagration avait son quartier général à Volkowitz. Il devait, dès que nous franchirions le Niémen, déboucher

sur notre flanc droit. Il s'appuyait sur le Dniéper et les places de Minsk et de Bobrouïsk. La troisième armée, celle de Tormazoff, forte de 40 000 hommes, campait à Loutsk, sur le haut Boug. Elle devait être bientôt renforcée par les 50 000 hommes de la quatrième armée, celle de Tchichakoff. Ces 50 000 hommes venaient de faire la campagne du Danube contre les Turcs, et, comme la paix avait été signée entre les deux empires, ils devenaient disponibles. Ces deux généraux devaient, après avoir opéré leur jonction, se porter en Pologne sur les derrières de l'armée française. En deuxième ligne le Tsar comptait encore 80 000 hommes de réserve et de très nombreuses bandes de Cosaques irréguliers, cavalerie redoutable, alors trop dédaignée, et qui allait nous faire bien du mal. En troisième ligne avaient été convoquées les milices, mais elles étaient à peine armées et nullement instruites. Les forces russes étaient donc à peu près égales à celles des Français, et c'était bien l'Europe militaire tout entière qui allait s'entrechoquer dans une rencontre décisive.

L'Empereur, à l'inspection du terrain, avait tout de suite formé son plan. Il voulait pénétrer par la trouée du Dniéper, c'est-à-dire par le couloir de quinze lieues de large qui s'étend entre la Dvina et le Dniéper, quelque temps parallèles, avant de se diriger, la première vers le nord et la seconde vers le sud, et d'opposer à l'envahisseur un obstacle sérieux. Mais, pour arriver à cette trouée du Dniéper, qui est la véritable route de Moscou, et que couvrent les villes de Vitebsk et de Smolensk, il fallait disperser les armées russes qui gardaient le passage. Il chargea son lieutenant Macdonald à gauche de refouler Wittgenstein et de menacer Pétersbourg par Riga et Revel, tandis qu'à droite Schwarzenberg contiendrait Tormazoff. Pendant ce temps il porterait la masse de ses forces vers Kovno, passerait le Niémen, couperait en deux la principale armée russe, celle de Barclay de Tolly, et refoulerait Bagration dans les marais de la Bérésina ou du Pripet.

Le 22 juin 1812, au sortir de la forêt de Pilwiszki, la grande armée arriva sur les bords du Niémen. Au delà commençait la Russie. La nuit tombait quand nos premiers soldats furent en vue du fleuve. Les plus ardents d'entre eux cherchaient à voir, à travers les ténèbres, cette terre promise à leur gloire; mais, quand le jour parut, ils n'aperçurent qu'un sol aride et de mornes forêts. On avait



PASSAGE DU NIÉMEN.

espéré que les Lithuaniens courraient au-devant de leurs libérateurs : on ne vit que quelques Cosaques déguenillés qui s'enfuirent au galop de leurs maigres chevaux. L'Empereur fit jeter trois ponts sur le fleuve, et ordonna de le franchir. L'ardeur était si grande que des régiments qui se disputaient l'honneur de passer les premiers faillirent en venir aux mains. On remarqua que l'Empereur ne montrait pas son entrain habituel. Etait-il accablé par la chaleur excessive, sentait-il peser sur ses épaules la responsabilité de cette formidable agression, ou bien était-il déjà tout étonné de ne pas rencontrer d'ennemis à vaincre?

Le sort en était jeté. La fatale expédition de Russie commençait. Les trois colonnes traversèrent lentement le fleuve et se perdirent à l'horizon. On croyait entendre au loin le canon. Ce n'était qu'un orage dont les sinistres roulements et les nuées enflammées, qui s'amoncelaient sur la tête de nos soldats comme pour leur défendre l'entrée de la sainte Russie, jetèrent dans bien des cœurs de sinistres pressentiments. Aucun ennemi ne paraissait. L'Empereur impatienté lança son cheval en avant et galopa sans but à travers la forêt, puis il revint en toute hâte, mais triste et presque découragé. Ce jour même un escadron de lanciers polonais de la garde périt sous ses yeux en traversant à la nage, et par son ordre, la petite rivière de la Vilia. C'était un mauvais début. On n'avait pas tiré un coup de fusil, et déjà la nature semblait de complicité avec l'ennemi pour nous infliger des pertes sérieuses.

Au même moment Macdonald passait le fleuve à Tilsitt et se dirigeait sur Riga. Le prince Eugène et le roi Jérôme le franchissaient à Pilony et à Grodno. Barclay de Tolly, se voyant menacé sur son centre, évacuait aussitôt Vilna, dont il brûlait les magasins, et se retirait sur le grand camp retranché de Drissa pour y rallier son armée; mais Murat et Ney se lançaient à sa poursuite, Oudinot culbutait sa droite et la rejetait sur Dunabourg; le prince Eugène tombait sur sa gauche, la refoulait de Lida sur Smorgoni et lui enlevait tous ses bagages. Une simple manœuvre de l'Empereur avait donc suffi pour jeter le désordre dans la grande armée russe et la séparer de celle de Bagration.

A la nouvelle du passage du Niémen, Bagration, comprenant le danger de son isolement, s'était mis en marche par Novogrodeck

pour rejoindre Barclay de Tolly. Quand il apprit la dispersion des troupes de son collègue, il se rabattit par Myr dans la direction de Minsk, mais Davout avait été dirigé sur cette place et déjà lui barrait le chemin. Il n'osa pas risquer la bataille et se replia sur Neswijé. L'Empereur avait ordonné à son frère Jérôme de s'emparer de Neswijé, mais ce jeune général avait exécuté ses ordres avec une telle lenteur qu'il ne fit avec son corps d'armée que vingt lieues en sept jours, et ne put surprendre à Neswijé que l'arrière-garde des Russes. Bagration passa alors la Bérésina, et se dirigea sur Mohilev pour tâcher de rejoindre Barclay à Vitebsk. Napoléon ordonna aussitôt à Davout de le prévenir à Mohilev, à Junot qui avait succédé à Jérôme de le suivre en queue, et à Schwarzenberg de l'attaquer sur ses flancs par Slonim et Bobrouïsk. Bagration était de la sorte entouré par trois armées. Sa perte semblait certaine. « Ils sont à moi ! » s'écriait l'Empereur plein de joie.

Au lieu de profiter de la dispersion des Russes pour les écraser, au lieu de les forcer, suivant sa méthode habituelle, à accepter une bataille décisive avant qu'ils aient eu le temps de se reconnaître, l'Empereur abandonna à ses lieutenants le soin de contenir Barclay et d'écraser Bagration, et se rendit de sa personne à Vilna, la capitale de la Lithuanie (29 juin). Il y passa une quinzaine de jours pour régler sa correspondance et organiser la suite de la campagne. Cette halte était indispensable, car Napoléon avait à décider bien des questions politiques, et surtout à remédier à l'immense désordre qui avait déjà presque ruiné son armée. Elle nous fut pourtant bien funeste, surtout au point de vue stratégique, et les écrivains spéciaux l'ont considérée comme la plus grande faute stratégique de l'Empereur.

Le plus redoutable des problèmes qui s'imposaient alors à l'attention de Napoléon était la question polonaise. Qu'allait devenir la Pologne? Les déplorables partages de 1772 et de 1794 recevraient-ils une consécration définitive, ou la Pologne redeviendrait-elle une grande nation ? L'Empereur était fort hésitant. Pour combattre les Russes il avait besoin de l'appui des Polonais et spécialement des Lithuaniens; mais pouvait-il prononcer l'affranchissement des Polonais appartenant à la Russie sans délivrer en même temps les Polonais appartenant à la Prusse et à l'Autriche, c'est-à-dire sans mécon-

tenter les deux plus puissants de ses alliés? Or la diète du grand-duché de Varsovie, créé par la paix de Tilsitt, et agrandi par celle de Vienne, venait de faire un pas décisif. Elle s'était constituée en confédération générale et avait proclamé le rétablissement de la Pologne. Une députation extraordinaire avait été envoyée à Napoléon. « Dites un mot, Sire, un seul mot; dites que la Pologne existe, et votre décret sera pour nous l'équivalent de la réalité. »

Certes, aux premiers jours de sa carrière, Napoléon n'aurait pas été long à prendre une détermination, et les Polonais, encouragés et soutenus par lui, seraient devenus les plus dévoués de ses auxiliaires. Bien qu'il les aimât sincèrement et, comme il l'a déclaré bien des fois, bien qu'il considérât le rétablissement de la Pologne « comme la véritable clef de toute la voûte », il n'osa pas faire appel aux passions révolutionnaires avant d'avoir remporté une grande victoire; aussi répondit-il à la députation : « Si j'avais régné pendant les partages de la Pologne, j'aurais armé tous mes peuples pour vous soutenir. J'applaudis à tout ce que vous avez fait. J'autorise les efforts que vous voulez faire. Tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai; mais j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses États. Que la Lithuanie, la Samogitie, la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie soient animées du même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause. » A ces vagues promesses les Polonais auraient préféré des engagements formels, et, de fait, ce fut une des erreurs de Napoléon de ne pas ressusciter franchement la Pologne. L'Autriche et la Prusse auraient obtenu des compensations territoriales, et la Russie aurait été obligée de céder tôt ou tard, car l'Empereur eût été invincible si, au lieu de marcher contre Moscou, il s'était arrêté en Lithuanie, et se fût, jusqu'à nouvel ordre, contenté de défendre cette ancienne province polonaise.

Il est vrai que Napoléon était comme effrayé par la prompte désorganisation de son armée. Les voitures de vivres n'avaient pas pu suivre et les bataillons d'équipages s'étaient disloqués. La pluie et le mauvais état des chemins avaient en outre fait périr un grand nombre de chevaux. « Le 29 juin, lisons-nous dans les mémoires de Coignet, un violent orage nous prit sur les trois heures, avant d'arriver à un village que j'eus toutes les peines du monde à pouvoir atteindre.

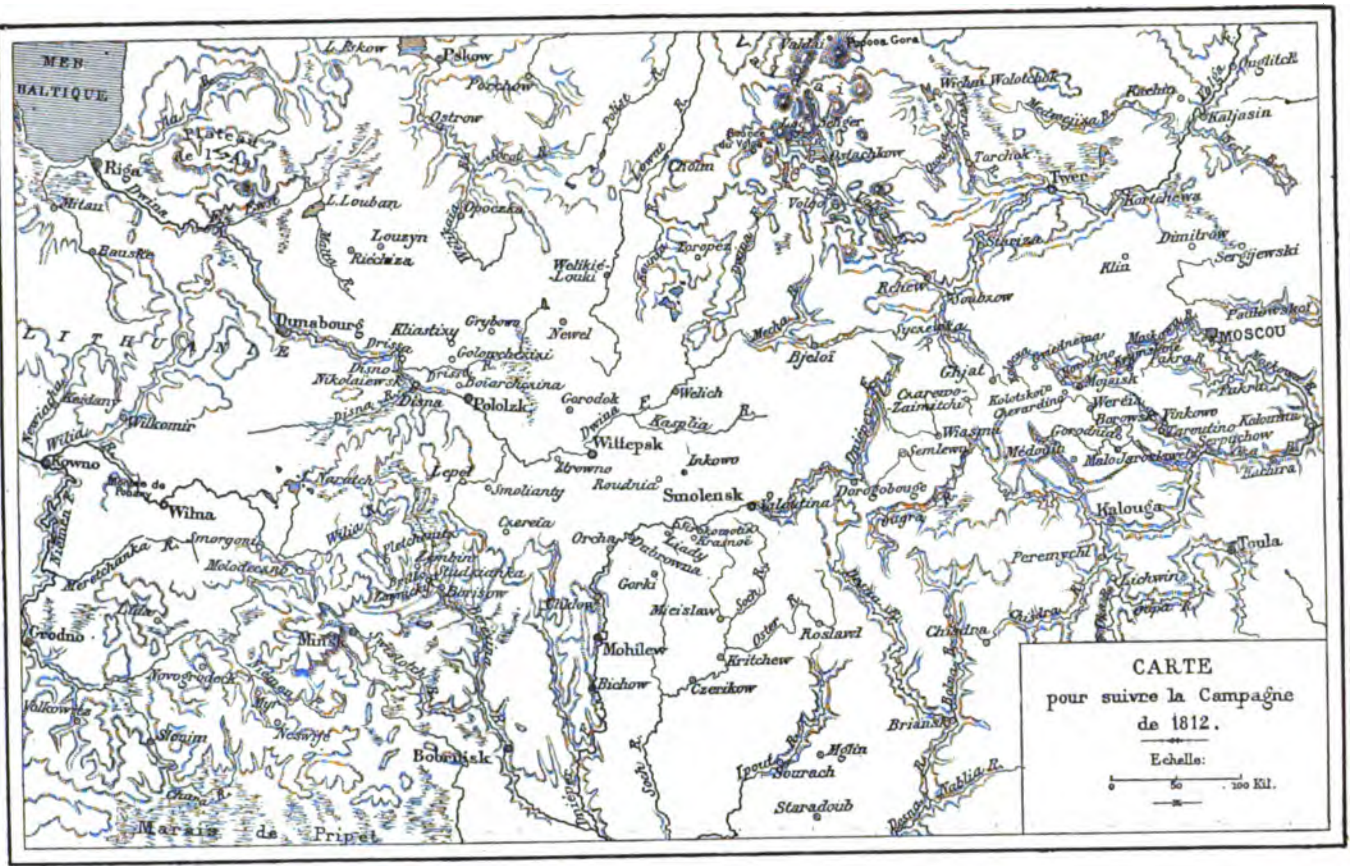
Arrivés à l'abri dans ce village, nous ne pûmes dételer nos chevaux. Il fallut les débrider, leur faucher de l'herbe, et faire allumer des feux. La tempête était si forte en grêle et en neige que nous eûmes du mal à contenir nos chevaux. Il fallut les attacher après les roues. J'étais mort de froid; ne pouvant plus tenir, j'ouvre un de nos fourgons, et je m'y cachai. Le matin quel spectacle déchirant! Dans le camp de cavalerie, près de nous, la terre était couverte de chevaux morts de froid; plus de dix mille succombèrent dans cette nuit d'horreur. Arrivés sur la route, nous trouvâmes des soldats morts qui n'avaient pas pu soutenir ce monstrueux orage; cela démoralisa une grande quantité de nos hommes. » — « Ce jour-là, lisons-nous dans les intéressants *Mémoires* du commandant Pion, les chevaux morts encombraient le chemin. J'en comptai plus de mille sur la route même. Les côtés en étaient couverts. Je me lassai de compter. Où trouver des vivres? il n'y avait pas de distribution. Où trouver du fourrage? le vert était fauché à plus de cinq lieues de rayon. » Chaque matin les régiments partaient en assez bon ordre de leurs bivouacs, mais, dès les premiers pas, ainsi que l'a écrit Ségur, « leurs rangs desserrés s'allongeaient en files lâches et interrompues; les plus faibles, ne pouvant suivre, se laissaient dépasser ». Les routes et les lisières des bois en étaient comme semées. Plusieurs moururent de faim, car ils ne pouvaient gagner l'hôpital ou le village le moins éloigné. Quelques-uns, au milieu même du chemin, s'appuyaient le front sur leurs fusils et se faisaient sauter la cervelle.

Les malades ne furent pas les seuls à se séparer de l'armée. Un grand nombre de nos soldats, et ce ne furent pas les moins déterminés, renoncèrent volontairement à leur drapeau, se formèrent en bandes et s'établirent dans les châteaux et les villages voisins de la route militaire. Ce furent surtout des étrangers, et particulièrement des Allemands, qui déshonorèrent ainsi leur uniforme par d'odieux excès; car, loin de la surveillance de leurs officiers, ces traînards devinrent de véritables brigands. Coignet a raconté dans ses mémoires qu'il fut chargé de conduire à Vilna, n'ayant auprès de lui comme hommes sûrs qu'un tambour et un musicien, une bande de 700 de ces traînards, parmi lesquels étaient 132 Espagnols : « Au sortir de la ville nous nous trouvons engouffrés dans des forêts. Je quitte la

tête de mon bataillon pour me porter derrière et faire suivre tous ces traînards. La nuit venue, je vois de ces déserteurs se glisser dans le fourré sans pouvoir les faire rentrer, vu l'obscurité. Il fallut mordre mon frein. » Le lendemain on se remet en marche, mais, au bout de deux heures, la colonne s'arrête. « Jugez de ma surprise. « Que « faites-vous là? Pourquoi ne marchez-vous pas? — C'est assez marché. « Nous avons besoin de repos et de manger. » Quelques heures plus tard les Espagnols, se trouvant dans le voisinage d'une forêt, quittent les rangs et s'enfuient. Coignet court après eux. Ils font feu sur lui. Par bonheur arrivaient quelques cavaliers, qui ramenèrent les fuyards. Un exemple était nécessaire. 62 d'entre eux sont fusillés. « J'ai sué du sang », écrivait dans son rapport le malheureux officier.

Inquiet de ce désordre, dont il prévoyait les conséquences, Napoléon y remédia avec son activité ordinaire. Il ordonna de fortifier Vilna, et en fit un grand centre d'approvisionnements et d'hôpitaux. Tous les traînards y furent dirigés. On devait les incorporer de nouveau, avant de les conduire à leurs régiments respectifs. Napoléon prescrivit encore à Victor de quitter ses cantonnements de l'Oder, où il serait remplacé par Augereau, et de s'échelonner entre la Vistule et le Niémen. Les hostilités étaient à peine engagées, et déjà les réserves se mettaient en mouvement. Combien l'Empereur eût-il été mieux inspiré s'il avait résolument, et dès cette époque, pris ses quartiers d'hiver, ou du moins s'il s'était contenté d'une guerre défensive !

Barclay de Tolly avait craint un instant que Napoléon ne se dirigeât contre Saint-Pétersbourg, mais quand il comprit que le véritable objectif de l'empereur était Moscou, et que, par conséquent, il lui fallait garder non plus les routes du Nord, mais celles de Vitebsk et de Smolensk qui couvraient la trouée du Dniéper, il chargea Wittgenstein de défendre les approches de la capitale, abandonna le camp de Drissa, où les Russes avaient un instant espéré trouver un autre Torrès-Védras, et fila rapidement sur Vitebsk, où il espérait opérer sa jonction avec Bagration. Napoléon observait tous ses mouvements. Il le suivit, atteignit son arrière-garde à Ostrovno (25 juillet), où Murat remporta un brillant succès, et déboucha dans la plaine de Vitebsk; Barclay nous y avait précédés. Deux cents voltigeurs parisiens du 9e de ligne et le 16e chasseurs furent


CARTE
pour suivre la Campagne
de 1812.
Echelle:
0
50
100 Kil.
MER BALTIQUE
LITHUANIE
Riga
Mitau
Bauske
Dwina
L. Louban
Louzyn
Pskow
Porchow
Ostrow
Opoczka
Dunabourg
Kliastixy
Grybowo
Newel
Nikolaiewsk
Disna
Pololzk
Gorodok
Welich
Witepsk
Smolensk
Inkowo
Roudnia
Wilkomir
Kowno
Wilna
Smorgoni
Molodeczno
Grodno
Minsk
Novogrodeck
Slonim
Neswije
Bobruisk
Marais de Pripet
Lepel
Smolianty
Orcha
Dubrowna
Liady
Krasnoë
Gorki
Mcislaw
Mohilew
Bichow
Kritchew
Czerikow
Roslawl
Mglin
Starodoub
Briansk
Wolikié-Louki
Cholm
Toropez
Bjeloï
Valdai
Popova Gora
Ostachkow
Wichni-Wolotchok
Twer
Torjok
Kaljasin
Ouglitch
Dimitrow
Sergijewski
Klin
Rchew
Ghjat
Wiasma
Semlewo
Dorogobouge
Valoutina
Mojaisk
Borodino
MOSCOU
Wereia
Borowsk
Malo-Jaroslawetz
Kalouga
Serpuchow
Toula
Peremychl
Lichwin
Medyn
Kolotskoï

inconsidérément lancés par Murat contre les collines où s'étaient postés les Russes. Les chasseurs furent écrasés, mais les voltigeurs se retirèrent en bon ordre, profitant du terrain entrecoupé de ravins et de crevasses, et réussirent à contenir les flots de cavalerie lancés contre eux. Ils combattirent sous les yeux des deux armées. Napoléon applaudit à leur courage. « Ce sont des enfants de Paris. Allez leur dire que je les ai vus, et qu'ils ont tous aujourd'hui mérité la croix de la Légion d'honneur. » Eugène, Murat et Lobau réparèrent facilement ce premier échec, et l'avant-garde russe fut ramenée sur la Loutchesa (26 juillet).

L'Empereur comptait sur une bataille décisive pour le lendemain, mais Barclay ne s'était battu que pour dégager Bagration et lui donner le temps de le rejoindre. Bagration, arrêté par Davout à Mohilev, et vaincu par lui, avait réussi à passer le Dniéper à Bykhov et gagnait Smolensk par Mstislavl. Barclay, apprenant que son lieutenant avait ainsi esquivé la poursuite de Davout et se rapprochait de lui, abandonna aussitôt Vitebsk, et recula sur Smolensk, où il opéra sa jonction avec Bagration. L'Empereur était entré à sa suite dans Vitebsk (28 juillet), mais il trouva la ville abandonnée. Quelques juifs y étaient seuls restés. Ils ne purent ou ne voulurent donner aucune indication sur les routes suivies par l'ennemi. Napoléon, fort étonné, tint conseil. Presque tous les généraux furent d'avis de s'arrêter. En effet, l'armée fondait, pour ainsi dire, à vue d'œil. La chaleur était extrême et les vivres manquaient. Le nombre des traînards augmentait d'heure en heure. Les vieux soldats s'inquiétaient de ce pays de marécages où l'on s'enfonçait sans rencontrer l'ennemi ; ils redoutaient cette guerre contre la solitude et l'immensité des espaces. Ils commençaient à penser à la France, et les jeunes recrues partageaient leurs sentiments. « Je m'arrête ici, leur dit Napoléon. La campagne de 1812 est finie. 1813 nous verra à Moscou et 1814 à Saint-Pétersbourg. On fera une guerre d'affranchissement au lieu d'une guerre d'invasion. On appellera la Lithuanie et une partie des Polonais à l'indépendance ; on soulèvera même les provinces du Sud pour en tirer des Cosaques. L'armée française sera nourrie par ceux qu'elle aura affranchis. » Sa résolution semblait si bien prise qu'il songeait à faire venir des acteurs de Paris pour l'hiver. « Nous ne ferons pas la folie de

Charles XII, écrivait-il à un administrateur, mais songez à nous faire vivre. » N'est-il pas à jamais regrettable que cette évocation si opportune de l'infortuné roi de Suède n'ait pas dicté la conduite ultérieure du chef de l'armée française !

A ce moment, c'est-à-dire à la fin de juillet, l'armée française était concentrée aux environs de Vitebsk. Le prince Eugène à gauche campait sur la haute Dvina. Ney, Murat et la garde occupaient entre Vitebsk et Orcha cette sorte de long couloir qui forme la ligne de partage des eaux de l'Europe. A droite Davout, Junot et Poniatowski remontaient lentement le Dniéper en refoulant devant eux les avant-postes russes. Certes la position défensive était excellente et nous pouvions braver toutes les attaques, d'autant plus que nous n'avions plus à redouter de diversion sur notre flanc. Sur la droite en effet Tormazoff était bien entré dans le grand-duché de Varsovie, espérant couper nos communications avec la Vistule. Il avait surpris Reynier à Kobrim, et lui avait enlevé une brigade, mais Schwarzenberg s'était aussitôt réuni à Reynier, et une irruption dans nos lignes n'était plus à redouter de ce côté. Sur la gauche, Oudinot, soutenu en arrière par Saint-Cyr et par Macdonald, avait détruit le camp de Drissa, pris Polotsk, et livré trois combats en avant de cette ville. Macdonald était entré à Dunabourg, évacué par les Russes, et avait investi Riga ; mais Wittgenstein avait reçu des renforts et barrait la route de Saint-Pétersbourg. De tous les côtés nous avions donc remporté de sérieux avantages, et, bien qu'aucune bataille décisive n'eût encore été livrée, la Lithuanie tout entière était occupée par nos troupes, et l'amour-propre de l'Empereur avait tout lieu d'être satisfait par cette rapide occupation.

En s'arrêtant à Vitebsk, Napoléon avait espéré que le Tsar lui enverrait des propositions de paix; mais le Tsar, heureux d'avoir détourné de l'alliance française la Suède et la Turquie, fier d'avoir jusqu'alors réussi à ne pas perdre de grande bataille, semblait résolu à continuer la guerre. Il avait quitté l'armée et parcourait ses provinces, levant partout des milices, excitant le fanatisme de ses sujets et les préparant aux plus grands sacrifices. « Les désastres dont vous êtes menacés, avait-il dit aux habitants de Moscou, ne doivent être considérés que comme des moyens sûrs de consommer la ruine de l'ennemi. » Aussi bien les Russes consen-

taient volontiers à ces sacrifices. D'eux-mêmes ils brûlaient leurs villes et leurs villages; ils incendiaient leurs forêts; ils coupaient leurs ponts; ils défonçaient leurs routes. Ils ne se levaient pas, comme l'avaient fait les Espagnols, pour courir sur les envahisseurs, mais ils commençaient à attaquer les traînards et les isolés, et faisaient le vide devant nos soldats. C'était une guerre d'extermination qui se préparait. Déjà les popes enflammaient l'imagination et surexcitaient le patriotisme des serfs en les appelant à se défendre « contre Moloch qui veut détruire toute la terre ». Le tort de Napoléon fut de croire que la guerre de Russie ressemblerait à toutes celles qu'il avait déjà entreprises et menées à bonne fin. Non pas qu'il méprisât son adversaire, mais peut-être ne se rendait-il pas un compte exact de la situation. Comme l'a si bien dit un grand écrivain russe, Tolstoï, « représentons-nous pour un moment deux hommes allant se battre à l'épée selon toutes les règles de l'escrime, et supposons que l'un d'eux, se sentant atteint mortellement, jette là son arme pour prendre une massue et s'en servir pour sa défense. Bien qu'il ait trouvé le moyen le plus simple pour arriver à ses fins, les sentiments de chevalerie dont il est animé l'obligent à dissimuler cette dérogation aux usages établis et à établir qu'il s'est battu et a vaincu selon toutes les règles. Le Français, c'est le duelliste exigeant que la lutte ait lieu d'une manière courtoise; son adversaire jetant là l'épée pour ramasser la massue, c'est le Russe, et les hommes s'efforçant à expliquer le duel selon tous les principes, ce sont les historiens.... Malgré la honte qu'éprouvaient peut-être certains hauts personnages à voir le pays se battre de cette façon, la massue nationale se leva menaçante, et, sans s'inquiéter du bon goût ni des règles, frappa et écrasa les Français, jusqu'à ce que, de sa force brutale et grandiose, elle eût complètement anéanti l'invasion. Heureux le peuple qui, au lieu de présenter son épée par la poignée à son vainqueur, prend en main la première massue venue, sans s'inquiéter de ce que feraient les autres en pareille circonstance, et ne la dépose que lorsque la colère et la vengeance ont fait place dans son cœur au mépris et à la compassion. »

Ce sont les Russes qui reprirent l'offensive. Barclay de Tolly et Bagration avaient réuni et refait leurs armées. Ils attaquèrent nos avant-postes à Boudnia, surprirent Sébastiani à Inkovo et essayèrent

de disperser nos corps disséminés, mais ils manœuvrèrent lentement, sans ensemble, et sous les yeux d'un capitaine habile à profiter des fautes de ses adversaires. Napoléon en effet venait de se décider à rentrer en campagne et à frapper le grand coup qu'il méditait. Il rassembla ses troupes avec rapidité afin de se transporter de Vitebsk à Orcha pour se trouver sur le flanc gauche des Russes et les couper de la route de Moscou. En effet, pendant que Barclay de Tolly cherchait l'armée française sur la route de Vitebsk, elle se trouva réunie sur la rive gauche du Dniéper, tout près de Smolensk. Si la manœuvre réussissait, si Smolensk était enlevé par un rapide coup de main, Napoléon était maître de la route de Moscou, et Barclay de Tolly obligé de s'ouvrir le chemin de la retraite par une grande bataille qu'il livrerait coupé de ses communications et complètement tourné par nos soldats. Ce beau mouvement échoua par le dévouement de la division russe Neveroskoïé, qui, détachée sur la rive gauche du Dniéper, défendit les approches de Smolensk avec un acharnement héroïque. Écrasé par quarante charges de cavalerie et poursuivi à outrance, Neveroskoïé perdit la moitié de son effectif, mais il arrêta pendant quelques heures la marche de l'armée française, et donna à Barclay de Tolly et à Bagration le temps de rétrograder jusqu'à Smolensk et de s'y abriter derrière ses murailles.

Lorsque Napoléon arriva devant cette ville, située sur la rive gauche du Dniéper et défendue par d'antiques fortifications et quelques ouvrages modernes; lorsqu'il aperçut sur l'autre rive du fleuve la grande armée russe qui accourait pour défendre la place, sa joie fut grande. « Enfin, je les tiens! » s'écria-t-il. Mais Barclay de Tolly était décidé à ne pas abandonner aux hasards d'une seule bataille les destinées de l'Empire. A la vue des Français qui se développaient devant lui, appuyés des deux côtés sur le fleuve, il ne songea plus qu'à battre en retraite. Bagration, son collègue, voulait au contraire livrer bataille. Élève de Souvaroff, il n'aimait que l'offensive, et ses soldats étaient d'accord avec lui, le peuple également. N'allait-on pas jusqu'à accuser Barclay de lâcheté, jusqu'à le suspecter même de trahison en sa qualité d'Allemand originaire des provinces Baltiques? Un moment troublé par ces attaques inconsidérées, Barclay persista dans son dessein. Pour se débarrasser de Bagra-

tion, il l'envoya avec 40 000 hommes s'assurer la route de Moscou, et, avec le reste de son armée, environ 80 000 hommes, garnit les faubourgs et les ouvrages de la place. Napoléon, persuadé que Barclay était enfin décidé à livrer bataille, prit aussitôt ses dispositions pour le lendemain.

Le 17 août les Français attaquèrent les faubourgs de Roslavl, Krasnoïé, Ratchonka et Mstislavl, et les enlevèrent après une résistance acharnée ; mais ils s'aperçurent tout à coup que les Russes avaient décampé, et qu'ils n'avaient devant eux qu'une arrière-garde chargée de les contenir. Napoléon lança aussitôt Poniatowski au delà du fleuve pour couper la retraite de Barclay, et, dans l'espoir de s'emparer plus vite des passages du Dniéper, il ordonna à Ney de tenter l'assaut par escalade de ces vieilles murailles, qui jadis avaient bravé les efforts de la barbarie asiatique. Une nouvelle bataille s'engagea aux portes de la ville. Notre artillerie foudroyait les ponts, et on allait livrer l'assaut définitif, lorsque les Russes se décidèrent à battre en retraite, mais non sans mettre le feu à la ville.

Les Français ne purent entrer à Smolensk que dans la matinée du 18 août. Ils traversèrent ces ruines fumantes musique en tête et dans l'appareil du triomphe, mais ils étaient comme épouvantés de cette stérile victoire, « dont l'épaisse fumée qui les environnait n'était que le trop fidèle emblème ». Napoléon surtout était frappé de l'acharnement des Russes. L'incendie de Smolensk n'était pas un accident de guerre, ni le résultat d'un acte de désespoir, mais bien un fait réfléchi et convenu. Les Russes avaient détruit avec autant de méthode et de soin que d'autres en mettent à conserver. Ce n'étaient pas les soldats seulement, c'était le peuple entier qui s'était associé à cette manifestation nationale. Devant lui se dérobait l'armée, mais la population lui échappait aussi, et, avec elle, un de ses plus puissants moyens de conquête. Ségur a rapporté un entretien que, sur les ruines encore brûlantes de Smolensk, l'Empereur aurait eu avec ses maréchaux. Il s'emporta contre Barclay qui fuyait toujours devant lui. « Les Russes sont des femmes ! s'écria-t-il. Ils s'avouent vaincus. Bientôt Alexandre n'aura plus d'armée. Le ramassis de paysans armés de piques qu'on a vus à la suite de leurs bataillons montre assez à quoi leurs généraux sont réduits. » En accusant les Russes de

lâcheté, Napoléon ne cherchait qu'à s'étourdir. Comme le remarqua Duroc, si Barclay avait eu tellement tort de refuser la bataille, l'Empereur n'aurait pas pris tant de peine à vouloir le persuader à ses généraux. Ce qui acheva sinon de le décourager, au moins de lui inspirer de sérieuses réflexions sur l'issue de la guerre, ce fut sa visite aux hôpitaux de Smolensk. Les rapports des chirurgiens étaient déplorables. Nos jeunes soldats, épuisés de faim et de fatigue, avaient bu sans modération les eaux-de-vie de grain qu'on fabriquait dans le pays. Un instant soutenus par cette chaleur perfide, ils étaient vite retombés dans leur abattement. Bon nombre d'entre eux, frappés de vertige et d'assoupissement, s'accroupissaient dans des fossés, où on les oubliait. Quant aux blessés, transportés dans les hôpitaux ou dans les granges, mais sans vivres, sans lits, sans couvertures, et même sans médicaments, ils croupissaient dans une horrible infection, et mouraient sans même avoir reçu le secours d'un médecin. A Vitebsk 700 blessés et à Smolensk 300 restèrent trois jours abandonnés par l'armée. On ne les découvrit que par hasard. A Smolensk il n'y avait plus ni charpie, ni linges pour les bandages. On y suppléa par de l'étoupe, par le parchemin des archives et par de l'écorce de bouleau. Et pourtant on était vainqueur!

Pour ne pas défiler le long du Dniéper sous le feu de nos batteries, Barclay s'était d'abord retiré par la route de Saint-Pétersbourg, mais il avait annoncé à Bagration, qui suivait la route de Moscou, qu'il le rejoindrait par des chemins de traverse. En effet, après un long circuit par Brédichnia et par Slobpnava, il réussit à opérer sa jonction avec son lieutenant sur les hauteurs de Valoutina. Il était grand temps pour Bagration d'être secouru. Ney s'était acharné à sa poursuite. Il avait, sur ses derrières, franchi deux des affluents du Dniéper, le Stabna et le Kolovdina, et l'avait enfin atteint à Valoutina. 30 000 hommes de part et d'autre prirent part à cet engagement qui devint une vraie bataille. L'Empereur, qui ne croyait qu'à une affaire d'avant-garde et qui d'ailleurs ne soupçonnait pas la jonction de Barclay et de Bagration, était resté à Smolensk. Ney lui ayant demandé des renforts, il se contenta de lui envoyer la division Gudin, et ordonna à Junot un mouvement tournant. Gudin fut tué par un boulet en arrivant sur le champ de bataille, et Junot, qui

n'aurait eu qu'à se montrer pour rendre la victoire décisive, perdit son temps et ne se décida pas à attaquer. En vain Murat avait-il gourmandé sa mollesse. Il avait même lancé en avant sa cavalerie. « Achève, lui avait-il dit, ta gloire est là et ton bâton de maréchal. » Mais Junot était trop longtemps resté l'aide de camp de Napoléon. Il ne savait plus qu'obéir. Les fatigues et les blessures l'avaient vieilli avant le temps. Il avait deux lieues d'avance sur les Russes et pouvait tomber sur leurs derrières. Il resta immobile, et laissa Barclay et Bagration opérer leur jonction et se retirer en bon ordre (20 août).

Lorsque Napoléon, le lendemain du combat de Valoutina, dont il appréciait trop tard l'importance, parcourut le champ de bataille, il combla d'éloges la division Gudin, qui s'était en effet couverte de gloire, et lui prodigua les récompenses qu'elle avait si bien méritées. Il s'emporta contre la désobéissance et l'inaction de Junot, auquel il retira son commandement; mais la fortune lui échappait pour la troisième fois. De même qu'à Vilna, de même qu'à Vitebsk, il n'avait pas réussi à envelopper et à détruire ses ennemis par une de ces manœuvres foudroyantes dont il avait jusqu'alors eu le secret. Aussi les généraux commençaient-ils non pas à douter de son génie, mais à se lasser de leurs insuccès répétés. Murat et Ney, qui venaient de se montrer si braves à Smolensk et à Valoutina, n'hésitèrent pas à conseiller à l'Empereur de suspendre les hostilités. Poniatowski, dont il aimait à demander l'avis, car il était aussi franc et judicieux qu'intrépide, pensait également qu'il était temps de s'arrêter. D'ailleurs, à une si grande distance de Paris, les soucis et les soins de l'administration intérieure de ses États prenaient forcément une grande place dans les préoccupations de l'Empereur. Le travail s'amoncelait dans ses portefeuilles. Les affaires civiles et politiques commençaient à s'encombrer. Il résolut donc de faire une halte nouvelle.

Aussi bien, plus on s'avançait, plus augmentaient l'énormité et aussi les difficultés de l'entreprise. L'armée devenait de plus en plus faible. Ney n'avait plus que 22 000 soldats au lieu de 36 000, Oudinot 23 000 au lieu de 38 000, Murat 14 000 seulement au lieu de 22 000. La division italienne de Pino était réduite de 11 000 à 5 000 hommes. Les Bavarois, décimés par la dysenterie, avaient

perdu près de la moitié de leur effectif, 13000 hommes sur 27 000. Les Westphaliens, les Saxons, les Polonais n'avaient pas moins souffert. Les maraudeurs augmentaient de nombre et d'insolence. Ils pillaient les convois et les magasins. Ils ravageaient à main armée les couvents et les villages. Ils ne respectaient même plus les officiers isolés. Dans cette marche offensive on pressentait déjà les misères et les angoisses de la retraite. Napoléon s'efforça de combler les vides. Les levées lithuaniennes, commandées par Dombrowski, furent envoyées en observation sur la Bérésina. Victor reçut l'ordre de se porter en avant de Vilna sur Smolensk, qui serait fortifié et deviendrait, ainsi que Vitebsk, un grand centre de ravitaillement et de secours. Augereau fut invité à remplacer Victor dans ses cantonnements de la Vistule et du Niémen. Comme il fallait à tout prix conserver avec la France des communications militaires, les cent cohortes de la garde nationale, qui pourtant ne devaient pas s'éloigner du territoire, furent averties que bientôt elles franchiraient le Rhin. Les conscrits de 1813 furent appelés par anticipation et versés dans les dépôts. Comme l'a écrit le général Jomini, « l'Empire semblait échelonner sa population virile vers le pôle ».

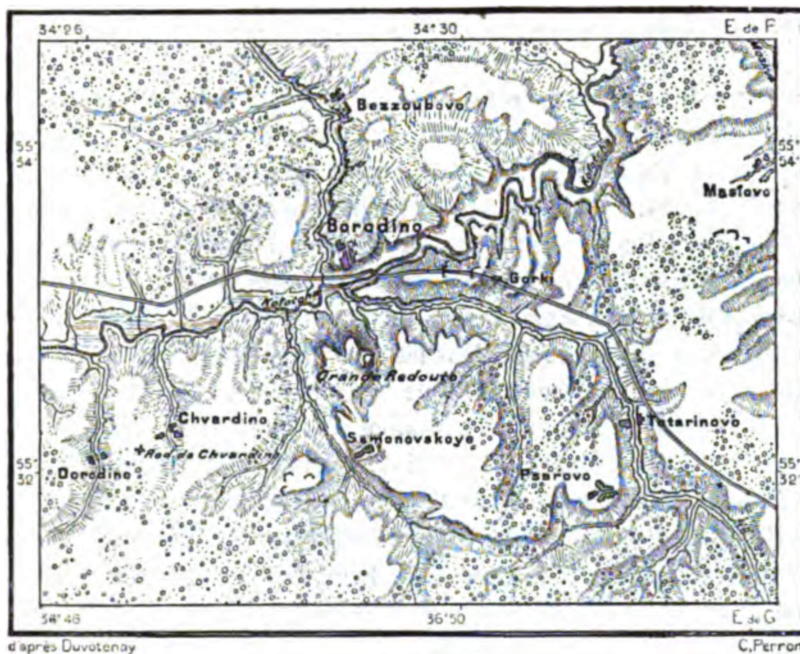
Napoléon profita de sa halte de Smolensk pour étudier froidement la situation. Trop avancé pour reculer, il lui fallait marcher ou sur Saint-Pétersbourg, ou sur Moscou, ou sur Kiev. La victoire de Polotsk, remportée par Saint-Cyr, et dont il venait d'apprendre la nouvelle, semblait devoir le pousser dans la direction de Saint-Pétersbourg. S'il s'emparait de cette capitale, il frappait au cœur le gouvernement, et possédait le point de communication entre la Russie et l'Angleterre. Mais n'était-ce pas risquer beaucoup, à une époque aussi avancée de l'année, que de tenter une marche contre une ville encore si éloignée? Si, au contraire, la grande armée prenait Kiev pour objectif, non seulement elle détruirait Tchichakoff et son armée, mais encore occuperait les provinces les plus riches de l'empire, et pourrait, au printemps prochain, recommencer la guerre avec de grandes chances de succès; mais n'était-ce pas renoncer à des résultats acquis que tenter cette conquête excentrique? Restait Moscou, la ville sainte, la vraie capitale. On n'en était plus éloigné que d'une quinzaine de jours de marche. La grande armée russe en défendait les approches. Elle semblait provoquer les Français à une

action décisive. C'est contre Moscou que l'Empereur se décida à lancer ses bataillons.

Les Russes reculaient toujours, de Valoutina sur Dorogobouj, puis sur Semlevo, sur Viazma, sur Gjatsk, mais ils reculaient toujours en bon ordre, et ils infligeaient des pertes sérieuses, à Murat qui les poursuivait car ils n'acceptaient le combat que sur un terrain soigneusement étudié, tandis que Murat, dans sa fougue, lançait contre eux à peu près au hasard son impétueuse cavalerie. Le 1er septembre vers midi, les Français venaient d'arriver à Gjaskt, et traversaient la ville tout en flammes, car les Russes incendiaient les villes et les villages où ils avaient campé, lorsqu'ils virent venir à eux un de leurs compatriotes qui leur annonça qu'un grand changement venait de s'opérer dans l'armée russe. Koutouzoff avait été nommé généralissime et une grande bataille allait être livrée. Ces renseignements étaient vrais. Les Russes en effet commençaient à se fatiguer de toujours battre en retraite. Leur mécontentement prenait contre Barclay de Tolly des formes agressives. Bagration lui-même était taxé de timidité. Ce fut alors que le Tsar, pour donner à l'opinion publique un semblant de satisfaction, se décida à nommer généralissime le glorieux soldat d'Amstetten, de Diernstein et d'Austerlitz, le vieux Koutouzoff, un Russe du temps jadis, indolent et endormi en apparence, mais plein de bon sens, très brave, très patriote et très populaire. Cette nomination fut bien accueillie. On annonça partout que Koutouzoff était arrivé « pour battre les Français ». D'ailleurs, en prenant possession du commandement, n'avait-il pas proclamé « qu'avec de tels gaillards on ne pouvait pas songer à battre en retraite ! » Il continua pourtant à reculer, mais pour arriver sur des positions étudiées à l'avance, sur la Kolokcha, en avant de Moscou. C'est là, dans un terrain boisé et raviné, qu'il occupa tout de suite ses fantassins à construire d'imposantes redoutes et qu'il donna rendez-vous à tous ses lieutenants : à Miloradovitch qui lui amenait d'importants renforts, à Platoff qui arrivait avec les Cosaques du Don, à Rostoptchine qui lui avait promis de le rejoindre avec la division de Moscou, c'est-à-dire avec les milices nationales. 131 000 hommes furent bientôt concentrés entre ses mains, et c'est à leur tête, appuyé sur les fortifications improvisées sur la Kolokcha, soutenu en arrière par la grande ville de Moscou, qu'il attendit les Français pour

leur livrer la bataille décisive, tant attendue de part et d'autre.

Le 4 septembre, l'armée, toujours partagée en trois colonnes, Napoléon au centre, Poniatowski à droite, le prince Eugène à gauche, partit de Gjatsk et de ses environs. Murat l'avait précédée. On assure que, voyant des Cosaques tourbillonner autour de lui, il s'élança tout seul contre leur ligne, et d'un geste impérieux de son épée leur fit signe de se retirer. Ces barbares obéirent. Le même jour, dans le



LA MOSKOVA.

ravin de Gridneva, un des lieutenants de Koutouzoff, Konovnitzine, fut moins conciliant. Il fallut, pour le déloger, engager plusieurs divisions. Le lendemain 5 on arriva au couvent de Kolotskoï, et nos soldats aperçurent la plaine de la Kolokcha et les villages, garnis de redoutes, qui la parsemaient. Ils venaient d'arriver au rendez-vous d'honneur que leur avaient assigné les Russes.

Napoléon avait alors sous ses ordres 85 000 fantassins, 18 000 cavaliers et 587 canons servis par 16 000 artilleurs. Tous ces soldats, aguerris par des marches extraordinaires et des combats quotidiens,

étaient des hommes d'élite. Avec eux l'Empereur pouvait tout oser, mais il n'avait pas son audace habituelle. Il était malade; il souffrait cruellement de la maladie qui devait plus tard l'emporter, et à laquelle s'ajoutait un cruel accès de dysurie. Aussi n'apportait-il pas dans la conception de ses plans sa précision ordinaire, et se fiait-il trop pour leur exécution à ses lieutenants. Koutouzoff avait 131 000 hommes, dont 82 600 fantassins, 18 000 cavaliers, 7 000 Cosaques, 10 000 miliciens et 640 canons servis par 14 000 artilleurs. Les forces étaient donc à peu près égales, mais les Russes campaient sur des positions fortifiées. Le front de leur armée était dessiné à droite par les villages de Gorki et de Borodino sur la Kolokcha, petit ruisseau mais dont les berges sont escarpées par endroits et peuvent offrir des obstacles sérieux. La Kolokcha est grossie par un certain nombre d'affluents, portant tous des noms qui semblent prédestinés, la Voïna ou Guerre, le Stonetz ou Sanglot, l'Oghnik ou Flamme. Chacun de ces affluents forme un ravin assez profond. Au centre on remarquait la Montagne Rouge, où les Russes avaient établi la batterie Raïevsky, celle que dans les récits composés par les Français on nomme la Grande Redoute. A gauche et en avant du village et du ravin de Séménovskoïé, avaient été construites trois petites redoutes, dites les flèches de Bagration. En avant de la Grande Redoute et des flèches, les Russes avaient encore construit une forte redoute au village de Chvardino, en sorte que, protégés par la Kolokcha et par les villages fortifiés de Borodino, Séménovskoïé et Chvardino, maîtres des deux grandes routes qui conduisent à Moscou, les Russes étaient à peu près inexpugnables.

Le premier choc eut lieu le 5 septembre. Les Russes furent refoulés sur Borodino, et la redoute de Chvardino fut enlevée par un magnifique élan du 61ᵉ régiment de ligne. Bagration envoya des renforts pour la reprendre. Trois fois le 61ᵉ l'enleva aux Russes et en fut chassé; mais il s'y maintint tout sanglant et à moitié détruit. Lorsque l'Empereur passa en revue le régiment, il demanda où était le 3ᵉ bataillon. « Dans la redoute, sire », répondit le colonel. La journée se terminait donc par un succès et les deux armées se trouvaient dès lors tellement rapprochées qu'un choc était inévitable.

Toute la journée du 6 septembre fut employée par les deux généraux en chef à prendre leurs dispositions pour la grande bataille.

Koutouzoff établit son quartier général à Gorki. Il confia sa droite à Barclay de Tolly, qui, avec une noble abnégation, avait demandé à servir en sous-ordre, et à ses deux lieutenants, Doktoroff à Gorki et Miloradovitch à Borodino. A gauche commandait Bagration. Raïevsky occupait la Montagne Rouge et Séménovskoïé, et Bagration les trois flèches. Les miliciens défendaient le bois d'Outitsa, à l'extrême gauche. Napoléon avait disposé le prince Eugène avec les Italiens et les Bavarois en face de Borodino et de la Grande Redoute; Ney avec Junot et les Wurtembergeois en face des trois flèches. La grande manœuvre était confiée à Davout avec les Polonais et les Saxons, à Murat avec ses cavaliers, et à Poniatowski qui devait tourner les Russes par leur gauche, et les acculer soit à la Kolokcha, soit à la Moskova en arrière du champ de bataille. La division Friant et la garde étaient massées en réserve. L'Empereur, bien que très souffrant, parcourut à plusieurs reprises les cantonnements. Il venait de recevoir le portrait du roi de Rome, peint par Gérard. Il l'exposa lui-même devant la tente et convia les officiers et les soldats de sa garde à l'examiner. Il s'occupa aussi de rédiger une proclamation qui devait être lue seulement le lendemain matin, au moment où s'engagerait la bataille, car il craignait que les Russes, fidèles à leur tactique, ne se dérobassent encore. « Soldats, leur disait-il, voilà la bataille que vous avez tant désirée. Désormais la victoire dépend de vous. Elle nous est nécessaire. Elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Vitebsk et à Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite votre conduite dans cette journée. Que l'on dise de vous : il était à cette grande bataille sous les murs de Moscou. » Au même moment une imposante cérémonie était célébrée dans le camp russe. Koutouzoff promenait dans son camp une vierge miraculeuse de Vladimir, échappée à l'incendie de Smolensk, et les popes répandaient leurs bénédictions sur les fidèles qui allaient mourir pour défendre la patrie et la religion. On raconte qu'un aigle plana au-dessus de la tête du généralissime, et que cet heureux présage fut salué par de formidables hourras. Tout se préparait pour la grande bataille du lendemain.

Le 7 septembre, à cinq heures et demie du matin, Napoléon arriva sur la redoute de Chvardino. Quand le jour parut, « c'est le soleil

d'Austerlitz », dit-il à ses officiers : mais il nous était contraire, car il se levait du côté des Russes, et nous montrait à leurs coups. La bataille s'engagea sur la gauche. D'un élan irrésistible les troupes du prince Eugène enlèvent Borodino. Ney à son tour emporte les trois flèches de Séménovskoïé. Murat franchit le ravin et coupe presque en deux l'armée russe. Il est dix heures du matin et la bataille semble gagnée. Napoléon n'a plus qu'à soutenir ce premier succès en engageant sa réserve ; mais il hésite, et ne donne aucun ordre.

L'instant décisif ne lui semble pas venu, et la garde reste immobile. Koutouzoff profite de ce répit inespéré. Il appelle ses réserves au secours de sa gauche. Bagration reforme ses lignes. Ses feux déchirent nos rangs, et il reprend les trois flèches de Séménovskoïé. Au même moment Barclay de Tolly repousse les attaques du prince Eugène et se maintient sur la Grande Redoute, à Borodino et à Gorki. « Des renforts ! des renforts ! » demande-t-on de toutes parts; mais l'Empereur reste impassible. Il retient sa garde impatiente et se contente d'ordonner aux batteries de redoubler leurs feux. A ce moment le combat était dans toute sa fureur, mais l'acharnement des Russes échoua devant la froide intrépidité de nos soldats. Bagration fut blessé à mort, les trois flèches tombèrent une seconde fois en notre pouvoir, et les cavaliers de Murat balayèrent de nouveau le ravin de Séménovskoïé.

Koutouzoff concentre toutes ses troupes pour un dernier effort. Appuyé sur la Grande Redoute, il essaye de contenir à la fois Ney et Murat qui l'attaquent par la gauche, et le prince Eugène qui s'acharne sur Borodino. La redoute couvre la plaine de ses feux destructeurs, nos généraux tombent en masse auprès de leurs soldats, et le cosaque Platoff profite de ce moment d'hésitation pour se jeter sur les derrières de l'armée italienne et y semer le désordre. Il fallait à tout prix faire tomber l'obstacle de la Grande Redoute. Les cuirassiers de Caulaincourt sont lancés en avant, les fantassins de Lanabère appuient la charge; les deux généraux sont tués, mais les cuirassiers pénètrent par la gorge, les fantassins escaladent le parapet, et le drapeau tricolore est enfin arboré. Il était temps. Les masses ennemies se précipitaient pour la troisième fois sur Séménovskoïé. Le choc fut effroyable. 800 pièces de canon tonnaient à la fois. Les Russes sont enfin enfoncés; Davout et Ney les refou-

lent sur la Moskova, mais ils se retirent lentement, ne laissant entre nos mains aucun prisonnier, et couvrant leur ligne de retraite par des feux si habilement dirigés que nos soldats sont obligés de s'abriter dans les ravins. Si, à ce moment suprême, la garde avait enfin donné, on aurait pu les débusquer de ces dernières positions et achever leur défaite. Napoléon ne voulut pas se priver de cette suprême ressource. Il se contenta de cette demi-victoire. Au moins, s'il n'engagea pas ces soldats d'élite, laissa-t-il toute latitude à ses lieutenants pour démolir à coups de canon les lignes ennemies. Ce fut en effet à ce moment que les colonnes russes éprouvèrent les pertes les plus effroyables. Elles ne pouvaient riposter qu'avec peine, et, du haut des collines que nous occupions, nos boulets traçaient dans leurs rangs d'affreux sillons.

La nuit seule suspendit le carnage. Nous étions maîtres du champ de bataille, mais il était couvert de 60 000 cadavres, et l'armée russe non seulement ne s'était pas laissée entamer, mais encore était prête à livrer sous Moscou une seconde bataille.

Les lieutenants de l'Empereur furent très étonnés de sa circonspection dans cette grande journée. Murat s'écria qu'il n'avait pas reconnu le génie de Napoléon. Le prince Eugène avoua qu'il ne concevait rien à l'indécision de son beau-père. Ney, plus franc, conseilla la retraite immédiate. Napoléon en effet avait été toute la journée accablé par une fièvre brûlante qui lui avait enlevé sa présence d'esprit. Or, comme il le disait lui-même, la santé est indispensable à la guerre et ne peut être remplacée par rien. En outre il ne voulait pas s'exposer à un désastre avec une armée formée de vingt nations différentes, et à cinq cents lieues de Paris. C'est sans doute ce qui explique son inaction et ses refus obstinés d'engager ses réserves. Ainsi que l'a écrit Tolstoï dans une page admirable « Napoléon éprouvait la sensation pénible du joueur qui, toujours heureux, jetant son argent à pleines mains et ayant prévu toutes les chances, se sent, malgré tout, près d'être battu pour avoir trop savamment combiné ses coups. Les troupes et les généraux étaient les mêmes qu'autrefois, ses mesures étaient bien prises, sa proclamation courte et énergique, il était sûr de lui, de son expérience et de son génie que les années n'avaient fait qu'augmenter; l'ennemi

qu'il combattait était le même qu'à Austerlitz et à Friedland, il comptait tomber sur lui à bras raccourcis, et voilà que ce coup de massue lui échappait comme par magie.... De tous côtés on lui demandait des renforts, on lui apprenait que des généraux étaient morts ou blessés, que les troupes étaient débandées, et qu'il était impossible de déloger les Russes.... Il se passait quelque chose d'étrange : bien que les ouvrages avancés eussent été emportés d'assaut, il le sentait d'instinct, et il comprenait que ce sentiment était partagé par son entourage militaire. Tous les visages étaient tristes, on s'évitait du regard, et Napoléon savait mieux que personne ce que voulait dire un combat qui se prolongeait huit heures, bien qu'il y eût engagé toutes ses forces, et qui n'avait pas encore abouti à une victoire. Il savait que c'était une bataille compromise, que le moindre hasard pouvait, dans ce moment de tension extrême, le perdre lui et son armée. Lorsqu'il repassait en pensée toute cette fantastique campagne de Russie, pendant laquelle, depuis deux mois, aucune bataille n'avait été gagnée, aucun drapeau, aucun canon, aucun corps de troupe n'avait été pris, les figures contristées de son entourage, leurs doléances sur la résistance opiniâtre des Russes, l'oppressaient comme un cauchemar... Jadis il ne prévoyait que des hasards heureux, aujourd'hui au contraire un nombre incalculable de hasards défavorables s'offrait à son imagination. La nouvelle que les Russes venaient d'attaquer le flanc gauche terrifia Napoléon. Berthier s'approcha de lui et lui proposa de monter à cheval pour se rendre un compte exact de la situation. « Quoi ! Que dites-vous? Ah ! oui, « faites-moi amener un cheval. » Et il partit pour le village de Séménovskoïé. »

Cette impression de tristesse et de découragement fut plus grande encore lorsque Napoléon, au lendemain de sa demi-victoire, parcourut le champ de bataille. Tout concourait à l'effet saisissant de cette visite : un ciel obscur, une pluie froide, des maisons ruinées, un sol bouleversé par les projectiles, partout des soldats errants parmi les cadavres et cherchant des subsistances jusque dans les sacs de leurs camarades morts. De loin en loin, autour des aigles quelques pelotons de soldats, aux vêtements en lambeaux, noircis de poudre et couverts de sang. Sur le passage de l'Empereur, quelques cris de triomphe ; partout ailleurs, de la fatigue, de l'abattement, une morne

taciturnité. Aux alentours de la Grande Redoute le spectacle était terrifiant. « Les abords, les fossés, l'intérieur de l'ouvrage avaient disparu sous une colline artificielle de morts et de mourants, d'une épaisseur moyenne de six à huit hommes, entassés les uns sur les autres. » (Brandt.) « Nous arrivâmes à la Montagne Rouge, lisons-nous dans le récit d'un témoin oculaire, la paysanne Prascovia Ivanovna, et alors des horreurs à ne pouvoir les raconter ! A un endroit les cadavres étaient entassés jusqu'à hauteur d'homme, et, en outre, on en voyait d'appuyés qui étaient morts debout. Partout des jambes ou des bras. La terre était inondée de sang. » Aussi bien Rostoptchine ne raconte-t-il pas qu'il fut obligé plus tard de faire brûler 67 000 cadavres et 36 000 chevaux. L'Empereur ne cacha ni sa douleur ni ses lugubres pressentiments. « Pour nous, écrit un de ses compagnons d'armes, Ségur, nous n'en avions dejà que trop, et bien plus que nous ne pourrions en garder. Etait-ce donc là conquérir ? L'étroit et long sillon que nous tracions si péniblemeut depuis Kovno, à travers des sables et des cendres, ne se refermerait-il pas derrière nous, comme celui d'un vaisseau sur une vaste mer ? Il suffirait presque de quelques paysans mal armés pour l'effacer. »

La bataille de la Moskova devait en effet être le dernier de nos succès dans cette fatale campagne. Sans doute, en vertu de la vitesse acquise, nos soldats devaient encore entrer à Moscou et s'installer pour quelques semaines dans la vieille capitale russe, mais dès ce jour commencent les malheurs irréparables et bientôt les désastres. Ainsi que l'a dit dans sa langue énergique le grand romancier qui a si profondément pénétré les causes et exposé les péripéties de cette guerre, Tolstoï, « la bête était blessée à mort ! »

CHAPITRE VIII

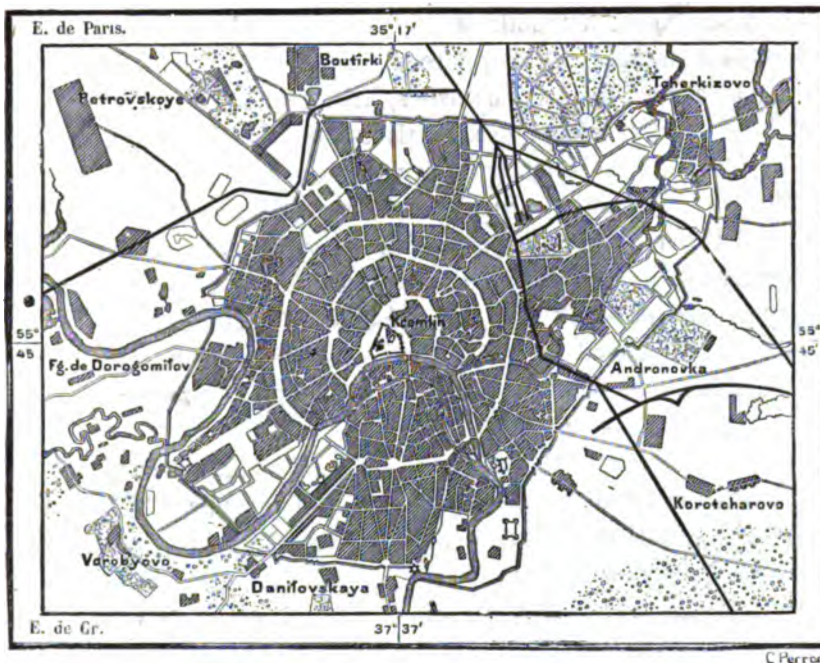
CAMPAGNE DE RUSSIE. — LA RETRAITE

1812

Koutouzoff avait cédé à Napoléon le champ de bataille de la Moskova, mais il s'était retiré en bon ordre, écrivant au Tsar qu'il ne battait en retraite que pour sauver Moscou, et répandant partout le bruit de sa victoire. Il est vrai que ses soldats n'avaient pas été un seul instant mis en déroute. Le soir même de l'engagement, ils avaient manifesté leur présence par des clameurs répétées. Le lendemain matin, ils avaient failli surprendre le quartier impérial, et la garde avait dû courir aux armes pour repousser leur attaque. A Mojaïsk, dès le 8 septembre, ils avaient résolument fait face en arrière et durement repoussé Murat, qui s'obstinait à les poursuivre. A Krymskoïé, le 11 septembre, ce fut au tour de Mortier d'éprouver un véritable échec. Sans doute les Russes reculaient, mais ils choisissaient leur heure, et leur ferme attitude démontrait qu'ils ne considéraient nullement la Moskova comme une bataille décisive.

Arrivé aux Fily, sur une des collines qui dominent Moscou, Koutouzoff assembla un conseil de guerre. Essayerait-il de sauver Moscou en sacrifiant les derniers soldats de la Russie, ou les réserverait-il pour des jours meilleurs en abandonnant aux Français la ville sainte? Benningsen, Eugène de Wurtemberg, Ostermann, Yermoloff se prononçaient pour une nouvelle bataille. Barclay déclara que, quand il s'agissait du salut de la Russie et de l'Europe, Moscou n'était plus qu'une ville comme une autre. Koutouzoff écouta

tous les avis, mais sa résolution était déjà prise. Il était décidé à ne pas défendre Moscou. « L'abandon de la capitale, dit-il à ses lieutenants consternés, est un piège où la ruine de l'ennemi est infaillible. » L'événement lui donna raison, mais ce ne fut pas sans verser des larmes amères que l'armée défila par les faubourgs de la capitale pour prendre la route de Riazan, qui lui permettait de se placer sur le flanc droit de Napoléon, d'attirer les renforts du midi, et de bar-



MOSCOU.

rer aux Français le chemin des provinces les plus fertiles de l'Empire.

Rostoptchine avait été nommé gouverneur de Moscou. Avec un art infini il travailla l'opinion publique, et disposa tout pour un sacrifice suprême. Il avait d'abord essayé de donner le change à ses administrés en publiant des bulletins de victoires imaginaires. Tantôt c'était Wittgenstein, tantôt Ostermann qui avaient fait mordre la poussière à des milliers de Français. « Je réponds sur ma tête que le méchant n'entrera pas à Moscou, écrivait-il dans une proclamation. En avant, la drouijna de Moscou. Marchons aussi et

nous serons 100 000 braves. Nous prendrons avec nous l'image de la mère de Dieu d'Ibérie, 150 canons, et nous ferons l'affaire tous ensemble. » Même après Borodino, il affectait une confiance imperturbable. « Moscou est notre mère. Elle nous a abreuvés, nourris, enrichis. Au nom de la mère de Dieu, je vous convie à la défense des temples du Seigneur, de Moscou, de la Russie... Rassemblez-vous à l'instant sur les trois montagnes. Je serai avec vous. Nous exterminerons tous ensemble les envahisseurs. Gloire dans le ciel à ceux qui iront! Paix éternelle à ceux qui mourront! Punition au Jugement dernier à ceux qui reculeront. » Pendant qu'il enflammait ainsi le zèle des Moscovites, il expédiait sur Vladimir les archives et les trésors des palais et des églises. Il distribuait au peuple les trésors de l'arsenal, prenait ou cachait les pompes, et ordonnait d'incendier les magasins d'eau-de-vie et les barques chargées d'alcool. A-t-il, comme il s'en est vanté plus tard, ordonné l'incendie de la capitale? Rien n'est moins prouvé; mais il a tout préparé. Quand les Français se présentèrent, tout ce qui pouvait quitter la ville avait émigré. Il ne restait plus que les pauvres et les malfaiteurs, auxquels Rostoptchine, en partant pour rejoindre l'armée, avait lui-même ouvert les portes des prisons.

Le 14 septembre l'Empereur n'était plus qu'à quelques lieues de Moscou. Il marchait lentement, car il s'attendait à une bataille; mais toutes les positions avaient été abandonnées, et l'on n'éprouvait pas la plus légère résistance.

Nos soldats arrivent à une dernière hauteur, le mont du Salut. Ils voient s'étendre à leurs yeux cette ville immense dont les clochers et les coupoles étincellent au soleil. Saisis d'admiration, ils poussent des cris de joie : Moscou! Moscou! et bientôt l'armée tout entière couronne les collines qui dominent la ville. « A la vue de cette ville dorée, lisons-nous dans les *Mémoires* de Ségur, de ce nœud brillant de l'Asie et de l'Europe, nous nous arrêtâmes saisis d'une orgueilleuse contemplation. Quel jour de gloire était arrivé! Comme il allait devenir le plus grand, le plus éclatant souvenir de notre vie entière! Nous sentions qu'à ce moment toutes nos actions devaient fixer les yeux de l'univers surpris, et que chacun de nos moindres mouvements serait historique. » Napoléon était accouru. Il ne cacha pas sa joie. Ses maréchaux, qui, depuis la Moskova,

s'étaient éloignés de lui, l'entourèrent en l'accablant de compliments, et rendirent hommage à sa fortune. Tout semblait oublié, misères passées et souffrances présentes. L'armée n'avait plus qu'à étendre la main sur cette riche proie. Cette fois encore la victoire nous restait fidèle.

Poussant devant eux les derniers bataillons russes, nos soldats



INCENDIE DE MOSCOU.

entrèrent à Moscou en chantant la ***Marseillaise***. Napoléon gravit l'escalier rouge, et s'installa dans l'antique palais des Tsars, au Kremlin. Dès la première heure, des désordres éclatèrent et le pillage des maisons commença. Mortier avait été nommé gouverneur de la place. L'Empereur lui avait ordonné de faire observer une sévère discipline, mais la populace se joignit aux maraudeurs et d'énormes ressources furent gaspillées avec une déplorable insouciance. Les incendies commencèrent en même temps. Dès le lendemain, 16 sep-

tembre, la ville, presque entièrement bâtie en bois, ne présentait plus qu'un océan de flammes. Partout les maisons s'écroulaient en faisant jaillir des tourbillons de fumée et d'étincelles. Les plaques de tôle qui recouvraient les toits, subitement dilatées par la chaleur, étaient arrachées à leurs ferrements et projetées à d'énormes espaces. On était perdu en s'aventurant dans certaines rues. La respiration manquait, la fumée étouffait, les débris écrasaient. On vit de pauvres femmes s'affaisser sur les pavés brûlants, et être aussitôt ensevelies sous les tisons et sous les cendres. Nos soldats essayèrent d'abord d'arrêter le désastre, mais ils ne purent sauver que des vivres et des richesses. Seules restèrent debout les églises, quelques monuments et environ un dixième des maisons. Menacé par les flammes jusque dans le Kremlin, qu'encombraient les caissons d'artillerie de la garde, Napoléon fut obligé de se retirer au parc Petrovsky, et encore faillit-il périr en chemin.

Quel est le véritable auteur de l'incendie de Moscou? Sans doute on arrêta des incendiaires, qui prétendirent avoir reçu les ordres de Rostoptchine, et des commissions militaires condamnèrent à mort quatre cents d'entre eux. Les Russes ont également cherché à faire retomber ce grand désastre sur la sauvagerie de nos soldats, mais, en réalité, Moscou a brûlé parce que cette ville, toute en bois, était abandonnée par ses habitants, et que dès lors elle était condamnée à l'incendie, comme peuvent l'être des tas de copeaux sur lesquels tombent des étincelles. « Même en temps de paix, a écrit Tolstoï, lorsque des troupes viennent prendre leurs quartiers dans des villages, dans n'importe quel pays, le nombre des incendies se multipliera tout de suite en cet endroit. A plus forte raison, quelles doivent être les chances d'incendie dans une ville déserte, construite en bois et occupée par une armée étrangère! L'incendie de Moscou est dû aux pipes, à la cuisine, aux bûchers et surtout à la négligence des soldats ennemis, et provient de ce que les habitants ont été remplacés par des étrangers. »

Après l'incendie le pillage, surtout des caves et des magasins restés intacts. Les Français se signalèrent par leur courtoisie et leur générosité. « Ils ne commettaient pas de dégâts inutiles, écrit un témoin oculaire, le général Volzogen. Leur politesse se manifestait au milieu même de leurs excès, et souvent elle présentait de bizarres

contrastes. Je déclare, pour rendre hommage à la vérité, que personne n'a reproché soit aux maréchaux, soit à Bonaparte lui-même, d'avoir détourné la moindre chose pour son compte personnel. » Nos alliés se distinguaient au contraire par leur brutale rapacité. « De leurs alliés que Dieu nous garde ! disait un marchand de Moscou. Nous les avions surnommés l'armée sans merci, parce qu'avec eux rien n'y faisait, ni prières ni larmes. On disait même, dans le peuple, qu'ils étaient à l'épreuve des balles et que le diable les protégeait. Quand ce n'était pas en action, c'était en paroles qu'ils nous outrageaient. On ne comprenait pas ce qu'ils disaient, mais on sentait bien que c'étaient des insultes. » Entre tous se firent remarquer les Bavarois et les Wurtembergeois, car « ils faisaient le mal pour le seul plaisir du mal. Ils brisaient ce qu'ils ne pouvaient emporter et dont ils n'espéraient pas le débit ». Le désordre fut bientôt tel, que, même au camp impérial de Petrovsky, on voyait les soldats, affublés de costumes tartares ou chinois, vendre les dépouilles de Moscou aux juifs qui s'étaient abattus sur eux. Cet abominable trafic avait lieu presque sous les yeux de Napoléon, qui laissait faire et semblait approuver. On en arriva à organiser le pillage comme une opération régulière. Fezensac raconte dans ses *Mémoires* que, campé hors de Moscou, et prévoyant qu'il allait, lui et ses hommes, mourir de faim, il s'entendit avec un de ses collègues, le colonel du 18e de ligne, pour envoyer ses soldats par escouades prendre leur part de butin. « Au reste ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'ils pouvaient se procurer quelque chose. Il fallait en revenant traverser le camp du 1er corps, placé devant nous, et se battre avec leurs soldats et ceux de la garde impériale, qui voulaient tout enlever. »

A un tel régime, l'armée se déshonorait et se désorganisait. Pendant les trente-cinq jours qu'elle resta à Moscou, 10 à 12 000 soldats périrent de misère, et pourtant les magasins étaient encombrés et les ressources ne manquaient pas. Le corps bavarois acheva de s'y détruire. Il est vrai que les habitants, exaspérés par les mauvais traitements, se vengeaient sur les soldats isolés. Bon nombre d'entre eux furent assassinés et jetés dans les puits. Une marchande, Anna Grigorievna, interrogée à ce sujet, raconta qu'elle avait contribué à noyer plusieurs de nos soldats. Elle avait même à ce propos inventé une théorie du meurtre légitime. « S'ils

s'avisaient de vouloir nous faire du mal, on savait les mettre à la raison. Pas un ne sortait vivant. Cela faisait mal au cœur, mais avant tout on tient à sa peau. Si, après les avoir battus, on les avait relâchés, vous sentez bien qu'ils seraient partis furieux, et seraient revenus en bandes pour nous exterminer jusqu'au dernier. Donc pas de pitié ! A mort ! »

Plutôt que d'exposer ainsi ses soldats aux vengeances des Moscovites, plutôt que de les maintenir dans une inexplicable oisiveté et de leur donner de déplorables habitudes de dissipation et de débauche, Napoléon aurait dû rentrer en campagne et surprendre Koutouzoff; mais l'incendie de Moscou l'avait comme stupéfait. Il se sentait impuissant contre tant de barbarie. Il avait d'abord pensé à marcher sur Saint-Pétersbourg, en ralliant sur son passage Macdonald et Oudinot; mais tous ses lieutenants l'en dissuadèrent. « Mieux valait, disaient-ils, séjourner à Moscou, où il y avait encore de grandes ressources. Mieux valait surtout négocier. » L'Empereur eut le tort de céder. Tout était préférable à l'inaction, car chaque jour perdu à Moscou hâtait la ruine de l'armée. Napoléon avait comme le pressentiment de la faute qu'il commettait. Ce fut à contre-cœur qu'il envoya Lauriston à Saint-Pétersbourg adresser de nouvelles propositions de paix. Le Tsar n'avait plus qu'à laisser faire le temps.

Bien qu'il affectât une grande tranquillité d'esprit, et organisât des représentations théâtrales ou des concerts au Kremlin; bien qu'il datât de Moscou son fameux décret sur la Comédie-Française; Napoléon était comme dévoré d'inquiétudes. Il ne savait à quel parti s'arrêter. Tantôt il songeait à se déclarer roi de Pologne, et à démembrer la Russie occidentale, tantôt il voulait affranchir les serfs, soulever les Tatars de la Volga, ou même donner une constitution libérale, qui lui aurait concilié l'aristocratie russe. Aujourd'hui il portait toute son attention aux affaires d'Espagne ou bien à la guerre commencée entre les Etats-Unis et l'Angleterre, demain il s'occupait des mille détails de l'administration de son empire; mais, au fond du cœur, il comprenait que le danger grandissait d'heure en heure et qu'il n'aurait bientôt plus d'autre ressource que dans la retraite. Les Russes aiment à raconter qu'il monta un jour sur la tour d'Ivan au Kremlin pour examiner la route de Troïtsa. « C'est par là que j'irai ! s'écria-t-il. Les chemins sont libres ! Per-

sonne ne m'arrêtera! » Au même moment il voit sortir de la porte du monastère un vieillard à cheveux blancs, la crosse d'or à la main, qui s'avance contre lui d'un air menaçant. Une foule innombrable l'entoure, poussant des cris furieux. L'Empereur effrayé s'enfuit en toute hâte. C'était saint Serge, c'étaient les fidèles martyrs qui lui défendaient de s'avancer plus loin. D'après une autre légende, très populaire en Russie, l'armée française aurait, à trois reprises, essayé de marcher sur la route de Troïtsa : à trois reprises se dressa devant elle une forêt gigantesque et touffue, où elle s'égara. Napoléon en effet ne devait pas dépasser Moscou, et l'heure de la retraite allait bientôt sonner.

Le Tsar ne daigna même pas répondre aux ouvertures de Napoléon et blâma Koutouzoff d'avoir consenti à des pourparlers. Il avait décrété l'opoltchénié, c'est-à-dire la levée en masse, dans seize gouvernements, et les renforts arrivaient de tous côtés. « Nous ferons de la Russie une nouvelle Espagne! » avait-il dit. En effet la guerre des partisans avait commencé. Des moujiks tombaient sur les fourrageurs, les tuaient à coups de fourche, les pendaient ou les noyaient. Dans le seul district de Borovsk, 3500 de nos soldats furent ainsi tués ou pris. Un paysan de Pavlovo, Gérasime Kourine, leva une bande de 6 000 hommes. Dorokoff et un parti de Cosaques prirent d'assaut Vereïa. Sur les derrières de l'armée, le prince Kourakine, Seslavine, Dangdoff, Benkendorff enlevaient nos convois. Une femme Nadejda Dourova, prenait le fusil et donnait l'exemple aux hommes. Des Cosaques déguisés entraient déjà à Moscou. L'hésitation n'était plus possible. Il fallait ou rentrer en campagne, ou battre en retraite.

Les Russes n'attendirent pas. Ils reprirent l'offensive. Koutouzoff, profitant du désordre où l'incendie de Moscou avait mis les Français, s'était porté à leur insu, et sans être inquiété, sur la route de Kalouga, c'est-à-dire qu'il était passé du sud-est au sud-ouest de Moscou, et menaçait nos communications avec Mojaïsk. Murat, après dix jours de la plus singulière inaction, fut envoyé contre lui et le battit à Vinkovo (27 sept.), mais Koutouzoff s'arrêta dans le camp retranché de Taroutino, où son armée, appuyée sur les provinces du midi, reçut d'incessants renforts. Le 18 octobre il surprenait à son tour Murat à Vinkovo, et lui faisait éprouver un sérieux échec. Au même moment, aux deux extrémités de l'empire, les

armées russes reprenaient également l'offensive. Wittgenstein avait reçu des renforts, tout le corps d'armée de la Finlande qui avait débarqué à Riga pour se joindre à lui (4 septembre). Certain de ne plus être attaqué dans la direction de Saint-Pétersbourg, il descendit lentement au sud, refoulant devant lui les troupes épuisées de Gouvion Saint-Cyr, Oudinot et Macdonald. Son plan était de donner la main à Tchichakoff et Tormazoff, réunis, malgré la défaite du second par Schwarzenberg, à Gorodeczno (22 août), et de fermer la retraite à Napoléon poussé en queue par Koutouzoff. Si cette grande manœuvre réussissait, Napoléon serait comme enfermé entre trois armées, et réduit ou bien à capituler ou bien à s'ouvrir un passage qui lui serait vivement disputé. Ce fut en exécution de ce plan que Koutouzoff se jeta sur Murat et lui infligea la défaite de Vinkovo.

Il n'y avait plus de temps à perdre. Napoléon avait tout préparé pour la retraite. Les traînards avaient été ralliés à Moscou. Des masses d'approvisionnements étaient préparés à Smolensk, à Vitebsk, à Minsk, à Vilna. Victor en première ligne et Augereau en seconde ligne arrivaient avec des renforts. La Pologne et la Lithuanie étaient en armes. Les cohortes de la garde nationale se disposaient à passer le Rhin. La conscription de 1813 était versée dans les dépôts. Rien encore n'était compromis, puisque, après tout, on avait toujours été victorieux, mais il fallait se hâter. Le plan de l'Empereur était de revenir à Smolensk, non par la route ruinée de Borodino, mais par celle de Kalouga, qui traversait un pays abondant et peuplé, et il voulait y arriver avant les froids. Il ne pouvait d'ailleurs se dissimuler que ses soldats étaient mal équipés. Aux premiers jours de l'occupation française, les Russes avaient remarqué que les généraux aimaient à passer les troupes en revue, et qu'elles marchaient fièrement, allègres et étincelantes ; mais le séjour de la capitale avait été pernicieux pour elles. Sans doute les soldats se réunissaient encore à l'appel du tambour, mais ils étaient sales, déchirés, en bottes percées, et déjà mourant de faim et épuisés par le besoin. Il fallait à tout prix les arracher de ce lieu de perdition.

De Moscou à l'Elbe on peut distinguer dans la retraite comme trois périodes, marquées la première par une station à Smolensk, la seconde par une autre station à Vilna, et la troisième par un arrêt définitif sur les bords de l'Elbe. L'armée conserve d'abord un semblant

d'organisation, et s'ouvre péniblement mais glorieusement le chemin de la retraite. A la retraite succède la déroute. Nos soldats se défendent avec peine et ils n'échappent à une catastrophe que par le dévouement de ceux de leurs camarades qui sont restés serrés autour de leurs drapeaux. Puis c'est l'effondrement. Ce qui reste de la grande armée ne présente plus qu'une colonne confuse et indisciplinée, non plus des divisions, ni même des régiments, mais des bandes qui se défendent à peine contre les Cosaques acharnés à leur poursuite. Même quand ils ont franchi la frontière russe, ils n'osent pas faire face à l'ennemi, et c'est en pleine Allemagne, abrités par d'imposantes forteresses et soutenus par l'espoir de prompts renforts, qu'ils se décident enfin à s'arrêter. Nous étudierons successivement ces trois étapes dans la voie douloureuse de l'expiation.

La retraite commença dès le 13 octobre. Les hôpitaux et les convois furent d'abord évacués. Le prince Eugène prit ensuite le commandement de l'avant-garde et marcha sur Kalouga avant que Koutouzoff fût instruit de sa marche. Du 14 au 19 octobre, 80 000 combattants sortirent de Moscou. L'infanterie était en assez bon ordre, mais la cavalerie ne comptait plus que 12 000 chevaux, fatigués et hors d'état de supporter une nouvelle campagne. L'artillerie, forte encore de 600 canons et de 2 000 caissons, manquait d'attelages ; mais ce qui alourdissait singulièrement la marche des soldats, c'était une véritable cohue de 50 000 non-combattants, prisonniers, employés, femmes, enfants, vivandières et maraudeurs, qui allongeaient sur toutes les routes une file interminable de voitures et d'équipages, chargés de vivres, d'habits et de butin. Mortier et l'arrière-garde occupaient encore le Kremlin, et déjà la retraite ressemblait à une déroute. Voici comment l'a décrite un témoin oculaire, le général, alors colonel, de Fezensac : « Les ténèbres de la nuit, le silence de la marche, les ruines encore fumantes que nous foulions sous nos pieds, tout semblait se réunir pour frapper l'imagination de tristesse. Aussi chacun de nous voyait avec inquiétude commencer cette mémorable retraite. Les soldats eux-mêmes sentaient vivement l'embarras de notre situation.... Parvenu au haut de la colline, je contemplai longtemps ce spectacle, qui rappelait les guerres des conquérants de l'Asie ; la plaine était couverte de ces immenses bagages, et les clochers de Moscou à l'horizon terminaient le tableau. »

Napoléon avait ordonné de tout détruire et de tout brûler. Mortier exécuta ces ordres impitoyables. Les mines du Kremlin éclatèrent. Le palais de Catherine II sauta, les portes du Sauveur et de la Trinité ainsi que la tour d'Ivan, furent lézardées par l'explosion et les murailles ouvertes en plusieurs endroits. C'était une vengeance inutile et mesquine qui appelait de cruelles représailles sur les blessés que l'on abandonnait. Dès le premier jour les distributions régulières firent défaut, et la maraude devint le seul moyen de subsistance. Aussi les paysans, exaspérés par les mauvais traitements, furent-ils impitoyables. De part et d'autre on commença à massacrer. Les prisonniers russes que nous emmenions avec nous furent les premières victimes. On assassina ceux qui ne pouvaient plus marcher. « Nous rencontrions sur la route leurs cadavres, qui, tous, avaient la tête fracassée. Je dois aux soldats de mon régiment la justice de dire qu'ils en furent indignés. Ils sentaient d'ailleurs à quelles cruelles représailles le spectacle de cette barbarie exposerait ceux d'entre nous qui tomberaient entre les mains de l'ennemi. » (Fezensac.)

Koutouzoff n'apprit que le 20 octobre la retraite des Français, mais nos colonnes s'avançaient avec une telle lenteur qu'il arriva à Malo-Iaroslavets, sur la route de Kalouga, le 24 octobre, avant que le prince Eugène y fût parvenu, et put ranger son armée pour nous barrer le passage. Un affreux combat s'engagea dans les rues étroites de cette ville. A six reprises différentes nos divisions, emportées par un furieux élan, s'emparèrent de la ville malgré les feux plongeants des Russes, qui s'étaient établis sur les coteaux de la Lougea, et criblaient de boulets les ponts jetés sur cette petite rivière. Le brave Delzons tomba frappé de trois coups de feu. Les généraux Broussier et Pino réussirent enfin, dans un septième assaut, à se loger dans les ruines fumantes de Malo-Iaroslavets. C'est au milieu d'un incendie qui dévorait les blessés et calcinait les cadavres de 6 000 Russes et de 4 000 Français, que nos soldats bivouaquèrent le cœur serré, en pensant à la grande bataille du lendemain.

L'Empereur était accouru pour féliciter les vainqueurs et pour reconnaître les positions occupées par l'ennemi. Le 25 au matin, il s'apprêtait à franchir à son tour la Lougea, lorsqu'il fut comme enveloppé par un tourbillon de cavalerie. C'étaient les Cosaques de

Platoff qui avaient surpris nos avant-postes et se ruaient, sans se douter de la riche proie qui était à leur portée, sur l'état-major impérial. Généraux et officiers furent obligés de mettre le sabre à la main. Ils furent bientôt dégagés par les dragons de la garde ; mais la surprise avait failli réussir. On voyait çà et là errer dans la plaine des centaines de chevaux sans conducteurs ; on entendait les cris des femmes et des enfants ; c'était le premier de ces hurrahs, comme les nommaient nos soldats, qui devaient, dans cette fatale retraite, nous causer tant d'ennuis et amener tant de désastres.

Après avoir reconnu le terrain, Napoléon assembla un conseil de guerre dans une chaumière du village de Gorodnia. Fallait-il persister à percer sur Kalouga au risque de perdre dans une grande bataille 15 ou 20 000 hommes? Fallait-il au contraire reprendre la route de Smolensk? Certes il était possible de gagner la bataille, si on la livrait ; mais, à la distance où on se trouvait de la France, il importait de conserver les effectifs aussi nombreux que possible, et l'on savait d'avance que tous les blessés seraient abandonnés à la fureur vengeresse des paysans russes. D'autre part regagner la route de Smolensk, c'était se condamner à traverser un pays ravagé et ne présentant aucune ressource. C'était surtout avouer qu'on était battu et qu'on craignait de perdre ses communications. Le mieux aurait été, comme l'avait jadis conseillé Daru, de s'établir à Moscou et d'y prendre ses quartiers d'hier ; mais la presque unanimité des généraux se prononça pour un retour immédiat par la route de Smolensk. Le général Mouton, soldat ferme et résolu, qui ne parlait qu'à son heure, mais toujours avec la plus entière franchise, répondit à l'Empereur, qui le consultait, que l'hésitation n'était pas permise, et qu'il n'y avait qu'à sortir au plus vite d'un pays où on avait eu le tort de s'enfoncer. Cette réponse ébranla Napoléon. Le temps était devenu froid et pluvieux. Tout prenait un aspect triste et sombre. Les Cosaques voltigeaient autour de l'armée. Ils venaient de surprendre Poniatowski et de lui infliger un échec à Médyn. Napoléon prit donc son parti et se décida à retourner directement par Smolensk. Ainsi que le remarque Tolstoï, il ressemblait à l'animal blessé qui se retourne contre les chasseurs, puis rebrousse chemin par la voie la plus dangereuse et la moins aisée, mais la plus connue, celle où il retrouve une ancienne piste.

Le mouvement définitif de retraite commença le 26 octobre. La garde prit la tête : Napoléon et son état-major suivirent. Ce fut une faute. L'Empereur aurait dû rester à l'arrière-garde, non seulement parce que c'était le poste d'honneur, mais surtout parce qu'il aurait pu se rendre ainsi compte par lui-même de la situation et diriger en personne des mouvements toujours difficiles quand on est poursuivi par un ennemi que rien ne rebute. Venaient, après Napoléon, Murat et Ney, puis le prince Eugène, et enfin Davout qui fermait la marche. Veillant à tous les besoins de ses hommes, faisant réparer les ponts, déblayer les passages, sauter les caissons de munitions qui n'avaient plus d'attelage, ce chef intrépide remplit sa mission avec un admirable dévouement. Il aurait voulu emmener avec lui tous les blessés, surtout ceux de Malo-Iaroslavets, mais ses propres blessés à lui étaient forcément abandonnés, puisqu'on n'avait plus rien pour les transporter, et il ne pouvait entendre sans douleur leurs supplications et leurs cris de désespoir. Ce n'était pas encore la déroute, puisqu'on avait toujours été victorieux, mais l'armée commençait à se désorganiser, et, si le maréchal n'avait maintenu la discipline avec sa rigueur habituelle, l'immense cohue des fuyards aurait déjà couvert les routes et encombré tous les passages.

En trois jours on arriva à Mojaïsk. Le temps, quoique froid la nuit, se maintenait beau pendant le jour. Les Russes ne nous suivaient qu'avec une extrême prudence. Aussi espérait-on gagner aisément Smolensk et y trouver enfin le repos et l'abondance. Le 29 octobre on traversa le champ de bataille de Borodino. Il était encore couvert de débris. Des cadavres à moitié rongés par les animaux encombraient le sol. Nos soldats s'approchaient-ils d'un des endroits où les victimes étaient tombées en plus grand nombre, des oiseaux de proie s'envolaient en poussant des croassements sinistres. Près de 2 000 blessés restaient encore à l'abbaye de Kolotskoï. Napoléon ordonna d'en charger les voitures et les fourgons, et le chirurgien Larrey recommanda à la générosité des ennemis tous ceux qu'il fut obligé d'abandonner. Le 31 Davout et l'arrière-garde quittaient à leur tour ces lieux sinistres, et allaient coucher à Gjatsk. Il n'y avait eu jusqu'alors à repousser que des Cosaques, mais on allait bientôt se heurter à la grande armée russe.

Les Russes en effet, s'ils avaient laissé libre le chemin de la retraite,

n'avaient pas pour autant renoncé à la poursuite. S'il n'avait écouté que ses aides de camp et quelques-uns de ses généraux, entre autres Miloradovitch et Yermoloff, Koutouzoff non seulement nous aurait livré bataille au lendemain de Malo-Iaroslavets, mais encore ne nous aurait pas laissé un moment de répit; or le généralissime russe, convaincu qu'il était inutile de provoquer Napoléon et que le mauvais temps, la fatigue et la misère suffiraient pour réduire son adversaire, s'était obstinément refusé à une action générale. Il se contenta de nous faire suivre par de la cavalerie et de l'artillerie légère, et vint prendre position sur notre flanc gauche entre Gjatsk et Viazma. Le 1er novembre, profitant d'un encombrement produit par le défilé des troupes et des bagages à Tsarevo-Zaïmitchi, il attaqua le corps du prince Eugène et réussit à couper la route de la retraite entre ce général et Davout. Le danger était grave, car toute notre arrière-garde pouvait être enlevée par l'ennemi, et Davout, pour se faire jour à travers les masses russes, n'avait plus sous ses ordres que 15,000 soldats. C'est tout ce qui lui restait des 72 000 hommes qui avaient avec lui franchi le Niémen et des 28 000 qu'il avait encore à Moscou! Mais c'étaient des vétérans et ils étaient conduits au feu par Morand, Gérard et Compans. Ils ne se laissèrent pas déconcerter, bousculèrent les escadrons russes qui s'étaient déjà établis en travers de la route, et parvinrent à opérer leur jonction avec la grande armée. Koutouzoff irrité se départit de sa prudence ordinaire et se décida à livrer bataille (3 novembre).

Ce fut surtout un combat d'artillerie. Ney, Eugène et Davout défilèrent devant Koutouzoff comme sur un champ de manœuvre : chaque division se déployait, faisait feu, et laissait la place à la division suivante, qui protégeait à son tour les colonnes en retraite. Les Russes n'osèrent pas aborder ce front imposant de vieux soldats. Il n'y eut d'engagement à la baïonnette qu'à Viazma. Le 57e de ligne, commandé par Morand, parvint, à force de charges répétées, à contenir les Russes et à protéger le passage. Dans ce glorieux combat nous n'avions perdu que 15 à 1 800 soldats, et les Russes au moins le double. L'honneur était donc sauf; mais les soldats de Davout, depuis qu'ils protégeaient la retraite, commençaient à se lasser de rester seuls exposés à tous les coups et à toutes les privations. Ils avaient déjà perdu près de la moitié de leur

effectif, et l'armée qui les précédait consommait et brûlait tout devant eux. Non seulement ils avaient à supporter tout le poids de la campagne, mais encore ils étaient réduits pour vivre aux expédients. Les officiers et les soldats, fatigués de ce rôle sacrifié, ne ménageaient plus l'expression de leur mécontentement. Leurs propos furent rapportés à Napoléon. L'Empereur, fort irrité lui-même, et tout heureux de l'occasion qui se présentait d'exhaler sa fureur, enleva le commandement de l'arrière-garde à Davout, qu'il accusait à tort de lenteur, et le donna à Ney. Davout était l'homme du devoir. Il ne daigna pas se défendre, mais il repoussa les injustes reproches que Napoléon adressait à ses soldats, et il le fit avec une fermeté qui l'honore. L'Empereur ne lui pardonna pas cette attitude. Il ne pouvait frapper un officier qui avait toujours fait son devoir, mais dès lors il le tint dans une demi-disgrâce, et ne lui confia plus que des commandements secondaires.

Le 5 novembre Napoléon arriva à Dorogobouj. Le prince Eugène le rejoignit le 6, les autres chefs de corps le 7 et le 8. Le froid avait jusqu'alors été vif mais supportable. Tout à coup le 9 novembre, des torrents de neige, poussés par un vent violent, couvrirent le sol. C'était le général Hiver, comme disaient les Russes, qui entrait en campagne. « Tout alors est confondu et méconnaissable, a écrit le général de Ségur dans ses *Mémoires*, les objets changent d'aspect; on marche sans savoir où l'on est, sans apercevoir son but; tout devient obstacle. Pendant que le soldat s'efforce pour se faire jour au travers de ces tourbillons de vents et de frimas, les flocons de neige, poussés par la tempête, s'amoncellent et s'arrêtent dans toutes les cavités; leur surface cache des profondeurs inconnues qui s'ouvrent perfidement sous nos pas. Là le soldat s'engouffre, et les plus faibles, s'abandonnant, y restent ensevelis.... Bientôt la neige pénètre au travers des légers vêtements et de la chaussure déchirée. Les habits mouillés se gèlent sur le corps et roidissent les membres. Un vent aigre et violent coupe la respiration. Les malheureux se traînent encore, en grelottant, jusqu'à ce que la neige qui s'attache sous leurs pieds en forme de pierre, quelque débris, une branche ou le corps d'un de leurs compagnons, les fasse trébucher et tomber. Là ils gémissent en vain; bientôt la neige les couvre; de légères éminences les font reconnaître. Voilà leur sépulture! La route est



LA RETRAITE.

toute parsemée de ces ondulations, comme un champ funéraire; les plus intrépides ou les plus indifférents s'affectent; ils passent rapidement en détournant leurs regards. Mais devant eux, autour d'eux, tout est neige. C'est comme un grand linceul dont la nature enveloppe l'armée. Les seuls objets qui s'en détachent, ce sont de sombres sapins, ces arbres des tombeaux, avec leur funèbre verdure et l'immobilité de leurs noires tiges et leur grande tristesse qui complète cet aspect désolé d'un deuil général, et d'une armée mourante au milieu d'une nature morte. »

Trois marches à peine séparaient Dorogobouj de Smolensk. Une fois à Smolensk, on se flattait de l'espoir de trouver un abri, des vivres et des renforts. Seule cette espérance soutenait l'armée. Plusieurs milliers de soldats de tous les corps s'étaient déjà débandés. Ils n'avaient pas déserté, mais le froid et l'inanition les avaient séparés de leurs colonnes. Incapables de les rejoindre, sans défense, sans chefs, n'obéissant plus qu'à l'instinct de la conservation, ils marchaient tantôt isolés, tantôt par bandes; mais leur nombre grossissait d'heure en heure. C'était un véritable troupeau humain qui suivait péniblement et machinalement l'interminable route de Smolensk. Tous ceux que retenaient encore les liens de la discipline et le respect du drapeau auraient immédiatement rompu leurs rangs et grossi la cohue des traînards, s'ils n'avaient été soutenus par la pensée de trouver bientôt à Smolensk la fin de leurs souffrances. On comptait les lieues! on comptait les heures! Chaque village pointant à l'horizon était salué par les cris sortis de cent mille poitrines : Smolensk! Smolensk! Jamais port après la tempête ne fut plus vivement désiré. Hélas! toutes ces espérances allaient être déçues! tous ces rêves allaient s'évanouir ! Smolensk ne sera que la première grande étape de la retraite.

Napoléon lui-même comptait s'arrêter à Smolensk pour s'y refaire grâce aux énormes approvisionnements qu'il avait ordonné d'accumuler dans cette ville, et pour y opérer sa jonction avec d'imposants renforts. Le maréchal Victor et tout son corps d'armée qui arrivait d'Allemagne; Saint-Cyr, Oudinot, Macdonald et les troupes qui sous leurs ordres avaient refoulé les Russes sur la route de Saint-Pétersbourg; Schwarzenberg et les soldats qui avaient contenu Tchichakoff, tous ces généraux devaient, dans la pensée de l'Empereur, se

concentrer à Smolensk et combler les vides de la grande armée. Mais, avant même qu'il fût arrivé à Smolensk, de fâcheuses nouvelles, symptômes menaçants d'une catastrophe prochaine, assaillirent l'Empereur. Ses lieutenants avaient été battus, et, à Paris même, un audacieux général, Malet, avait failli renverser le gouvernement et rétablir la république.

Dans le bassin du Dniéper, Schwarzenberg, au lieu de reculer sur Minsk et de se lier par conséquent à la grande armée, avait repassé le Bug et battait en retraite sur Varsovie. Cette manœuvre était si peu justifiée qu'on l'a considérée comme le premier acte de la défection autrichienne. Elle découvrait en effet le flanc droit de Napoléon et permettait à Tchichakoff ou de marcher directement contre lui, ou de donner la main à son collègue Wittgenstein en fermant le chemin de la retraite à la grande armée. D'un autre côté, sur la Dvina, Wittgenstein, renforcé par tout le corps d'armée venu de Finlande sous les ordres de Steinghel, avait réussi à rejeter Macdonald sur Riga et avait forcé Saint-Cyr à évacuer Polotsk après un violent combat sous les ruines de cette ville (19 octobre). Victor, à la nouvelle de ce double recul, avait été obligé de sortir de Smolensk et de se porter à l'aide de Saint-Cyr, celui de ses deux collègues qui était le plus sérieusement menacé. Il avait en effet opéré sa jonction avec les troupes découragées de Saint-Cyr, mais Smolensk n'en était pas moins sans garnison, et les deux armées russes de Tchichakoff et de Wittgenstein étaient sur le point de se donner la main sur la haute Bérésina et de nous fermer la retraite. Napoléon avait compté sur la concentration de ses forces à Smolensk : il les trouvait au contraire dispersées et c'étaient les Russes qui, par trois voies différentes, Koutouzoff sur ses derrières, Tchichakoff et Wittgenstein sur ses flancs, menaçaient Smolensk. Le premier de ces généraux occupait déjà les routes de Roslov et de Mstislavl, et menaçait Orcha et Borisov; le second attaquait Minsk, et le troisième Vitebsk. Le danger était donc immense, et les Français, s'ils s'attardaient, allaient être pris entre trois feux.

L'Empereur ne pouvait plus songer à prendre ses quartiers d'hiver à Smolensk, car il y aurait été bientôt assiégé et forcé de capituler. D'ailleurs, même s'il l'eût voulu, il aurait été difficile de prolonger son séjour dans cette ville. Les vivres et les approvisionnements

avaient été gaspillés avec une folle insouciance. On avait, il est vrai, des spiritueux et des munitions de guerre, mais plus de grains, et à peine de la viande. Les médicaments manquaient; les bois de chauffage également. A peine sept à huit jours de vivres restaient-ils dans les magasins, et encore était-il à craindre que les premiers arrivants, dans leur égoïsme, ne les dissipassent sans songer à leurs camarades. Un dernier motif poussait encore Napoléon à quitter au plus vite cet empire où avait sombré sa fortune. Il savait que, profitant de son absence, un général prisonnier, Malet, avait été pendant quelques heures le maître de Paris. Aucun des fonctionnaires intéressés à la conservation de l'Empire n'avait protesté contre cette audacieuse usurpation. Malet s'était contenté d'affirmer la mort de Napoléon, et on l'avait cru sur parole. Aussi l'Empereur avait-il hâte de rentrer dans sa capitale pour ranimer les défaillances et conjurer la tempête qu'il avait si imprudemment déchaînée. Il décida donc que l'armée se contenterait de traverser Smolensk, et, sans dévoiler encore ses secrets desseins, annonça qu'on ne s'arrêterait plus qu'à Vilna.

Ce fut avec un profond désespoir que les soldats apprirent la détermination de l'Empereur, et encore ignoraient-ils qu'elle était imposée par la nécessité, et que si on s'attardait, le chemin de la retraite allait se trouver fermé sur la Bérésina. Recommencer ces courses interminables, sans abri le soir pour se reposer, sans pain pour se nourrir, presque sans munitions pour se défendre, harcelés par les Cosaques, sûrs, en cas de blessure, d'être achevés par les paysans ou dévorés par les loups, nos pauvres soldats perdirent courage. Ils se sentirent perdus. Des désordres éclatèrent. Voici ce qu'écrit un témoin oculaire, le colonel Fezensac : « Déjà Smolensk n'offrait plus qu'un amas de décombres. Les portes et fenêtres des maisons qui restaient étaient brisées, les chambres remplies de cadavres; on voyait au milieu des rues les carcasses de chevaux, dont toutes les chairs avaient été dévorées par les soldats et par quelques habitants confondus avec eux dans la même misère. Je n'oublierai jamais l'impression de tristesse que j'éprouvai la nuit, dans les rues désertes, à la lueur de l'incendie qui se réfléchissait sur la neige et contrastait singulièrement avec la douce clarté de la lune. » A vrai dire, la retraite était achevée à Smolensk : la déroute commençait.

Avant de se remettre en marche, et avec les soldats qui avaient conservé quelque force morale et le sentiment de la discipline, l'Empereur forma une armée de 40 à 50 000 hommes, qu'il divisa en quatre corps, commandés par lui-même, par le prince Eugène, par Davout et par Ney; mais chacun de ces quatre corps traînait après lui une masse confuse de 12 à 15 000 individus de tous les rangs et de toutes les armes, blessés, malades, maraudeurs, qui, conduisant avec eux une multitude de voitures, encombraient les passages, dévoraient les vivres et jetaient partout une inexprimable confusion. On essaya de faire partir en avant de l'armée le plus grand nombre de ces non-combattants, mais, d'heure en heure, par suite de la fatigue, de la misère ou des feux ennemis, les rangs de l'armée régulière s'éclaircissaient, et la file interminable des fuyards s'allongeait, noire et sombre, jalonnant son passage par des cadavres. « Je peux certifier, a écrit le capitaine Coignet, que la retraite de Moscou tenait plus de quarante lieues », et il ajoute : « Les routes étaient comme des miroirs. Nos soldats exténués n'avaient plus la force de porter leurs armes, le canon de leur fusil prenait après leurs mains par la force de la gelée, mais la garde ne quitta son sac et son fusil qu'avec la vie.... On marchait comme des prisonniers. Plus de discipline. Plus d'humanité les uns pour les autres. Chacun pour son compte. On n'aurait pas tendu la main à son père, et cela se conçoit. Celui qui se serait baissé pour porter secours à son semblable n'aurait pu se relever. Il fallait marcher droit et faire des grimaces pour empêcher que le nez et les oreilles ne se gelassent. » Napoléon, malgré le calme et la confiance qu'il affectait, était douloureusement ému. On retrouve la trace de ses douleurs dans le fameux vingt-neuvième bulletin, dont la publication retentit comme un glas funèbre dans toute l'Europe, car c'était pour la première fois, et sans préparation, qu'arrivait la nouvelle officielle de nos désastres : « Cette armée, dès le 14 novembre, se trouvait presque sans cavalerie, sans artillerie, sans transports;... cependant il fallait marcher pour ne pas être contraints à une bataille que le défaut de munitions nous empêchait de désirer; il fallait occuper un certain espace pour ne pas être tournés et cela sans cavalerie qui éclairât et liât les colonnes. Cette difficulté, jointe à un froid excessif, rendit notre situation fâcheuse... L'ennemi, qui voyait sur les chemins les traces de cette affreuse

calamité qui frappait l'armée française, chercha à en profiter. Il enveloppait toutes nos colonnes par ses Cosaques, qui enlevaient, comme les Arabes dans les déserts, les trains et les voitures qui s'écartaient. Cette misérable cavalerie qui ne fait que du bruit et n'est pas capable d'enfoncer une compagnie de voltigeurs, se rendit redoutable à la faveur des circonstances. Cependant l'ennemi eut à se repentir de toutes les tentatives sérieuses qu'il voulut entreprendre. Il fut culbuté par le vice-roi, et perdit beaucoup de monde. »

Napoléon n'avouait qu'une partie de la vérité : à Krasnoïé, Koutouzoff manqua détruire la grande armée. On se rappelle que l'Empereur, afin d'introduire un peu d'ordre dans cet immense désordre, avait partagé la grande armée en quatre corps. Supposant que Koutouzoff, fidèle à sa tactique, n'oserait pas l'attaquer et se contenterait de le harceler, il avait échelonné ses quatre divisions. Partant de Smolensk le 14, il ordonna au prince Eugène de le suivre à un jour d'intervalle, et à Davout et à Ney de ne se mettre en marche que le 16 et le 17. Il espérait que ses soldats se reposeraient ainsi les uns après les autres à Smolensk, et laisseraient aux non-combattants le temps de s'écouler. Il avait compté sans les Russes. Koutouzoff, il est vrai, se souciait peu de s'exposer à une action générale, mais il n'avait pas renoncé à attaquer l'Empereur s'il le surprenait dans un passage difficile. Apprenant que l'armée française était comme séparée en quatre tronçons sur la route de Smolensk à Orcha, il résolut de profiter de cette fâcheuse dispersion pour couper et enlever une portion de nos soldats. Il laissa donc passer Napoléon et la garde, et s'empara du défilé de Krasnoïé, à mi-chemin entre Smolensk et Orcha. Napoléon se trouvait donc séparé de ses lieutenants, et les Russes pouvaient à leur choix ou bien tomber sur lui, ou bien attendre Eugène, Davout et Ney, qui se présenteraient les uns après les autres et pourraient être successivement détruits. Jamais encore pareil danger n'avait menacé nos infortunés soldats.

Le 16 novembre Eugène se heurta contre les Russes. Il n'avait avec lui que 6 000 soldats, escortés par environ 12 000 traînards. Un de ses lieutenants, Ornano, essaya de passer et fut repoussé. La division Broussier le remplaça, mais elle fut écrasée par l'artillerie russe. Percer la muraille de fer que nous opposaient les ennemis

semblait impossible. Déjà un des aides de camp de Koutouzoff avait sommé le prince de se rendre. Eugène le renvoya avec dédain, mais il n'en était pas moins réduit à toute extrémité. Ce n'est que par un subterfuge et grâce au dévouement de la division Broussier qu'il réussit à s'échapper. Laissant en face de l'ennemi les braves soldats de son lieutenant, il fit défiler en silence par des chemins de traverse,



NEY.

et en se couvrant par quelques plis de terrain, le reste de ses divisions, et, profitant des ténèbres de la nuit, parvint à rejoindre l'Empereur à Krasnoïé. Dans cette fatale journée nous avions perdu près de 3 000 de nos meilleurs soldats, et le danger n'était pas conjuré, puisque Davout et Ney étaient encore en arrière. Napoléon pouvait, il est vrai, s'esquiver et continuer la retraite : il n'y pensa même pas, et, plutôt que d'abandonner ses lieutenants, résolut de livrer bataille et, s'il était nécessaire, de dépenser tout entière

cette garde qu'il avait ménagée avec tant de soin depuis Borodino.

Davout avait entendu le canon toute la journée. Il avait précipité sa marche pour soutenir le prince Eugène, dont il comprenait la périlleuse situation, mais il n'arriva que pour recueillir les débris de la division Broussier, à peine 400 hommes sur les 3 000 qu'elle comptait encore en sortant de Smolensk. Le maréchal forma aussitôt le projet de s'ouvrir un passage à la baïonnette. Le 17 novembre, aux premières lueurs du jour, il fondit sur l'ennemi en colonnes serrées, et réussit à se rapprocher de l'Empereur, qui, de son côté, se porta de sa personne au-devant de son lieutenant et le dégagea : mais, apprenant que le gros des forces russes se portait sur Liady pour lui fermer le retour, il se retira plein de douleur, car il abandonnait Ney, qui allait se trouver isolé au milieu des Russes, et marcha sur Orcha. La double bataille de Krasnoïé nous coûtait 5 000 morts ou blessés, sans compter 7 à 8 000 traînards, que les Russes, dans leurs bulletins emphatiques, transformèrent en prisonniers recueillis sur le champ de bataille. Nous avions en outre perdu une quantité de canons et de bagages, et le corps entier du maréchal Ney était coupé du reste de l'armée.

Conformément à ses instructions, Ney avait quitté Smolensk le 17 novembre au matin, après avoir fait sauter les murailles de la ville. Plein de sécurité, car, s'il s'attendait à des attaques de flanc, il ne supposait pas que l'armée russe tout entière lui barrerait le passage, il cheminait sur cette route fatale de Krasnoïé. Il avait bien entendu le canon toute la journée, mais il ne s'en étonna pas, et se prépara à franchir l'obstacle, comme devaient l'avoir fait ses collègues. Le 18 au matin il arrivait à Krasnoïé et se heurtait à l'armée russe tout entière, rangée en bataille et couverte par une formidable artillerie. Il n'avait que 7000 combattants sous ses ordres. C'était une héroïque folie que d'attaquer avec cette poignée d'hommes toute une armée. Il l'essaya pourtant, car il lui fallait à tout prix percer cette barrière humaine, et d'ailleurs il s'attendait à une diversion de l'Empereur sur les derrières de Koutouzoff. Le général Ricard commença l'attaque. Il fut ramené avec une perte effroyable. Ney veut alors forcer l'obstacle par un choc désespéré de toutes ses troupes. Nos soldats réussissent en effet à pénétrer dans Krasnoïé, mais ils sont foudroyés par cent pièces de canon et rejetés dans les

ravins de la Losmina. Il n'y avait plus qu'à se rendre ou à se faire tuer inutilement.

Ney forma la résolution d'attendre la fin du jour hors de la portée du feu, puis de profiter de la nuit pour passer le Dniéper sur la glace et s'échapper par la rive droite. Les Russes, ne soupçonnant pas ce hardi projet, le laissèrent se retirer, persuadés qu'il se rendrait le lendemain. Ils lui envoyèrent même un parlementaire, lui promettant à lui et aux siens les conditions les plus honorables. Ney, qui ne voulait pas laisser pénétrer ses desseins, le retint prisonnier. Dès que la nuit fut tombée, il partit avec tous ceux qui conservaient encore un peu de ressort. C'était une entreprise désespérée.

On marchait au hasard, car les chemins étaient cachés par la neige, et on risquait de tomber à chaque pas dans les bivouacs ennemis. Un petit ruisseau servit de guide. On cassa la glace pour retrouver la pente des eaux et on suivit son cours. Quand on arriva au Dniéper, à Sirokovotiz, le fleuve était gelé, pas très solidement, mais assez pour passer avec précaution. En effet les soldats réussirent à le franchir. Ils eurent même le bonheur de faire passer quelques canons avec leurs caissons; mais il fallut abandonner bagages et voitures (19 novembre).

On était encore à quinze heures d'Orcha et le pays était inconnu. Pas de cavalerie pour éclairer la route, pas de canons pour soutenir la retraite. Les Cosaques avaient signalé notre fuite. Déjà les plus hardis d'entre eux tourbillonnaient sur nos flancs. Ils étaient repoussés, mais revenaient toujours à la charge. Vers la fin du jour ils étaient si nombreux que, pour leur échapper, Ney se jeta dans les bois qui bordent le Dniéper. Les Cosaques nous y avaient devancés. On s'égara ou plutôt on n'avança qu'au hasard. Vers minuit on finit par se réunir autour d'un village où l'on trouva quelques vivres. Platoff et ses infatigables cavaliers étaient déjà sur nos traces. On repartit à deux heures du matin, le 20 novembre, afin de parcourir les quelques lieues qui restaient à faire avant d'arriver à Orcha. Vers le milieu du jour on eut à traverser une vaste plaine. Platoff nous y attendait. Il avait amené sur des traîneaux quelques pièces de campagne, et il lança contre nous des nuées de Cosaques. Ney forme ses troupes en carrés, place dans l'intérieur de ces carrés quelques traî-

nards qui ont suivi la colonne, et repousse les charges réitérées de ces irréguliers, qui auraient voulu tuer ou prendre un maréchal de France. Sur le soir on arriva au village de Iokubov. Les soldats étaient épuisés. Ils n'avaient plus la force de soutenir leurs armes. Tout à coup on voit paraître des colonnes de troupes. Etaient-ce les Russes? tout était perdu. Etaient-ce les Français? on était sauvé. C'étaient le prince Eugène et Mortier, qui couraient au secours de leur camarade et l'embrassèrent avec effusion. Ney par cette étonnante retraite avait en effet sauvé l'honneur de l'armée. Il ne ramenait, il est vrai, avec lui que 12 à 1 500 hommes, incapables de rendre aucun service avant de s'être remis de leurs fatigues surhumaines, mais il avait fait expier à l'ennemi les cruels avantages de ces derniers jours, et la grande armée se trouvait de nouveau réunie.

10 à 12000 soldats avaient péri dans les combats livrés autour de Krasnoïé. 7 à 8000 traînards et d'énormes bagages avaient été laissés en arrière et tombèrent aux mains de l'ennemi. Il ne restait plus à Orcha que 24 000 combattants et à peu près autant de traînards. C'était à peu près la moitié de tout ce qui était sorti de Moscou, le huitième des 420000 hommes qui avaient passé le Niémen en juin. Certes le désastre était immense, mais il aurait pu être plus grand encore, et Koutouzoff avait laissé échapper l'occasion de nous anéantir.

Napoléon essaya une fois encore de profiter de la réunion de toutes ses forces à Orcha pour réorganiser l'armée. Il ne put y réussir. Les soldats débandés s'étaient créé des habitudes à part, dont il était impossible de les faire revenir. Ils avaient formé de véritables associations, profitant des escortes pour leur sécurité, mais refusant de rester au corps et ne se servant de leurs armes que contre les Cosaques ou même contre leurs camarades. Ces indisciplinés n'obéissaient plus qu'à l'instinct de la conservation. L'Empereur renonça à les incorporer. Il borna ses efforts à retenir sous les drapeaux la garde impériale et les débris des divisions qui avaient encore gardé quelque cohésion. Il ordonna aussi de brûler toutes les voitures qui ne contenaient pas de blessés et n'appartenaient ni au génie ni à l'artillerie. Cette halte d'Orcha permit de reprendre haleine, mais la discipline n'y gagna rien, et il fallut bientôt recommencer la retraite, car on apprit coup sur coup de désolantes nouvelles.

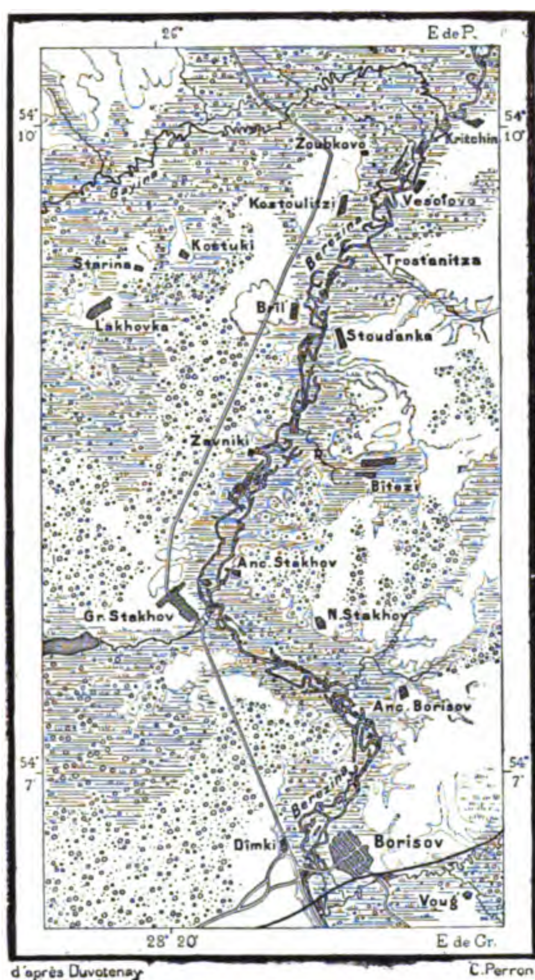
Schwarzenberg avait laissé passer Tchichakoff, et ce dernier s'était aussitôt porté sur la haute Bérésina. Le général Dombrowski avait essayé de l'arrêter, mais il ne disposait que de forces insuffisantes et avait dû battre en retraite. Tchichakoff, s'était alors jeté sur Minsk et s'était emparé de cette ville, où nous avions réuni des approvisionnements considérables. C'était une suprême ressource qui nous échappait encore. Au même moment, Victor et Oudinot, après avoir attaqué Wittgenstein à Smoliantsy, avaient été obligés de se replier sur Tchereïa en découvrant la ville de Vitebsk. Wittgenstein y courut et s'en empara. C'était encore une des places sur lesquelles comptait Napoléon pour se ravitailler, en sorte que tout nous manquait à la fois. Le plus grave était que les deux généraux vainqueurs allaient se donner la main sur la Bérésina et nous couper la retraite, pendant que Koutouzoff avec la grande armée russe pressait nos derrières, et nous rejetait sur ses lieutenants. Tout semblait perdu. Si l'Empereur ne prévenait pas la jonction imminente des trois armées russes, et s'il ne s'ouvrait un passage par la force, il n'avait plus qu'à capituler.

Napoléon ne perdit pas courage. Il ordonna à Victor de rester en face de Wittgenstein et de le contenir en le menaçant d'une attaque directe de la grande armée contre lui. Pendant ce temps Oudinot se portera à Borisov, le grand passage de la Bérésina, y donnera la main à Dombrowski, et s'efforcera de reprendre Minsk. Napoléon se réservait alors de rallier Victor, de rejoindre Oudinot, d'opérer sa jonction avec Schwarzenberg, et d'accabler par une victoire foudroyante une ou deux des armées russes qui les suivraient. Cette combinaison pouvait tout sauver : elle échoua par un hasard malheureux. Tchichakoff s'empara de Borisov malgré Dombrowski et nous barra le passage de la Bérésina. A ce moment Wittgenstein s'efforçait de rejoindre son collègue, et Koutouzoff nous pressait en queue; c'est-à-dire qu'on se trouvait resserré sur un espace de quinze lieues, et sur une seule route, où trois armées ennemies allaient se réunir pour nous écraser. Jamais, dans le cours de sa carrière militaire, Napoléon ne s'était trouvé exposé à pareil danger. Il y fit face avec un calme extraordinaire. Négligeant Koutouozff, qui ne s'avançait qu'avec une extrême circonspection, il ordonne à Victor de contenir à tout prix Wittgenstein, et lance Oudinot

contre Tchichakoff afin de reprendre le pont de Borisov (22 nov.). Oudinot le rencontre en effet marchant tranquillement au-devant de Wittgenstein ; il le culbute et reprend Borisov, mais les Russes brûlent le pont en se retirant. Nous n'avons plus devant nous qu'une rivière dégelée, charriant d'énormes glaçons, et d'un moment à l'autre Tchichakoff peut nous barrer le passage, pendant que Wittgenstein et Koutouzoff nous attaqueront sur le flanc gauche et en queue.

Dans cette situation périlleuse, avec son calme et son activité ordinaire, Napoléon essaya de sauver l'armée et y réussit. Un hasard venait de faire découvrir un gué. Le général Corbineau, poursuivi par des Cosaques, s'était lancé dans la Bérésina et avait été assez heureux pour la franchir à Stoudianka, petit village en amont de Borisov. Napoléon ordonna aussitôt à Oudinot de faire en aval de Borisov des démonstrations pour laisser croire à Tchichakoff qu'il veut marcher sur Minsk. Victor se jettera au même moment contre Wittgenstein, sans se préoccuper de Koutouzoff, dont on connaît la lenteur, et on profitera de cette double attaque pour construire deux ponts à Stoudianka. La rivière à franchir était fangeuse. Elle avait, avec les marais qui la bordent, près de 300 mètres de large, et il était à craindre que les coureurs de Tchichakoff, maîtres de la rive opposée, n'empêchassent les travaux. Napoléon envoya en avant quelques escadrons, portant en croupe des tirailleurs, et, sur des radeaux, toute la division Dombrowski. Ces troupes protégèrent la construction des ponts. On manquait d'outils et de matériaux. Par bonheur le chef des pontonniers, le général Eblé, avait conservé quelques caisses d'instruments, et les maisons de Stoudianka fournirent les poutres et les chevalets dont on avait besoin. Surexcités par l'exemple de leur général qui, malgré son grand âge, s'était jeté à l'eau pour les diriger, les travailleurs ne cessèrent pas un instant, la journée et la nuit du 25 novembre et toute la journée du 26, de se dévouer au salut de l'armée. Le froid était redevenu très vif. L'eau gelait autour de leurs épaules et de leurs jambes, et les glaçons leur causaient de vives douleurs, mais ils ne se plaignaient même pas, tant leur ardeur était grande. A peine les ponts étaient-ils achevés qu'Oudinot et tout son corps d'armée passaient de l'autre côté de la Bérésina, et s'emparaient du chemin de Zembin pour faire face à Tchichakoff, qui avait été trompé par notre fausse attaque sur Borisov,

mais qui, prévenu par ses éclaireurs, accourait pour nous disputer le passage. Ney passa ensuite avec 6 000 hommes environ pour soutenir son collègue. Napoléon était resté à Stoudianka. Il s'employait à faire



LA BÉRÉSINA.

défiler tous ceux qui arrivaient; mais la multitude des traînards, ayant trouvé un asile dans les maisons à demi ruinées de Stoudianka, résistaient aux prières et aux menaces, et, comme frappés de démence, s'obstinaient à rester en deçà du fleuve. Le danger était pourtant immense. Le bruit de la canonnade se rapprochait. Les trois armées

russes allaient se rejoindre en passant sur le corps de la grande armée. D'ailleurs, la construction des ponts était défectueuse. A chaque instant ils s'enfonçaient sous le poids des voitures; on n'avait pas eu le temps d'équarrir les bois formant le tablier, et, bien qu'on eût comblé les creux avec de la mousse et du chanvre, les chevaux enlevaient cette litière avec leurs pieds, et les ressorts des voitures imprimaient un mouvement d'ondulation, sous lequel fléchissaient les chevalets. Les pontonniers n'avaient pas pris de repos depuis trois jours, mais, à la voix de leur chef, ils se rejetaient à l'eau, et, sans murmurer, reprenaient leur ingrate besogne. Il était temps néanmoins de profiter du répit que nous laissait la fortune pour transporter au delà du fleuve tous ceux qui marchaient encore.

Dans la matinée du 27 novembre Napoléon traversa les ponts avec la garde et le quartier général, et s'établit à Zarnicky, derrière Oudinot. Toute la journée il resta à cheval, accélérant la marche des divers détachements de l'armée. Eugène et Davout franchirent à leur tour le terrible passage. Ils emmenaient avec eux tous ceux qui persistaient à se tenir avec leurs officiers autour de leurs drapeaux, et ils étaient peu nombreux, car, depuis les affaires de Krasnoïé, la désorganisation avait fait d'effrayants progrès. Ce n'étaient pas seulement les maraudeurs ou les malades qui restaient en arrière. Eux-mêmes, les hommes de bonne volonté, lorsque, pour une cause ou pour une autre, ils s'arrêtaient un instant, ne pouvaient plus rejoindre leurs corps, et, dès lors, faisaient partie de l'immense troupeau des non-combattants.

La journée du 28 s'annonçait comme devant être la plus difficile. Ni Victor, ni les traînards, n'avaient encore passé les ponts, et les généraux russes accouraient pour nous assaillir en même temps sur les deux rives. Tchichakoff avec environ 35 000 hommes se chargeait d'attaquer les Français en face et de rejeter dans la Bérésina à tous ceux qui l'avaient déjà traversée. Wittgenstein, avec des forces peu près égales, promettait de peser avec toutes ses forces sur Victor afin de l'acculer au fleuve. Koutouzoff était encore en arrière, mais il avait détaché une avant-garde de 10 000 hommes, avec les plus entreprenants de ses lieutenants, Platoff, Yermoloff, Miloradovitch, qui devaient coopérer à l'attaque générale. C'étaient donc, sans compter l'armée de Koutouzoff, environ 75 000 hommes qui allaient



PASSAGE DE LA BÉRÉSINA.

se ruer sur 28 à 30 000 soldats, alourdis par 40 000 traînards, et pendant la difficile opération du passage d'une rivière.

Les Russes débutèrent par un succès. Une des divisions de Victor, la division Partouneaux, avait été laissée à la garde de Borisov. Entourée par toute l'armée de Wittgenstein, elle essaya de se faire jour jusqu'à Stoudianka, mais elle fut arrêtée dans sa marche par plusieurs milliers de traînards, qui se précipitèrent dans les rangs et empêchèrent toute manœuvre. Partouneaux s'avança néanmoins tête baissée, décidé à s'ouvrir un chemin ou à périr. 4 000 soldats ne pouvaient l'emporter contre des forces décuples. Il ne resta bientôt plus que quelques centaines d'hommes debout autour de leur général. Sommé de se rendre, il continua de combattre. Ce ne fut qu'après plusieurs heures d'une héroïque résistance que, pour épargner la vie de ses derniers soldats, Partouneaux consentit à capituler. Un bataillon de 300 hommes parvint seul à gagner Stoudianka.

Au même moment la canonnade s'engageait à la fois sur les deux rives : Oudinot contre Tchichakoff et Victor contre Wittgenstein. Napoléon courait d'un point à l'autre, et les généraux russes, intimidés par sa présence, n'agissaient qu'avec une extrême circonspection. Sur la rive droite la victoire fut complète. Grâce à la vaillance d'Oudinot, de Ney et de leurs lieutenants, Maison, Legrand, Claparède, Dombrowski ; grâce à une charge impétueuse de nos derniers cavaliers, les cuirassiers de Doumerc, les Russes de Tchichakoff furent enfoncés. Ils perdirent 3 000 morts ou blessés et laissèrent entre nos mains 3000 prisonniers. Le chemin de la retraite était ouvert : nous n'avions plus qu'à nous y engager ; mais il fallait auparavant rallier Victor, qui, sur la rive gauche, avait à lutter contre Wittgenstein et à contenir Koutouzoff, dont les premières troupes accouraient au bruit du canon ; il fallait aussi protéger le passage de la multitude des traînards qui ne s'étaient pas encore arrachés aux délices de leur halte dans Stoudianka. Victor ne pouvait mettre en ligne que 8 à 10 000 hommes. Heureusement il occupait la chaîne des hauteurs qui suivent la rive droite de la Bérésina, et, malgré son infériorité numérique, il repoussa toutes les attaques. Les Russes s'obstinèrent et se lancèrent à plusieurs reprises à l'assaut des hauteurs. Ils furent toujours ramenés avec des pertes effroyables, 6 à 7 000 d'entre eux furent tués ou blessés. Sur ce point la victoire

était donc aussi complète que sur l'autre, et, sans la masse des traînards, aucune catastrophe n'aurait eu lieu.

Au bruit du canon, les non-combattants s'étaient en effet décidés à secouer leur torpeur et à sortir de leurs abris. Comprenant enfin le danger, ils coururent aux ponts afin de les franchir. Les Russes avaient réussi à établir une batterie qui atteignait les ponts. Leurs boulets, tombant au milieu de cette masse compacte, y creusaient d'affreux sillons. Une inexprimable confusion s'empara de ces infortunés, malgré les efforts d'Eblé et de ses soldats. De guerre lasse, un grand nombre de fuyards se jetèrent dans la rivière pour essayer de la passer à la nage, mais l'eau était trop froide et la plupart d'entre eux se noyèrent. D'autres s'accrochèrent à des glaçons flottants, mais qui se rompaient sous leur poids, et ils furent entraînés par le courant. Toute la journée l'encombrement fut tel qu'il ne s'écoula pas la moitié de ceux qui, sans se presser, auraient pu profiter des ponts. Sur le soir, lorsque Victor reçut l'ordre de passer à son tour, en emmenant toute son artillerie, ce fut un horrible spectacle. Il fallut tout d'abord pratiquer une sorte de tranchée à travers les cadavres et les débris. Sauf les blessés et deux canons, Victor réussit néanmoins à passer. Lorsque après lui le général Eblé essaya de faire comprendre aux traînards qui s'obstinaient à rester à Stoudianka, qu'ils n'avaient plus que quelques heures devant eux pour franchir la Bérésina, il ne parvint pas à réveiller ces obstinés, engourdis par le froid et par la neige. Le 29 novembre, à neuf heures du matin, voyant que les Russes arrivaient et qu'ils allaient enlever les ponts, il se décida à les brûler. 8 à 10 000 hommes restaient encore. Les Cosaques fondirent à coups de lance sur ce bétail humain qui s'efforçait, mais trop tard, d'échapper à une captivité qui équivalait à la mort.

La grande armée, une fois encore, était donc sauvée. Certes le passage de la Bérésina nous avait coûté bien cher, mais, dans notre malheur, n'était-ce pas une véritable victoire que d'avoir échappé à trois armées, de les avoir refoulées, et d'avoir franchi ce fleuve à demi gelé sous les feux de l'ennemi?

Tout cependant n'était pas encore fini. Il fallait marcher toujours, au moins jusqu'à Vilna, et se presser, car la route, construite au milieu de forêts marécageuses, était établie tantôt sur des lits de

fascines, tantôt sur des ponts en bois de plusieurs centaines de mètres. Si les Cosaques qui avaient pris les devants mettaient le feu à ces fascines ou à ces ponts, nous étions encore arrêtés. Par bonheur ils ne songeaient qu'au butin. Ils perdirent leur temps à assiéger dans une grange, à Pletchenitz, le maréchal Oudinot, gravement blessé, n'ayant qu'une escorte de 50 hommes, et réduit pour se défendre à décharger ses pistolets par les ouvertures pratiquées dans les murailles de sa chaumière. Grâce à cette incurie de l'avant-garde russe, Ney put franchir ce dangereux passage, et arriva à Molodetchno, où il attendit le reste de l'armée. Le froid avait augmenté de rigueur. De 10 à 12 degrés le thermomètre était descendu à 18 et 20. Aussi les hommes pouvaient-ils à peine se tenir debout, et le nombre augmentait incessamment de ceux qui renonçaient à rester dans le rang et à conserver leurs armes. Le froid descendit même jusqu'à 24 degrés. Ce fut le moment le plus cruel de la retraite : « Qu'on se représente des plaines à perte de vue couvertes de neige, écrit le colonel Fezensac, de longues forêts de pins, des villages à demi brûlés et déserts, et, à travers ces tristes contrées, une immense colonne de malheureux, presque tous sans armes, marchant pêle-mêle et tombant à chaque pas sur la glace auprès des carcasses de chevaux et des cadavres de leurs compagnons. Leurs figures portaient l'empreinte de l'accablement ou du désespoir, leurs yeux étaient éteints, leurs traits décomposés et entièrement noirs de crasse et de fumée. Des peaux de mouton, des morceaux de drap leur tenaient lieu de souliers, ils avaient la tête enveloppée de chiffons, les épaules revêtues de couvertures de chevaux, de jupons de femme, de peaux à demi brûlées. Aussi, dès que l'un d'eux tombait de fatigue, ses camarades le dépouillaient avant sa mort pour se revêtir de ses haillons. Chaque bivouac ressemblait le lendemain à un champ de bataille, et l'on trouvait morts à côté de soi ceux auprès desquels on s'était couché la veille. »

L'Empereur supportait avec une énergie extraordinaire les angoisses et les souffrances de cette terrible retraite. Il marchait au milieu de sa garde, calme, impassible, tout prêt à se porter au feu quand sa présence était nécessaire. Il ranimait les défaillances et encourageait ses lieutenants. Il ne pouvait cependant fermer les yeux aux scènes lugubres dont il était le témoin forcé; mais,

quelles que fussent ses préoccupations intérieures, il n'en laissait rien paraître. Il se contentait d'enregistrer ce qu'il voyait. Voici les dernières lignes du fameux vingt-neuvième bulletin qu'il rédigea quelques jours après le passage de la Bérésina, à Molodetchno, le 3 décembre 1817 : « Notre cavalerie était tellement démontée que l'on a dû réunir les officiers auxquels il restait un cheval pour en former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y faisaient les fonctions de capitaine et les colonels celles de sous-officier. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy, et sous les ordres du roi de Naples, ne perdait pas l'Empereur dans tous ses mouvements. La santé de S. M. n'a jamais été meilleure. »

Ce calme n'était qu'apparent. En réalité l'Empereur était dévoré d'inquiétude. Il sentait s'écrouler sous lui l'échafaudage qu'il avait si péniblement construit. Il aurait voulu rentrer à Paris, où sa présence était nécessaire pour imposer silence aux mécontents, mais d'un autre côté pouvait-il abandonner les soldats qui l'avaient suivi si loin, et qui, pour lui et rien que pour lui, venaient de passer par tant d'épreuves?

Ney avait remporté à Molodetchno un éclatant succès contre les Russes (4 décembre) et il avait assuré pour quelques jours la tranquillité de la retraite. Aussi bien, si nous avions souffert, les Russes n'avaient pas été épargnés par l'hiver, et ils ne nous suivaient plus que mollement. Seuls les Cosaques s'acharnaient comme des oiseaux de proie, mais ils n'étaient que gênants. Napoléon crut que le moment était venu pour lui de quitter l'armée, et d'abandonner à ses lieutenants la direction de la retraite. On était alors arrivé à Smorgoni. On n'était plus qu'à quelques journées de marche de Vilna, où nous attendait une armée de renforts, et où, depuis plusieurs semaines, on entassait des approvisionnements. En arrière étaient les immenses ressources de Kœnigsberg et de Danzig. Il semblait facile de prendre des quartiers d'hiver. Napoléon exposa ses raisons à ses généraux, laissa le commandement en chef avec des instructions minutieuses à Murat, et partit en secret pour Paris (5 décembre).

Ce départ imprévu consterna l'armée, et, de fait, c'était une grave faute militaire. Si l'Empereur s'était résolument installé à Vilna

avec les débris de la grande armée, il aurait bien vite rallié 30 à 40 000 traînards, qui auraient été de nouveau incorporés. L'armée de Schwarzenberg était intacte, le corps de Macdonald l'était également, Augereau arrivait de Berlin avec 30 000 hommes environ, Grenier amenait d'Italie 18 000 excellents soldats; il aurait été possible de reconstituer avec tous ces renforts une véritable armée, et, dût-on rétrograder jusqu'à la Vistule, de continuer la lutte. Les Polonais ne demandaient qu'à se lever en masse, et telle était encore l'impression de terreur qui régnait en Europe que ni les Autrichiens ni les Prussiens eux-mêmes n'auraient osé nous abandonner. Mais le départ de l'Empereur, l'incapacité de Murat et surtout le froid, qui descendit jusqu'à 30 degrés, achevèrent la ruine de l'armée. Il n'y eut plus ni opérations militaires, ni discipline, ni drapeaux, ni liens sociaux. Chacun ne songea qu'à sauver sa vie. On se rua en cohue sur la route de Smorgoni à Vilna, en jetant ses armes pour arriver plus vite. « On marchait serrés les uns contre les autres, dans un silence de stupéfaction, dans une tristesse profonde, ne disant mot, ne regardant rien, se suivant les uns les autres, et tous derrière l'avant-garde. » (Thiers.)

La misère était si grande et la température si rigoureuse qu'une division de renfort, envoyée de Vilna au-devant de la grande armée et composée de jeunes gens très capables de se bien battre, mais n'ayant pas encore subi les souffrances qu'enduraient depuis sept semaines les malheureux revenus de Moscou, la division Loyson, périt presque tout entière. Voici comment un officier russe a parlé de ces derniers jours de la retraite : « La route que nous parcourions était couverte de prisonniers que nous ne surveillions plus et qui étaient livrés à des souffrances inconnues jusqu'alors. Plusieurs se traînaient encore machinalement le long de la route avec leurs pieds nus et à demi gelés ; les uns avaient perdu la parole, d'autres étaient tombés dans une sorte de stupidité sauvage et voulaient malgré nous faire rôtir des cadavres pour les dévorer. Ceux qui étaient trop faibles pour chercher du bois s'arrêtaient auprès du premier feu qu'ils trouvaient. Là, s'asseyant les uns sur les autres, ils se tenaient serrés autour de ce feu dont la faible chaleur les soutenait encore, et le peu de vie qui leur restait s'éteignait en même temps que lui. Les maisons et les granges auxquelles ces malheureux

avaient mis le feu étaient entourées de cadavres ; car ceux qui s'en approchaient n'avaient plus la force de fuir les flammes, et bientôt on en voyait d'autres avec un rire convulsif se précipiter volontairement au milieu de l'incendie, qui les consumait à leur tour. »

Le 9 décembre se précipitèrent dans Vilna comme une troupe de sauvages affamés les débris de nos régiments. Les magasins furent aussitôt pillés, et Vilna en quelques instants parut une ville saccagée. Tous les efforts de Murat échouèrent pour remettre un peu d'ordre dans ces bandes indisciplinées. Il eût été facile d'assurer quelques jours de repos à ces malheureux épuisés : il aurait suffi d'appeler à soi le corps d'armée de Schwarzenberg, qui venait d'infliger de sanglants échecs au russe Sacken ; mais on lui avait laissé croire que Napoléon revenait de Moscou victorieux, et, comme de juste, Schwarzenberg était resté dans ses cantonnements. Aussi les Russes profitèrent-ils de cette incurie pour nous attaquer. Koutouzoff, qui avait repris le commandement général des trois armées, s'avança par Minsk, pendant que Wittgenstein nous attaquait par la rive droite de la Vilia et Tchichakoff par la route de Smorgoni. Il aurait été facile de résister à Vilna, car ce n'étaient que des Cosaques qui engagèrent le combat, mais personne ne commandait, et Murat, chargé d'une responsabilité qui l'écrasait, Murat, mentant à son passé héroïque, venait de s'enfuir par la route de Kovno, sous prétexte de diriger la retraite. Sans le maréchal Ney qui courut aux remparts avec les débris de la division Loyson, et donna le temps à la foule de s'écouler, toute la grande armée aurait été prise : mais 15 000 malades ou blessés restèrent dans la ville, et ils y furent presque tous massacrés. Les juifs se signalèrent par leur cruauté. Leurs femmes écrasèrent à coups de talon ou jetèrent par les fenêtres des hommes qui avaient parcouru l'Europe en triomphe, et dont elles embrassaient les mains avec des effusions de reconnaissance quelques mois auparavant.

Ce n'était rien encore. A deux lieues de Vilna, à la montée de Ponary, rendue inaccessible par le verglas, les fuyards se trouvèrent arrêtés. Aucune voiture ne put franchir cet obstacle. On dut en abandonner près de quatre mille, et, avec elles, le trésor de l'armée, et les derniers trophées de Moscou. Plusieurs milliers de prisonniers furent encore ramassés par les Cosaques. Par bonheur ils songèrent

au pillage plutôt qu'à profiter de notre détresse, mais, s'ils avaient été mieux dirigés, c'est au bas de cette sinistre montée qu'aurait agonisé la grande armée.

Vingt-six lieues séparent Vilna de Kovno. 25 à 30 000 fuyards, dont 6 000 à peine pouvaient tenir un fusil, traversèrent le Niémen, et se jetèrent sur la route de Kœnigsberg. Ce fut encore le maréchal Ney qui protégea leur fuite. Un fusil à la main, à la tête de quelques centaines de braves, il sortit le dernier de cette terre fatale où restaient morts ou prisonniers à peu près 350 000 hommes. Aussi bien, sur environ 7 000 hommes que la vieille garde comptait au début de la campagne, il n'y en avait plus que 1 471 debout le 20 décembre, et sur ce nombre, 500 à peine capables de tirer un coup de fusil. La jeune garde n'existait plus. Tel corps d'armée avait pour ainsi dire disparu. Fezensac, colonel du 4e de ligne, avait, lorsque son régiment franchit le Rhin, 2 150 hommes sous les armes. Il reçut à Moscou 400 hommes de renfort, à Smolensk 400 autres et à Vilna 50. De ces 3 000 hommes, 200 à peine revinrent avec lui. De ses 109 officiers, 49 seulement furent épargnés, et parmi eux 35 étaient blessés. Qu'est-il besoin de prolonger cette énumération ? La plus imposante et la plus nombreuse des armées régulières avait franchi le Niémen en juin 1812. Six mois plus tard quelques milliers d'infortunés, hâves, déguenillés, se traînant à peine, repassaient le Niémen. Tous leurs camarades étaient restés sous la neige, ou bien, sous le fouet des Cosaques, ils maudissaient l'ambition du chef qui les avait entraînés à la plus dramatique des catastrophes dont l'histoire ait gardé le souvenir.

Ce ne devait pas être encore la fin de leurs misères. Koutouzoff avait de tous côtés lancé ses lieutenants à la poursuite des Français : Tchichakoff et les Cosaques, à la suite de Ney et de Murat sur la route de Kœnigsberg ; Wittgenstein à Gumbinnen contre Macdonald, fort aventuré à Riga, et Sacken contre Schwarzenberg qui, en apprenant les désastres de la Bérésina et de Vilna, s'était replié sur Bélostok. C'est alors que commencèrent les défections et les trahisons qui allaient achever la ruine de la France.

Le général prussien York donna le signal. Il commandait les auxiliaires prussiens qui formaient l'arrière-garde et presque tout le corps de Macdonald. Les Prussiens n'attendaient qu'une occasion

pour rompre leur alliance forcée : ils la saisirent. Ils ne purent se résoudre à aider leurs oppresseurs contre ceux qui se présentaient à eux comme des libérateurs. Dès le 3 décembre York conclut avec les Russes une convention par laquelle ses soldats devaient être cantonnés sur la frontière et y rester neutres pendant deux mois. Quelques jours plus tard, le 30 décembre, à Taurogen, York se décida à passer dans les rangs de l'ennemi. Il est vrai qu'il ne voulut pas livrer Macdonald aux Russes, et l'avertit pour qu'il se mît en sûreté. Ce n'en était pas moins une défection, et Macdonald, réduit à 5 ou 6 000 hommes, dut repasser en toute hâte le Niémen. Le roi de Prusse était alors entre nos mains. Nos généraux pouvaient se venger sur lui de la défection de son lieutenant. Aussi s'empressa-t-il de le désavouer. Il ordonna en même temps la levée d'un nouveau contingent, et déclara qu'il persistait dans l'alliance française. On feignit de le croire, mais, à peine libre, le roi courait à Breslau à la rencontre des Russes, et appelait aux armes toute la population virile de ses États.

Couvert par les places de la Vistule, de la Baltique et de l'Oder, qui étaient toutes entre nos mains; ayant à sa disposition les énormes approvisionnements entassés à Kœnigsberg, à Elbing, à Marienbourg, à Danzig; certain de recevoir de prompts renforts, Murat, s'il avait été le Murat des campagnes d'Italie ou de Prusse, aurait pu prolonger la résistance et donner à l'Empereur le temps de le secourir. Il perdit la tête. Il abandonna sans tirer un coup de fusil la Prusse Orientale, et chercha un refuge derrière la Vistule. Quelques jours plus tard, voulant, disait-il, sauver son royaume de Naples, il précipitait la retraite jusqu'à Posen et s'enfuyait, laissant le commandement à un homme qui du moins sauva l'honneur du drapeau, au prince Eugène (16 janvier 1813). Ce dernier aurait voulu se maintenir contre les Russes, mais le mouvement de retraite était trop prononcé. Il ne put s'arrêter que derrière l'Oder, et se contenta de laisser de fortes garnisons dans les citadelles qu'il laissait en arrière. C'est ainsi que s'entassèrent à Danzig, à Plock, à Zamosç, à Modlin près de 40 000 hommes de toutes nations et de toutes armes, qui devaient nous faire défaut à l'heure de nos désastres suprêmes.

Deux nouvelles défections, celle de Bulow à Stettin, qui donna tout son corps d'armée à Wittgenstein, celle de Schwarzenberg, qui

abandonna Varsovie et conclut une trêve avec les Russes (22 janvier), forcèrent le prince Eugène à reporter plus loin encore sa ligne de défense. Menacé sur ses deux flancs, il jeta des garnisons à Stettin, à Custrin, à Glogau, à Spandau, mais ne s'arrêta plus que sur l'Elbe (février 1813), où le rejoignirent enfin des renforts. Aussitôt, tirant de ses derrières des armes, des chevaux, des munitions, pressant l'arrivée des régiments qui commençaient à sortir de France, il fit face en arrière, et, à la tête d'une armée faible encore, mais qui du moins était une armée régulière, le centre à Leipzig, la gauche à Magdebourg, la droite à Dresde, il attendit de pied ferme l'attaque des alliés (mars 1813). La campagne de Russie était terminée. Dans quelques semaines allait s'ouvrir la campagne de Saxe.

CHAPITRE IX

FIN DE LA CAMPAGNE D'ESPAGNE. — TARRAGONE. — LES ARAPILES. — VITTORIA. — TOULOUSE.

1811-1814

Pendant que la grande armée se perdait dans les neiges de la Russie, nos soldats, dans la péninsule Ibérique, ne pouvaient se maintenir sur leurs positions et étaient peu à peu refoulés sur les Pyrénées.

A Masséna avait succédé dans le commandement de l'armée de Portugal le brillant mais présomptueux Marmont. Le nouveau général en chef avait une bravoure incontestable et de réels talents, mais il semblait que l'Espagne portât malheur à tous les lieutenants de Napoléon, qui venaient, les uns après les autres, y compromettre leur réputation. Marmont en Espagne ne commit que des fautes et n'éprouva que des déceptions. Son premier soin fut de rétablir l'ordre et la discipline dans cette malheureuse armée de Portugal, si longtemps sacrifiée à un rôle ingrat, et qui n'avait même pas eu la consolation des succès pour oublier ses souffrances. Il amenait avec lui quelques renforts. Il passait pour être le confident des pensées impériales. Aussi les officiers l'accueillirent-ils avec empressement, et les soldats se montrèrent disposés à le suivre sur de nouveaux champs de bataille. Marmont profita de ces bonnes dispositions pour reprendre l'offensive et tâcher de débusquer les Anglais de leurs positions.

Wellington et son lieutenant Beresford, le premier après son succès équivoque de Fuentès d'Onoro, et le second après sa victoire d'Albuera, étaient allés mettre le siège devant Ciudad-Rodrigo et devant Badajoz. Ces deux places, les seuls trophées de nos campagnes en Portugal et en Andalousie, étaient en quelque sorte les clefs de l'Espagne. Si les généraux anglais parvenaient à s'en emparer, non seulement ils occupaient deux importantes citadelles, mais encore s'ouvraient la route soit de Madrid, soit de Séville. Or, de ces deux places, Badajoz était sur le point de succomber. Après avoir soutenu un premier siège, du 26 avril au 16 mai 1811, la brave mais insuffisante garnison française avait été de nouveau assiégée par les vainqueurs d'Albuera. Les Anglais avaient ouvert deux larges brèches et tenté deux assauts, le 6 et le 9 juin. Repoussés avec perte, ils s'étaient vengés en accablant la malheureuse cité de projectiles incendiaires. Encouragés à la résistance par le gouverneur Philippon, et bien dirigés par le commandant du génie Lamare, nos soldats étaient restés inébranlables sur les débris de la forteresse, mais les vivres leur manquaient. Ils étaient exténués de fatigue et de besoin. Tout à coup les canons des tranchées se taisent, les tentes ennemies disparaissent et les Anglais décampent. Grâce à sa bravoure et aux secours qui lui arrivaient, la garnison allait sortir triomphante de ce second siège comme du premier.

Le maréchal Marmont en effet venait de se décider à marcher au secours des places assiégées. Une simple démonstration lui avait suffi pour débloquer et pour ravitailler Ciudad-Rodrigo. Il se porta aussitôt dans la direction de Badajoz, franchit le Tage, traversa la sierra de Truxillo, et, le 18 juin, entra à Merida, où il opéra sa jonction avec le maréchal Soult. Deux jours plus tard les deux maréchaux faisaient leur entrée dans Badajoz et distribuaient à ses défenseurs les récompenses qu'ils avaient si bien méritées. Ils avaient alors sous leurs ordres près de 50000 hommes. C'étaient d'admirables soldats. La plupart d'entre eux avaient combattu à Austerlitz ou à Friedland, et depuis trois années ils soutenaient dans la péninsule une lutte de géants. En face d'eux Wellington, qui avait prudemment battu en retraite, se tenait adossé aux montagnes de Portalègre, et tâchait de suppléer à son infériorité numérique en s'entourant de retranchements improvisés. L'occasion

se présentait de l'accabler. Certes, si Masséna avait eu entre les mains une pareille armée, il n'aurait pas hésité à donner le signal de l'attaque ; mais Soult, heureux d'avoir sauvé Badajoz, ne tenait pas à s'exposer à de nouveaux hasards, et Marmont de son côté éprouvait à l'égard de son collègue une insurmontable défiance. Au lieu de s'entendre pour une action commnne, les deux maréchaux, jaloux l'un de l'autre, se livrèrent à de fâcheuses discussions. Ils ne surent pas sacrifier à l'intérêt national leurs mesquines susceptibilités. Soult finit par annoncer qu'il rentrait en Andalousie, et Marmont, qui n'était plus assez fort pour attaquer Wellington, se retira dans ses cantonnements du Tage. Pendant ce temps les Anglais, qui venaient d'échapper au terrible danger de la concentration de nos meilleurs soldats, quittaient, sans être inquiétés, leurs positions de la sierra de Portalègre et rentraient en Portugal. L'unique résultat de la campagne, grâce à la fâcheuse rivalité de nos généraux, avait donc été le ravitaillement de Ciudad-Rodrigo et la levée du siège de Badajoz.

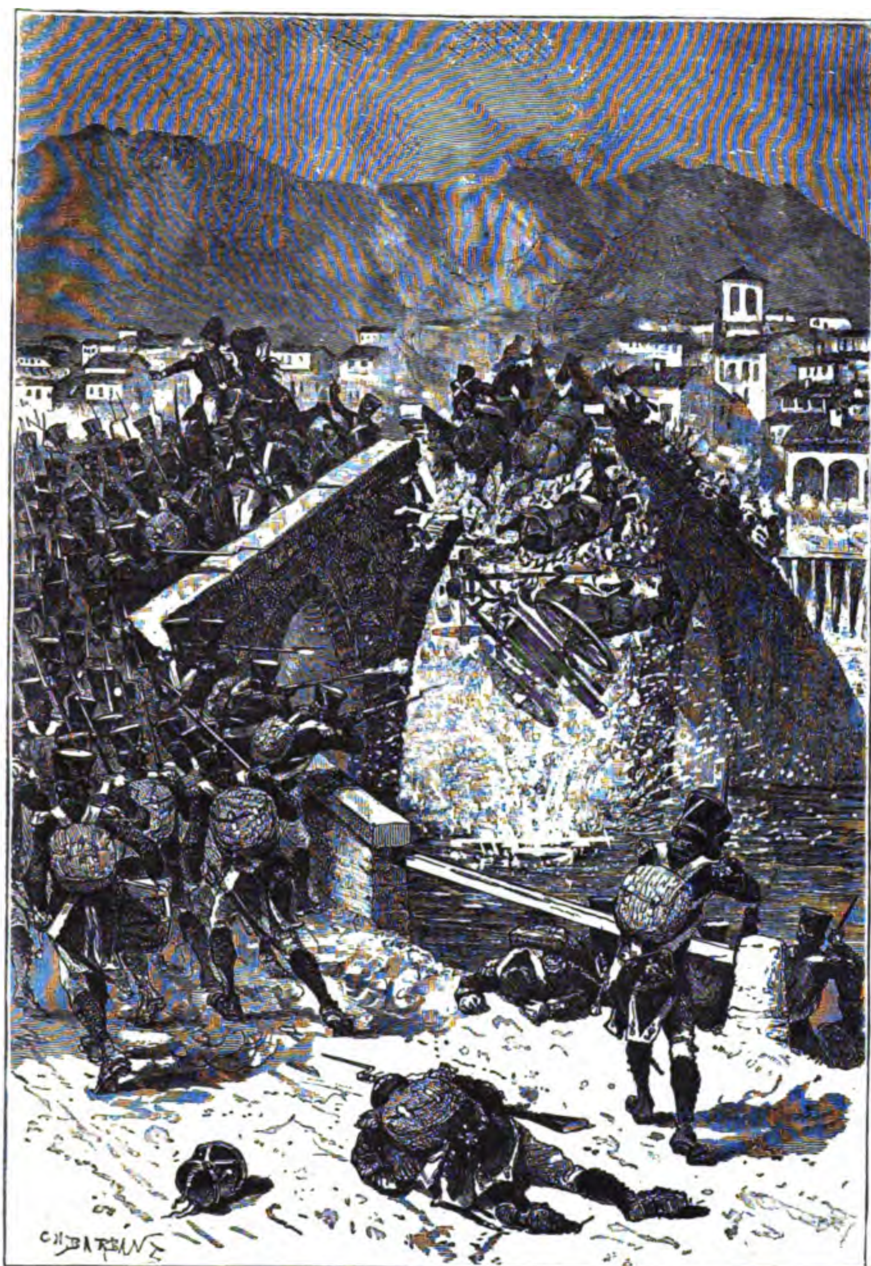
Pendant que nous perdions ainsi l'occasion de jeter les Anglais à la mer, un de nos généraux remportait de glorieux succès dans les provinces de l'est. Pourtant des guérillas, plus nombreuses et mieux organisées qu'ailleurs, couvraient le pays, et nos soldats n'y possédaient que les points qu'ils occupaient, mais le général Suchet était seul à exercer son commandement, et il était secondé par des lieutenants dévoués à sa fortune : aussi allait-il être vainqueur sur tous les points.

Suchet avait d'abord été dirigé sur Valence pour opérer une diversion favorable à la conquête de l'Andalousie. Il avait échoué sous les murs de cette place, car il ne disposait que de forces insuffisantes, et avait dû rentrer en Catalogne en se frayant un chemin pénible à travers des masses d'insurgés (1810). Bien résolu à ne plus s'aventurer en pays ennemi sans avoir assuré ses derrières, il voulut faire tomber toutes les places qui tenaient encore sur le bas Ebre, et se résigna à une guerre de sièges, longue, pénible, mais où il déploya d'admirables qualités. Il emporta d'abord Lerida (13 mai 1810), puis Mequinenza (8 juin) et enfin Morella. Ces trois places lui servirent de base pour opérer à son gré ou contre la Catalogne ou contre Valence. Il se dirigea ensuite contre Tortosa. Après un siège

de deux mois cette place capitula (2 janvier 1811). Il marcha alors contre Tarragone, le dernier boulevard des Catalans. Sous les murs de cette place s'engagea une bataille de cinquante-quatre jours, pendant laquelle assiégeants et assiégés luttèrent d'héroïsme et d'obstination.

Tarragone est bâtie sur un rocher que baigne d'un côté la Méditerranée, de l'autre le Francoli. Elle est divisée en ville haute et en ville basse, la première défendue par de vieilles murailles romaines, et la seconde par une enceinte bastionnée. Au-dessus de l'amphithéâtre formé par ces deux villes, se dressait le fort détaché de l'Olivo, qui dominait tout l'horizon de ses feux. 400 canons de gros calibre garnissaient ce triple étage de remparts. 18 000 bons soldats, commandés par un vaillant général, Contreras, secondés par une population fanatique, et ravitaillés par la flotte anglaise, étaient prêts à soutenir l'attaque. Jamais siège ne s'était présenté dans de pareilles conditions. Suchet, qui considérait avec raison Tarragone comme le gage de la sécurité de la Catalogne et la clef de Valence, ne se laissa pas rebuter par ces difficultés. Bien secondé par ses lieutenants, Valée et Rogniat, il s'empara d'abord du fort de l'Olivo, et commença les travaux d'approche devant la ville basse. Les défenseurs ne cédèrent leurs ouvrages qu'après une résistance désespérée. Il fallut emporter d'assaut le fort du Francoli, les bastions des Chanoines et de Saint-Charles et le fort royal. Renfermés dans la ville haute, les Espagnols luttèrent jusqu'à la dernière extrémité. Le 28 juin la batterie de brèche ayant enfin ouvert un passage dans les murailles de la haute ville, nos colonnes s'élancèrent à l'assaut. Après un horrible combat de rue en rue et de maison en maison, la garnison tenta de s'échapper du côté de la mer; mais le général Harispe lui barra le passage et força 8 000 hommes à poser les armes. Nos soldats, exaspérés par leurs pertes, s'étaient répandus dans la ville et commençaient à la piller. Suchet les rappela au sentiment de leurs devoirs, et bientôt l'ordre se rétablit. Nous avions pris 400 canons, une énorme quantité de fusils, des munitions de tout genre et plus de 10 000 hommes, mais 4 500 de nos soldats étaient restés dans les tranchées ou sur la brèche.

La prise de Tarragone avait une grande importance, car l'insurrection catalane était désormais isolée et pouvait être écrasée.



PRISE DU MONTSERRAT (Voir p. 250.)

En effet Suchet courut aussitôt contre le chef des bandes insurgées, le marquis de Campo-Verde, s'empara du célèbre monastère de Montserrat, grand dépôt de munitions des Catalans, et rentra à Saragosse, où il trouva le bâton de maréchal, qu'il avait si bien mérité.

Napoléon aurait voulu profiter du découragement des Espagnols pour lancer aussitôt contre Valence les vainqueurs de Tarragone, mais Suchet, fidèle à ses habitudes de prudence, ne voulut s'avancer qu'après avoir assuré ses derrières par la chute de Figuières, la dernière place forte des Catalans, et qu'après avoir organisé le service des vivres et des munitions de guerre. Aussi bien, en défalquant les garnisons qu'il était obligé de laisser dans les citadelles, il ne pouvait marcher qu'avec environ 22 000 hommes, et c'était bien peu pour tenter la conquête de Valence, défendue par les Valenciens, par les insurgés de Murcie et par l'armée de Blake. En outre il lui fallait prendre, en passant, les forts de Peniscola, d'Oropesa et de Murviedro, qui commandaient à la fois la mer et la grand'route. Le 15 septembre l'armée française se mit en marche. Elle laissa de côté Peniscola et Oropesa, mais se trouva tout à coup arrêtée par Murviedro, ou plutôt par le rocher sur lequel s'élevait jadis Sagonte. 3 000 soldats, avec des vivres et des munitions, occupaient ces vieilles murailles romaines et arabes. On ne pouvait les laisser sur ses derrières en allant attaquer Sagonte. Le 28 septembre, au milieu de la nuit, une escalade fut tentée. Par un hasard singulier, la garnison avait choisi la même heure pour exécuter une sortie. La sortie fut repoussée, mais la surprise était manquée, et Suchet se vit obligé, bien à regret, de recourir à un siège en règle pour s'emparer de Sagonte. Or il fallait creuser la tranchée dans un terrain fort dur et cheminer avec des sacs de terre vers des murailles et des tours si élevées que leurs défenseurs commandaient tous nos travaux d'approche. On n'avançait donc que lentement et en perdant beaucoup de monde. Le 18 octobre la brèche fut enfin déclarée abordable et l'assaut fut ordonné. Il fut repoussé avec de grandes pertes. Suchet désespéré s'apprêtait à battre en retraite, lorsque les Valenciens lui offrirent l'occasion de prendre sa revanche.

Encouragé par la résistance de Sagonte et désireux de porter secours aux défenseurs de la place, Blake venait en effet de s'appro-

cher pour livrer bataille à Suchet. Le maréchal fit aussitôt ses préparatifs de combat. Le 25 octobre l'action s'engagea. Grâce à une heureuse manœuvre du général Harispe et à la charge impétueuse du 13[e] cuirassiers qui rompit le centre ennemi, les Espagnols furent culbutés sur tous les points et laissèrent sur le champ de bataille un millier de morts et 5000 prisonniers. Cette défaite abattit le moral de l'armée valencienne, et détruisit la confiance que les Valenciens mettaient dans leurs murailles. Quant à Sagonte, comme elle avait perdu tout espoir d'être secourue, elle capitula, et le maréchal, désormais libre de ses mouvements, put marcher contre Valence.

Valence est bâtie sur le Guadalaviar. Sans parler de sa vieille enceinte, elle était encore protégée par une ligne continue d'ouvrages de campagne, hérissée de canons. Ses environs étaient coupés par une multitude de canaux d'irrigation, qui rendaient les approches fort difficiles. Suchet n'avait pas assez de monde pour entreprendre le siège régulier d'une ville défendue par toute une armée. Il se contenta d'investir la place, en attendant les renforts qu'il avait demandés. Napoléon, convaincu de l'importance de la prise de Valence, ne marchanda pas ces secours. De toutes parts ils affluèrent. Du fond de la Navarre, le général Reille reçut l'ordre d'accourir avec deux divisions. Marmont dut détacher de son armée deux autres divisions, commandées par Montbrun, qui se grossirent en chemin d'une troisième division, empruntée au roi Joseph. Soult lui-même dut porter jusqu'à Murcie un corps de l'armée d'Andalousie. Ces ordres furent ponctuellement exécutés. Vers les derniers jours de décembre, Reille arriva le premier avec 15000 soldats et 40 canons. Aussitôt Suchet passa le Guadalaviar et pressa le siège de Valence. Le général Blake, ne voyant rien de préparé pour une défense à outrance, abandonna les ouvrages extérieurs et se retira dans l'enceinte. Suchet se jeta alors sous les murs de la place et commença à la bombarder, moins pour la détruire que pour effrayer les habitants, car il ne tenait pas à recommencer une série de combats comme à Tarragone, et savait que les Valenciens, à l'exception de quelques fanatiques, croyaient avoir assez fait pour l'honneur du drapeau. En effet des pourparlers s'engagèrent, et, le 9 janvier 1812, l'armée de Blake, 18000 hommes, se constitua pri-

sonnière. La population accueillit avec calme l'heureux vainqueur, dont on vantait la sagesse, car elle commençait à se lasser d'une guerre qui ne profitait qu'aux Anglais. Suchet introduisit dans l'administration de la province conquise la même régularité qu'en Aragon. Bientôt les esprits se calmèrent et une paix relative s'établit.

Aussi bien, aux premiers jours de l'année 1812, une détente s'opérait. Les Espagnols n'ont jamais aimé les Anglais. Ils se sentaient sacrifiés à leurs combinaisons égoïstes et s'alarmaient de l'anarchie interminable qui ruinait les ressources nationales. Peu à peu les idées françaises prenaient le dessus. Une conciliation semblait possible. Il est de tradition dans la péninsule qu'elle a toujours été régénérée par des dynasties étrangères. N'était-ce pas un Flamand ce Charles Ier qui, au XVIe siècle, avait porté si haut le renom de l'Espagne? N'était-il pas Français ce Philippe V qui avait ouvert à son pays d'adoption un siècle de prospérité? A la race déchue des Bourbons pourquoi ne pas substituer la race si vivante des Bonaparte? Un grand événement venait d'ailleurs d'inaugurer une ère nouvelle et faisait espérer à l'Espagne la fin de tous ses maux. Les Cortès de Cadix avaient déclaré que la souveraineté résidait dans la nation. Elles avaient aboli la féodalité et préparé une constitution presque républicaine, qui fut proclamée le 19 mars 1812. C'étaient déjà les principes français qu'adoptait le peuple espagnol. Dès lors pourquoi ne pas charger un prince français de les appliquer? En effet des négociations secrètes s'engagèrent entre les Cortès et Joseph. Elles auraient peut-être abouti sans les désastres de la campagne de Russie et sans les succès inespérés que remporta Wellington.

Le généralissime anglais avait en effet profité de l'éloignement et de la dispersion des forces françaises pour reprendre hardiment l'offensive. Il espéra qu'en attaquant avec toutes les forces dont il disposait les deux places fortes de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, elles tomberaient toutes les deux entre ses mains avant de pouvoir être secourues. Ses calculs étaient justes. Ciudad-Rodrigo n'avait pour garnison que 1 800 soldats, commandés par le général Barrié, ce qui était tout à fait insuffisant pour l'étendue des fortifications, et encore n'avaient-ils des vivres que pour quelques semaines. Wellington, qui avait conduit avec beaucoup de secret son parc de siège près de

la frontière, la franchit le 8 janvier 1812, et se porta aussitôt contre Ciudad-Rodrigo, résolu à brusquer toutes les attaques. Comme il avait près de 40 000 hommes sous ses ordres, il ne lui fut pas difficile d'envelopper de ses tranchées la place tout entière, et d'enlever les ouvrages extérieurs. L'artillerie anglaise eut bientôt pratiqué deux brèches dans les murs de la place, car Wellington, afin de diviser l'attention des assiégés, avait résolu de les troubler par deux assauts livrés à la même heure. Quelle résistance un millier d'hommes pouvaient-ils opposer à toute une armée? Ils luttèrent pourtant jusqu'au bout, et ne posèrent les armes qu'après avoir épuisé tous les moyens de défense (19 janvier 1812).

C'était un grand succès pour Wellington. La Vieille-Castille se trouvait désormais découverte, et notre ligne de communication demeurait exposée aux tentatives d'une armée solide. Marmont avait espéré que Ciudad-Rodrigo tiendrait au moins vingt jours. Il avait rassemblé avec promptitude ses divisions éparses, mais le mouvement de concentration n'était pas encore achevé quand il apprit la capitulation. Il aurait voulu entrer en campagne tout de suite contre son heureux adversaire, mais il n'avait encore réuni que 40 000 combattants, et Wellington pouvait alors en mettre près de 60 000 en ligne. C'eût été plus que de l'imprudence que de l'attaquer avec une telle disproportion de forces. Il se résigna donc à rester sur la défensive et improvisa à Salamanque un vaste camp retranché, où il appela à lui toutes les troupes disponibles.

Pendant ce temps Wellington se préparait à renouveler contre Badajoz la surprise qui lui avait réussi à Ciudad-Rodrigo, dût-il prodiguer le sang de ses hommes. Badajoz n'avait qu'une garnison insuffisante, 4000 soldats environ, bien commandés par le général Philippon, mais n'ayant de vivres que pour deux mois, et manquant de poudre et de munitions pour soutenir un long siège. Il est vrai que les défenses de la place avaient été améliorées, les forts extérieurs réparés et les fossés creusés. On avait également pratiqué des mines sous tous les forts afin d'en éloigner l'ennemi ; mais le bois manquait pour les palissades et le blindage, en sorte que la garnison allait rester à découvert sous les bombes et les obus. Il est étrange que le maréchal Soult, qui connaissait l'importance de la place, ne se soit pas efforcé d'augmenter ses ressources et surtout de renforcer

la garnison. Ce n'est pas ainsi qu'agirent les Anglais. Le 16 mars 1812 Wellington paraissait sous les murs de Badajoz avec au moins 50 000 hommes et un immense matériel, bien résolu à profiter de son écrasante supériorité numérique pour livrer simultanément deux ou trois assauts, et venir à bout d'une garnison brave sans doute, mais pas assez nombreuse. Dès le premier jour la ville fut investie. Le lendemain la tranchée était ouverte. Le 31 mars les batteries de brèche commençaient leur sinistre besogne. Cinquante-deux pièces de gros calibre ouvrirent un feu épouvantable. Nos soldats firent des prodiges d'héroïsme. Nos artilleurs restaient aux embrasures détruites de leurs canons, pendant que nos fantassins réparaient les brèches sous le feu de l'ennemi. Le 6 avril, à neuf heures du soir, Wellington ordonna l'assaut, ou plutôt le triple assaut. Le général Coleville s'achemina directement sur les brèches, la division Picton essaya d'escalader le château par un endroit dont on avait reconnu la faiblesse, et la division Leith tenta une autre attaque au sud-ouest. Près de 20 000 hommes montaient ensemble à l'assaut. La colonne Coleville fut accueillie par un feu meurtrier. Nos soldats avaient disposé dans les fossés un long chapelet de bombes et de boîtes à mitraille, qu'ils allumèrent au moment où les Anglais s'y pressaient en foule. Alors commença une série d'explosions formidables qui, se succédant de seconde en seconde, lançaient tour à tour la mitraille et la flamme. Près de 3 000 Anglais avaient déjà succombé, Wellington allait donner le signal de la retraite, lorsque tout à coup éclatèrent des cris de triomphe. Picton vient de surprendre le château. Soit trouble, soit trahison, les Hessois, préposés à sa garde, ont laissé envahir le réduit confié à leur loyauté. Au même moment Leith, trouvant le rempart abandonné, parvient à le franchir et prend à revers les défenseurs de la brèche. Alors une indicible confusion désorganise les braves soldats qui disputaient à l'ennemi les débris fumants de Badajoz. Ils essayent encore de rallier au fort Saint-Christophe, mais ils sont entourés et enfin obligés de poser les armes. Nous avions perdu près de 1 500 morts ou blessés, mais 6 000 Anglais étaient hors de combat, plus que Wellington n'en avait perdu dans aucune de ses batailles. Badajoz n'en était pas moins perdue, et l'Espagne ouverte aux Anglais.

Soult avait marché bien tard au secours de Badajoz. Il n'avait que

24000 hommes avec lui quand il arriva a Llerena, espérant y rencontrer Marmont. Vaine espérance. Marmont n'avait pas encore quitté son camp retranché de Salamanque. Soult ne pouvait, avec sa petite armée de secours, se heurter contre la grande armée anglaise. Il ne put donc empêcher la chute de Badajoz. Au moins son collègue empêcha-t-il le vainqueur de poursuivre ses avantages. Réunissant toutes ses forces, Marmont se décida à tenter une diversion dans la province de Beïra. Il dispersa les bandes qui infestaient le pays; et refoula les détachements anglais qui gardaient la frontière de Portugal. Wellington, toujours prudent, suspendit sa marche et reprit la route du Portugal. Les deux places qui avaient coûté tant de sang et tant d'efforts, les deux principaux obstacles placés sur la route des Anglais, soit au nord, soit au midi, étaient donc entre leurs mains. Nous perdions ainsi les uniques trophées des campagnes de Portugal et d'Andalousie, et rien désormais ne pouvait retarder une marche offensive des Anglais.

C'était le moment où Napoléon s'enfonçait au cœur de la Russie, et entraînait à sa suite toutes les forces disponibles de la France. Bien persuadé que nos armées d'Espagne ne recevraient aucun renfort, Wellington jugea que l'occasion était favorable pour tenter dans la péninsule la grande attaque qu'il méditait. Il fit enlever par un détachement le pont d'Almaraz sur le Tage, le seul point par lequel pouvaient communiquer Soult et Marmont, puis, appuyé sur l'excellente base que lui donnaient Ciudad-Rodrigo et Badajoz, se disposa à prendre l'offensive au cœur même de l'Espagne. Marmont avait prévu que la grande attaque serait dirigée contre lui. Il avait demandé des renforts ; mais Soult avait persuadé au roi Joseph que Wellington avait pour objectif principal la conquête de l'Andalousie, et Marmont fut abandonné à ses propres ressources. Aussi n'avait-il que 30000 soldats environ à opposer au 50000 Anglo-Portugais de Wellington. Sans parler de la supériorité du nombre, toutes les chances étaient pour l'armée anglaise. Elle avait une bonne cavalerie; les soldats de Marmont avaient à peine assez de cavalerie pour s'éclairer. Elle avait sa solde à jour ; nos hommes ne recevaient pas un sou. Elle avait des magasins en abondance et 6000 mulets de transport pour ses seuls vivres ; les Français ne vivaient qu'au jour le jour, et si, par hasard, ils avaient quelques ressources en

subsistances, ils les portaient sur leur dos. Les soldats de Wellington n'avaient qu'à marcher et à combattre. Pour ceux de Marmont la bataille était une sorte de récompense et une trêve à leurs fatigues. En outre le général anglais était informé de tout ce qui se passait, tandis que le général français n'était instruit que bien après son adversaire, comme il le reconnaît lui-même dans ses *Mémoires*, de ce qui se passait à deux lieues de son quartier général. Enfin Wellington était libre de ses mouvements, et Marmont, obligé de se concerter avec ses collègues, dépendait de leur caprice ou de leur inimitié. Dans de pareilles conditions il est extraordinaire que nos armées aient pu non pas être victorieuses, mais seulement soutenir la lutte.

Le 10 juillet toute l'armée anglaise se trouvait réunie entre la Coa et l'Agueda. Le 12 elle entrait en campagne. Le 16 elle arrivait devant Salamanque. Marmont avait évacué la ville, espérant qu'elle tiendrait quelques jours, et qu'il pourrait profiter de ce répit pour concentrer ses troupes. Salamanque n'était pas une place forte. Marmont avait seulement mis en état de défense trois couvents qui dominaient la ville, Saint-Vincent, Saint-Gaëtan et la Merced. Un premier assaut des Anglais fut repoussé, mais, le 22 juin, le principal de ces édifices, celui de Saint-Vincent, ayant été brûlé par les obus, la garnison dut remettre ces citadelles improvisées.

Marmont s'était d'abord replié derrière le Douro. Il avait réuni toutes ses divisions et renforcé sa cavalerie. Tant qu'il avait compté sur les secours qu'il était en droit d'attendre et de l'armée du Nord, dirigée par le général Caffarelli, et de l'armée du centre, sous les ordres immédiats du roi Joseph, et de l'armée d'Andalousie, qui aurait pu si facilement tenter une diversion, Marmont avait résolu de garder la défensive; mais quand il apprit que Cafarelli, sous prétexte d'un débarquement des Anglais dans les Asturies, gardait toutes ses troupes, que Joseph ne bougeait pas de Madrid, et que Soult ne quittait pas ses cantonnements d'Andalousie, il se décida à marcher en avant. Il avait alors sous ses ordres près de 40 000 excellents soldats, sur lesquels les Anglais n'avaient pris aucun ascendant et qui reculaient à contre-cœur : aussi se flattait-il de l'espoir d'amener les ennemis, par une série d'habiles manœuvres, sur une position où il pourrait avec avantage leur disputer le terrain. Il

repassa donc le Douro (17 juillet) et força Wellington à rétrograder sur Salamanque. Près de Tordesillas, le 18 juillet, et au passage de la Guarera, le 20 juillet, nos troupes prirent le contact avec les Anglais et leur infligèrent des pertes assez sérieuses. Le 21, elles franchirent la Tormès, et prirent position en face de hauteurs, dites des Arapiles, sur lesquelles les Anglais s'étaient établis. Ce sont deux mamelons isolés, dont le plus rapproché de l'armée française, le grand Arapile, dominait le second. Marmont le fit enlever par un de ses lieutenants, le général Bonnet, et y établit une batterie. C'était une sorte de pivot, très solide, autour duquel Marmont résolut de manœuvrer pour menacer les communications de Wellington avec Ciudad-Rodrigo, et lui couper sa retraite vers le Portugal. Wellington avait imaginé une manœuvre analogue autour du petit Arapile; mais, toujours plein de prudence, il se disposait à battre en retraite, lorsqu'une faute stratégique lui donna une victoire inespérée.

Un des lieutenants de Marmont, emporté par son ardeur et voyant les Anglais se dérober devant lui, le général Maucune, crut le moment venu de se jeter sur eux. Wellington voulait bien se retirer, mais non pas fuir. Il accepta le défi qu'on semblait lui lancer, et ordonna de repousser l'attaque. Au même moment un autre de nos généraux, Thomières, était abordé par la cavalerie anglaise, et la bataille s'engageait sur le front des deux armées. Marmont n'aurait voulu commencer l'action que lorsque la plus forte de ses divisions, encore en arrière, celle du général Clauzel, serait arrivée sur le champ de bataille pour servir de réserve. Comprenant la nécessité de contenir l'impatience de ses lieutenants, il voulut aller lui-même réparer les fautes commises. A peine était-il monté à cheval qu'un obus lui fracassa le bras droit, et lui fit deux larges et profondes blessures aux côtés et aux reins. On le croyait perdu. Le général Bonnet prend aussitôt le commandement : il est blessé à son tour. Clauzel lui succède, mais il n'y a plus dans les manœuvres ni ensemble, ni direction. Les Anglais profitent du décousu de nos attaques pour enfoncer notre centre, mais ils échouent dans tous leurs assauts contre le grand Arapile, et ne peuvent entamer nos soldats, qui se retirent en bon ordre. Nous avions 5 à 6 000 hommes hors de combat, et les Anglais à peu près autant; mais cette défaite entraînait pour les Français de graves conséquences. Nous avions

perdu toute chance de forcer les Anglais à rétrograder. Wellington était désormais le maître d'envahir la Castille. Il pouvait à son choix ou se porter sur Madrid ou poursuivre Clauzel. Nulle part il n'y avait une force capable de lui résister. La bataille des Arapiles était la première de ces grandes défaites qui préparaient et annonçaient la prochaine évacuation de la péninsule.

Quelques jours avant la bataille, le roi Joseph s'était décidé à sortir de Madrid pour aller au secours de Marmont, mais il avait négligé de l'avertir de sa prochaine arrivée : autrement le maréchal l'aurait attendu sur le Douro avant de marcher contre Wellington. Il se trouvait déjà à Villacastin, au delà du Guadarrama, quand il apprit par de vagues rumeurs la funeste bataille des Arapiles. Il ne voulut pas rebrousser chemin, afin de donner à Clauzel le temps d'opérer sa retraite en bon ordre; et en effet sa seule présence ralentit la poursuite de l'armée anglaise, et permit à Clauzel de se reformer sous le canon de Burgos; mais, quand il apprit que Wellington, renonçant à Clauzel, se portait contre lui à la tête de l'armée victorieuse, il se hâta de rentrer dans sa capitale (9 août), profondément affecté et s'attendant à de nouveaux désastres.

La concentration de toutes les armées françaises s'imposait, et elle ne pouvait être obtenue que par l'abandon de Madrid et l'évacuation de l'Andalousie. Le moment était d'autant plus mal choisi qu'une sorte de détente s'opérait alors dans les esprits, et que bon nombre d'Espagnols semblaient disposés à se rallier à Joseph, mais l'hésitation n'était plus possible, car Wellington était déjà arrivé à Valladolid et menaçait directement Madrid. Le roi Joseph ordonna donc à Soult d'évacuer l'Andalousie, et lui donna rendez-vous à Valence, où il se décida à chercher un refuge auprès de Suchet. Le 10 août commença la retraite. Près de 30 000 Espagnols, compromis par leur dévouement à la nouvelle dynastie, les *afrancesados*, comme on les nommait, suivirent l'armée du centre dans son mouvement. On ne pouvait les abandonner à la férocité de leurs compatriotes, qui les auraient tous égorgés comme des traîtres. La retraite ne fut inquiétée par les Anglais qu'un seul jour, mais le général Treilhard, dans un brillant retour offensif, culbuta l'avant-garde ennemie à Majadahonda. Si l'on n'eut plus à redouter la poursuite des Anglais, on eut beaucoup à souffrir de la misère. Les habitants

étaient partout en fuite, les greniers brûlés ou vides, et les guérillas, qui suivaient la colonne, massacraient sans pitié retardataires et isolés. Aussi bon nombre d'afrancesados succombèrent-ils aux fatigues de la route. Par bonheur, Suchet était allé à leur rencontre, et, dès que la jonction fut opérée, il n'y eut plus rien à craindre.

Le maréchal Soult aurait bien voulu ne pas évacuer la riche Andalousie, qu'il s'était habitué à considérer comme son domaine particulier, mais les ordres du roi Joseph étaient impératifs. En cas de refus, son successeur avait même été désigné. D'ailleurs il eût été plus qu'imprudent de rester seul exposé aux attaques de toutes les armées anglo-portugaises et espagnoles, qui auraient profité de l'isolement du maréchal pour envahir la province de tous les côtés à la fois. Soult se résigna donc à obéir. Il détruisit ou jeta dans la mer l'immense matériel si péniblement amassé dans les lignes de Cadix, forma un grand convoi de munitions, de vivres, de bagages, emmena tout ce qu'il pouvait transporter de malades et de blessés, et se mit en route vers Murcie le 25 août. La retraite fut pénible, moins pourtant que celle de Madrid. A la fin de septembre, Soult avait opéré sa jonction avec Suchet, et les deux maréchaux, avec leur collègue Jourdan et le roi Joseph, tinrent un conseil de guerre afin d'arrêter le plan des opérations nouvelles. Soult aurait voulu prendre le commandement suprême et agir à sa fantaisie; ses collègues lui firent entendre raison. Après de longs débats, il fut enfin décidé que Suchet se maintiendrait à Valence, et que les deux armées du Centre et d'Andalousie, commandées par Jourdan et par Soult, essayeraient tout d'abord de reprendre Madrid, puis de donner la main à l'armée de Clauzel.

Wellington était entré à Madrid en triomphateur dès le 12 août; il s'était aussitôt logé dans le palais du roi, et avait autorisé les chefs espagnols à commencer la réaction. La plupart des Madrilènes s'étaient accoutumés et presque soumis à la domination de Joseph. Il aurait fallu les rassurer. Deux chefs de bande, Carlos de Espana et l'Empecinado, prirent à tâche de les épouvanter en annonçant de prochaines vengeances. Aussi la terreur régna-t-elle bientôt dans la capitale espagnole, et, comme les habitants de la banlieue n'osaient plus entrer en ville, la misère y fut bientôt aussi grande que lorsque les

guérillas interceptaient l'arrivage des vivres. Wellington, au lieu de rappeler à l'ordre ses embarrassants auxiliaires, ne sut que déployer dans toute son ostentation la morgue britannique, et s'aliéna promptement les esprits. Aussi bien il comprit lui-même que prolonger son séjour à Madrid serait dangereux, car Clauzel avait réorganisé son armée. Il avait même, en recueillant les garnisons éparses, repris la campagne et hardiment porté ses 30 000 hommes sur le Douro, en présence de l'armée anglaise. Wellington répondit à ce défi. Laissant à Madrid un de ses lieutenants, Hill, il repartit aussitôt pour la Vieille-Castille, et, à la tête de 50 000 hommes, marcha sur Burgos. Clauzel ne pouvait songer à l'arrêter. Il se replia successivement sur Valladolid et Burgos, et s'arrêta enfin sur l'Ebre. Avant de le poursuivre plus loin, Wellington résolut de s'emparer de Burgos. La résistance héroïque de cette ville, ou plutôt du château qui domine cette ville, nous permit de réoccuper Madrid et répara en partie les funestes conséquences de la défaite des Arapiles.

Le château de Burgos n'était qu'une vieille citadelle mauresque où s'étaient jetés le général Dubreton et 2 000 hommes, mais bien pourvus de vivres et de munitions et résolus à se défendre. Autour des murailles gothiques on avait élevé en hâte deux lignes de retranchements palissadés et un ouvrage à cornes dit de Saint-Michel. Le général anglais crut pouvoir brusquer cette forteresse, mais il perdit beaucoup de monde dans des attaques imprudentes et dut se résigner aux lenteurs d'un siège en règle. Un premier assaut fut repoussé dans la nuit du 22 au 23 septembre; un second et un troisième, le 29 septembre et le 4 octobre. Le 8 octobre la garnison fit une sortie et bouleversa tous les travaux des assiégeants. Le 19 un assaut général fut tenté, mais la brave garnison reçut les assaillants à la baïonnette, les chargea avec impétuosité et les rejeta au delà de l'enceinte un moment conquise. Honneur à ces braves qui, pendant trente-quatre jours, à peine protégés par des palissades, arrêtèrent toute une armée, et, par leur résistance, donnèrent le temps à l'armée de Portugal de rentrer en ligne, aux armées du Centre et d'Andalousie de reprendre Madrid, et à toutes de se concentrer pour accabler Wellington !

En effet le général Clauzel avait reçu des renforts qui portaient son armée au chiffre de 35 000 combattants, et le général Caffarelli s'ap-

prêtait à lui venir en aide avec les 10000 soldats de l'armée du Nord, dont la présence aurait peut-être empêché la défaite des Arapiles. Par malheur, au moment de se mettre en marche à la tête de ces 45000 hommes, il avait tellement souffert de sa récente blessure, qu'il avait été obligé de remettre le commandement à un vieil officier de la République, le brave Souham. Wellington avait alors une grande partie à jouer. Il aurait pu se jeter sur cette armée à peine réorganisée, la battre, puis accabler les unes après les autres les armées du Centre, d'Andalousie, de Valence et, du coup, reconquérir l'Espagne. De telles manœuvres convenaient peu à ce génie froid et circonspect. Il préféra lever le siège de Burgos, serré de très près par le général Maucune, et ordonna à son lieutenant Hill de le rejoindre à Salamanque, s'il croyait ne pouvoir défendre Madrid contre les deux armées qui se dirigeaient sur cette capitale. Hill ne pouvait tenir tête à la fois à Jourdan et à Soult. Il battit en retraite. Le 2 novembre les Français rentrèrent à Madrid. Ils y furent bien reçus, car les Madrilènes s'étaient vite fatigués de l'outrecuidance anglaise et de la violence des guérilleros. Le roi Joseph, instruit par le malheur, ne s'attarda pas dans les délices de sa capitale reconquise. Dès le 4 novembre, poussant devant lui les régiments de Hill, il rentrait en campagne avec les armées du Centre et d'Andalousie. Il opérait rapidement sa jonction avec les troupes de Souham, et près de 90000 hommes se trouvaient réunis entre ses mains, irrités des succès qu'on avait laissé remporter aux Anglais et tout disposés à les leur faire expier.

Wellington n'avait que 60000 soldats, dont 40000 Anglais à leur opposer. Jamais il ne s'était trouvé dans une situation plus critique. Le 11 novembre les deux armées se rencontraient sur le champ de bataille des Arapiles. Jourdan proposait de profiter du trop grand déploiement des lignes anglaises, pour essayer de percer leur centre et d'écraser soit Hill, trop éloigné du gros de l'armée anglaise, soit Wellington, qui cherchait à assurer sa route de retraite. Le succès de l'opération paraissait immanquable. Souham, Drouet, tous les autres généraux ne demandaient qu'à l'exécuter. Soult proposa et fit prévaloir un autre plan. Il aurait voulu tourner la position de Salamanque, et, au lieu d'aborder de front l'armée anglaise, en passant à gué la Tormès, la forcer à décamper en menaçant ses

derrières. Jourdan et Joseph eurent la faiblesse d'abandonner leur premier projet, et ils chargèrent Soult d'exécuter sa propre idée. Ce dernier se laissa tromper par Wellington, qui profita d'un temps obscur pour décamper et se mettre en sûreté sous le canon de Ciudad-Rodrigo. La colère de nos soldats fut grande. Ils comprenaient que l'occasion perdue ne se représenterait pas de sitôt, et que c'était un vrai triomphe pour Wellington d'avoir échappé au plus grave danger auquel général puisse se trouver exposé. Quelques milliers de prisonniers, des canons en mauvais état et des bagages à demi ruinés, tel fut l'unique résultat de cette formidable concentration de forces. Joseph aurait pu reconquérir l'Espagne : il n'avait réussi qu'à rejeter Wellington dans son camp retranché du Portugal. Tant d'efforts aboutissaient à un piteux avortement, et Wellington terminait la campagne de 1812 avec la gloire d'une bataille gagnée et d'un désastre évité.

C'est au moment où Joseph, renonçant à poursuivre Wellington, plaçait ses trois armées en cantonnements, celle de Portugal en Castille, celle du Centre aux environs de Madrid, et celle d'Andalousie sur le Tage, entre Aranjuez et Talavera, et avouait ainsi au grand jour et son impuissance et la faiblesse de notre situation en Espagne; c'est au moment où l'Europe, étonnée et surprise de la résistance opposée à nos meilleurs soldats, commençait à espérer que tous nos efforts seraient neutralisés en Espagne; c'est pendant ce triste mois de décembre 1812 que Napoléon revenait presque seul à Paris pour y tenter un dernier effort et essayer de réparer les désastres de la campagne de Russie. Comment n'a-t-il pas eu l'heureuse inspiration, dans ce moment de crise, de concentrer toutes ses ressources en renonçant à ses projets contre l'Espagne et le Portugal, et de rappeler au delà des Pyrénées des troupes excellentes, qui ne lui rendaient aucun service dans la péninsule et qui auraient pu lui assurer la victoire dans les plaines de la Saxe! L'Empereur n'y songea même pas, et, dans son immense orgueil, résolu à faire face à tous ses ennemis et sur toutes les frontières, ordonna à ses lieutenants de poursuivre leurs opérations en Espagne, pendant qu'il conduisait lui-même sur les rives de l'Elbe les derniers régiments de la France. Réunis et concentrés, nos soldats eussent été invincibles; séparés et divisés, ils allaient éprouver échecs sur

échecs, et être ramenés sur la frontière qui aurait été si facilement inexpugnable.

Ce fut en Espagne que nos revers commencèrent, et ce sont ces Espagnols et ces Portugais, si indignement trompés et maltraités par l'Empereur, qui, les premiers, envahirent la France.

Le roi Joseph, après avoir concentré autour de Madrid les trois armées du Centre, d'Andalousie et de Portugal, pouvait, s'il persistait à tenir dans ses mains les 86 000 excellents soldats qui les composaient, tomber en masse sur les Anglais. Appuyé sur sa droite par l'armée du Nord sous les ordres de Clauzel, sur sa gauche et sur ses derrières par l'armée d'Aragon commandée par Suchet, sa situation n'aurait pas été mauvaise sans le contre-coup des événements de Russie. Encouragés à la résistance par nos désastres, les Cortès de Cadix avaient renoncé à toute velléité d'accommodement avec les Français. Elles avaient même, malgré leurs répugnances, investi Wellington du commandement en chef des armées espagnoles, avec pleins pouvoirs, et s'étaient déterminés à un vigoureux effort pour la campagne de 1813. Wellington, de son côté, persuadé de la nécessité de profiter des circonstances pour tenter une attaque décisive, venait de se résoudre à envahir la Vieille-Castille, à la tête de 100 000 hommes, pour faire tomber d'un seul coup l'établissement des Français. Le maréchal Jourdan avait deviné le projet de son redoutable adversaire, et il avait proposé au roi d'évacuer de nouveau Madrid et de se porter au-devant des Anglais, soit à Valladolid, soit à Salamanque, avec toutes les forces disponibles. Une grande bataille aurait alors décidé du sort de la péninsule, et Jourdan, avec les soldats éprouvés qu'il avait alors sous ses ordres, se faisait fort de la gagner. C'était évidemment la meilleure tactique à suivre. Si on continuait à éparpiller ses ressources, on éternisait la guerre et on s'exposait à un désastre. Par malheur Napoléon ne se rendait pas un compte exact de la situation. Partant d'une idée préconçue, celle de faire la part du feu et de ne plus garder en Espagne que les provinces de l'Ebre, et, d'un autre côté, fort impatienté par la présence de nombreuses guérillas dans le nord de l'Espagne, il fonda sur cette double considération son plan de campagne pour 1813. Il prescrivit donc d'évacuer Madrid, car il ne tenait plus à la conservation de cette capitale depuis qu'il songeait à rendre la

couronne à Ferdinand VII, et de se porter à Valladolid pour tenir tête aux Anglais, mais en détachant une vingtaine de mille hommes qu'on prêterait à Clauzel pour l'aider à détruire les bandes qui infestaient les provinces du nord. Napoléon espérait ainsi non seulement en imposer à Wellington, mais encore s'établir d'une façon définitive dans les provinces sur lesquelles il avait jeté son dévolu. Ces calculs étaient défectueux. Le général anglais profita de cet affaiblissement de nos forces pour nous attaquer, et les 20000 soldats prêtés à Clauzel ne suffirent pas pour réduire les guérillas du nord. Le temps seul pouvait avoir raison de cette Vendée espagnole.

L'Empereur avait ordonné : il n'y avait plus qu'à obéir. Le roi Joseph quitta donc, non sans regret, la capitale qu'il ne devait plus revoir, et porta son quartier général à Valladolid. Il laissa pourtant à Madrid, pour continuer l'occupation apparente de la capitale, la division Leval. Trois des divisions de l'armée de Portugal rejoignirent Clauzel, et les armées du Centre et d'Andalousie, avec ce qui restait de l'armée de Portugal, prirent leurs cantonnements en Vieille-Castille. Cette fâcheuse dispersion de nos forces allait être la cause principale de la défaite de Vittoria.

Pendant que Clauzel s'épuisait en courses inutiles contre Porlier, Mina, Merino, Longa, Campillo et les autres chefs de bande qui, soutenus par les Anglais, éternisaient la guerre dans les provinces asturiennes et basques; pendant que se consumaient ainsi les forces des dernières troupes qu'on avait pu opposer à Wellington, ce dernier entrait en campagne à la tête de 48000 Anglais, 20000 Portugais et 24000 Espagnols (mai 1813). Notre armée d'Andalousie était alors dispersée de Madrid à Salamanque, celle du Portugal de Burgos à Pampelune. Avec un ennemi plus entreprenant nos divisions auraient été surprises et rejetées en désordre les unes sur les autres. Jourdan eut le temps de préparer et d'exécuter un mouvement général de retraite sur Valladolid, qui permit au général Leval de quitter Madrid et de rejoindre l'armée du Centre. Près de 55000 hommes furent assez rapidement concentrés; mais Clauzel restait toujours isolé, et, si les Anglais manœuvraient avec résolution, ils pouvaient ou accabler Clauzel, ou se jeter avec toutes leurs forces contre le roi Joseph. Ce fut pour éviter ce danger et aussi pour se

rapprocher de Clauzel que Joseph se décida à continuer la retraite et à se porter de Valladolid sur Burgos. C'était une seconde étape sur le chemin de l'évacuation : ce ne devait pas être la dernière.

On se demande avec étonnement comment un général aussi méthodique que Wellington n'a pas essayé de jeter le désordre dans nos colonnes, car leur marche, embarrassée par le matériel, par les malades et les blessés, par les afrancesados, était fort lente. Il est vrai que nous avions une cavalerie nombreuse et vaillante, et que, grâce à nos dragons, il n'y eut pas dans la retraite d'incident fâcheux. Ce qui est plus surprenant, c'est que non seulement Wellington n'a pas profité de sa supériorité numérique pour nous contraindre à une bataille qu'il savait inévitable, mais encore qu'il nous a en quelque sorte poussé sur nos renforts, au lieu de chercher à nous joindre. Peut-être, suivant sa tactique habituelle, ne voulait-il combattre que sur un terrain à sa convenance, ou bien ne cherchait-il simplement qu'à nous ramener sur les Pyrénées, espérant ainsi reconquérir l'Espagne sans combat.

Le 6 juin les Français arrivaient à Palencia, le 9 ils étaient à Burgos. Ils ne purent s'y arrêter que quelques jours, car les magasins considérables qu'on avait créés dans cette ville étaient déjà épuisés, et il fallait à tout prix rejoindre Clauzel. Il était relativement aisé, en faisant un détour sur l'Ebre, de lui donner la main en Navarre, mais cette marche découvrait la grande route de Burgos à Bayonne et permettait par conséquent aux Anglais de couper nos communications avec la France. Sur ce point les instructions de Napoléon n'avaient jamais varié : il avait recommandé de conserver à tout prix les communications directes avec la France. Joseph et Jourdan n'osèrent assumer la responsabilité de cette manœuvre décisive, qui aurait rendu possible la concentration de toutes nos armées, et leur aurait permis de se retourner contre les Anglais en leur présentant la bataille dans de bonnes conditions. Ils ordonnèrent de continuer la retraite directement sur Miranda et Vittoria. Ils firent donc sauter les fortifications de Burgos, qui nous avaient rendu tant de services l'année précédente, ce qui semblait indiquer une retraite sans espoir de retour, et continuèrent leur mouvement rétrograde (13 juin). Le lendemain on arrivait à Briviesca, le 15 à Pancorbo, le 16 à Miranda. Les Anglais nous suivaient de près, et déjà leurs coureurs s'ef-

forçaient de gagner avant nous les défilés des Pyrénées, soit pour nous contraindre à une bataille générale, soit pour nous entamer avant que nous eussions gagné la frontière.

Le 19 juin au soir, les trois armées du Centre, d'Andalousie et de Portugal se trouvaient réunies à Vittoria. Elles pouvaient franchir les Pyrénées et rentrer en France par le col de Salinas, mais en abandonnant Clauzel, en exposant aux plus grands périls Suchet et l'armée d'Aragon, et en refusant la bataille à ces Anglais que, quelques mois auparavant, on avait forcés à fuir devant Salamanque. L'honneur militaire et les nécessités de la situation défendaient donc de repasser les Pyrénées. Il était d'ailleurs peu probable que Wellington nous laissât paisiblement battre en retraite. Une grande bataille était inévitable. Elle eut lieu à Vittoria.

Le premier soin de Joseph aurait dû être de se débarrasser de l'immense convoi qui nous avait précédés à Vittoria. Blessés, malades, expatriés, il aurait fallu tout expédier par la route de Bayonne, qui était encore libre; mais on ne donna aucun ordre à ce sujet, et plusieurs milliers de non-combattants obstruèrent et encombrèrent bientôt toutes les avenues. Ce fut le 20 juin seulement qu'on se décida à se délivrer de ce lourd convoi. Il fallait en second lieu avertir Clauzel de la décision qu'on venait de prendre et lui expédier des officiers sûrs, escortés au besoin de tout un régiment de cavalerie, pour lui indiquer le point précis de la concentration, mais on se contenta de lui envoyer des paysans mal payés et tout disposés à trahir. Il fallait enfin se mettre en mesure d'attendre Clauzel, et, pour cela, reconnaître le terrain et prendre toutes ses précautions pour le bien défendre. Or Jourdan était malade et Joseph, qui ne voyait que par ses yeux, remit au lendemain 21 la reconnaissance des lieux. Il se flattait de l'espoir que les Anglais, avec leur circonspection ordinaire, ne nous attaqueraient pas de front et perdraient du temps en cherchant à nous déborder à travers les montagnes. Toutes ces fautes allaient être sérieusement punies.

Vittoria est bâtie au milieu d'une plaine que, de tous côtés, entourent de hautes montagnes, l'Arrato, la sierra de Andia et la chaîne à travers laquelle passe la route de Salvatierra à Pampelune. Une petite rivière, la Zadorra, arrose toute la plaine. A notre droite, au pied de l'Arrato, le général Reille avec ce qui restait de l'armée

de Portugal gardait les ponts de la Zadorra, à Durana, Gamorra-Mayor et Arriaga. Il avait pour mission d'empêcher un mouvement tournant des Anglais. A notre gauche, en face du défilé de la Puebla, sur la grande route de Miranda à Vittoria, campait l'armée d'Andalousie avec le général Gazan, soutenue en arrière par l'armée du Centre avec le général Drouet d'Erlon. Une éminence, le Zuazo, commande à la fois et ce défilé et la plaine. On avait négligé de l'occuper. Si on avait fait sauter les ponts de la Zadorra, si surtout on avait transformé le Zuazo en redoute, nos soldats auraient été à peu près inexpugnables et ils auraient pu tout à la fois attendre le général Clauzel et repousser toutes les attaques des Anglais. On ne prit aucune de ces précautions, et il était déjà trop tard lorsque, dans la matinée du 21 juin, le maréchal Jourdan, après avoir examiné le champ de bataille, ordonna au général Gazan d'occuper le Zuazo et au général Drouet d'Erlon de soutenir son collègue Reille en se portant au pont de Tres Puentes sur la Zadorra. A ce moment débouchaient les Anglais : Graham à gauche avec les Espagnols et les Portugais contre Reille, Beresford au centre par le mont Arrato contre Drouet d'Erlon, et Hill à droite contre Gazan. Ils nous surprenaient en flagrant délit de formation. Gazan n'eut pas le temps de rétrograder sur le Zuazo et fut obligé de combattre où il se trouvait. Il chercha donc à déloger les ennemis de la sierra de Andia et à les chasser du défilé de la Puebla, mais il eut le tort de n'engager ses régiments que les uns après les autres et n'obtint aucun succès. Lorsque, après des ordres réitérés, il se décida à marcher avec toutes ses troupes, les Anglais profitèrent de ce mouvement pour forcer le passage de la Zadorra à Tres Puentes, et menacer notre centre. Un de nos généraux, Tirlet, parvient à ce moment à occuper le Zuazo, y installe une batterie de 45 canons, et couvre de mitraille les Anglais de Beresford à Tres Puentes et ceux de Hill à la Puebla. Si nous avions eu des réserves à notre disposition, les masses ennemies auraient alors été refoulées, et elles auraient éprouvé un sanglant échec; mais Gazan s'était trop écarté à la poursuite des Anglais vers la sierra de Andia; Reille luttait avec vigueur sur le Zadorra, mais avait lui-même besoin de renforts; Drouet était fort menacé au centre; et notre magnifique cavalerie était à peu près inutile sur ce sol coupé par des canaux, qui arrêtaient à chaque pas

l'élan des troupes à cheval : en sorte que l'avantage que nous venions de remporter au Zuazo restait stérile, puisque notre artillerie n'était pas appuyée. Joseph et Jourdan comprirent qu'ils ne pouvaient lutter plus longtemps contre des ennemis dont le nombre croissait d'instant en instant, et donnèrent le signal de la retraite.

Cette retraite fut désastreuse. Drouet, ne voyant plus Gazan à sa gauche, chercha à se retirer en s'appuyant sur la Zadorra. Il découvrait ainsi Vittoria. Les dragons anglais s'y précipitèrent. La ville était encore pleine de blessés et de malades. Un parc de réserve de 150 canons n'avait pas encore été évacué sur Bayonne. A la vue des cavaliers ennemis, une panique indescriptible s'empara de tous ces non-combattants. Ils s'enfuirent, en poussant des cris de terreur, sur la route de Bayonne, mais ils y trouvèrent le général Reille qui luttait à outrance et couvrait cette route de feu et de sang. Ils se jetèrent alors par Salvatierra sur le chemin de Pampelune, et entraînèrent avec eux le général Tirlet qui, du moins, eut la présence d'esprit d'abandonner ses canons, qui ne pouvaient plus passer sur cette route encombrée, mais de sauver les hommes et les attelages. Sans l'indomptable énergie de Reille, qui, bien secondé par ses lieutenants Sarrut, Lamartinière, Tilly, Mermet, repoussa toutes les attaques de la cavalerie anglaise, et se retira en bon ordre par la route de Salvatierra, la retraite se serait rapidement convertie en déroute. Nous avons perdu dans cette fatale journée près de 5000 morts et blessés, 15 à 1800 prisonniers, 200 canons, 400 caissons et un nombre infini de voitures. Joseph ne réussit pas à sauver la sienne, qui contenait tous ses papiers.

Pendant ce temps, que devenait Clauzel ? Dès qu'il avait appris la marche de l'armée, il s'était porté sur Logrono, où il était arrivé le 20, mais il n'avait trouvé que des habitants froids et silencieux. Personne n'avait voulu le renseigner. Il se dirigea alors par Penacurada sur la sierra de Andia, conjecturant avec raison que Joseph était arrivé à Vittoria. Il y parvint le 22, et put constater par lui-même notre immense désastre. Sans se troubler, il gagna les bords de l'Ebre, et, puisque l'armée de Wellington le séparait des Pyrénées, il prit la hardie résolution de se porter sur Saragosse, afin de donner la main à Suchet, dont il doublerait ainsi les forces. C'était une sage résolution, la seule qui convînt aux circonstances. Exécutée avec ré-

solution, elle aurait entraîné pour la France d'heureuses conséquences; mais Clauzel fut rappelé en arrière et ne put exécuter son mouvement.

Les vaincus de Vittoria auraient pu se rallier à Pampelune. Adossés aux Pyrénées, renforcés par toutes les petites garnisons et par les dépôts du midi de la France, désormais assurés de leurs subsistances et de leurs approvisionnements, ils auraient pu tenir tête aux Anglais; car, si l'Espagne était perdue, la frontière restait intacte, et il était facile d'y prolonger la résistance; mais nos soldats étaient démoralisés, nos généraux mécontents, et Napoléon, au lieu de les soutenir dans leur malheur immérité, ne sut que leur prodiguer les témoignages de son mécontentement. A la nouvelle des événements d'Espagne, il ordonna à Joseph de se rendre sur-le-champ dans sa propriété de Morfontaine et de n'y recevoir personne. Jourdan fut disgracié et remplacé par Soult, avec le titre de lieutenant-général et des pouvoirs extraordinaires. « J'ai trop longtemps compromis mes affaires pour des imbéciles », écrivait l'Empereur à Cambacérès. Ce n'était pourtant pas à son frère qu'il aurait dû réserver ses emportements, ni même à Jourdan. L'un et l'autre n'avaient commis qu'une faute, celle d'avoir trop fidèlement exécuté ses instructions. Le vrai coupable en cette affaire n'était-il pas Napoléon lui-même, qui s'était obstiné à vouloir diriger de loin les affaires d'Espagne et qui avait à peu près abandonné son frère, sans secours, sans argent, exposé à la haine de ses sujets, à la désobéissance de ses généraux, à ses propres dédains, et cela au moment même où les Espagnols et les Portugais, renforcés par toute l'armée anglaise et conduits au feu par un général aussi prudent qu'heureux, renonçaient à leurs dissensions pour se ruer contre l'ennemi commun? Les peuples de la péninsule avaient été par lui froissés et maltraités; ce sont eux pourtant qui les premiers allaient porter la cognée au chêne majestueux qui naguère dominait la forêt et couvrait la terre de son ombre. Ils avaient été dédaignés comme de méprisables adversaires : ce sont eux qui les premiers allaient lui infliger l'humiliation d'envahir le sol national. Tant il est vrai que, tôt ou tard, les crimes sont punis, surtout ceux de lèse-nation.

Le premier soin du maréchal Soult, en prenant possession de son commandement, fut de réunir en une seule les trois armées du

Centre, d'Andalousie et de Portugal. Il les forma en simples divisions, à la tête desquelles il mit des généraux de valeur éprouvée, Reille, Drouet d'Erlon et Clauzel. Ce dernier avait en effet été rappelé par lui, et avait réussi à rentrer en France par Jaca et Oloron, avec environ 15 000 excellents soldats. Aussi bien, sous le rapport des qualités militaires, il était difficile de trouver de meilleures troupes, plus aguerries et mieux exercées que les vaincus de Vittoria. Endurcis par plusieurs années de campagnes et de privations, irrités par leurs malheurs, mais pleins de confiance en eux-mêmes, ces 70 000 hommes seraient devenus, entre les mains du chef qui les aurait reconduits à la victoire, la première armée du monde. Soult était digne de les commander; mais il n'avait pas été accueilli avec confiance. On se défiait de ses projets ambitieux. On soupçonnait même sa fidélité politique : mais, en face de l'ennemi, tous ces dissentiments s'effacèrent. On se songea plus qu'à marcher contre les Anglais.

Wellington, même après Vittoria, hésitait à envahir la France. Il avait peur de surexciter le sentiment patriotique et de retourner contre lui l'élan et la fureur qui avaient fait si grande la France de 1793. D'ailleurs il ne voulait pas s'exposer à un retour offensif de Napoléon, et, alors que la fortune des combats restait encore indécise dans les plaines de l'Elbe et de l'Oder, il lui répugnait d'affronter seul le colosse impérial. Il s'était donc contenté de mettre le siège devant Pampelune et Saint-Sébastien, et, sous prétexte de ne laisser derrière lui aucune place occupée par les Français, avait distribué ses troupes en cantonnements, à la fois pour couvrir le siège de ces deux places et pour repousser une attaque probable de Soult.

Ce dernier avait en effet résolu de reprendre l'offensive (24 juillet 1813). Il avait débouché par les vallées de Bastan et de Roncevaux, espérant dégager Pampelune. Le 27 et le 28 juillet, de sanglants combats s'engagèrent en avant de cette ville, surtout à Cubiry. Les Anglais perdirent 10 à 12 000 hommes, mais ne furent pas débusqués de leurs positions. Le 29 il fallut rentrer de Navarre en France. La diversion n'avait pas réussi. Quelques semaines plus tard, afin de sauver Saint-Sébastien, où le général Rey, avec une garnison de 2 500 hommes, soutenait un siège mémorable, Soult

fit une nouvelle tentative. Les Anglais, postés à Saint-Martial, ne se laissèrent pas entamer. Nous dûmes repasser la Bidassoa. Saint-Sébastien fut obligé de capituler (8 septembre). Si Wellington ne s'était pas obstiné à réduire Pampelune, la frontière était désormais ouverte, et la France aurait été envahie dès le mois de septembre 1813.

Pendant ce temps le maréchal Suchet évacuait lentement le royaume de Valence et la Catalogne (juin-juillet 1813); mais il choisissait son heure, ne perdait ni un homme ni un canon et repoussait les ennemis toutes les fois que, dans leur impatience, ils essayaient de l'entamer, comme il le fit pour les Anglais à Tarragone et pour les Espagnols au col d'Ordal; mais c'était pour l'honneur du drapeau qu'il luttait ainsi, car il n'ignorait pas qu'il ne pouvait se maintenir seul au delà des Pyrénées et que l'évacuation complète de l'Espagne n'était plus qn'une question de temps. Déjà même il s'était entendu avec Soult pour le rejoindre et pour livrer avec lui une dernière bataille à Wellington, mais ce projet ne fut jamais exécuté. De graves dangers menaçaient la France, et les soldats de Suchet furent appelés en toute hâte sur un autre théâtre d'opérations. La France était en effet envahie, non pas seulement sur les Pyrénées, mais aussi sur le Rhin. Il ne s'agissait plus de conserver des conquêtes, il fallait défendre la patrie elle-même.

Ce fut à ce moment, c'est-à-dire dans les derniers mois de 1813, que Napoléon, enfin convaincu de la nécessité de concentrer ses ressources militaires, prit la résolution d'en finir avec les affaires d'Espagne, en rendant la couronne à Ferdinand VII. Il est certain que, si les 90 à 100 000 soldats de Soult et de Suchet eussent été disponibles sur le Rhin et commandés directement par l'Empereur, jamais les alliés n'auraient approché de Paris; mais il ne suffisait pas de renoncer à l'Espagne et de repasser les Pyrénées pour que les Espagnols renonçassent à leur vengeance, et les Anglais n'étaient pas gens à prendre le congé qu'on leur signifierait sur un ordre parti de Madrid ou de Cadix. D'un autre côté, le roi dépossédé avait été par trop indignement traité pour qu'il ne prît pas ses précautions et au besoin n'imposât ses conditions. En effet, les négociations avec Ferdinand VII ne furent pas commodes. Le roi légitime d'Espagne, bien que soigneusement tenu au secret, comprit

vite qu'on avait besoin de lui, puisqu'on s'adressait à lui, et déclara qu'il ne pourrait traiter que réinstallé à Madrid. Dans la situation désespérée où se trouvait l'Empereur, il était difficile de ne pas accepter l'ultimatum de Ferdinand VII. Un traité fut donc conclu à Valençay (19 décembre 1813), par lequel l'intégrité continentale et coloniale de l'Espagne était reconnue, les places espagnoles encore au pouvoir des Français restituées, les prisonniers rendus, et une amnistie générale proclamée. Ce traité ne devait jamais être exécuté qu'en partie, car il fallait que les Cortès le ratifiassent pour le rendre valable, et Wellington, sans plus se soucier des négociations entamées, allait cette fois prendre résolument l'offensive, et contribuer pour sa large part à la chute de Napoléon.

Wellington était resté inactif en septembre et en octobre, pour réorganiser son armée. Au commencement de novembre il franchit la Bidassoa et força les Français à se retirer derrière la Nive. Sur les bords de cette petite rivière se livra une bataille de plusieurs semaines, où les Anglais perdirent 15 000 hommes et les Français 10 000, mais Wellington recevait des renforts continuels, tandis que Soult avait été forcé d'envoyer à Napoléon deux divisions d'infanterie et plusieurs brigades de cavalerie : aussi le général anglais résolut-il de profiter de sa supériorité numérique pour tenter une attaque décisive. Il s'y détermina d'autant plus volontiers que les alliés remportaient alors de grands succès en Belgique et sur le Rhin, et que les royalistes du Midi, encouragés par la présence du duc d'Angoulême, qui avait débarqué à Saint-Jean-de-Luz, préparaient au grand jour une révolution monarchique.

La ligne de l'Adour fut la première emportée (janvier 1814). Après de nombreux combats sur la Joyeuse et la Bidouze, Soult abandonna Bayonne, où il avait improvisé un vaste camp retranché, et vint prendre position à Orthez, sur le Gave de Pau. Les Anglais franchirent cette rivière et présentèrent la bataille à Soult (26 février). Elle fut vivement disputée, mais nous commencions à être débordés par le nombre toujours croissant de nos adversaires. Soult aurait pu sinon vaincre, au moins disputer le terrain pied à pied. Il préféra battre en retraite, parallèlement aux Pyrénées, afin d'opérer sa jonction avec Suchet : il abandonnait ainsi la grande ville de Bordeaux aux trahisons de l'intérieur. Les royalistes, et à

leur tête le maire Lynch, prièrent Wellington de se diriger sur leur ville, où ils étaient tout prêts à proclamer Louis XVIII. Wellington s'empressa de déférer à leurs vœux. Deux divisions anglaises furent donc détachées sur Bordeaux, et, au milieu des applaudissements d'une population fatiguée et ruinée par la guerre, la cocarde blanche fut arborée et Louis XVIII proclamé roi de France (12 mars 1814).

Cette trahison indigna l'armée. Soldats et généraux voulaient revenir sur la ville rebelle et la mettre à feu et à sang. Soult eut grand'peine à les retenir. Aussi bien il lui répugnait d'inaugurer la guerre civile, et, bien qu'intimement convaincu de la chute prochaine de l'Empereur, il voulait rester fidèle au drapeau national, et tourner contre les ennemis la fureur patriotique de ses soldats. Ce sont en effet ses régiments qui eurent l'honneur de tirer les derniers coups de fusil et de remporter la dernière victoire. Après la bataille d'Orthez ils avaient battu en retraite par Tarbes et Saint-Gaudens. A la fin de mars ils étaient arrivés à Toulouse. Les Anglais les avaient suivis dans ce mouvement de recul. Appuyé sur une grande ville, connaissant à merveille le terrain sur lequel il allait opérer, Soult résolut de s'arrêter à Toulouse et d'y livrer une bataille défensive.

Le 4 avril 1814, jour de la première abdication de Napoléon, le général anglais réussit à jeter un pont de bateaux à Grenade sur la Garonne, et transporta sur la rive droite du fleuve tout le corps d'armée de son lieutenant Beresford. Ils se trouvèrent tout à coup isolés et livrés à nos coups par une crue subite de la Garonne. Soult aurait pu profiter de la fausse position de ces 15 000 Anglais pour les précipiter dans le fleuve. Il laissa échapper l'occasion et préféra attendre les Anglais sur les positions qu'il avait choisies et étudiées.

Wellington rejoignit son lieutenant, et, le 9 avril, à la tête de ses 60 000 Anglo-Espagnols, attaqua les 36 000 Français qui restaient à Soult. Nos soldats, protégés par le canal du Midi et par les hauteurs fortifiées qui s'étendent de la Pujade au Calvinet, repoussèrent les attaques anglaises. Darricau, Harispe, Darmagnac se couvrirent de gloire par leur résistance acharnée. Un moment la victoire se déclara en notre faveur. Beresford avait essayé un mouvement tournant et nous prêtait le flanc. Il aurait suffi de se jeter en masse sur lui pour l'acculer à une petite rivière fangeuse, le Llers. Clauzel sup-

pliait le maréchal de saisir l'à-propos, mais Soult se souvenait des fautes autrefois commises en quittant mal à propos des positions défensives pour aller à la rencontre des Anglais. Il manqua d'audace. Beresford put exécuter son mouvement et s'emparer des redoutes du Calvinet. Soult reconnut que la position n'était plus tenable et ordonna la retraite. Il aurait pu se replier sur Toulouse et s'y défendre à outrance, mais il ne voulut pas exposer cette grande ville aux plus cruelles extrémités, et se retira sur Carcassonne, où Suchet le rejoignit. Il avait perdu 3 000 hommes, mais en avait tué 5 000 aux Anglais. L'armée d'Espagne avait, comme toujours, mérité la victoire, mais ne l'avait pas remportée !

Quelques jours plus tard arrivait la nouvelle des événements de Paris. Soult et Suchet d'un côté, Wellington de l'autre suspendirent les hostilités, et les deux armées, en présence l'une de l'autre, attendirent la signature de la paix. C'est ainsi que se termina aux environs de Carcassonne cette lamentable guerre d'Espagne, engagée si malencontreusement, négligée à tort par l'Empereur, mal soutenue par ses lieutenants, féconde en péripéties dramatiques, et où tour à tour les vainqueurs et les vaincus s'honorèrent par un courage et une persévérance dignes d'une meilleure cause.

CHAPITRE X

CAMPAGNE DE 1813

Les Russes avaient suivi la retraite de l'armée française jusqu'à la Vistule. Ils hésitèrent avant de franchir ce fleuve. Il ne manquait pas de généraux dans l'entourage du Tsar qui lui conseillaient de ne pas se lancer en avant. Koutouzoff et le chancelier Romanzoff défendaient ce parti avec chaleur. Ils n'avaient pas de peine à démontrer qu'il fallait compter avec le génie de Napoléon et les ressources de la France. En s'éloignant de la Vistule, on s'écartait trop de la base des opérations, et on s'exposait à toutes les aventures. En s'y concentrant, on demeurait invincible. Le Tsar hésitait. Ce fut l'Angleterre qui mit un terme à ses hésitations en lui promettant d'intervenir directement, comme elle l'avait fait en Portugal et en Espagne, et surtout en lui laissant espérer l'accession immédiate de la Prusse et l'accession prochaine de l'Autriche à la coalition. Le Tsar se laissa persuader, et, le 18 janvier 1813, les soldats, poursuivant leur offensive, franchirent la Vistule.

De la décision qu'allait prendre le roi de Prusse dépendait l'issue de la guerre. Or ce prince, timide, irrésolu, instruit par les dures leçons de l'expérience, redoutait Napoléon, bien qu'il le détestât, et se croyait toujours au lendemain d'Iéna. Il n'aurait pas mieux demandé que d'attendre encore les événements avant de prendre une décision, mais l'opinion publique se prononçait avec une énergie passionnée contre la France. Même en présence de nos

soldats, les Prussiens ne cachaient plus leurs sentiments hostiles. « En traversant la vieille Prusse, écrivait le colonel Fezensac, il ne fut pas difficile de juger des dispositions des habitants à notre égard. C'était une curiosité maligne dans leurs questions; c'étaient des plaintes ironiques sur ce que nous avions souffert ou de fausses nouvelles sur la poursuite des Cosaques, que nous ne voyions jamais et que l'on nous annonçait toujours. Si un soldat s'écartait de la route, il était désarmé par les paysans et renvoyé avec des menaces et des mauvais traitements. Un ministre protestant alla même jusqu'à me dire que nos malheurs étaient une juste punition de Dieu pour avoir pillé et ravagé à notre passage la Prusse, dont nous étions les alliés. » « A Kœnigsberg, ajoute le capitaine Coignet, nous trouvâmes des factionnaires prussiens qui insultaient nos malheureux soldats sans armes : toutes les portes leur étaient fermées. Ils mouraient sur le pavé de froid et de faim. » Ces représailles étaient jusqu'à un certain point légitimes. Les Prussiens, en effet, plus que tous les autres Allemands, avaient eu à se plaindre de la France et de l'Empereur. Vaincus, humiliés, maltraités, ils avaient connu toutes les hontes et tous les désespoirs de l'occupation étrangère. Aussi avaient-ils amassé des trésors de haine. Les sociétés secrètes, et surtout le Tugendbund, redoublaient d'activité et répandaient partout l'esprit de sacrifice. La grande idée de l'unité et de la patrie allemande n'était plus une abstraction. Elle prenait vie dans les cœurs. Les principes et les sentiments qui avaient fait la grandeur de la France révolutionnaire se retournaient contre nous. Ce n'étaient pas seulement les jeunes gens des universités qui répétaient les chants enflammés d'un Kœrner ou d'un Schlegel, et qui se demandaient : « Où donc est la patrie de l'Allemand? Elle est partout où résonne la langue allemande »; les bourgeois des villes et les paysans eux-mêmes rêvaient l'affranchissement de la patrie. « Réjouissez-vous et dansez, maître Beblow, et vous aussi, cultivateur Krause, lisons-nous dans un roman de Freytag, car c'est vous et cent mille de vos semblables qui avez battu l'ennemi, et qui avez relevé la patrie de son abaissement. C'est vous, petites gens, c'est dans les étroites maisons des petites villes et dans les chaumières où vous avez vécu que s'est surtout trouvé tout ce qu'il y a eu de sain et de grand. »

Il était difficile à Frédéric-Guillaume de ne pas s'associer à ce mouvement national, qui conciliait ses intérêts et ses rancunes. D'ailleurs, s'il eût résisté plus longtemps, l'exaspération des haines nationales était poussée à un tel point que la dynastie aurait été comme balayée par le vent populaire. Il se décida donc à prendre la direction du mouvement. Au moment même où il protestait auprès de Napoléon de son respect pour l'alliance française, et désavouait le général York, il envoyait au Tsar un de ses confidents déguisé en marchand, Kneesebeck, et chargeait Stein, alors réfugié près d'Alexandre, de négocier l'alliance. Les négociations ne traînèrent pas. Le 28 février 1813, par le traité de Kalisch, le Tsar et le roi contractaient une alliance offensive et défensive et s'engageaient à ne pas signer de traité séparé. La Prusse n'en continua pas moins à négocier avec la France sur les bases de l'alliance, puis, tout à coup, lorsque ses armées furent en mesure d'agir, déclara la guerre (17 mars). Deux jours plus tard, le 19 mars, Alexandre et Frédéric signaient une nouvelle convention, à Breslau, par laquelle tous les princes allemands étaient appelés à concourir à l'affranchissement de la patrie, sous peine de dépossession de leurs États. La confédération du Rhin était déclarée dissoute. Un conseil était créé pour administrer les provinces conquises et pour organiser la levée en masse, car tous les hommes valides étaient invités à prendre les armes pour harceler l'ennemi, tuer les soldats isolés, et détruire les vivres. Peuples et souverains se trouvaient donc unis dans la même pensée de revendication. C'était une lutte sans trêve ni merci qui se préparait.

Alors éclata dans sa redoutable unanimité le grand mouvement de l'indépendance allemande, provoqué par les mauvais traitements et les insolences des Français, encouragé par les associations secrètes, et que devaient si habilement exploiter les souverains. Bien qu'au fond du cœur les rois et leurs ministres fussent très éloignés des sentiments révolutionnaires, ils se crurent obligés de recourir aux mots qui avaient si profondément retenti dans le cœur des Français aux grands jours de 1792. Ils promirent des libertés auxquelles ils étaient résolus de s'opposer. Ils promirent même des constitutions, dont ils étaient à l'avance déterminés à ne tenir aucun compte. « Allemands, s'écriait le général Wittgenstein, nous vous ouvrons les

rangs prussiens. Vous y trouverez le fils du laboureur à côté du fils du prince. Toute distinction de rang est effacée par ces grandes idées : le roi, la liberté, l'honneur, la patrie ! » — « A partir de 1812, disait un autre général, nos arbres généalogiques ne comptent plus pour rien. Les exploits de nos aïeux sont effacés par l'avilissement de leurs descendants. La régénération de l'Allemagne peut seule produire de nouvelles familles nobles, et rendre leur éclat à celles qui le furent jadis. » C'est ainsi qu'on retournait contre la France les armes que jadis nous étions seuls à manier. Napoléon représentait l'ancien régime, et le vent qui soufflait de France était un vent de réaction.

Pendant que la Prusse s'efforçait de réparer ses hésitations par son ardeur et se lançait dans la lutte avec toutes ses ressources, l'Autriche préparait sa défection avec un art consommé. Alors que Metternich déclarait à notre ambassadeur à Vienne, Otto, que « l'Autriche restait inébranlable dans son système, que l'alliance était fondée sur les intérêts les plus naturels, les plus permanents, les plus essentiellement salutaires; qu'elle devait être éternelle », etc. ; alors qu'il s'engageait à « n'agir que comme il conviendrait à l'empereur Napoléon, à ne point faire un pas à son insu, et, si les Russes se refusent à la paix, à employer contre eux toutes les forces de la monarchie », non seulement le cabinet autrichien signait avec la Russie un traité de neutralité qui devait être indéfiniment prolongé, mais encore encourageait Frédéric-Guillaume « à ne pas arrêter le noble élan qui l'avait porté à seconder les efforts de l'empereur de Russie pour le soutien de l'indépendance de l'Europe ». Bientôt même il adhéra secrètement à la convention de Breslau et commença une campagne diplomatique pour détacher de l'alliance française les souverains qui lui étaient restés fidèles. Au roi de Danemark il démontrait la nécessité de ne pas s'exposer à une nouvelle attaque des Anglais; à ceux de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg il parlait de consolider leurs récentes acquisitions par un grand service en faveur de la cause nationale. Il essayait même d'ébranler la fidélité des rois parents de Napoléon, Jérôme de Westphalie ou Murat de Naples, « en se montrant à eux comme un ami de Napoléon, qui ne voulait rien que la paix, mais en les engageant à ne pas faire des armements inutiles qui rendraient l'Empereur moins traitable ».

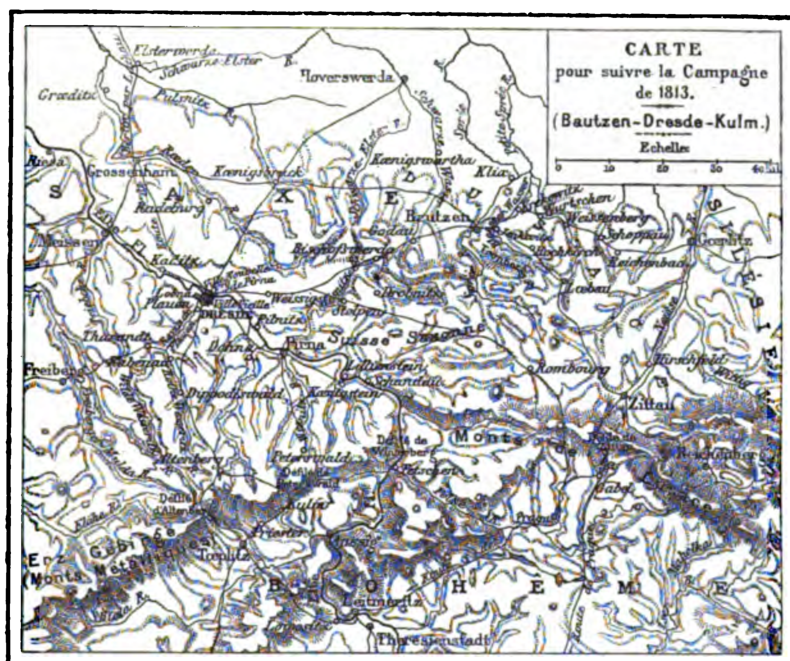
S'il est vrai qu'en politique il ne faut considérer que les résultats, certes l'Autriche prenait sa revanche. Vaincue sur le champ de bataille, elle ne l'était pas dans les manœuvres diplomatiques; mais cette habileté n'était acquise que par une honteuse duplicité. Manifestement elle voulait la guerre, mais ne se sentait pas encore prête et ne cherchait qu'à gagner du temps. De là ces protestations auprès de l'Empereur et ces intrigues auprès des alliés. En réalité elle attendait l'issue des premières batailles pour se déclarer et pour vendre son alliance.

Si donc l'Autriche garde encore une douteuse neutralité, et si les princes de la Confédération germanique n'ont pas encore consommé leur défection, tout se prépare dans le centre de l'Europe pour un soulèvement général contre la domination française, et voici déjà que les armées russe et prussienne, désormais unies, poussent devant elles les faibles débris que le prince Eugène s'efforce de maintenir dans de bonnes positions défensives : mais il est obligé de céder la ligne de l'Oder et de se retirer derrière l'Elbe (9 mars). Bientôt les alliés menacent de le tourner. Les Prussiens entrent à Dresde (26 mars), et la ville de Hambourg se met en insurrection à l'approche des Russes de Valmoden (12 mars). Le vice-roi se retire alors sur la Saale, et, pendant un mois, réussit encore à contenir l'ennemi. Il était néanmoins grand temps que les renforts arrivassent, car les alliés, dans leur premier élan, allaient se porter jusqu'au Rhin, et, dès 1813, commencer l'invasion.

Paris et la France étaient encore sous le coup de la consternation causée par la publication du 29e bulletin, lorsque, le 18 décembre 1812, Napoléon arriva soudainement aux Tuileries. Il se remit au travail avec une activité, une force d'esprit et une fertilité de ressources qui semblaient plus grandes que jamais. Ranimés par sa présence, les fonctionnaires le secondèrent dans l'œuvre difficile de la reconstitution de nos forces nationales, et l'impulsion fut telle que, dès les premières semaines de 1813, on commença à espérer que tout pouvait être réparé. A vrai dire, la grande armée n'existait plus. Pour combler les vides, il n'y avait que des conscrits, et même la plupart d'entre eux étaient-ils appelés par anticipation, avant l'âge fixé par la loi. Ces jeunes soldats, que soutenait seul l'honneur du drapeau, devaient pourtant ne pas être inférieurs à leurs aînés,

et, malgré quelques défaillances, ils allaient prouver une fois de plus quels étaient le courage inné et l'esprit militaire de la race française. Trois sénatus-consultes, rendus le 9, le 11 janvier et le 3 avril 1813, mirent à la disposition de l'Empereur 520 000 nouveaux soldats, à savoir 100 000 sur les conscriptions de 1809 à 1812, 260 000 pris par anticipation sur la classe de 1814, et 160,000 sur celle de 1815. Il dirigea aussitôt sur les dépôts ces nombreuses recrues, et, comme il comprenait que des troupes aussi inexpérimentées ne pouvaient sans danger être conduites au feu, il rappela d'Espagne les cadres de 100 bataillons, 4 régiments de la garde et 2 de cavalerie. En outre, afin d'assurer le service à l'intérieur et de ménager, en cas de nouveaux malheurs, une suprême ressource, le Sénat vota l'appel de 180 000 hommes appartenant au premier ban de la garde nationale, c'est-à-dire tous les hommes de vingt à vingt-six ans qui, faisant partie de la conscription, n'avaient pas été appelés à l'armée active. Enfin Napoléon, pour améliorer le service de la cavalerie, imagina d'appeler, sous le nom de gardes d'honneur, 10 000 jeunes gens appartenant aux familles riches ou nobles, qui devaient s'habiller, s'équiper et se monter à leurs frais. Ces levées extraordinaires ne furent pas, il est vrai, toutes effectives. Bon nombre de réfractaires grossirent dans les bois ou sur les montagnes les bandes que poursuivaient péniblement les gendarmes. Il y eut même des résistances ouvertes, particulièrement parmi les gardes d'honneur qui se révoltèrent à Tours et faillirent tuer un de leurs généraux, Ségur; mais l'immense majorité des appelés obéit sans murmurer. Non seulement l'Empereur put réparer numériquement les pertes de la dernière campagne, mais encore augmenter les cadres de l'armée. Chaque matin, dans la cour des Tuileries, il passait en revue quelqu'un de ces nouveaux régiments qu'il venait de créer par une sorte de miracle. Sa vue enflammait ces jeunes soldats, et leurs cris l'enivraient. Aux premiers jours on avait surpris en lui quelque défiance de l'avenir, mais, en voyant ces légions sortir de terre quand il frappait du pied, son imagination l'emporta de nouveau dans le monde des chimères, et il se crut appelé à de nouveaux triomphes. La défensive aurait pourtant convenu aux circonstances. Pour son malheur et pour celui de la France, Napoléon préféra sa tactique favorite et se prépara à rentrer en campagne.

Aux premiers jours d'avril 1813, sans compter les armées d'Espagne et d'Italie et les garnisons qui gardaient encore les places de la Pregel, de la Vistule et de l'Oder, Napoléon pensait conduire au secours du prince Eugène 180 000 soldats et 350 canons. C'étaient de tout jeunes soldats, auxquels il fallait tout apprendre, même pendant la marche. Leurs sous-officiers étaient médiocres, car ils étaient pour la plupart improvisés. Les offi-



ciers valaient mieux, car ils avaient fait partie de l'ancienne armée. Au moment d'entrer en campagne, ils auraient eu besoin, les uns et les autres, de la surveillance continuelle de leurs chefs, mais, pour ménager le pays, les cantonnements furent tellement étendus que le même régiment se trouva souvent très dispersé. Ce fut une première cause de faiblesse. Une seconde fut le manque de cavalerie. Napoléon n'eut à sa disposition pendant toute la campagne que quelques milliers de chevaux. Aussi l'armée s'avançait-elle presque au hasard. Plus d'une fois elle se heurta contre des masses en-

nemies qu'on n'avait pas reconnues, et nos victoires demeurèrent stériles faute de cavalerie pour achever la déroute et ramasser des prisonniers.

L'armée française était partagée en quatre corps, commandés par Ney, Marmont, Bertrand et Oudinot. La garde avait pour chefs Soult, Mortier et Bessières. L'Empereur avait en outre détaché Davout avec 30 000 hommes pour débarrasser la Westphalie des Cosaques qui s'y étaient jetés, et reprendre Hambourg. Son plan était de se joindre au prince Eugène sur la Saale. Ney à l'avant-garde, avec 40 000 hommes, formait le centre, ayant derrière lui Marmont et la garde. Bertrand et Oudinot étaient à droite; Eugène était destiné à former la gauche. Les alliés, de leur côté, commandés par Wittgenstein, étaient partis de Dresde avec l'espoir de surprendre l'Empereur à Erfurt, d'empêcher la jonction avec le prince Eugène, et de le déborder en pénétrant derrière lui en Thuringe. A Weissenfels eut lieu la première rencontre (30 avril). Comment allaient se comporter nos jeunes soldats? Ney et ses lieutenants les disposèrent en carrés pour soutenir le choc de la cavalerie ennemie. Au signal donné, un feu de file exécuté à propos rompit la charge. Ney forme aussitôt les carrés en colonnes et les lance en avant. La bataille est gagnée. « Ces enfants sont des héros, écrivait Ney à Napoléon. Je ferai avec eux ce que vous voudrez. »

Le lendemain 1er mai, au défilé de Rippach, nouvel engagement et nouveau succès, mais il fut chèrement acheté par la mort du maréchal Bessières, qui assistait en curieux à l'escarmouche et fut emporté par un boulet. Ce jour même le prince Eugène opérait sa jonction avec les corps de Lauriston et de Macdonald, et l'armée tout entière débouchait dans les plaines de l'Elster. On ignorait, à cause du manque de cavalerie, la position exacte de l'ennemi. On ne savait pas que Wittgenstein cherchait à tourner la droite française, et ce fut une véritable surprise lorsque 80 000 Russes et Prussiens attaquèrent à Kaïa et à Gœrschen, près de Lutzen, les 40 000 soldats de Ney. Blücher, qui commandait la droite des alliés, enleva les deux villages, et déjà l'armée française commençait à plier, lorsque Napoléon, averti par la canonnade, accourut sur le champ de bataille et improvisa le plan qui devait lui assurer la victoire. Pendant que Ney ramènera au feu son corps d'armée, le prince Eugène et



NAPOLÉON A LUTZEN.

Macdonald s'enfonceront par le flanc droit des alliés, Bertrand et Oudinot, encore en arrière, déboucheront sur le flanc gauche. De là une triple action. A Kaïa est le point central de la bataille. Ce village est pris et repris cinq fois. Les conscrits français et les étudiants prussiens rivalisent de bravoure. Le Tsar et le roi de Prusse assistaient au combat, et lançaient eux-mêmes réserves sur réserves. Napoléon, de son côté, restait calme au milieu du feu. « C'est la journée de la France, criait-il à ses jeunes soldats. La patrie vous regarde, sachez mourir pour elle ! » Bientôt on entend à droite et à gauche de sourdes détonations. Ce sont Eugène et Bertrand qui entrent en ligne et culbutent l'ennemi. Seize bataillons de la jeune garde, soutenus par la vieille garde en échelons et couverts par quatre-vingts canons, se jettent alors sur Kaïa, l'enlèvent et forcent enfin Blücher à battre en retraite, laissant sur le champ de bataille près de 20 000 victimes. La victoire aurait été plus complète si nous avions eu des cavaliers pour poursuivre l'ennemi, mais nous ne pûmes ramasser que quelques centaines de prisonniers, et Blücher opéra sa retraite sans être inquiété.

Napoléon fut comme enivré de sa victoire. « Depuis vingt ans que je commande les armées françaises, dit-il, je n'ai jamais vu plus de bravoure et de dévouement. Mes jeunes soldats ! l'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores. » Maître de la ligne de l'Elbe, que les alliés abandonnèrent pour se retirer sur la Sprée, l'Empereur entre alors à Dresde avec le roi de Saxe, son fidèle allié, auquel cette victoire rendait la couronne. Il incorpore aussitôt dans son armée le contingent saxon, et poursuit les alliés dans la région difficile où ils se sont retirés, dans ce lacis inextricable de bois et de marais où prennent leur source et la Sprée, qui se jette dans l'Elbe, et la Neisse de Gœrlitz, qui va à l'Oder. Les armées du grand Frédéric y avaient plus d'une fois manœuvré. Les alliés, qui étaient alors près de 170 000, s'étaient concentrés dans la formidable position de Bautzen. La droite, sous Blücher, occupait les mamelons fortifiés de Krekewitz, qui dominent la Sprée; la gauche, sous Wittgenstein, était appuyée aux montagnes des Géants. A Bautzen même était le centre, soutenu en arrière par un immense camp retranché, que défendaient trois villages fortifiés et un ruisseau marécageux.

Le 20 mai commença la bataille. Napoléon réussit à enlever

Bautzen et la ligne de la Sprée, et rejeta les ennemis sur le camp retranché. Le lendemain 24, la bataille continua. Blücher se défendit avec opiniâtreté sur les hauteurs de Krekewitz et repoussa toutes les attaques d'Oudinot. Tout à coup éclate à gauche, sur ses dernières positions, une canonnade. C'est Ney qui, après avoir culbuté à Weissig York et Barclay, qu'on lui avait opposés, débouche avec 60 000 hommes sur son flanc. Au lieu de donner tête baissée sur Wurtschen et Hochkirch pour s'emparer des seules routes par lesquelles l'aile droite de l'ennemi pouvait opérer sa retraite, Ney se porta sur des hauteurs, où il lui fallut batailler pied à pied et lutter péniblement contre les réserves. Le général Jomini avait indiqué à Ney cette manœuvre décisive qui eût fait tomber entre nos mains près de 30 000 soldats et 200 canons. Le maréchal repoussa le conseil avec hauteur. Ce fut une grande faute : non seulement il ne recueillit pas les fruits de ce beau mouvement, mais encore Blücher ne se décida à battre en retraite que lorsqu'il se vit attaqué de front par Bertrand, à droite par Marmont et Ney, à gauche par la garde, et il se retira fièrement, en bon ordre, brûlant ses bagages, ravageant tout, et s'arrêtant à chaque ruisseau, à chaque ravin, sans perdre un seul prisonnier, sans abandonner une seule voiture. Wittgenstein, qui s'était maintenu dans ses positions, dut suivre la retraite, mais lui non plus ne se laissa pas déborder.

Certes Bautzen était une grande victoire, mais elle ne nous donna qu'un succès militaire de plus, et ne termina pas la campagne. Les ennemis avaient perdu 20 000 hommes, mais 12 000 des nôtres étaient tombés, et nos maréchaux n'avaient pas réussi, comme ils le faisaient autrefois, à convertir la défaite en désastre. Napoléon fut très affecté de ce succès négatif. « Après une telle boucherie, disait-il, comment, aucun résultat ! Pas un prisonnier ! Ces-gens là ne me laisseront pas un clou. » Les alliés en effet n'étaient pas entamés. Au lendemain de Bautzen il fallut livrer de nouveaux combats à Weissemberg, à Schoppau, à Reichenbach. Ce fut à Reichenbach (22 mai) qu'un boulet perdu, en ricochant contre un arbre, atteignit mortellement le général du génie Kirgener et Duroc, l'ami particulier de l'Empereur. Cette mort affecta singulièrement Napoléon, car Duroc, depuis le siège de Toulon, était resté attaché à sa personne. On raconte qu'il bivouaqua toute la nuit près de la cabane

où Duroc se débattait contre la mort. Les grenadiers de garde se le montraient, assis devant la tente, les mains jointes et la tête baissée. « Le pauvre homme ! » disaient-ils entre eux.

Aussi bien le découragement était dans tous les cœurs. « Quelle guerre ! Nous y resterons tous ! » tel était le cri général. L'armée se lassait de ces tueries sans résultat. « Les vieux officiers dans tous les rangs, lisons-nous dans les *Mémoires* de Beugnot, étaient las des batailles et se demandaient si c'était chez l'Empereur un parti pris de ne mourir que sous le harnais. Les jeunes soldats qui arrivaient de l'intérieur de la France se tenaient pour perdus quand ils entendaient leurs vétérans désespérer, et le nombre était effrayant de ceux qui avaient sacrifié le doigt index pour se faire réformer. Ils se rendaient l'un à l'autre le triste service de cette mutilation, qui inquiétait et qui indignait l'Empereur. Il fallut rendre un décret pour y porter remède, et, entre autres, condamner ceux qui portaient les marques du délit à entrer dans le service des charrois de l'armée, et y rester un temps plus long que celui qu'ils auraient passé dans leurs régiments. »

Est-ce à ce sentiment général de lassitude, dont il se rendait très bien compte, est-ce plutôt à un désir sincère de la paix que céda Napoléon lorsqu'il se décida tout à coup à signer un armistice et cela au moment même où toutes les chances militaires étaient en sa faveur? Napoléon avait poussé les alliés l'épée dans les reins. Nous avions passé la Neiss, la Queiss, la Bober, la Katzbach. Nous n'avions qu'à étendre la main sur Berlin. Au 1er juin notre droite avec Macdonald, Marmont et Bertrand était arrivée à Glogau ; notre gauche avec Victor et Sébastiani à Schweidnitz, et notre centre avec Ney, Reynier et Lauriston à Breslau. La Saxe était délivrée, la Silésie à moitié conquise et le Brandebourg entamé. La Westphalie et le Hanovre étaient débarrassés des Cosaques. Davout venait de reprendre Hambourg et Lubeck. Napoléon n'avait pour ainsi dire qu'à acculer les alliés sur les montagnes qui séparent l'Oder de la Vistule pour les écraser. Déjà même des symptômes de dissolution étaient visibles parmi les alliés. Les généraux prussiens et russes s'accusaient d'incapacité et de trahison. Les populations se plaignaient d'être plus maltraitées par leurs protecteurs qu'elles ne l'avaient été par les Français. Ce fut l'Autriche qui sauva les alliés, et Napoléon, qui

n'avait plus qu'à récolter ce qu'il avait semé, commit la lourde faute de céder à ses prières, et d'accorder à la Prusse et à la Russie un armistice qui, pour ces puissances à demi vaincues, était un véritable coup de fortune.

L'Autriche en effet avait continué à négocier avec les belligérants. Elle envoyait en même temps ses compliments à Napoléon pour ses victoires, et ses exhortations à Alexandre et à Frédéric-Guillaume pour leur dévouement aux intérêts européens. Elle n'avait pas encore achevé ses armements, et ne se sentait pas capable ou de vendre sa confiance ou d'imposer ses conditions. Effrayée par les victoires de Lutzen et de Bautzen, prévoyant que les hostilités s'étendraient bientôt à son territoire, et qu'elle ne pourrait plus garder la neutralité, elle adressa à Napoléon, mais sans trop compter sur le succès de cette démarche, une demande d'armistice. Si cette demande était accordée, tout était bénéfice pour elle et pour ses alliés. Sans doute Napoléon aurait le temps d'appeler à lui des renforts, et de compléter sa cavalerie, mais l'Autriche, de son côté, gagnait les quelques semaines nécessaires à la préparation de son entrée en campagne, et les alliés non seulement se remettaient de l'ébranlement de leurs défaites, mais encore pouvaient être rejoints par les deux armées de Benningsen et de Bernadotte qui s'organisaient en Pologne et à Stralsund. Aussi le premier mouvement de l'Empereur fut-il de rejeter cette demande qui cachait un piège, mais il ne put résister aux sollicitations de ses lieutenants, qui se déclarèrent nettement en faveur de la paix. « Je vois bien, leur dit-il, que vous ne voulez plus faire la guerre. Berthier voudrait chasser à Grosbois, et Rapp habiter son hôtel à Paris. » Napoléon sentait aussi que la France l'abandonnait. Il lui fallait montrer jusqu'à l'évidence qu'il préférait à la gloire du conquérant celle du pacificateur. La politique l'emporta donc sur la stratégie, et, bien malgré lui, il se résigna. « Quelles n'étaient pas mes tribulations, a-t-il plus tard écrit à Sainte-Hélène, de me trouver tout seul à juger de l'imminence du danger et à y pourvoir; de me voir placé entre les coalisés qui menaçaient notre existence, et l'esprit d'intérieur qui, dans son aveuglement, semblait faire cause commune avec eux; entre mes ennemis qui s'apprêtaient à m'étouffer, et les harassements de tous les miens, de mes ministres même, qui me pressaient à me jeter

dans les bras de ces mêmes ennemis. » Il signa donc l'armistice de Pleswitz, qui devait durer du 4 juin au 28 juillet. « Si les alliés ne sont pas de bonne foi, ne cessait-il de répéter, cet armistice nous sera bien fatal! »

Les alliés n'étaient pas de bonne foi. Le Tsar, dont l'amour-propre avait cruellement souffert de ses dernières défaites, ne cherchait qu'à se venger. Le roi de Prusse s'excusait en quelque sorte auprès de ses sujets d'avoir accepté l'armistice : « Je n'y ai consenti, écrivait-il dans une proclamation qu'il leur adressa, que pour que la force nationale, que mon peuple a si glorieusement montrée, puisse se développer entièrement. » Aussi bien ces deux souverains étaient si peu disposés à convertir l'armistice en paix définitive que, dix jours seulement après la signature de la convention, le 14 juin, ils s'engageaient avec l'Angleterre par un nouveau traité, celui de Reichenbach, à recevoir, pour continuer les hostilités, la Prusse un subside mensuel de dix-sept millions, et la Russie un subside mensuel de trente-trois millions.

Au moins Alexandre et Frédéric-Guillaume avaient-ils le droit de se mettre en mesure de reprendre les hostilités, mais la duplicité de l'Autriche dépassa toutes les bornes. L'Empereur avait certes grande raison de se défier de ses sourdes intrigues. Au moment même où le cabinet autrichien protestait de son désir de voir enfin signée la paix après laquelle aspirait l'Europe entière, un envoyé autrichien, le comte de Stadion, arrivait au quartier général des souverains alliés et leur promettait la prochaine accession de l'Autriche à la coalition. Seulement l'Autriche n'était pas encore en mesure de se déclarer. Il lui fallait du temps pour continuer et achever ses préparatifs. Metternich fut donc chargé d'aller demander à Napoléon de prolonger l'armistice, sous prétexte de la convocation d'un congrès dans lequel François II interviendrait comme médiateur. L'entrevue eut lieu à Dresde le 28 juin. L'Empereur laissa comprendre à Metternich qu'il n'était pas dupe de ses protestations et n'ignorait pas qu'une armée considérable était en formation derrière les montagnes de Bohême. « La grande question pour l'Autriche, lui dit-il, est de savoir si vous pouvez me rançonner sans combattre, ou s'il faudra décidément vous jeter au rang de mes ennemis »; et il lui proposa l'Illyrie comme prix de la neutralité. Metternich demandait

encore l'abandon de la Hollande, de la Suisse, de l'Espagne, de la Confédération du Rhin, de la Pologne, le retour du pape à Rome et la moitié de l'Italie. L'Empereur se récria sur l'énormité de ces prétentions et commit la maladresse de lui dire : « Ah ! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour me faire la guerre? » L'ambassadeur changea de visage; mais, dès lors, la défection de l'Autriche fut résolue. Elle devenait pour lui une sorte de vengeance personnelle. Il dissimula pourtant et resta à Dresde jusqu'au 30 juin, jour de la signature d'une convention en vertu de laquelle un congrès devait se tenir à Prague sous la médiation de l'Autriche, et l'armistice était prolongé jusqu'au 10 août.

Tout ceci n'était qu'un jeu. L'ouverture du congrès eut lieu le 5 juillet. Les préliminaires furent longs. Un grand nombre de séances furent perdues à régler la forme et les termes d'inutiles protocoles, et, quand on en arriva à poser les principes généraux, chaque expression devint le prétexte de notes interminables. L'Autriche avait émis la prétention d'empêcher les négociateurs de se voir et voulait décider seule sur leurs notes écrites. Il devenait évident que son parti était pris et qu'elle n'attendait plus qu'une occasion pour se déclarer. Elle demanda en effet, en son nom et au nom des autres puissances, le partage du grand-duché de Varsovie entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, l'indépendance des villes hanséatiques, la renonciation de Napoléon à ses titres de protecteur de la Confédération du Rhin et de médiateur de la Suisse, une nouvelle organisation territoriale de la Prusse, la cession à l'Autriche des provinces Illyriennes, le retour de la Hollande et de l'Espagne à leur ancienne indépendance. Ces conditions étaient dures, puisque nous étions encore les maîtres de tous les pays qu'on réclamait, et que nous ne gardions en dehors des frontières naturelles que l'Italie; aussi Napoléon avait-il le droit de trouver que la médiation autrichienne lui imposait de lourds sacrifices. Habitué jusqu'alors à dicter ses volontés, il se révoltait à la pensée de subir les conditions d'adversaires tant de fois vaincus; mais l'Autriche avait achevé ses armements : elle se savait la maîtresse de la situation. Elle resta donc inflexible et finit le 7 août, trois jours avant l'expiration de l'armistice, par signifier un ultimatum à l'Empereur. Si Napoléon le repoussait, le congrès serait rompu et les hostilités reprises.

Napoléon flotta deux jours entre les résolutions les plus opposées. Ce fut le 10 août seulement qu'il chargea le général autrichien Bubna, en mission à Dresde, de porter sa réponse à François II. Il consentait à abandonner les provinces Illyriennes et le grand-duché de Varsovie, ainsi que ses titres de protecteur de la Confédération du Rhin et de médiateur de la Suisse, mais ne s'expliquait qu'en termes très vagues sur la reconstitution territoriale de la Prusse, et voulait garder jusqu'à la paix générale les villes hanséatiques et la Hollande. Le délai fixé pour la rupture du congrès était expiré depuis quelques heures. Certes l'Autriche n'aurait eu qu'à dire un mot, et les négociations auraient été reprises; mais les alliés venaient d'apprendre la défaite de Joseph à Vittoria et l'évacuation de l'Espagne. L'Autriche venait en outre de signer un traité de subsides avec l'Angleterre et un traité d'alliance avec la Prusse et la Russie. Elle déclara donc qu'« elle était décidée à courir toutes les chances que lui promettait la guerre », et publia un manifeste où elle ne cachait pas que « depuis six mois les alliés et elle étaient réunis de principe avant que les traités eussent déclaré leur union ». C'est ainsi qu'après avoir joué successivement le rôle de conciliatrice, de médiatrice et d'arbitre armé, elle se joignait à nos ennemis; mais sa décision était prise depuis le premier jour, et si elle n'avait pas tout de suite opéré sa jonction avec nos ennemis, c'est qu'elle n'était pas prête. L'armistice de Pleswitz lui avait permis de réunir ses ressources. C'est le canon qui de nouveau allait régler les destinées de l'Europe.

La coalition que l'Angleterre avait tant de fois rêvée était donc un fait accompli. Sept États étaient réunis contre la France et l'étreignaient de toutes parts : Russie, Prusse, Autriche, Angleterre, Suède, Espagne, Portugal. La plupart des princes allemands avaient promis leur adhésion. La Hollande était irrésolue, la Suisse hésitante. Murat lui-même, travaillé par d'habiles émissaires, était sur le point de passer à l'ennemi. Décidée à en finir avec la France, la coalition avait mis sur pied près d'un million d'hommes. Aux 180 000 soldats de l'armée du Nord, commandés par Bernadotte et campés sur le Havel, aux 200 000 hommes de l'armée de Silésie commandés par Blücher et campés sur l'Oder, aux 130 000 hommes de l'armée de Bohême, commandés par Schwarzenberg et dont le quartier général

était à Prague, il faut ajouter 140 000 Russes et Prussiens qui bloquaient les places de la Vistule et de l'Oder, 80 000 Autrichiens destinés à contenir les Bavarois et à descendre en Italie, 30 000 Anglais, Suédois et Russes dans le Mecklembourg, 70 000 Russes commandés par Benningsen, et qui n'étaient pas encore en ligne, et enfin, au delà des Pyrénées, près de 200 000 Anglais, Espagnols et Portugais. A ces masses armées contre lui Napoléon pouvait opposer 550 000 combattants. Sous ses ordres directs, et partagés en trois armées, la première de 30 000 hommes sous Davout à Hambourg, la seconde de 70 000 hommes sous Oudinot à Wittemberg, et la troisième de 180 000 sous l'Empereur en personne, de Dresde à Leipzig, étaient concentrés 280 000 hommes. En outre, le prince Eugène rassemblait en Italie 40 000 hommes, et Augereau à Wurtzbourg 20 000. Sur l'Inn campaient 25 000 Bavarois. 75 000 excellents soldats étaient enfermés dans les places de l'Oder et de la Vistule, et plus de 100 000 occupaient encore la région des Pyrénées et la Catalogne. L'Europe entière était donc sous les armes, et jamais encore, depuis les grandes invasions, de pareils chocs n'avaient eu lieu entre nations ennemies.

Napoléon avait résolu de faire de l'Elbe la base de ses opérations. Aussi augmenta-t-il les garnisons de Hambourg, de Magdebourg, de Dresde et des autres places qui défendaient le fleuve ; puis il divisa en deux armées principales les 250 000 hommes qui lui restaient. 90 000 soldats furent donnés à Oudinot pour combattre Bernadotte et s'emparer encore une fois de Berlin. 120 000 soldats sous le commandement direct de Napoléon devaient agir contre Blücher et l'armée de Silésie. Les 20 000 hommes restants furent confiés à Saint-Cyr pour garder Dresde, centre de toutes les opérations. La marche contre Blücher eut le succès qu'en attendait l'Empereur. Les alliés furent battus sur la Bober et rejetés au delà de la Katzbach (24 août), battus une seconde fois à Goldberg et rejetés sur la Jauer; mais, pendant ce temps, l'armée de Silésie, commandée par Schwarzenberg, descendait vers Dresde par la rive gauche de l'Elbe, et semblait vouloir opérer sa jonction avec l'armée de Bernadotte. Cette manœuvre plaçait la masse des coalisés entre l'Elbe et le Rhin et compromettait toutes les communications de l'Empereur, non seulement avec les États allemands restés fidèles à notre alliance, mais

encore avec la France elle-même. C'était un traître qui l'avait conseillée. Rompant avec un passé glorieux, et emporté par sa haine, le vainqueur de Hohenlinden, le général Moreau, avait en effet accepté les propositions des souverains alliés. Il avait quitté les Etats-Unis et s'était joint à l'état-major de la coalition. Combien eût-il été mieux inspiré si, comprenant mieux sa position et ses devoirs, il s'était présenté à Napoléon et lui eût demandé à combattre aux premiers rangs!

Schwarzenberg n'avait devant lui que les 20 000 soldats de Saint-Cyr qui formaient la garnison de Dresde. Maître des routes qui, des Monts Métalliques, conduisent vers la Saxe, il aurait pu, par une marche rapide, enlever cette ville et tourner Napoléon, mais il ne procédait qu'avec lenteur et ne voulait combattre qu'à coup sûr. Refoulant devant lui les avant-postes français, il arriva néanmoins jusque sous l'enceinte palissadée de Dresde, et développa ses 150 000 soldats depuis Pilnitz jusqu'à la vallée de Tharandt. Il avait besoin, pour compléter l'investissement depuis Tharandt jusqu'à l'Elbe, de tout un corps d'armée qui était en retard, celui de Klenau. Au lieu de donner tout de suite l'assaut et de profiter de l'énorme supériorité de ses forces pour écraser Saint-Cyr, il perdit trente heures à attendre Klenau, et ce fut seulement le 26 août qu'il se décida à ordonner l'attaque. Il était déjà trop tard. Napoléon accourait au secours de la ville menacée.

Instruit de la marche des alliés, l'Empereur avait laissé devant Blücher le maréchal Macdonald avec 15 000 hommes, en lui ordonnant de garder la défensive, et, avec le reste de son armée, était revenu sur Dresde à marches forcées (20 août). Arrivé à Stolpen, il se dirigeait vers les défilés de Kœnigstein pour prendre l'ennemi à revers, lorsqu'il apprit que Dresde allait être enlevée (25 août). Alors il détache Vandamme avec 25 000 hommes pour s'emparer des défilés de Peterwald, couper la principale route de retraite des alliés, et ramasser les prisonniers qu'il allait lui envoyer de Dresde; puis, laissant les autres troupes en arrière, il entre dans la ville avec sa garde, au moment où les soldats de Saint-Cyr, écrasés par Schwarzenberg, commençaient à abandonner leurs positions. Six colonnes ennemies, précédées de trois cents pièces de canon, s'étaient déjà emparées du faubourg de Pirna. Les alliés croyaient

avoir ville gagnée. Ils criaient déjà : Paris! Paris! et couvraient d'obus la malheureuse cité. Tout à coup s'ouvrent les portes de Dresde et elles donnent passage à de nombreux bataillons qui culbutent les assaillants, reprennent le faubourg, et refoulent l'ennemi sur ses positions du matin. « L'Empereur est à Dresde! s'écrie aussitôt Schwarzenberg : le moment pour enlever la ville est perdu », et il donne ses ordres pour la grande bataille du lendemain.

Napoléon avait été rejoint par le gros de l'armée. Comme il comptait sur Vandamme qui devait être arrivé à Peterwald, et qui, par conséquent, coupait la ligne de retraite des alliés, il avait hâte de les attaquer, afin de les rejeter sur son lieutenant. Il voulait en outre prévenir la concentration menaçante des trois grandes armées alliées. Schwarzenberg en effet comptait sur la grande armée de Bernadotte, qui communiquait déjà avec lui par des détachements volants. Il avait aussi tout lieu d'espérer que Blücher, poussant devant lui Macdonald, arriverait à son aide. Le généralissime autrichien avait donc tout intérêt à rester sur la défensive et à attendre la concentration; mais il était trop près de l'Empereur pour éviter ce terrible adversaire, et il ne put empêcher la grande bataille du 27 août.

Napoléon, en observant le demi-cercle de collines et de plateaux qui entourent la ville de Dresde, avait remarqué la gorge de Plauen, traversée par la Wesseritz. Les Autrichiens étaient campés au delà de cette gorge, et séparés du reste de l'armée coalisée par une sorte de précipice. En outre cette partie du champ de bataille était propice aux manœuvres de la cavalerie. L'Empereur résolut de lancer contre eux, par un grand détour à droite, Murat, renforcé de tout le corps du maréchal Victor, qui les acculerait au précipice de Plauen, pendant qu'à gauche Ney et Mortier les refouleraient sur les hauteurs. De la sorte, on leur enlèverait à droite la grande route de Freyberg, et on les pousserait à gauche sur la route du défilé de Peterwald, où Vandamme les attendait avec 40000 hommes. La bataille eut lieu comme l'Empereur l'avait décidé. Pendant que Ney et Mortier rejetaient la droite ennemie sur la route de Freyberg, Murat les tournait à gauche, les enfonçait et leur faisait 15000 prisonniers. Schwarzenberg, qui venait d'apprendre la

marche de Vandamme, battait aussitôt en retraite sur la Bohême. Il laissait sur le champ de bataille près de 200 canons et environ 10 000 morts ou blessés. Parmi les blessés était le général Moreau, auquel un boulet français fracassa la cuisse. Transporté à Lahn, il mourut dans cette petite ville, le 2 septembre.

L'Empereur commença aussitôt la poursuite. Murat et Marmont reçurent l'ordre de suivre les alliés dans toutes les directions qu'ils avaient prises. Gouvion Saint-Cyr fut envoyé vers Vandamme, et ce dernier reçut l'ordre d'entrer en Bohême par Peterwald, d'arriver avant l'ennemi sur la communication de Tetschen, Aussig et Tœplitz, de s'emparer de ses équipages, de ses bagages, et de ramener des prisonniers. Pour activer ce mouvement général de poursuite, Napoléon se porta de sa personne à Pirna. Il y fut saisi d'une fièvre violente, causée par la pluie battante à laquelle il était resté la veille exposé pendant quinze heures, et fut obligé de rentrer précipitamment à Dresde; mais tous ses ordres étaient donnés, et il avait le droit d'espérer que ses lieutenants achèveraient la victoire. Jamais opérations militaires n'avaient été mieux combinées : elles devaient pourtant échouer, soit par l'impéritie, soit par la lassitude des généraux chargés de les exécuter.

Napoléon en effet était à peu près le seul qui croyait à la nécessité de continuer la guerre. Ses généraux étaient fatigués, et les soldats se dégoûtaient de ces massacres inutiles. Certes la victoire de Dresde était une grande victoire. Jadis elle aurait terminé la guerre, de même que les batailles d'Austerlitz, de Friedland ou de Wagram avaient été suivies des paix de Presbourg, de Tilsitt et de Vienne, mais les alliés paraissaient résolus à ne pas déposer les armes, et les vainqueurs étaient presque navrés de leur succès. « Cette victoire fut mémorable, lisons-nous dans les cahiers du capitaine Coignet, mais nos généraux n'en voulaient plus. J'avais mon couvert au grand état-major, et j'entendais des propos de toutes les manières. On blasphémait contre l'Empereur, « c'est un..., disaient-ils, qui nous « fera tous périr ». J'en fus pétrifié. Je me dis : « Nous sommes « perdus! » Le lendemain de cette conversation je me hasardai de dire à mon général : « Je crois que notre place n'est plus ici : que c'est « sur le Rhin qu'il faudrait nous porter à marches forcées. — « J'approuve votre idée, mais l'Empereur est têtu; personne ne peut

« lui faire entendre raison. » De nombreuses défaites allaient, hélas! faire entendre raison à l'Empereur, et précipiter ce mouvement de retraite vers le Rhin, auquel, dans son gros bon sens, pensait le capitaine Coignet au lendemain de la victoire de Dresde.

Vandamme commença la série de ces déplorables défaites qui allaient amener l'Europe confédérée jusque sous les murs de Paris. Chargé par l'Empereur de la grande manœuvre qui devait donner à la victoire de Dresde toute son importance, et regrettant de ne pas avoir pris part aux dernières affaires, Vandamme avait rejeté dans les montagnes de Bohême le corps d'armée qui les gardait, s'était emparé du défilé de Peterwald, et avait couru à Tœplitz, rendez-vous probable de tous les corps d'armée qui battaient en retraite. Comme il se croyait suivi par Gouvion Saint-Cyr et par Napoléon, il n'avait avec lui que des têtes de colonne, avec lesquelles, poussant devant lui le général russe Ostermann, il descendit dans la plaine de Kulm et arriva devant Tœplitz (29 août). « S'il s'en fût rendu maître, écrit un historien russe, Boutourline, les colonnes qu'il coupait auraient jeté un tel désordre dans l'armée des alliés que les Français auraient pu les poursuivre jusqu'à Vienne. » Mais la garde impériale russe fit une résistance désespérée. Vainement Vandamme multiplie ses charges. La nuit arrive sans qu'il ait pu fixer la position. Le 30 au matin, repoussant les sages conseils du général Haxo qui lui conseille d'attendre Gouvion Saint-Cyr et de réoccuper le défilé de Peterwald, Vandamme recommence la bataille. Les alliés avaient, pendant la nuit, reçu d'imposants renforts. Au moment où l'aventureux général se décide enfin à se replier dans la direction de Kulm, des décharges retentissent sur ses derrières. « C'est l'Empereur ! » s'écrient tout joyeux ses soldats. Leur joie fut de courte durée. C'était le corps prussien de Kleist qui, errant depuis la veille dans les montagnes, s'efforçait de gagner Tœplitz, et que les hasards de la fuite amenaient sur la ligne de retraite de Vandamme. Il y eut un choc effroyable entre ces deux armées qui cherchaient à passer en sens contraire. Nos soldats parvinrent à atteindre la crête du Peterwald, et leur élan était tel qu'ils s'emparèrent de tous les canons prussiens et parvinrent à passer au nombre de 12 000 hommes. Le reste du corps de Vandamme, environ 15 000 hommes, les divisions Dumonceaux, Philippon et Mouton-Duvernet, rejeté en désordre à Kulm et entouré

par des forces quintuples, fut obligé de capituler (30 août). Vandamme était au nombre des prisonniers. Il fut indignement traité par les vainqueurs, qui lui reprochaient la dureté de son commandement dans les provinces allemandes. Exposé publiquement sur une charrette, il fut abandonné aux insultes des paysans et des soldats.

Le désastre de Kulm ramenait en arrière les vainqueurs de Dresde, et permettait à Schwarzenberg de réunir ses soldats dispersés et de reprendre l'offensive. Trois nouvelles défaites allaient permettre à Bernadotte et à Blücher, c'est-à-dire aux armées du Nord et de Silésie, de marcher en avant, et cette fois de combiner leurs mouvements de façon à opérer en temps utile leur concentration.

On se rappelle que Macdonald avait été laissé sur la Katzbach par Napoléon, afin de tenir tête à Blücher et de l'empêcher de rejoindre Schwarzenberg sous les murs de Dresde. Blücher, se sentant mollement poursuivi, avait tout de suite compris qu'il n'avait plus en face de lui la grande armée et son redoutable général. Il avait repris l'offensive, et avait voulu passer la Katzbach entre Liegnitz et Goldberg. Macdonald, au lieu de concentrer ses forces, les avait disséminées sur un front de dix lieues, afin de mieux garder les passages de la rivière. Le centre, exposé seul à toutes les forces ennemies, fut enfoncé à Wallstatt; la gauche arriva trop tard et se retira en désordre; la droite ne parvint à regagner les débris du centre qu'après trois jours de combat (26 août). Cette défaite de la Katzbach nous coûtait 10 000 tués ou blessés, autant de prisonniers et 60 canons : « La division Puthod n'existe plus, écrivait le maréchal dans son rapport daté du 27 août, jour de la victoire de Dresde. Je me replierai successivement sur la Neiss, sur la Sprée et sur l'Elbe. Il ne m'a pas encore été possible de connaître l'état de nos pertes et le nombre des combattants qui nous restent. » Les pluies et les inondations rendirent la retraite désastreuse. Les Français abandonnèrent successivement la Bober, la Queiss, la Neiss, et, sans bagages, rétrogradèrent jusqu'à Bautzen.

Bernadotte au même moment frappait contre ses anciens collègues Oudinot et Ney deux coups retentissants. Oudinot avait été chargé par l'Empereur à la fois de contenir l'armée du Nord et de marcher contre Berlin, mais il trouva Bernadotte à Grossbeeren, couvrant les

approches de la capitale prussienne. Oudinot était surtout un général d'avant-garde. Il s'engagea très inconsidérément, et dut se retirer après un violent combat, laissant entre les mains de son adversaire près de 2 000 prisonniers (23 août). Cet échec entraîna la ruine d'une division qui était sortie de Magdebourg pour coopérer au mouvement d'Oudinot et qui fut écrasée par la droite de Bernadotte. Il entraîna aussi la retraite de Davout, qui, après avoir pris Schwerin et Wismar, fut obligé de rentrer dans son camp de la Stekenitz.

La défaite de Grossbeeren amenait la droite des alliés sur le flanc



VANDAMME A KULM.

gauche de la grande armée, et Bernadotte pouvait facilement donner la main soit à Blücher, soit à Schwarzenberg. Aussi Napoléon ordonna-t-il à Ney, qu'il avait désigné pour remplacer Oudinot, de résister à outrance, et lui annonça sa prochaine arrivée avec d'imposants renforts. Ney crut qu'il était assez fort pour déposter l'ennemi de la route de Wittemberg, et il l'attaqua à Dennewitz. Ses divisions ne s'engagèrent que les unes après les autres. Les Saxons lâchèrent pied. Il fut battu, perdit 10 000 hommes tués ou pris, et ne rallia son armée que derrière l'Elbe et sous le canon de Torgau. Cette nouvelle défaite nous coûtait la moitié de la Saxe, et amenait décidément Bernadotte et l'armée du Nord presque jusqu'à

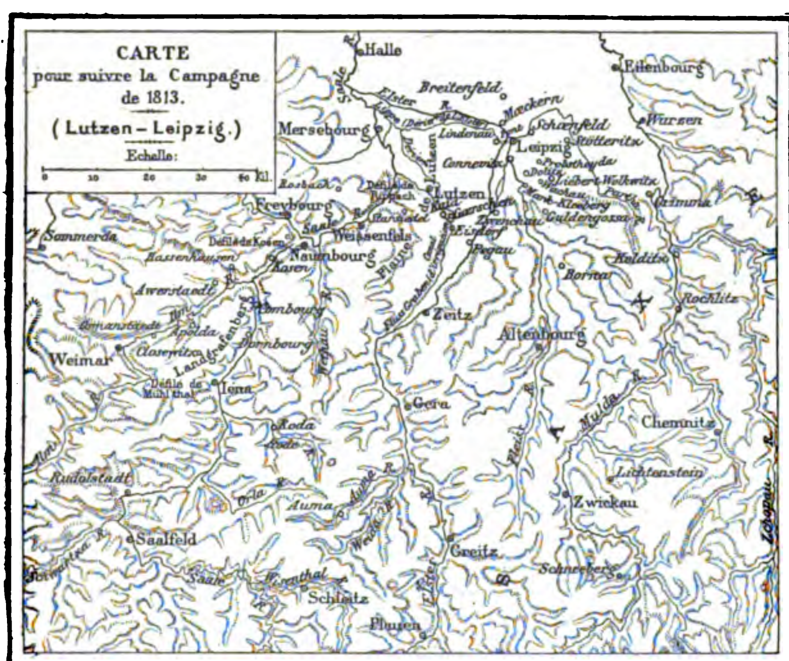
Dresde, et tout à fait sur le flanc gauche de la grande armée.

Les alliés, à la suite des quatre batailles de Kulm, la Katzbach, Grossbeeren et Dennewitz, étaient ramenés sous les murs de Dresde. Bernadotte se trouvait à Wittemberg, Blücher sur les hauteurs qui dominent Dresde, et Schwarzenberg s'apprêtait à déboucher des défilés bohémiens pour entrer en Saxe. L'Empereur ne se laissa ni décourager ni émouvoir. Décidé à se maintenir sur l'Elbe, il s'efforça de ne pas se laisser déborder. Courant sur Blücher, dont les progrès sont les plus rapides et le voisinage le plus menaçant, il le refoule en Silésie. Schwarzenberg profite de son éloignement pour tenter un nouvel effort sur Dresde : l'Empereur accourt et le rejette en Bohême. Blücher reparaît sur la Sprée. Il est mis en fuite pour la troisième fois; mais l'armée s'usait dans ces marches continuelles. Déjà sur nos derrières se formaient des bandes de partisans, déjà la Westphalie et la Hesse étaient en pleine insurrection. Les Bavarois préparaient leur défection, et leur souverain avertissait l'Empereur qu'il était forcé de renoncer à l'alliance française. Les Saxons et les Wurtembergeois, travaillés par les sociétés secrètes, ne servaient plus dans nos rangs qu'à contre-cœur. Les Français eux-mêmes, lassés par cette lutte inexpiable, avaient perdu tout espoir. L'Empereur l'a reconnu plus tard à Sainte-Hélène : « Les mauvaises intentions, a-t-il écrit, commençaient à se glisser parmi nous; la fatigue, le découragement gagnaient le plus grand nombre; mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits, et conséquemment malheureux : ce n'étaient plus les hommes du début de notre révolution, ni ceux de mes beaux moments,... le feu sacré s'éteignait. »

Les alliés au contraire redoublaient d'ardeur et réparaient leurs pertes. Ils rapprochaient leurs armées de Dresde et resserraient de jour en jour autour de cette ville leur cercle d'investissement. Ils n'attendaient plus que les 60 000 hommes de renfort que leur amenait Benningsen pour franchir l'Elbe et fermer la route de France à Napoléon. En effet, quand Benningsen fut arrivé, toutes les armées se mirent en mouvement. Leur plan consistait à opérer leur concentration à Leipzig, sur la ligne de retraite des Français, et à y livrer une bataille décisive. Bernadotte passe l'Elbe, opère sa jonction avec Blücher, et les deux généraux rejettent Ney sur la Mulda (23 septembre). En même temps Schwarzenberg débouche par Commotau

et Chemnitz sur l'Elster (30 octobre); c'est-à-dire que le cercle ennemi devenait de plus en plus étroit, que nos communications étaient sérieusement menacées, et que Napoléon ne pouvait plus faire de Dresde le centre et la base de ses opérations.

Ce fut alors que l'Empereur imagina un plan stratégique dont l'exécution était relativement facile, et dont le succès aurait ruiné les espérances des coalisés. Calculant que cent lieues au moins séparent encore les alliés de la frontière française, tandis qu'il lui suffit de



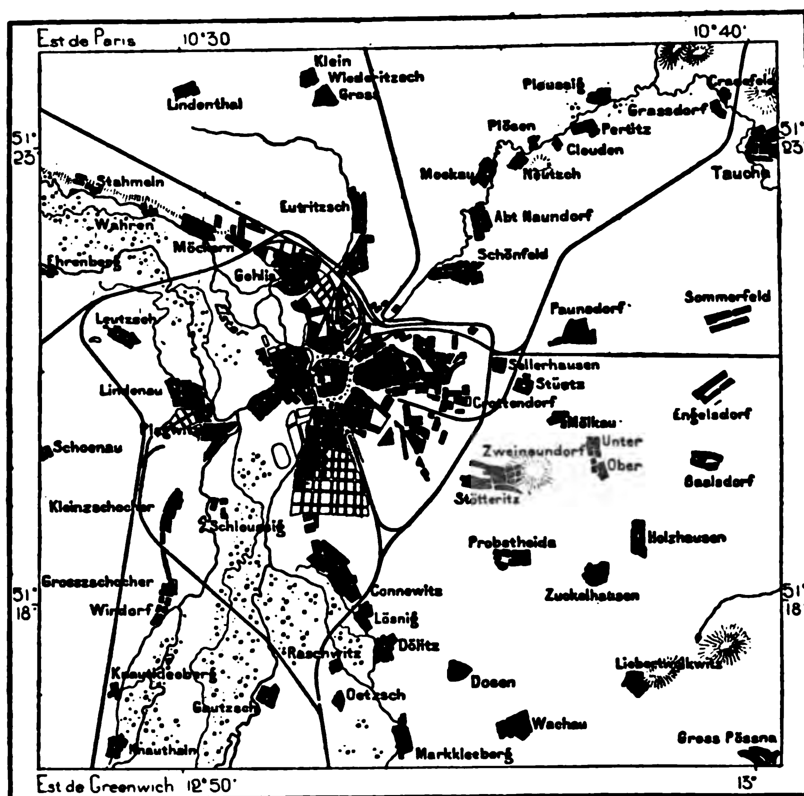
quatre à cinq jours de marche pour aller de Dresde à Berlin, il se détermine à attaquer Berlin, que le mouvement de Bernadotte sur l'Elbe a laissé à découvert. Une fois maître de cette capitale, il en fera la base des nouvelles opérations qui reporteront le théâtre de la guerre entre l'Elbe et l'Oder. Or, comme il domine le cours et les principaux passages de ces deux fleuves par une double ligne de places fortes, Hambourg, Magdebourg, Wittemberg, Torgau et Dresde sur l'Elbe, Glogau, Stettin et Custrin sur l'Oder; comme il peut en outre s'appuyer sur les places de la Vistule, il espère entraî-

ner à sa suite les alliés, dégager par conséquent les avenues de la France, et, une fois qu'il les aura attirés dans ce labyrinthe de citadelles dont il tient les clefs, il espère leur infliger quelque terrible défaite. Réunissant aussitôt ses troupes et laissant de nouveau à Saint-Cyr le soin de défendre Dresde, il se dirige sur Wittemberg pour passer l'Elbe et marcher directement sur Berlin. Déjà plusieurs divisions de l'armée avaient atteint Wittemberg, et détruit les ponts de l'ennemi à Dessau, lorsqu'il reçoit une lettre du duc de Wurtemberg qui l'avertit que la Bavière vient de faire défection, qu'il est forcé lui-même, ainsi que le grand-duc de Bade, d'abandonner l'alliance française, que 80 000 Austro-Bavarois, commandés par Wrede, marchent sur le Rhin, et que bientôt Mayence sera cernée. Ces nouvelles se répandent et jettent la consternation dans l'armée. Ne voyant plus autour de lui qu'abattement et inquiétude, l'Empereur renonce alors à sa marche sur Berlin, et ne songe plus qu'à profiter de l'éloignement momentané de Bernadotte qui s'était porté au secours de la capitale prussienne, pour se concentrer à Leipzig, s'y assurer la route de France et battre isolément Schwarzenberg. En deux jours 140 000 fantassins et 20 000 cavaliers étaient en effet réunis à Leipzig, et s'y adossaient à toutes les portes pour fermer les routes de l'Elbe; Ney avec 45 000 soldats se portait sur la Partha pour contenir Blücher et Bernadotte qui arrivaient par Halle et par Zerbig; Bertrand s'établissait avec 15 000 hommes sur Lindenau pour couvrir la route de Lutzen, et Napoléon, avec le gros de l'armée, environ 100 000 hommes, s'apprêtait à attaquer Schwarzenberg. Les alliés disposaient alors d'environ 360 000 soldats. C'était donc plus d'un demi-million d'hommes qui allaient s'entrechoquer dans cette plaine, déjà illustrée lors de la guerre de Trente Ans par d'affreux carnages. Tous les peuples de l'Europe, à l'exception des Anglais et des Espagnols, s'y trouvaient représentés. Aussi donnera-t-on à cette terrible rencontre le nom de Bataille des Nations.

Il y a pour ainsi dire trois actes dans cette gigantesque tragédie. Ce sont les trois jours de la bataille, le 16, le 18 et le 19 octobre 1813.

Le 16 vers les neuf heures du matin, Schwarzenberg ouvrit le feu en dirigeant contre le plateau de Wachau, occupé par le centre de nos troupes, une batterie de 200 canons. Nos soldats furent d'abord

repoussés ; mais Napoléon accourt, rétablit le combat, et reprend les positions perdues. Comme les alliés, grâce à leur supériorité numérique, peuvent remplacer par des troupes fraîches les troupes fatiguées, ils essayent à six reprises de réoccuper Wachau, mais ils sont six fois repoussés et se décident à battre en retraite avec des pertes



LEIPZIG.

énormes. Murat et Poniatowski s'étaient distingués par leur intrépidité. L'Empereur récompensa le prince polonais en le nommant maréchal. En même temps Ney était attaqué par Blücher et rejeté sur la Partha, mais Bertrand battait à Lindenau un des lieutenants de Schwarzenberg, Giulay.

Napoléon se décida à une seconde bataille ; ce fut une faute, car Bernadotte venait d'arriver avec 70 000 hommes et d'opérer sa jonc-

tion avec Blücher. Schwarzenberg de son côté venait de recevoir les troupes de renfort que lui amenait Benningsen. Il eût été prudent, puisque les routes étaient encore ouvertes, de battre en retraite sur le Rhin, de s'y adosser, et d'attendre les alliés sur une frontière hérissée de citadelles. Exalté par la journée de Wachau, Napoléon se contenta de replier ses postes, et de se concentrer entre Connewitz et Schœnfeld, le centre à Probstheyda, mais il eut la précaution de préparer la retraite en ordonnant de construire des ponts sur l'Elster. Cet ordre ne fut pas exécuté. Il devait être la cause d'un grand désastre.

Les alliés avaient passé la journée du 17 à achever leur mouvement de concentration. Serrés en masse, au nombre de 330 000 combattants, avec 50 000 cavaliers et 1 200 canons, appuyés aux deux extrémités sur la Pleiss et la Partha, ils s'avancèrent, le 18 au matin, de tous les côtés à la fois. Ils voulaient moins emporter Leipzig qu'y enfermer l'armée française et la déborder en lui coupant sa route de retraite. Aussi se lancèrent-ils en colonnes serrées, sacrifiant sans hésiter leurs soldats, car ils étaient certains de toujours conserver la supériorité du nombre. Napoléon leur fit face sur tous les points. Les troupes opposées à Blücher et à Bernadotte se battirent avec une telle énergie qu'elles se croyaient sûres de la victoire. Tout à coup 12 000 Saxons et Wurtembergeois courent au-devant de Bernadotte, entrent dans ses rangs, et déchargent à bout portant leurs canons sur les camarades qu'ils viennent de trahir. Nos régiments, ébranlés par cette infâme trahison, parviennent cependant à se reformer. Napoléon accourt avec la moitié de sa garde, et punit les Saxons en les écrasant. Les colonnes de Schwarzenberg et de Benningsen sont également repoussées. Vers les quatre heures du soir les alliés découragés opèrent un mouvement général de retraite et nous abandonnent les positions si vaillamment défendues. La seconde journée, dite de la Partha, se terminait donc encore à notre avantage.

Le soir de cette seconde bataille, Napoléon prenait ses dispositions pour la journée du lendemain, lorsque les commandants de l'artillerie vinrent lui annoncer que les munitions allaient manquer. Nous n'avions plus que 15 000 coups de canon à tirer. L'Empereur fut obligé de quitter Leipzig. S'il avait pu continuer la résistance pendant vingt-quatre heures, les alliés se seraient séparés. Leurs



MORT DE PONIATOWSKI. (Voir p. 304.)

pertes avaient été effroyables. Les vivres manquaient. De sourdes rivalités, exaspérées par les dernières défaites, étaient sur le point d'éclater; mais, comme l'a écrit l'Empereur, « tout nous devenait contraire, et l'étoile pâlissait ». La nuit se passa à tout disposer pour la retraite. Le 19 au matin, après avoir présidé au défilé de ses têtes de colonne, l'Empereur se dirigea vers la route de Lindenau, gorge étroite de deux lieues de long, coupée par cinq ou six canaux et traversée par un seul pont. Les alliés, prévenus de notre départ, attaquèrent avec fureur les faubourgs de la ville. Blücher emporte celui de Halle, et Benningsen celui du Midi. Une nouvelle bataille s'engagea sur les remparts et dans les rues. Cependant le gros de l'armée, Victor, Augereau, Marmont, Ney, toute la garde avaient déjà atteint Lindenau. Il ne restait plus à Leipzig que Lauriston, Oudinot, Macdonald et Poniatowski. Déjà Lauriston et Oudinot s'ébranlaient pour passer l'Elster. Encore deux heures de résistance et toute l'armée était sauvée; mais les sapeurs qui gardaient le pont de l'Elster, entendant la fusillade se rapprocher, crurent que le moment était venu de faire sauter le grand pont de l'Elster. 30 000 soldats et 150 canons étaient encore dans la ville. Leipzig, encombré de morts et de mourants, ne tarda pas à présenter un horrible spectacle. Les Français luttent avec le courage du désespoir, mais ils succombent sous le nombre. Quelques-uns essayent de s'échapper en franchissant la Pleiss et l'Elster. La première de ces rivières ne présente que peu d'obstacles. La seconde a ses berges coupées à pic, et elle engloutit les fugitifs. Poniatowski fut une des victimes. Il lança son cheval dans la rivière et fut emporté par le courant. Macdonald, plus heureux, parvint à gagner l'autre rive.

Jamais bataille ne fut plus meurtrière. Les Français perdirent, tant tués que prisonniers, près de 50 000 hommes. La perte des coalisés fut plus considérable. Elle ne fut pas moindre de 83 000 hommes. Ce chiffre s'explique par la profondeur des colonnes que labouraient les boulets de nos artilleurs.

Le désastre de Leipzig portait un coup mortel à la puissance de l'Empereur. C'était, en moins de quatorze mois, la troisième armée qui fondait entre ses mains; aussi tous les alliés qui nous restaient firent-ils alors défection, et l'Europe entière s'arma contre nous.

Napoléon récoltait alors cette « moisson de vengeance » dont,

quatre années auparavant, l'avait menacé le prince Eugène à l'occasion des humiliations infligées aux princes allemands. Partout sur son passage se soulevaient les populations, et les vainqueurs s'acharnaient à sa poursuite. Pendant que Bernadotte, Benningsen et Klenau se détachaient contre Hambourg, contre la Westphalie et contre Dresde, Blücher et Schwarzenberg refoulaient dans la direction du Rhin nos régiments décimés. L'Empereur fut un instant tenté de faire face en arrière et de s'arrêter à Erfurt, mais il apprit que les 50 000 Austro-Bavarois de Wrede venaient de s'établir à Hanau et coupaient sa ligne de retraite. A cette nouvelle un cri s'échappe de toutes les bouches : « Tout est perdu ! Nous sommes coupés. » Et de fait, dans cette armée désorganisée, dont les soldats ne marchaient plus que pêle-mêle, où toutes les armes, tous les corps étaient confondus, la moindre lutte semblait impossible. Si on ne parvenait à forcer le défilé à l'entrée duquel était campé Wrede, comme Blücher filait à gauche par les sources de la Nidda, et Schwarzenberg à droite par les montagnes de la Franconie, l'armée française était obligée de capituler, et l'Empereur restait le prisonnier de la coalition. Les bataillons de la garde avaient seuls conservé une apparence d'organisation. Napoléon pria Drouot de lui ouvrir un passage avec ses canons. Drouot, avec une froide intrépidité, porte en avant de l'armée ennemie une batterie de cinquante canons, mais sans montrer la moindre force pour les appuyer. La cavalerie bavaroise s'ébranle pour les enlever. Drouot fait charger ses canons à mitraille et ordonne de ne tirer qu'à quarante pas. Cette effroyable décharge arrête l'ennemi. Napoléon lance aussitôt ses escadrons contre cette masse épouvantée. Nos soldats reprennent courage et s'enfoncent à leur tour dans la trouée sanglante qui vient de leur être ouverte (30 octobre).

Drouot venait de sauver l'armée. Le lendemain de cette victoire, la dernière que nous ayons remportée au delà du Rhin, les débris de nos troupes arrivaient à Francfort. Wrede, furieux de son insuccès, essaya d'écraser notre arrière-garde, mais Bertrand soutint le choc. Nos soldats ne devaient plus être inquiétés. Le 2 novembre ils entraient à Mayence, mais la cavalerie restait au delà du fleuve pour recueillir les fuyards. Le 5 décembre elle apercevait l'avant-garde des alliés, et, à son tour, se retirait.

Des 300000 Français qui, depuis le mois de mars, avaient passé le Rhin, 40000 à peine se trouvaient réunis à Mayence, et encore la plupart d'entre eux devaient-ils y rester, car le typhus s'abattit sur eux et les moissonna. « On les trouvait morts pêle-mêle, a écrit le capitaine Coignet. Dans leurs transports effrayants ils nommaient leurs parents, leurs bestiaux, et j'eus encore cette pénible corvée à faire, car je fus désigné pour faire enlever tous les cadavres des hommes morts dans la nuit. Il fallut prendre des forçats pour les charger sur de grandes charrettes, et les corder comme des voitures de foin. Ils voulurent s'y refuser, mais ils furent menacés d'être mitraillés. »

130 ou 140000 soldats avaient donc été tués ou faits prisonniers. Tous les autres formaient les garnisons des places que l'Empereur s'était obstiné à garder sur l'Elbe, sur l'Oder et jusque sur la Vistule. Il est vrai qu'il s'était trouvé si vite débordé, et que le sentiment des populations se produisit d'une façon si soudaine, qu'il n'eut pas le temps de les rappeler, ou que les ordres qu'il leur expédia n'arrivèrent pas à destination ; ce n'en était pas moins toute une armée, environ 180000 hommes, qui devait manquer à la France pour repousser l'invasion.

Parmi les garnisons abandonnées, une des plus considérables était celle de Dresde. Elle se composait d'environ 30000 hommes. Saint-Cyr les commandait. Ils auraient dû prendre part à la bataille de Leipzig. Ils étaient même déjà sortis de leurs lignes, mais à la nouvelle de la défaite ils rentrèrent à Dresde. A quelques jours de là, Narbonne, commandant la place de Torgau, fit proposer au maréchal de prendre l'initiative d'une grande manœuvre. Il s'agissait de sortir de Dresde, de descendre l'Elbe en ralliant les garnisons de Torgau, de Wittemberg, de Magdebourg et de Hambourg, puis de rentrer en France par la Hollande à la tête de plus de 100000 hommes. Il est incontestable que cette opération, si elle avait été exécutée, aurait modifié la campagne de 1814. Saint-Cyr ne se refusa pas à l'exécuter, mais il perdit son temps à de fausses manœuvres. Le comte Lobau, détaché par lui avec 15000 hommes seulement, dut rentrer à Dresde. Enfermé dans une ville mal fortifiée, au milieu d'une population hostile, dépourvu de vivres, sans munitions, Saint-Cyr se trouva bientôt acculé à la nécessité d'une capitulation. Il consentit

à évacuer Dresde, mais à condition que ses troupes seraient ramenées en France. Ses 30 000 soldats avaient à peine déposé leurs armes (11 novembre) que le général autrichien Klenau les déclarait eux et leur chef prisonniers de guerre. Il n'y avait plus contre la France de justice, ni même d'honnêteté!

Les 26 000 hommes enfermés à Torgau avec Narbonne éprouvèrent le même sort. Ils avaient d'abord essayé de résister, mais le typhus les décima, et les assiégeants n'eurent plus qu'à laisser agir le fléau. Les défenseurs de la place la rendirent à condition de rentrer en France. On le leur promit (26 décembre), mais la capitulation fut encore violée.

Lapoype à Wittemberg et Lemarois à Magdebourg s'étaient enfermés dans les forteresses dont la garde leur avait été confiée. Ils n'auraient pu être contraints à en sortir que dans l'intérêt d'une grande concentration, qui ne leur fut pas demandée : aussi se contentèrent-ils de défendre ces deux places jusqu'au moment où la faim et les maladies les contraignirent à en ouvrir les portes (13 janvier 1814).

A Hambourg se trouvait Davout, que les inexplicables défiances de Napoléon avaient relégué dans ce poste secondaire, au grand détriment des opérations générales. Il s'était enfermé dans cette place au lendemain de nos désastres, et y avait rapidement concentré une armée de 40 000 hommes, à la tête desquels il soutint pendant plusieurs mois un siège ou plutôt une véritable campagne défensive. Séparé de la France et fermement résolu à être le dernier des généraux français qui rendrait son épée aux alliés, il tint glorieusement cette parole.

Sur l'Oder, Grandeau à Stettin, Ravier à Damm, Fournier d'Albe à Custrin, Laplace à Glogau ne luttaient que pour l'honneur du drapeau, car ils se savaient abandonnés et n'ignoraient pas que l'ennemi ne consentirait jamais à les laisser rejoindre en France leurs compagnons d'armes. Au moins voulaient-ils jusqu'au dernier moment tenir haut et ferme le drapeau de la France en pleine Allemagne. Stettin n'ouvrit ses portes que le 5 décembre 1813, après neuf mois de blocus. Custrin ne capitula que le 30 mars et Glogau que le 10 avril 1814.

Dans le bassin de la Vistule Zamosç et Modlin s'étaient rendues le

22 et le 25 décembre. La défense de Danzig fut mémorable. Rapp s'était enfermé dans la place en décembre 1812, avec environ 40 000 hommes, dont la plupart avaient rapporté de Russie une fièvre spéciale, dite de congélation, qui enleva rapidement plusieurs milliers d'entre eux. Il avait à sa disposition les immenses approvisionnements qui avaient été accumulés pour la campagne de Russie et étaient restés dans les magasins faute de transports. Aussi n'avait-il rien à craindre de la famine. Les Prussiens et les Russes tenaient à Danzig. Ils en attaquèrent avec fureur les ouvrages, mais furent constamment repoussés. Désespérant de s'en rendre maîtres, ils se contentèrent de bombarder la place. Tout le mois d'octobre 1813 fut employé sans relâche et sans pitié à cette terrible exécution. Les alliés dirigeaient leurs feux surtout contre les amas de bois que contenaient les chantiers de la ville. D'effroyables incendies avaient éclaté, mais nos soldats, qui, depuis plusieurs semaines, vivaient sous un orage de fer et de feu, ne pensaient pas pour autant à se rendre, et leur chef intrépide, confiant dans l'avenir, repoussait toutes les sommations, déclarant qu'il ne capitulerait que sur un ordre écrit de l'Empereur, ou quand l'ennemi serait entré par la brèche. Il ne consentit à ouvrir les portes de la ville que le 29 décembre 1813, et avec les mêmes conditions qu'à Dresde. Cette fois encore la capitulation fut indignement violée et la garnison déclarée prisonnière de guerre.

Notre drapeau ne flotta bientôt plus que sur quelques postes isolés et à Hambourg, où Davout, à force d'énergie, parvint à se maintenir. C'est ainsi que furent annihilés ou disparurent les uns après les autres ces 180 000 incomparables soldats, qui auraient défendu victorieusement la frontière du Rhin et repoussé l'invasion.

L'invasion! tel était le triste résultat de tant de batailles! Repoussés de défaite en défaite de la Vistule au Rhin, les Français se trouvaient acculés à leur frontière. Ils avaient été les maîtres de l'Europe, et voici que les souverains de l'Europe, coalisés contre eux, leur reportaient la terreur et les humiliations, dont ils avaient été abreuvés. Tant il est vrai que, tôt ou tard, la justice immanente des choses finit par exercer ses droits

FIN

TABLE DES MATIÈRES

3671. — Imprimeries réunies, B, rue Mignon, 2.

